



LES ACTES DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

REVISÉS À HAMBURG 1984
ET ANNOTÉS
PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

1^{er} FASCICULE

TEXTES ORGANIQUES
CONCERNANT
LA STRUCTURE, LE FONCTIONNEMENT
ET LE STATUT JURIDIQUE
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

BERNE 1985
BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Note concernant l'impression des Actes annotés du XIX^e Congrès de
Hamburg 1984**

Les caractères gras figurant dans les textes marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

SOMMAIRE

	Page
Avant-propos	V
L'Union postale universelle. Sa création et son développement	IX
Bibliographie	XXV
Abréviations	XXXI
<i>Constitution de l'UPU</i>	1
– Protocole final (Vienne 1964)	70
– Protocoles additionnels	72
– Troisième Protocole additionnel (Hamburg 1984) (extrait) .	72
Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Hamburg 1984	75
<i>Règlement général de l'UPU</i>	97
<i>Liste des décisions du Congrès de Hamburg 1984 autres que celles modifiant les Actes de l'Union</i>	165
– Texte des décisions en relation avec la Constitution et le Règlement général	176
<i>Règlement intérieur des Congrès</i>	247
<i>Règlement intérieur du Conseil exécutif</i>	271
<i>Règlement intérieur du Conseil consultatif des études postales</i>	285
<i>Accords ONU/UPU</i>	321
<i>Statut juridique de l'UPU</i>	341
– Sur le territoire suisse	341
– Hors de Suisse	362
<i>Index alphabétique</i>	381

AVANT-PROPOS

L'édition annotée des Actes de l'Union postale universelle, plus connue sous l'appellation de «Code annoté», a été publiée pour la première fois en 1940 à la suite d'une décision du Congrès de Buenos Aires 1939. Elle a été réimprimée après chacun des Congrès ultérieurs, les annotations étant soigneusement mises à jour et complétées. Son but est de préciser la portée, l'évolution ou l'application de certaines dispositions en faisant état notamment des décisions prises au sein des organes de l'Union. Le Code annoté a donc la valeur d'un commentaire officiel; il est par là même un instrument de travail utile pour les Administrations, et une documentation précieuse pour les chercheurs qui, au-delà de l'austérité juridique des Actes de l'Union, s'attachent à pénétrer la pratique et l'évolution de notre organisation. Le XIX^e Congrès, qui s'est tenu à Hamburg du 18 juin au 27 juillet 1984, a procédé à la révision des Actes de l'Union et a adopté un certain nombre de décisions qui concernent tant l'organisation et le fonctionnement de l'Union que les différentes branches du service postal international.

Parmi les principaux résultats du XIX^e Congrès, il y a lieu de relever

- a) en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de l'Union:*
 - l'introduction de trois nouvelles classes pour la contribution des Pays-membres aux dépenses de l'Union avec respectivement 40, 35 et 0,5 unités; cette dernière étant en priorité réservée aux pays considérés comme les moins avancés par l'ONU (PMA),*
 - l'élection des membres du nouveau Conseil exécutif et du nouveau Conseil consultatif des études postales,*
 - l'élection d'un nouveau Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international,*
 - l'adoption de toute une série de mesures tendant à améliorer le déroulement du Congrès et à en raccourcir la durée,*
 - l'élimination des dernières dispositions relatives à l'Autorité de surveillance et le transfert de cette fonction au Conseil exécutif (Constitution, art. 20);*
- b) du point de vue postal:*
 - l'adoption d'un nouveau système de statistique fondé sur le poids réel des dépêches pour le calcul des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface,*

- le relèvement de 50 pour cent des taxes de base pour les envois de la poste aux lettres,
- la possibilité de réduire les taxes pour les imprimés expédiés par sacs spéciaux,
- la faculté de fixer plus librement les taxes supplémentaires,
- la faculté de fixer les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée en fonction des prix de revient,
- l'ajustement des quotes-parts territoriales de transit et des quotes-parts maritimes pour les colis,
- la possibilité d'exiger que les documents d'accompagnement des colis soient transmis d'une façon qui s'adapte à la méthode de dédouanement en vigueur dans le pays de destination;

c) dans le domaine de l'assistance technique:

- la fixation des priorités et principes d'action,
- l'augmentation de 40 pour cent des crédits prévus au budget annuel.

Par ailleurs, soucieux de maintenir le service postal à la hauteur de sa tâche et de permettre aux Administrations postales de faire face aux besoins de leur clientèle, le Congrès a consacré quatre séances, les 26 et 27 juin 1984, pour un débat général sur les mutations de la poste face à l'évolution du monde des communications. Il en est résulté une déclaration dite de Hamburg qui souligne que l'UPU se doit de «participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux». Dans le même ordre d'idée, le Congrès a également assoupli les dispositions en vigueur pour permettre l'introduction de nouveaux services dans l'intervalle des Congrès (Règlement général, article 102, paragraphe 6, lettre r)). Il a adopté deux résolutions qui tendent à réexaminer la législation postale internationale pour l'alléger et l'assouplir et à étudier l'opportunité d'établir des relations avec la clientèle des services postaux. Par une autre résolution, le Congrès a invité les gouvernements à tout mettre en œuvre en faveur du maintien du monopole postal.

Le Bureau international a maintenu la répartition du Code annoté en quatre fascicules telle qu'il l'a faite après le Congrès de Tokyo 1969. Dans le premier fascicule, la Constitution de Vienne 1964, seul Acte permanent de l'Union, est reproduite compte tenu des modifications apportées par les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974, cela afin de faciliter la consultation de cette publication.

En outre, sont reproduits les articles III et IV du Protocole additionnel de Lausanne qui restent actuels.

Le deuxième fascicule comprend la Convention et son Règlement d'exécution, le troisième fascicule traite de l'Arrangement concernant les colis postaux alors que le quatrième fascicule groupe tous les Arrangements relatifs aux services financiers postaux (mandats de poste et bons postaux de voyage, chèques postaux, remboursements, recouvrements, épargne et abonnements aux journaux et écrits périodiques).

Le Code annoté n'est pas la seule source d'information dont puissent se servir ceux qui désirent approfondir certains points de la législation postale.

La Genèse de l'UPU contient une documentation abondante et variée allant de l'historique de chacune des questions traitées par le Congrès jusqu'à l'analyse évolutive des dispositions des Actes depuis leur origine.

A cette documentation s'ajoutent les ouvrages et articles cités dans la bibliographie reproduite aux pages XXV à XXIX et qui représente une certaine sélection des livres et autres publications parus sur l'Union postale universelle.

Rendre service aux Administrations en les aidant à mieux comprendre l'Union et ses Actes à la faveur de commentaires qui reposent sur des sources d'information les plus sûres, tel est le but de la présente édition qui, je n'en doute pas, trouvera un accueil aussi favorable que les éditions précédentes.

Berne, le 25 septembre 1985

*Le Directeur général
du Bureau international,
A.C. BOTTO DE BARROS*

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Sa création et son développement

SOMMAIRE .

- I. Rétrospective
- II. Fondation de l'Union
- III. Actes de l'Union
- IV. Qualité de membre de l'Union
- V. Universalité
- VI. Statut juridique de l'Union en Suisse et dans certains autres Etats
- VII. Fonctionnement de l'Union
- VIII. Assistance technique
- IX. Finances de l'Union
- X. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales
- XI. Conclusion

I. Rétrospective

Les origines de la poste se perdent dans la nuit des temps. Dans les pays les plus anciens, tels la Chine, la Perse, l'Egypte, la Grèce, l'Empire romain, on trouve des traces d'un système de transmission de la pensée – messages verbaux ou écrits – dont la base était constituée par des relais d'hommes et de chevaux échelonnés le long des grandes routes. Comme telle, la poste était l'apanage des rois et des princes dont la préoccupation dominante était de faire parvenir leurs ordres dans les coins les plus reculés de leurs vastes Etats. A leur tour, les monastères organisèrent leurs propres courriers dont les ramifications s'étendirent à mesure que se répandait la religion. Enfin, dès qu'un embryon de vie sociale se fit jour sous l'impulsion

des corporations et des marchands, les particuliers purent échanger des communications en utilisant les courriers des princes et des monastères.

Ce rudiment d'organisation, à caractère mi-gouvernemental et mi-privé, dura jusqu'à la fin du Moyen Âge. Il se révéla bientôt insuffisant pour satisfaire aux besoins d'une société en continuelle évolution. D'une part, grâce à l'imprimerie, l'instruction pénétra peu à peu dans toutes les couches de la population. D'autre part, la découverte de nouveaux mondes et ses conséquences amplifièrent les relations entre les peuples. Il en résulta un accroissement constant des échanges.

Sous l'influence de ces nécessités, la poste ne pouvait que se développer. Dans le courant du XVI^e siècle, elle déborda le cadre des frontières grâce à l'impulsion de François de Taxis, qui créa, pour la première fois, un service postal exerçant son activité dans plusieurs Etats européens. Plus tard, au XVIII^e siècle, elle se mua définitivement en service public pour prendre peu à peu sa forme actuelle.

A l'origine, les échanges postaux internationaux étaient régis par des accords bilatéraux conclus suivant les nécessités particulières à chaque pays.

Ce système, impliquant une extrême variété de tarifs calculés en diverses monnaies et d'après des unités de poids et des échelons différents, compliquait l'exécution du service et en freinait l'essor. L'invention des bateaux à vapeur et des chemins de fer imprima à la poste une nouvelle évolution. Dès ce moment, les Administrations comprirent que, pour accélérer les échanges internationaux, dans une mesure parallèle à celle des moyens de transport, il fallait en simplifier les formalités et notamment normaliser et réduire les taxes. Un premier pas dans cette voie fut franchi en Grande-Bretagne en 1840. Sur proposition de Rowland Hill, la taxe des lettres, en service interne, fut unifiée et abaissée à un penny (*penny postage*) et cette réforme fut accompagnée de la création du timbre-poste. En 1862, le Ministre des postes des Etats-Unis d'Amérique, Montgomery Blair, prit l'initiative de convoquer une première réunion internationale pour arriver à un arrangement postal sur une base commune. Cette conférence se réunit à Paris le 11 mai 1863 et groupa les délégués de quinze pays d'Europe et d'Amérique, à savoir: Autriche, Belgique, Costa-Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Prusse, îles Sandwich, Suisse et Villes hanséatiques. Elle adopta un certain nombre de principes généraux dont il était recommandé aux Administrations de tenir compte pour la conclusion de leurs conventions postales avec d'autres Administrations.

II. Fondation de l'Union

Les tentatives d'améliorer le service par l'application de principes uniformes dans les accords bilatéraux ne pouvaient à la longue satisfaire les besoins croissants créés par le développement rapide des relations internationales. Cette raison amena un haut fonctionnaire de l'Administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Henri de Stephan, à jeter en 1868 les bases d'un projet d'union postale entre les nations civilisées. Il proposa à son Gouvernement de soumettre ce projet aux délibérations d'une Conférence de plénipotentiaires, laquelle, sur invitation du Gouvernement suisse, se réunit à Berne le 15 septembre 1874. Elle comprenait les délégués plénipotentiaires des vingt-deux pays suivants: Allemagne, Autriche, Hongrie, Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse et Turquie. Ce Congrès se termina par la signature du Traité de Berne 1874 qui consacra la première Convention collective réglant le service postal international et la fondation de l'«Union générale des postes». L'entrée en vigueur de cette Convention fut fixée au 1^{er} juillet 1875. Trois années plus tard, eu égard aux nombreuses adhésions qui s'étaient produites depuis la mise à exécution du Traité de Berne, l'«Union générale des postes» prit la dénomination d'«Union postale universelle».

Les règles fondamentales introduites par la Convention de Berne 1874, telles qu'elles figurent aujourd'hui encore dans la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne en 1964 et dans la Convention de Rio de Janeiro 1979, sont les suivantes:

- 1° formation, entre tous les Pays-membres, d'un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- 2° garantie, dans le territoire de l'Union, de la liberté de transit;
- 3° uniformisation des taxes à percevoir par chaque pays pour les envois de la poste aux lettres destinés à l'ensemble du territoire de l'Union. Force est de constater cependant que ce principe n'est plus appliqué avec la même rigueur qu'autrefois, en raison de la faculté qu'ont les Administrations de majorer très fortement ou de réduire les taxes de base;
- 4° en ce qui concerne les envois de la poste aux lettres, suppression du partage des taxes entre le pays expéditeur et le pays destinataire, chaque Administration conservant en entier les taxes qu'elle perçoit à charge de rétribuer, suivant des normes établies, les Administrations intermédiaires qui assurent le transit de ses

envois. Depuis le Congrès de Tokyo 1969 l'UPU admet cependant que les Administrations de destination puissent exiger des Administrations expéditrices une rémunération à titre de compensation pour le courrier reçu en plus du courrier expédié;

- 5° instauration d'une procédure d'arbitrage pour régler les conflits entre Administrations;
- 6° création, sous le nom de Bureau international, d'un office central dont les frais sont supportés par tous les pays contractants;
- 7° réunion périodique d'un Congrès de plénipotentiaires des Pays-membres pour reviser les Actes de l'Union et discuter les affaires communes.

III. Actes de l'Union

Aux termes d'une résolution du Congrès d'Ottawa, la Commission exécutive et de liaison (CEL) (dont la dénomination actuelle est Conseil exécutif) avait été chargée, avec des directives précises, d'examiner une refonte de la structure générale de la Convention et d'étudier une procédure de mise en vigueur des dispositions d'ordre technique plus simple et plus rapide que la ratification traditionnelle. Avec le concours de plusieurs pays non membres de la Commission et celui d'une Sous-Commission créée tout spécialement dans ce but, la CEL soumit au Congrès de Vienne un projet prévoyant la scission de la Convention et de son Règlement d'exécution en quatre Actes distincts. Le Congrès de Vienne approuva à une très forte majorité le principe d'une telle scission. On trouvera ci-après une brève analyse de chacun des nouveaux Actes.

La Constitution de l'Union postale universelle est l'Acte fondamental qui contient les règles organiques de l'Union. C'est un Acte diplomatique qui est ratifié par l'autorité compétente de chaque Pays-membre. La Constitution ne doit pas être renouvelée par chaque Congrès. Les modifications qui y sont apportées ne peuvent l'être qu'en Congrès et sont consignées dans un Protocole additionnel également soumis à ratification.

Les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union font l'objet du Règlement général de l'Union postale universelle. Quant aux règles communes applicables au service postal international et aux dispositions concernant les services de la poste aux lettres, elles sont insérées dans la Convention postale universelle et son Règlement d'exécution. Ces trois derniers Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

Les branches du service postal international autres que la poste aux lettres sont régies par des Arrangements spéciaux et leurs Règlements d'exécution. Ceux-ci ne sont obligatoires que pour les pays qui sont parties à ces Arrangements.

Les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements ne sont pas considérés comme des traités, au sens restreint du terme, mais comme des arrangements conclus au niveau des Administrations postales. Cependant dans la réalité l'ensemble des Actes revus par un Congrès sont signés par les plénipotentiaires des pays représentés et souvent également ratifiés ou approuvés selon la même procédure que l'Acte dont ils dépendent.

Aux Actes de l'UPU proprement dits, il y a lieu d'ajouter les résolutions, décisions, recommandations et vœux, le tout constituant les Décisions du Congrès.

A cela s'ajoute l'Accord qui fait de l'UPU une institution spécialisée de l'ONU et qui fixe les relations entre les deux organisations. Cet Accord est annexé à la Constitution et détermine les conditions de sa révision éventuelle. Un Accord additionnel a été conclu en 1949 au sujet de l'utilisation du laissez-passer des Nations Unies. Cet Accord additionnel est également reproduit dans le présent fascicule.

IV. Qualité de membre de l'Union

Parmi les dispositions organiques figurant dans la Constitution, celle qui a trait à *l'acquisition de la qualité de membre de l'Union* mérite une attention spéciale parce qu'elle a été marquée par des étapes successives. La Convention de 1874 stipulait que les pays d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union au moment de la fondation de celle-ci pouvaient y être admis après entente avec les Administrations ayant avec eux des conventions postales ou des relations directes. Il s'agissait de fixer les taxes et les droits de transit à percevoir. Sur cette base, une Conférence se tint à Berne en 1876 en vue de l'adhésion de l'Inde britannique et des colonies françaises. Des demandes analogues furent introduites presque simultanément par les colonies néerlandaises et le Brésil, mais elles n'aboutirent pas, la Conférence estimant n'avoir pas les éléments nécessaires pour fixer les taxes et droits à percevoir. Le Congrès de Paris 1878 décréta que chaque pays pourrait adhérer à l'Union par une simple *déclaration unilatérale* n'impliquant aucune consultation préalable des membres. L'Union fut ainsi une «union ouverte» et, les demandes d'adhésion se succédant rapidement, elle groupa bientôt la presque totalité des pays du

monde. Ce système subsista pendant soixante-dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juillet 1948, date de l'entrée en vigueur de la Convention révisée par le Congrès de Paris 1947 qui modifia l'article relatif aux adhésions. Les demandes d'admission durent désormais être approuvées par les deux tiers des Pays-membres de l'Union. Cette nouvelle procédure constituait l'une des conditions posées à l'UPU pour devenir institution spécialisée de l'ONU.

Le Congrès de Vienne 1964 a maintenu cette procédure d'admission. Mais en plus, il a décidé que tout *membre de l'Organisation des Nations Unies* pouvait adhérer à l'Union par un acte unilatéral comportant une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Ainsi donc, les Etats membres de l'ONU ne sont pas astreints, pour entrer à l'UPU, à se soumettre à la consultation des Pays-membres de l'Union; une déclaration unilatérale d'adhésion à l'Union et aux Actes obligatoires est suffisante. Cette procédure est celle que suivent la plupart des nouveaux Pays-membres.

V. Universalité

Un des traits essentiels de l'Union est son caractère d'universalité. Le nombre de ses Pays-membres, de vingt-deux qu'il était à l'origine, est passé à cent soixante-huit au 1^{er} juillet 1985. La dénomination «Union postale universelle» est donc bien justifiée.

L'Union assume une tâche essentiellement technique. C'est une des premières causes de son succès. Une autre découle du but hautement humanitaire qu'elle poursuit: servir le public en améliorant sans cesse les méthodes d'exploitation. D'autre part, l'expansion de cette œuvre n'a pas été entravée par des difficultés comparables à celles qu'ont rencontrées d'autres organisations internationales. Enfin, ce caractère d'universalité ne s'oppose pas à la défense d'intérêts régionaux, tâche à laquelle s'attachent particulièrement les Unions restreintes. L'UPU entretient avec celles-ci les meilleures relations; elle collabore avec elles dans de nombreux domaines, notamment en matière d'assistance technique.

VI. Statut juridique de l'Union en Suisse et dans certains autres Etats

Eu égard à la situation de l'Union postale universelle comme institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, le Gouverne-

ment suisse a décidé, en date du 3 février 1948, qu'à partir du 1^{er} janvier 1948 l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral suisse et le Secrétaire général des Nations Unies et révisé en 1963 s'appliquerait, par analogie, à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union. Cette décision a été approuvée par les deux Chambres du Parlement fédéral par un Arrêté fédéral du 29 septembre 1955.

En dehors de la Suisse, le régime juridique de celle-ci est réglé par la Convention sur les immunités et privilèges des institutions spécialisées – approuvée le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptée par l'Union – pour autant que les Etats aient adhéré à cette Convention et se soient engagés à en appliquer les dispositions à l'Union postale universelle. Au 1^{er} juillet 1985, quatre-vingt-cinq Etats ont fait acte d'adhésion à cette Convention et ont pris à l'égard de l'Union les engagements qui y sont stipulés.

On peut admettre que d'autres Etats agiront de même, rien ne les empêchant d'ailleurs d'octroyer à l'Union, par leur législation intérieure ou par une simple déclaration unilatérale, tels privilèges et immunités qui leur semblent désirables. Ainsi, par exemple, l'Union postale universelle s'est vu reconnaître, par le Président des Etats-Unis d'Amérique et au sens de la législation de ce pays, la qualité d'organisation internationale ayant droit aux privilèges, exceptions et immunités conférés par l'*International Organisations Immunities Act* (US Code Title 22 S 288).

VII. Fonctionnement de l'Union

Le Congrès, autorité suprême de l'Union, se réunit au plus tard cinq ans après la mise en vigueur des Actes du Congrès précédent, sauf circonstances exceptionnelles qui justifient la convocation d'un Congrès extraordinaire. Il ne s'agit pas d'une assemblée ayant uniquement pour but d'échanger des vues sur des questions professionnelles, mais bien d'une Conférence de plénipotentiaires de gouvernements ayant pour tâche principale de réviser les Actes de l'Union. Le Congrès a donc des fonctions essentiellement législatives. Sur le plan administratif, il nomme les membres du Conseil exécutif et ceux du Conseil consultatif des études postales, il prend connaissance du rapport sur les activités de chacun des organes précités, il élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau internatio-

nal, il approuve les comptes de l'Union relatifs aux années qui se sont écoulées depuis la réunion du précédent Congrès, il arrête le montant maximal des dépenses annuelles de l'Union jusqu'à la mise en vigueur des Actes du Congrès suivant et, enfin, il donne des directives pour le fonctionnement des divers organes de l'Union et il fixe leurs tâches respectives. Depuis 1964, le Congrès s'occupe également d'assistance technique (voir chapitre VIII).

Jusqu'ici, l'Union a tenu dix-neuf Congrès ordinaires, à savoir:

Berne	1874	Buenos Aires	1939
Paris	1878	Paris	1947
Lisbonne	1885	Bruxelles	1952
Vienne	1891	Ottawa	1957
Washington	1897	Vienne	1964
Rome	1906	Tokyo	1969
Madrid	1920	Lausanne	1974
Stockholm	1924	Rio de Janeiro ...	1979
Londres	1929	Hamburg	1984
Le Caire	1934		

Un Congrès extraordinaire, réuni à Berne en juillet 1900, a célébré le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Union et décidé l'érection d'un monument commémoratif. Des cérémonies marqueront également, au Congrès de Stockholm en 1924, et à Berne en 1949 et 1974, les cinquantième, soixante-quinzième et centième anniversaires de cette fondation.

Parmi les initiatives importantes à mettre à l'actif des Congrès ordinaires, il convient de citer particulièrement:

- a) conclusion d'Arrangements concernant les lettres avec valeur déclarée et les mandats de poste (Paris 1878) (voir lettre S);
- b) conclusion d'un Arrangement concernant les recouvrements (Lisbonne 1885);
- c) conclusion d'un Arrangement concernant les abonnements-poste (Vienne 1891);
- d) création du coupon-réponse international (Rome 1906);
- e) conclusion d'un Arrangement concernant les virements postaux (actuellement Arrangement concernant les chèques postaux) (Madrid 1920);
- f) création du service des petits paquets (Londres 1929);
- g) conclusion d'un Arrangement supplémentaire concernant les bons postaux de voyage (Le Caire 1934);

- h) conclusion d'un Accord avec les Nations Unies; modification de la procédure relative à l'admission de nouveaux membres; création de la Commission exécutive et de liaison (actuellement Conseil exécutif); conclusion d'un Arrangement concernant les envois contre remboursement (Paris 1947);
- i) extension de la franchise postale déjà accordée aux prisonniers de guerre et aux internés civils et octroi de la même franchise aux impressions en relief à l'usage des aveugles; introduction du système de l'interprétation simultanée des délibérations du Congrès et des organes de l'UPU dans les langues admises (Bruxelles 1952);
- j) conclusion d'un Arrangement concernant le service international de l'épargne; création de la Commission consultative des études postales (Ottawa 1957) (voir lettre n) ci-après);
- k) révision générale de la Convention et scission de celle-ci en quatre Actes distincts: Constitution, Règlement général, Convention et Règlement d'exécution (Vienne 1964);
- l) mise en application d'un nouveau régime linguistique prévoyant entre autres la fourniture en d'autres langues que la langue officielle des publications de l'Union à la demande et aux frais d'un Pays-membre ou d'un groupe de Pays-membres (Vienne 1964) (voir lettre q) ci-après);
- m) confirmation de la participation de l'UPU aux divers programmes d'assistance technique et inscription de cette activité dans la Constitution de l'UPU (Vienne 1964);
- n) création du Conseil consultatif des études postales en lieu et place de la Commission consultative des études postales et de son Conseil de gestion (Tokyo 1969);
- o) transfert au Congrès de la compétence d'élire le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international (Lausanne 1974);
- p) nouvelles prestations dans le cadre de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux (Lausanne 1974);
- q) publication officielle des documents de l'UPU en langues française, anglaise, arabe et espagnole aux frais de l'Union (Lausanne 1974); prise en charge par l'Union des frais de publication, les frais de traduction vers une autre langue que le français sont supportés par les groupes linguistiques;
- r) introduction de quatre autres langues, l'allemand, le chinois, le portugais et le russe, pour la publication officielle des documents de l'Union, avec subvention limitée (Rio de Janeiro 1979 et Hambourg 1984);

- s) incorporation des dispositions de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée dans la Convention et dans son Règlement d'exécution (Rio de Janeiro 1979);
- t) majoration des taxes de base de 50 pour cent, la possibilité étant laissée aux pays de mieux moduler leurs tarifs en fonction de leurs coûts de production (Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984);
- u) alignement du système de financement de l'Union sur la pratique des autres institutions spécialisées de l'ONU; à partir de 1980, les Pays-membres payent à l'avance leurs parts contributives, la Suisse ne devant plus assurer les avances de trésorerie nécessaires (Rio de Janeiro 1979);
- v) introduction, à côté du franc-or, des «Droits de tirage spéciaux» (DTS) comme monnaie de référence dans les règlements internationaux (Rio de Janeiro 1979);
- w) adoption de deux taux de base pour le calcul des «frais terminaux»: 8 fr-or par kg pour les envois de la poste aux lettres (à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux) et 2 fr par kg pour les imprimés expédiés par sacs spéciaux (Hamburg 1984).

En dehors des Congrès ordinaires ou extraordinaires, la Constitution prévoyait des *Conférences administratives* pour l'examen de questions purement techniques. L'Union n'a fait usage que trois fois de cette faculté, à savoir:

- Conférence de Paris 1880, qui aboutit à la conclusion d'une Convention spéciale concernant les colis postaux;
- Conférence de Bruxelles 1890, qui fut chargée de l'élaboration d'un projet d'Arrangement concernant le service international des abonnements aux journaux et aux publications périodiques;
- Conférence de La Haye 1927, qui établit les premières dispositions sur la poste aérienne.

Le peu de succès des Conférences administratives était attribuable à deux causes: Premièrement, les questions pour lesquelles ces Conférences ont été créées sont, à présent, traitées par le Conseil exécutif ou par le Conseil consultatif des études postales; secondement, les Règlements d'exécution de la Convention et des Arrangements qui auraient pu être révisés dans de telles Conférences sont révisés lors des Congrès en même temps que les traités dont ils dépendent. Le Congrès de Hamburg 1984 a supprimé la possibilité de tenir des Conférences administratives de même que les Commissions spéciales pour les mêmes raisons.

Le *Conseil exécutif* (CE). Cet organe, dénommé Commission exécutive et de liaison à l'origine, fut créé par le Congrès de Paris 1947.

C'est un organe permanent composé actuellement de quarante membres et qui se réunit, en principe, une fois par an, au siège de l'Union. Son rôle est double, il est à la fois celui d'un conseil d'administration chargé d'assurer le bon fonctionnement de l'Union et celui d'une commission d'études qui est chargée par le Congrès de faire un certain nombre d'études et de rapports à leur sujet devant le Congrès aux fins de décisions et généralement de modification des Actes de l'Union. Les attributions du Conseil exécutif sont essentiellement définies à l'article 102 du Règlement général.

Le *Conseil consultatif des études postales* (CCEP) a remplacé, depuis le Congrès de Tokyo 1969, la Commission consultative des études postales et son Conseil de gestion qui avaient été créés par le Congrès d'Ottawa 1957. Il comprend trente-cinq membres élus par le Congrès et, en principe, il se réunit tous les ans au siège de l'Union.

Sa tâche consiste à étudier les problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique intéressant les Administrations postales et à élaborer des informations et des avis à leur sujet. Le programme des travaux du Conseil consultatif des études postales est arrêté par le Congrès. Toutefois, le Conseil exécutif de même que les Administrations peuvent, entre deux Congrès, proposer à son examen les questions rentrant dans le cadre de ses compétences. Le *Bureau international* est le seul organe véritablement permanent de l'Union dont le siège est à Berne. Il sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations. Il n'a pas qualité pour intervenir dans les rapports entre ces dernières et leurs usagers. Il ne s'agit pas d'énumérer ici toutes les attributions du Bureau international. Certaines pourtant méritent d'être relevées. Le Bureau est avant tout un secrétariat qui prépare la documentation pour les réunions des organes de l'Union et en assume le secrétariat. Il publie également une abondante documentation à l'intention des services postaux des Pays-membres.

Selon l'article 114 du Règlement général, ledit Bureau est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

En outre, du fait qu'il dispose d'une bibliothèque et d'une cinémathèque qu'il s'efforce sans cesse d'enrichir et de moderniser, le Bureau international est en mesure de mettre à la disposition des Administrations des sources importantes d'information, surtout en matière de technique et d'exploitation postales. A cet égard, il est agréable de souligner que le service de prêt et de documentation du Bureau international prend un développement toujours plus grand.

Le Bureau international peut être appelé à donner son avis sur l'interprétation des Actes de l'Union qu'il s'agisse de cas litigieux ou non entre Administrations postales. Il peut même être désigné comme arbitre unique dans les différends entre deux Administrations. Dans ce cas, le jugement arbitral est contraignant pour les parties en cause. Ce rôle d'arbitre peut être exercé également par des Administrations postales, conformément à l'article 127 du Règlement général. Le nombre relativement faible d'arbitrages qui ont été rendus depuis l'origine de l'Union témoigne de l'excellent esprit qui anime les relations entre les Administrations postales. Au cours de la longue période qui s'est écoulée depuis 1874, vingt-huit jugements arbitraux seulement ont été prononcés.

VIII. Assistance technique

Par sa résolution 902 (XXXIX), du 2 août 1962, le Conseil économique et social des Nations Unies a accepté la demande de l'UPU de participer au Programme élargi d'assistance technique de l'ONU au même titre que celle-ci et les autres institutions spécialisées.

En effet, consciente de sa mission face à la multitude des problèmes qui ont surgi avec l'adhésion en masse de nouveaux pays en développement, l'UPU se devait de dépasser le cadre normatif qui lui est assigné traditionnellement pour accorder une attention toute particulière aux besoins pressants des pays jeunes. En tant qu'organisation participant au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UPU administre à l'heure actuelle les projets postaux financés par le PNUD. Ces projets visent à développer et à moderniser les services des Administrations postales.

L'aide fournie par l'UPU dans ce domaine se concrétise sous diverses formes: recrutement et envoi d'experts, octroi de bourses de formation ou de perfectionnement professionnel, fourniture de matériel d'équipement, de formation ou de démonstration.

En outre, l'UPU élabore et administre des projets communs à plusieurs pays (projets régionaux et interrégionaux) qu'elle programme en collaboration avec les Unions postales restreintes et les Commissions économiques régionales des Nations Unies, ce qui permet de résoudre plus rationnellement et au meilleur coût les problèmes qui se posent dans une région donnée (notamment création d'écoles de formation postale multinationales).

Les nombreux changements intervenus au cours des dernières années ont par ailleurs conduit l'UPU à intensifier son action et à donner à la coopération technique une nouvelle dimension. Ainsi, à côté de l'assistance technique en collaboration avec l'ONU, qui demeure la source principale de financement des projets postaux, l'UPU finance des projets de durée limitée au titre de son budget ordinaire ainsi qu'au titre du Fonds spécial UPU alimenté par des contributions bénévoles des Pays-membres (cycles d'étude, bourses de formation et services de consultants en développement qui étudient sur place diverses questions, notamment relatives à la formation et à l'exploitation et qui conseillent les Administrations postales sur les mesures à prendre dans ces domaines).

En complément de l'aide susceptible d'être obtenue des organismes d'assistance multilatérale, l'UPU encourage également et appuie, dans la mesure de ses possibilités, l'assistance bilatérale entre les Administrations postales et, d'autre part, déploie des efforts continus pour la promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) afin de faciliter la fourniture mutuelle d'assistance entre ces pays.

IX. Finances de l'Union

Le Congrès fixe le montant maximal des dépenses de l'Union pour chacune des années qui suit le Congrès. Ce montant ne peut être dépassé que dans les circonstances et selon la procédure prévues à l'article 124 du Règlement général. Les dépenses, y compris celles afférentes au Congrès, au Conseil exécutif, au Conseil consultatif des études postales et au Bureau international sont supportées en commun par tous les pays de l'Union. Le système de répartition prévoit la répartition des membres en onze classes payant de une demi à cinquante unités suivant le cas. Lors de l'adhésion ou de l'admission d'un Pays-membre, celui-ci choisit la classe dans laquelle il doit être rangé. Ultérieurement, chaque Pays-membre peut changer de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès et que le Pays-membre ne demande pas à être déclassé de plus d'une classe à la fois. Pour les surclassements, il n'existe aucune restriction.

Le budget de l'Union est soumis chaque année à l'examen et à l'approbation du Conseil exécutif. Les comptes annuels de l'Union sont vérifiés gratuitement par le Contrôle fédéral des finances de la

Confédération suisse, lequel atteste leur exactitude. Jusqu'au Congrès de Rio de Janeiro 1979, les avances de trésorerie étaient faites par le Gouvernement suisse. Depuis lors, l'UPU a adopté un système d'autofinancement analogue à celui de l'ONU et des institutions spécialisées.

X. Relations avec l'ONU et avec les autres organisations internationales

Depuis le Congrès de Paris 1947, l'Union a été reliée à l'Organisation des Nations Unies (ONU) aux termes d'un Accord qui est annexé à la Constitution. Cet Accord, signé le 4 juillet 1947, entra en vigueur le 1^{er} juillet 1948. Il fut complété par l'Accord additionnel des 13/27 juillet 1949, mis en application le 22 octobre 1949 et qui, lui aussi, est annexé à la Constitution. Par ces Accords, l'ONU reconnaît l'Union postale universelle «comme étant l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures conformes à son acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte».

Actuellement, la collaboration de l'UPU avec l'ONU et les institutions spécialisées s'articule essentiellement autour des problèmes communs qu'elles ont à résoudre: problèmes administratifs de coordination qui concerne surtout la gestion, les finances et le personnel. Ces questions relèvent notamment du Comité administratif de coordination (CAC) qui groupe les chefs des institutions spécialisées sous la présidence du Secrétaire général de l'ONU; du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) qui est un organe consultatif pour l'Assemblée générale et l'ECOSOC; du Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives (CCQA) qui s'occupe des questions administratives et du personnel; problèmes relatifs à la coopération technique des Nations Unies (voir chapitre VIII) et l'échange d'information et de documentation de toute sorte concernant l'activité des institutions et certaines données statistiques. Des relations particulières unissent l'UPU à l'Organisation de l'aviation civile internationale qui participe régulièrement aux réunions du Conseil exécutif où les questions relatives à la poste aérienne occupent une place importante. Dans ce dernier domaine, les rapports avec l'Association du transport aérien international (IATA) sont également suivis, sous l'impulsion du Comité de contact IATA/UPU qui fonctionne dans le cadre du Conseil exécutif. Actuellement, l'UPU se préoccupe d'établir des relations avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux.

Un Comité de contact UPU/Conseil de coopération douanière a aussi été constitué pour rechercher les moyens et les méthodes permettant d'accélérer et de simplifier les formalités douanières dans le service postal.

Par ailleurs, l'UPU est entrée en relation avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour résoudre la question de la normalisation des formats d'enveloppes de lettres et toute une série de problèmes qui sont en rapport avec le traitement mécanique et manuel des correspondances. Cette collaboration se développe également au sein d'un Comité de contact ISO/UPU.

XI. Conclusion

Ce tour d'horizon, forcément restreint, a permis d'effleurer les principales caractéristiques de l'Union et de situer dans le temps les étapes successives de son développement harmonieux.

Au cours de sa longue histoire, l'Union ne s'est pas départie de la tâche que lui avaient assignée ses fondateurs. Bien au contraire, avec la sage modération qui a toujours caractérisé les décisions de ses organes supérieurs, elle a élargi sans cesse son champ d'activité et continue de poursuivre à travers le monde sa noble mission pour le plus grand bien de la collaboration internationale entre les peuples et les individus.

BIBLIOGRAPHIE

Publications de l'UPU

Documents du Congrès de Hambourg 1984. Textes définitifs des Actes. Berne 1985

L'Union postale universelle. Sa fondation et son développement 1874–1949. Mémoire édité par le Bureau international. Berne 1949

Le Congrès postal universel de Bruxelles 1952. (Edition spéciale du N° 12/1952 de la revue «Union Postale».) Berne 1952

Le Congrès postal universel d'Ottawa 1957. (Edition spéciale du N° 4/1958 de la revue «Union Postale».) Berne 1958

Le XV^e Congrès de l'UPU. Vienne 1964. (Edition spéciale du N° 1/1965 de la revue «Union Postale».) Berne 1965

Le XVI^e Congrès de l'UPU – Tokyo 1969. (Edition spéciale du N° 4–5/1970 de la revue «Union Postale».) Berne 1970

Cent ans de collaboration internationale. (Edition spéciale du N° 11/12 de la revue «Union Postale».) Berne 1974

Le XVII^e Congrès de l'UPU – Lausanne 1974. (Edition spéciale du N° 1/2 de la revue «Union Postale».) Berne 1975

Le XVIII^e Congrès postal universel – Rio de Janeiro 1979. (Edition spéciale du N° 3/1980 de la revue «Union Postale».) Berne 1980

Le XIX^e Congrès postal universel – Hambourg 1984. (Edition spéciale du N° 2/1985 de la revue «Union Postale».) Berne 1985

Rapports sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif (Commission exécutive et de liaison jusqu'en 1964):

- Années 1947–1952. Berne 1952
- Années 1952–1957. Berne 1957
- Années 1957–1964. Berne 1964
- Années 1964–1969. Berne 1969
- Années 1969–1974. Berne 1974
- Années 1974–1979. Berne 1979
- Années 1979–1984. Berne 1984

Rapports sur l'ensemble des activités du Conseil consultatif des études postales (Conseil de gestion de la Commission consultative des études postales jusqu'en 1969):

- Années 1957–1963. Berne 1964
- Années 1964–1969. Berne 1969
- Années 1969–1974. Berne 1974
- Années 1974–1979. Berne 1979
- Années 1979–1984. Berne 1984

Rapports sur les activités de l'Union. Publication annuelle. Berne

Ouvrages concernant l'UPU ou certains aspects de cette organisation

- Ch. Alexandrowicz.* The Universal Postal Union, World Economic Agencies. New York, 1962, p. 1 à 34
- J. Ascandoni Rivero.* La Unión postal universal (UPU). Thèse; Madrid, 1983
- C.J. Beelenkamp.* La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle. Overeen, 1949
- Les lois postales universelles, La Haye, 1910
- Réformes postales internationales. Bloemendaal, 1947
- R. Blayac.* Origine, évolution et organisation de l'Union postale universelle. Thèse; Montpellier, 1932
- H. Boisson.* La Société des Nations et les Bureaux internationaux des Unions universelles postale et télégraphique. Paris, 1932
- H. Bühler.* Der Weltpostverein; eine völkerrechtsgeschichtliche und wirtschaftspolitische Untersuchung. Berlin, 1930
- J. Buser.* Zur Entwicklung des Weltpostvereins und des Weltpostrechts. Zürich, 1935
- L. Chaubert.* L'Union postale universelle, son statut juridique, sa structure et son fonctionnement. Berne, 1970 (traduit en arabe et en thaï)
- K. Clark.* International Communications. New York, 1931
- G.A. Coddington, Jr.* The Universal Postal Union, Coordinator of International Mails. New York, 1964
- E. Diena.* L'Unione postale universale. Thèse de l'Université de Rome, 1950
- M.K. Fazelly.* L'Union postale universelle. Thèse de l'Université de Paris, 1959
- E. Gallois.* La poste et les moyens de communications des peuples à travers les siècles. Paris, 1894
- M.E. Garbani-Nerini.* Les bases, l'organisation et le développement de l'Union postale universelle. Zurich, 1935
- V. Grignoli.* La poste aérienne. Thèse; Lausanne, 1969
- F. Haass.* Weltpostverein und Einheitsporta. Berlin, 1913
- G.B. Hill and Sir Rowland.* The Life of Sir Rowland Hill and the History of Penny Postage. London, 1880
- R. Jaspers.* Heinrich von Stephan, der Schöpfer der Welteinheit im zwischenstaatlichen Postverkehr. Frankfurt, 1938
- J. Jung.* Der Weltpostverein und sein Einfluss auf den Weltverkehr und die Weltwirtschaft. Strassburg, 1903
- L. Kammerer.* Johann von Herrfeldt und die Idee des Weltpostvereins. Hamburg und Berlin, 1963

- A. Kiderlen.* Die Funktion des Weltpostvertrags im zwischenstaatlichen Postverkehr. Thèse; Geislingen, 1946
- H. Krains.* L'Union postale universelle. Berne, 1908
- G. Lacroix.* Exposé du système général de l'Union postale universelle. Thèse; Toulouse, 1910
- A.N. Mir-Eskandari.* L'institution internationale spécialisée des PTT (UPU). Thèse; Paris, 1951
- G. Moynier.* Les Bureaux internationaux des unions universelles. Genève, 1872
- North, Wyss, Le Saux, Daniel et Savoie.* La poste, lien universel entre les hommes. Lausanne, 1974. Editions allemande, anglaise et arabe
- G. Pagni.* L'Unione universale delle poste. Florence, 1885
- M. El Rahi.* La poste aérienne dans le cadre de l'Union postale universelle. Thèse; Paris, 1964
- F.A. Risch.* Die Idee des Weltpostvereins. Hamburg, 1948
- W. Roberts.* History of Letter-Writing from the Earliest Period to the Fifth Century. London, 1843
- A. de Rothschild.* Histoire de la poste aux lettres depuis ses origines les plus anciennes jusqu'à nos jours. Paris, 1873
- H. Sasse.* Der Weltpostverein. Berlin, 1959
- K. Schroeter.* Der Weltpostverein. Berne, 1900
- H. von Stephan.* Weltpost und Luftschiffahrt. Berlin, 1874
- H. Weithase.* Geschichte des Weltpostvereins. Strassburg, 1895

Articles sur l'UPU et les Unions restreintes

- B.M. Andersen.* Verdenspostkongressen i Rio de Janeiro. «P og T» 1/1980
- J. Ascandoni Rivero.* La Conferencia Europea de Administraciones de Correos y Telecomunicaciones (CEPT). Madrid, 1981
- A. Bakir.* Evolution d'une Union restreinte: L'Union postale arabe. «Union Postale» 6/1964
- Une nouvelle Union restreinte: L'Union postale africaine. «Union Postale» 2/1963
- R. Barrientos.* La philatélie et le but primordial du timbre-poste. «Union Postale» 7/1962
- J. Brenta.* Le XVIII^e Congrès de l'Union postale universelle. «Revue des PTT de France» 35/1980
- E. Burn.* XVIII^e Congrès de l'Union postale universelle à Rio de Janeiro. «Revue des PTT» (Suisse) 1/1980
- F. Cicéron.* L'action des institutions spécialisées dans le domaine de la formation professionnelle. «Union Postale» 2 et 3/1964

- Les jeunes pays et la formation postale. «Union Postale» 1/1967
Davezac et Pouilles. Du franc-or à une nouvelle unité de compte pour la poste et les télécommunications. «Revue des PTT de France» 3/1977
- F. Hess*. Der Weltpostverein: Ein Beispiel friedlicher internationaler Zusammenarbeit. «Schweizerisches Archiv für Verkehrswissenschaft und Verkehrspolitik» 1/1955
- H. Knauth*. XVIII. Weltpostkongress: Rückblick und Bilanz. «Post-rundschau» 12/1979
- F. Koller*. Genèse de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 4/1960
- 100 Jahre Weltpostverein. «Zeitschrift für das Post- und Fernmeldewesen» 19/1974
- Engere Vereine des Weltpostvereins. «Handwörterbuch des Postwesens» I. Band 1971
- Vingtième anniversaire de la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT). «Union Postale» 1/1980
- Koller, Janssen, Hilgers, Leinung*. Der XVIII. Weltpostkongress in Rio de Janeiro (12. Sept. bis 25. Okt. 1979). «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 4/1980
- A. Krog*. L'Union postale des pays du Nord. «Union Postale» 6/1964
- C. Labarrère*. Les Unions restreintes de l'UPU. «Revue des PTT de France» 36/1981
- K.A. Löfgren*. Världspostkongressen i Rio de Janeiro. «Nordisk post-tidskrift» 1/1980
- A. Navarro*. Le premier Congrès de l'Union postale de l'Asie et de l'Océanie. «Union Postale» 5/1966
- R. Pointereau*. Le XVII^e Congrès de l'Union postale universelle. «Revue des PTT de France» 6/1974
- J. Pouilles*. De l'étalon-or aux paniers de monnaies à travers les systèmes monétaires. «Revue des PTT de France» 2/1980
- M. Rahi*. L'Union postale universelle, son œuvre et son fonctionnement en tant qu'institution spécialisée. «Union Postale» 1/1963
- F. Reiss et F. Koller*. Der Weltpostverein als Organisation internationaler postalischer Zusammenarbeit. «Jahrbuch des Postwesens 1958», p. 121–144
- W. Seebass*. Das Internationale Büro des Weltpostvereins. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 2/1961
- W. Seebass*. Rechtsnatur und Organisation des Weltpostvereins. «Archiv für das Post- und Fernmeldewesen» 2/1962

K. Ia. Sergueitchuk. Dix ans de coopération dans le cadre de la Commission consultative des études postales. «Union Postale» 11/1967

P. Teirilä. Le nouvel arrangement postal nordique. «Union Postale» 2/1973

E. Weber. L'assistance technique au sein de l'Union postale universelle. «Union Postale» 8/1962

E. Weber. L'Union postale universelle et ses Unions restreintes. «Union Postale» 1/1963

ABRÉVIATIONS

Note. – Les abréviations mentionnées ci-après n'ont été utilisées, en règle générale, que dans les annotations.

Abonnements	= abonnements aux journaux et écrits périodiques (Arrangement ou Règlement concernant les –)
Adm.	
ou Administration	= Administration postale
AID	= Association internationale de développement
AIEA	= Agence internationale de l'énergie atomique
al.	= alinéa
anc.	= ancien
annot.	= annotation
APPU	= Union postale de l'Asie et du Pacifique
arbit.	= arbitrage
Arr.	= Arrangement
art.	= article
Ass. gén. de l'ONU	= Assemblée générale de l'ONU
ass. techn.	= assistance technique
BI	= Bureau international de l'Union postale universelle
c	= centime
CAC	= Comité administratif de coordination
CAPTAC	= Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale
CCEP	= Conseil consultatif des études postales (Commission consultative des études postales jusqu'en 1969)
CCI	= Corps commun d'inspection
CCQA	= Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives
CE	= Conseil exécutif
CEL	= Commission exécutive et de liaison (jusqu'en 1964)
CEL (élargie)	= Commission exécutive et de liaison élargie
CEPT	= Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications
cf.	= conférer

Abréviations

CFPI	= Commission de la fonction publique internationale
ch.	= chiffre
Chèques	= service des chèques postaux (Arrangement ou Règlement concernant le –)
circ.	= circulaire
cm	= centimètre
col.	= colonne
Colis	= colis postaux (Arrangement ou Règlement concernant les –)
Comm.	= Commission
Conf.	= Conférence
Const.	
ou Constitution	= Constitution de l'Union postale universelle
Conv.	
ou Convention	= Convention postale universelle
CTPD	= Coopération technique entre pays en développement
CTT	= Commission technique du transit
disp.	= dispositions
dm	= décimètre
Doc	= Documents (des Congrès, des Conférences, du Conseil exécutif, etc.)
doc	= document
DTS	= Droit de tirage spécial
ECOSOC	= Conseil économique et social des Nations Unies
Epargne	= service international de l'épargne (Arrangement ou Règlement concernant le –)
FAO	= Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
fasc.	= fascicule
FMI	= Fonds monétaire international
form.	= formule
fr	= franc
g	= gramme
h	= heure
IATA	= Association du transport aérien international
ICS	= Chambre internationale de la marine marchande
id.	= idem

ISO	= Organisation internationale de normalisation
Journal ou revue	= «Union Postale» (publication bimestrielle du Bureau international)
kg	= kilogramme
km	= kilomètre
lb (16 onces)	= livre avoirdupois (453,59 grammes)
m	= mètre
Mandats	= mandats de poste et les bons postaux de voyage (Arrangement ou Règlement concernant les –)
max.	= maximum
min.	= minimum
mm	= millimètre
mn	= minute (de temps)
No ou n°	= numéro
nouv.	= nouveau
OACI	= Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	= Organisation internationale du travail
OMI	= Organisation maritime internationale
OMM	= Organisation météorologique mondiale
OMPI	= Organisation mondiale de la protection intellectuelle
OMS	= Organisation mondiale de la santé
ONU	= Organisation des Nations Unies
oz	= once (28,3465 grammes) (16 ^e partie de la livre avoirdupois)
p.	= page(s)
par.	= paragraphe
p.ex.	= par exemple
PNUD	= Programme des Nations Unies pour le développement
prop.	= proposition
Prot. final	= Protocole final (de l'Acte respectif)
Prot. add.	= Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
PTT	= Postes, télégraphes et téléphones
Rapp.	= Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'à 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
Recouvrements	= recouvrements (Arrangement ou Règlement concernant les –)

Recueil	= Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.) publié par le Bureau international
Règl.	= Règlement d'exécution
Règl. gén.	= Règlement général
Règl. int.	= Règlement intérieur
rem.	= remanié
Remboursements	= envois contre remboursement (Arrangement ou Règlement concernant les -)
rev. gén.	= revision générale de la Convention d'Ottawa 1957
Revue	= voir sous Journal
S.-Comm. ou s.-c.	= Sous-Commission
SFI	= Société financière internationale
t	= tonne
t-km	= tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)
UAPT	= Union africaine des postes et télécommunications
UIT	= Union internationale des télécommunications
UNESCO	= Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPA	= Union postale arabe
UPAE	= Union postale des Amériques et de l'Espagne
UPAf	= Union postale africaine
UPAP	= Union panafricaine des postes
UPPN	= Union postale des pays du Nord
UPU ou Union	= Union postale universelle
v.	= voir
Valeurs	= lettres avec valeur déclarée

Constitution de l'Union postale universelle

(modifiée par les Protocoles additionnels de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hamburg 1984)

Table des matières

Préambule

Titre I

Dispositions organiques

Chapitre I

Généralités

Art.

1. Etendue et but de l'Union
2. Membres de l'Union
3. Ressort de l'Union
4. Relations exceptionnelles
5. Siège de l'Union
6. Langue officielle de l'Union
7. Monnaie type
8. Unions restreintes. Arrangements spéciaux
9. Relations avec l'Organisation des Nations Unies
10. Relations avec les organisations internationales

Chapitre II

Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

11. Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
12. Sortie de l'Union. Procédure

Chapitre III

Organisation de l'Union

Art.

13. Organes de l'Union
14. Congrès
15. Congrès extraordinaires
16. Conférences administratives (Supprimé)
17. Conseil exécutif
18. Conseil consultatif des études postales
19. Commissions spéciales (Supprimé)
20. Bureau international

Chapitre IV

Finances de l'Union

21. Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

Titre II

Actes de l'Union

Chapitre I

Généralités

22. Actes de l'Union
23. Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales
24. Législations nationales

Chapitre II

Acceptation et dénonciation des
Actes de l'Union

Art.

25. Signature, ratification et autres mo-
des d'approbation des Actes de
l'Union

26. Notification des ratifications et des
autres modes d'approbation des Ac-
tes de l'Union

27. Adhésion aux Arrangements

28. Dénonciation d'un Arrangement

Art.

31. **Modification du Règlement général,
de la Convention** et des Arrange-
ments

Chapitre IV

Règlement des différends

32. Arbitrages

Chapitre III

Modification des Actes de l'Union

29. Présentation des propositions

30. Modification de la Constitution

Titre III

Dispositions finales

33. Mise à exécution et durée de la Cons-
titution

Protocole final de la Constitution de l'Union postale universelle

Art. unique Adhésion à la Constitution

Constitution de l'Union postale universelle ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ La Const. de l'UPU a été adoptée au Congrès de Vienne 1964. Auparavant les disp. organiques de l'Union étaient contenues dans la Conv. où elles précédaient les dispositions concernant le service postal proprement dit. Cette scission de la Conv. «ancienne forme» constitue l'un des résultats essentiels de la rev. gén. de la Conv. qui fut décidée au Congrès d'Ottawa 1957 et dont les travaux préparatoires ont été confiés à la Comm. exécutive et de liaison (élargie). Les doc relatifs à cette rev. sont reproduits dans les Doc de la rev. gén. 1959 et 1960. En ce qui concerne les discussions du Congrès de Vienne 1964 relatives à la scission de la Conv., v. prop. 1000 et 1001, II 635 à 639, et Doc 1, 95 à 131 (cf. également annot. 1 à l'art. 25).

²⁾ La présente Const. contient les modifications apportées par les Prot. add. de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hambourg 1984. Pour le texte intégral de ces Prot. add., v. Congrès de Tokyo 1969, III 9 à 12, Congrès de Lausanne 1974, III 23 à 25, et Congrès de Hambourg 1984, III 25 à 28.

³⁾ L'institution créée à Berne par le Traité du 9 octobre 1874 portait tout d'abord le nom d'«Union générale des postes». A la suite des nombreuses adhésions qui ont eu lieu après 1874, le Congrès de Paris 1878 a changé la dénomination de cette institution en «Union postale universelle».

Préambule ⁽¹⁾ ⁽²⁾

En vue de développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique, ⁽³⁾

les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont adopté, sous réserve de ratification, ⁽⁴⁾ la présente Constitution.

¹⁾ Selon la doctrine du droit international, le préambule d'un traité n'est pas une simple déclaration. Il peut servir de base juridique pour l'interprétation du traité dont il révèle l'esprit et la manière suivant laquelle il doit être compris. Le préambule a une force juridique pour les pays contractants. Il fait partie intégrante du traité.

²⁾ Le préambule de la Conv. d'Ottawa 1957, de même d'ailleurs que celui des Conv. antérieures et des Arr., se bornait à énumérer les pays contractants. Or, cette énumération des pays contractants ne correspondait rapidement plus à la réalité, en raison des nouvelles admissions, des changements de dénomination des pays, etc. Lors de la rev. gén. de la Conv., il parut donc opportun de renoncer à une telle énumération dont le manque d'actualité aurait encore été accentué par le caractère permanent de la Const. C'est pourquoi le Congrès de Vienne 1964 a adopté la prop. de la CEL (élargie) visant à supprimer l'énumération des pays contractants dans les préambules de tous les Actes de

l'UPU; il a arrêté le présent préambule qui donne à la Const. la même présentation que les traités de portée analogue. Pour ce qui concerne les délibérations relatives à ce préambule, v. Congrès de Vienne 1964, II 386 (Doc 67), 686, 864 à 869.

La liste des Pays-membres de l'Union est désormais établie par le BI conformément à l'art. 112 Règl. gén.

³⁾ Ce préambule est une affirmation solennelle de la raison d'être de l'UPU et des buts élevés qu'elle poursuit. Ces buts sont également définis à l'art. premier.

⁴⁾ V. annot. 3, 4 et 5 à l'art. 25.

Titre I

Dispositions organiques

Chapitre I

Généralités

Article premier

Etendue et but de l'Union

1. Les pays ⁽¹⁾ qui adoptent la présente Constitution forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal ⁽²⁾ pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres. ⁽³⁾ La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union. ⁽⁴⁾
2. L'Union a pour but ⁽⁵⁾ d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale. ⁽⁶⁾
3. L'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres. ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾

¹⁾ Les fondateurs de l'UPU voulurent admettre dans celle-ci non seulement les Etats souverains, mais également certaines entités territoriales et politiques non totalement indépendantes (des protectorats ou des colonies, notamment) qui n'avaient pas la qualité d'Etat souverain au sens plein du terme (Traité de Berne 1874, art. 17). C'est pourquoi ils choisirent le terme «pays» afin d'englober l'ensemble des entités admises comme Pays-membres de l'UPU, car il offre, par la notion essentiellement géographique qui s'en dégage, la possibilité d'englober un ensemble d'entités politiquement hétérogènes.

²⁾ L'expression selon laquelle «Les pays ... forment ... un seul territoire postal» a été inscrite dans le «Traité concernant la création d'une Union générale des postes», de 1874, pour évoquer à la fois les idées d'uniformisation et d'étroite collaboration qui animaient les fondateurs de l'Union. Cette expression a une valeur plus symbolique que juridique (cf. Congrès du Caire 1934, II 597 et 598), car il n'y a pas à proprement parler un seul et unique territoire postal pour l'ensemble des Etats et territoires composant l'UPU. Néanmoins, cette disposition symbolise le fait que les envois de la poste aux lettres du service international sont régis dans les différents territoires des parties contractantes par un droit postal qui, dans ses principes, est uniforme. De la conception d'un «seul territoire postal» est née notamment la théorie qui prétend à l'équivalence des taxes dans tous les Pays-membres. L'idée d'un seul territoire comporte en outre l'obligation pour les parties contractantes de traiter indistinctement les envois de la poste aux lettres provenant des autres territoires et transitant par leur pays, comme leurs propres envois de la poste aux lettres. De ce principe émane également la disposition figurant à l'art. premier Conv. selon laquelle chaque Adm. est tenue d'acheminer toujours par les voies les plus rapides qu'elle utilise pour ses propres envois les dépêches closes et les envois à découvert qui lui sont livrés par une autre Adm. Une autre conséquence de ce principe, c'est que les parties contractantes ne peuvent pas grever les envois de la poste aux lettres provenant de l'étranger de droits ou taxes dont les envois de leurs propres usagers sont exonérés, ni enfin faire une autre distinction quelconque entre envois propres et étrangers au préjudice de ces derniers. En revanche, on ne saurait en déduire que les pays transitaires doivent assumer gratuitement le transport des envois de la poste aux lettres à travers leur territoire, car un grand nombre de ces pays ne bénéficieraient pas d'avantages réciproques ou du moins équivalents de la part des pays d'origine utilisant leurs services. D'autre part, la formule du «seul territoire» n'exclut pas que les pays puissent s'accorder mutuellement des facilités. Dans cet ordre d'idée, certaines «Unions restreintes» et certains «arrangements spéciaux» (art. 8 Const.) dérogent au régime de l'UPU et altèrent ainsi la notion du «seul territoire», p. ex., en prévoyant des taxes réduites, la gratuité du transit, etc., dans leurs relations réciproques (v. art. 8 et annot.).

³⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a substitué l'expression «envois de la poste aux lettres» au terme «correspondances» qui figurait antérieurement dans le par. 1 de l'art. premier de la Conv. d'Ottawa. Cette substitution a posé quelques problèmes, car la portée de l'ancien terme «correspondances» était controversée. Certains voulaient y voir un équivalent de l'expression «objets de correspondance» qui fut remplacée au même Congrès par «envois de la poste aux lettres» et qui correspond à la définition qui en est donnée à l'art. 18 de la Conv. D'autres, en revanche, estimaient qu'il devait s'agir de l'ensemble des envois postaux dont l'échange international est réglé par les Actes de l'UPU (v. définitions de cette expression dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international). C'est finalement la première tendance qui l'emporta (Congrès de Vienne 1964, II 872, prop. 1507).

⁴⁾ Lors de l'élaboration de la Const. au Congrès de Vienne 1964, la CEL (élargie) a jugé nécessaire de faire figurer en tête de l'Acte de base de l'Union le principe de la liberté de transit qui est fondamental pour l'UPU (II 873 et 874). Ce principe ne signifie pas que les pays sont tenus d'ouvrir obligatoirement leurs frontières aux transports organisés par un autre pays de l'UPU. Il ne porte pas atteinte au monopole national des postes, mais il implique que les Adm. intermédiaires sont obligées de faire transporter par leurs services, affectés au transport postal ordinaire, également les correspondances qui leur sont remises en transit par une autre Adm. de l'UPU (cf. aussi arbit. Rapp. 1913, p. 10 et 11, et avis du BI, Rapp. 1970, p. 74 et 75). En ce qui concerne les modalités d'application de la liberté de transit, v. art. premier Conv. et annot. y relatives.

⁵⁾ Le but de l'Union découle également du texte du préambule.

6) Les mots «et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale» ont été ajoutés au Congrès de Paris 1947.

7) Cette disp. est issue de la prop. 1512 soumise par la CEL au Congrès de Vienne 1964. Pour la Const., le principe d'ass. techn. a été conçu d'une manière générale afin de laisser aux organes exécutifs la souplesse nécessaire dans l'utilisation, à l'avenir, de toutes les formes d'assistance. En outre, les prop. 2019 et 2037 présentées au même Congrès par la CEL ont permis de compléter les disp. des art. 102 et 114 du Règl. gén. (v. Congrès de Vienne 1964, II 877 à 885, Doc 6).

Les adjonctions ainsi apportées dans les Actes de l'UPU sont la consécration de l'intérêt qu'a sans cesse marqué l'ancienne CEL pour l'extension de l'ass. techn. au sein de l'Union. A cet égard, elle avait notamment institué, en 1959, une S-Comm. pour le développement de l'ass. techn. directe entre Adm. dont les tâches s'étendirent ultérieurement et englobèrent aussi la coopération technique multilatérale (cf. comptes rendus analytiques, sessions 1959, p. 17, et 1960, p. 16). Par la suite, le CE a créé, pour faire face aux tâches accrues dans ce domaine, une Comm. de coopération technique qui a commencé de fonctionner à partir de 1970.

L'ass. techn. directe, que les Pays-membres de l'UPU s'accordent, est très importante et comprend notamment le concours d'experts, l'offre de facilités d'étude et de formation, l'échange de documentation, d'informations, de résultats d'expériences et d'essais, etc. La coopération technique multilatérale de l'UPU s'exerce, pour l'essentiel, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), créé par la résolution 2029 (XX) de l'Ass. gén. de l'ONU du 22 novembre 1965, et qui a pris effet le 1^{er} janvier 1966.

Ce programme est le résultat de la fusion du Fonds spécial (FSNU) et du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (PEAT).

Le PEAT avait été mis sur pied aux termes de la résolution 222 (IX) du 15 août 1949 du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et de la résolution 304 (IV) du 16 novembre 1949 de l'Ass. gén. de l'ONU, en vue du développement économique des pays insuffisamment développés, au moyen d'une extension des échanges internationaux de connaissances techniques. Bien que sa valeur ait été nettement reconnue dans ce dernier domaine, il est apparu qu'un fonds distinct devrait être consacré à des projets relativement importants qui joueraient le plus grand rôle possible dans le développement économique, social ou technique des pays peu développés, notamment en facilitant de nouveaux investissements de capitaux. C'est ainsi qu'avait pris naissance, le 14 octobre 1958, le Fonds spécial des Nations Unies, aux termes de la résolution 1240 (XIII) de l'Ass. gén. de l'ONU.

Par sa résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970, l'Ass. gén. de l'ONU a établi les grandes lignes d'une profonde modification du Programme des Nations Unies pour le développement visant à améliorer et à accroître la capacité d'assistance du PNUD et des organisations participant au Programme. Une programmation par pays, en harmonie avec les plans et objectifs nationaux de développement a été mise sur pied, dans le cadre de laquelle sont intégrés les projets d'ass. techn. des différents secteurs économiques; les pouvoirs des représentants résidents du PNUD en matière de programmation et d'exécution sont renforcés et la fusion des éléments assistance technique et Fonds spécial du PNUD est devenue effective.

L'ass. techn. fournie dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement consiste notamment dans l'envoi d'experts et de consultants en mission dans les pays bénéficiaires, l'octroi de bourses d'études ou de perfectionnement à leurs ressortissants, l'organisation de cours de formation et de cycles d'étude et la fourniture de matériel pédagogique et d'exploitation.

Le Conseil d'administration du PNUD – organe intergouvernemental de 48 membres – définit et oriente la politique générale de l'ensemble du Programme. Il examine et

approuve la planification des ressources globales, les programmes nationaux et multinationaux, ainsi que certains projets; il contrôle également les opérations et les résultats du Programme.

L'UPU est devenue organisation participante du PEAT/PNUD en vertu de la résolution 902 (XXXIV), du 2 août 1962, de l'ECOSOC. Toutefois, ses activités d'ass. techn. multilatérale sous l'égide de l'ONU avaient effectivement commencé dix ans auparavant par le fait qu'elle a offert son concours à l'ONU chaque fois qu'elle a été sollicitée pour l'examen des projets postaux gérés alors directement par l'ONU et le recrutement de certains experts. Depuis, l'UPU s'est progressivement associée aux autres programmes de coopération technique des Nations Unies et, à la suite de la résolution CE 2/1966, elle a conclu un accord avec le PNUD relatif à l'exécution de projets de l'élément Fonds spécial.

L'UPU a également fourni sa contribution active à la préparation et à la mise en œuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (1971–1980), proclamée par la résolution 2626 (XXV) de l'Ass. gén. de l'ONU, lors de la séance commémorative du 25^e anniversaire des Nations Unies, le 24 octobre 1970, en collaboration avec les autres organisations du système des Nations Unies. Le Congrès de Tokyo 1969, par sa résolution C 9, a soutenu cette collaboration en demandant au BI de la poursuivre et de saisir toutes les occasions propices pour rappeler le rôle de premier plan que peut jouer la poste dans le processus de développement économique et social des pays.

Par la même résolution, il a fait appel à tous les Pays-membres de l'Union afin qu'ils contribuent à l'accélération du développement des services postaux et financiers par des plans conçus dans la perspective des objectifs prévus pour la deuxième Décennie.

Les travaux préparatoires relatifs à l'examen des incidences, dans le domaine postal, des objectifs et de la stratégie internationale pour la deuxième Décennie ont permis à l'UPU d'élaborer, dans le domaine des services postaux et financiers, les quatre objectifs suivants:

- 1° un bureau de poste pour desservir en moyenne soit une zone de 20 à 40 km², soit 3000 à 6000 habitants, suivant les cas;
- 2° la distribution des envois prioritaires le lendemain de leur dépôt, dans un rayon de 500 km;
- 3° une augmentation progressive, dans le service international, du pourcentage des colis postaux acheminés par voie aérienne jusqu'à 30 pour cent du nombre total des colis;
- 4° l'instauration généralisée des services financiers postaux (caisse d'épargne, chèques postaux et certificats d'épargne) afin de porter à 5 voire 10 pour cent le rapport entre les avoirs de ces services et le produit intérieur brut (PIB).

A la lumière des efforts déployés et des résultats acquis, le Congrès de Lausanne 1974 a, par sa résolution C 78, arrêté six domaines d'action prioritaires afin d'intensifier la participation de l'UPU aux travaux de la deuxième Décennie. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 37 spécifiant quatre domaines d'action prioritaires dans le contexte général du nouvel ordre économique international (NOEI). Le même Congrès a également décidé d'augmenter le volume de l'aide disponible (résolution C 38), de promouvoir la coopération technique entre pays en développement (résolution C 66) et de développer davantage la collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes en matière d'ass. techn. (résolutions C 79 et C 90).

Depuis 1981, la politique générale de l'UPU en matière d'ass. techn. s'est développée dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (1981–1990). Cette stratégie, adoptée par résolution 35/56 de l'Ass. gén. de l'ONU, le 5 décembre 1980, a fixé les objectifs essentiels suivants:

- accélération du développement des pays les moins avancés ainsi que d'autres pays défavorisés (pays en développement sans littoral ou insulaires et pays gravement touchés par la crise économique ou par des catastrophes naturelles);

- mise en œuvre du Programme d'action de Vienne 1979 pour la science et la technique au service du développement;
- promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement;
- soutien de la communauté internationale à la coopération régionale, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique 1978–1988.

Le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 38, a établi les priorités spécifiques à chaque région bénéficiaire de l'ass. techn. postale et cinq domaines d'actions prioritaires au plan mondial. Ce Congrès s'est attaché à faire augmenter les crédits budgétaires de l'UPU affectés à l'ass. techn. (résolution C 37), à poursuivre les efforts pour favoriser le renforcement de la coopération technique entre pays en développement (résolution C 67), à adopter un programme spécial pour les pays les moins avancés (résolution C 66) et à mettre en œuvre une action spécifique d'ass. techn. dans le domaine des règlements internationaux (recommandation C 23).

^{a)} L'idée que le PNUD doit demeurer la source principale du financement de l'ass. techn. a été retenue dans la résolution C 6 du Congrès de Tokyo 1969, puis dans la résolution C 80 du Congrès de Lausanne 1974, dans la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et dans la résolution C 37 du Congrès de Hambourg 1984. Néanmoins, ces quatre Congrès ont reconnu par ailleurs la nécessité d'accroître les ressources disponibles du Fonds spécial UPU pour compléter l'aide susceptible d'être obtenue des organismes d'ass. techn. multilatérale.

Les activités sur le plan opérationnel connaissent, depuis le Congrès de Tokyo 1969, une nouvelle dimension, du fait notamment du démarrage effectif de centres de formation, multinationaux ou nationaux, créés avec le concours financier du PNUD. D'autre part, en application de la résolution adoptée par le CE en 1968 et qui met en relief l'intérêt des projets communs UIT/UPU, le BI s'efforce dans toute la mesure possible de faire adjoindre une partie «poste» à certains projets de formation en cours d'exécution sous l'égide de l'UIT.

Dans le domaine de la formation des professeurs, il faut relever le succès que rencontrent les stages organisés à cet effet à Londres et à Paris, auxquels participent des boursiers du PNUD, de l'ass. techn. bilatérale et du Fonds spécial UPU. En raison de l'importance des besoins dans ce domaine, une action de formation d'enseignants postaux pour les écoles nationales est entreprise au niveau des régions en développement, cette action complète fort heureusement le programme de formation des professeurs organisé en France et en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, poursuivant son action entreprise avant le Congrès de Tokyo 1969 en matière de perfectionnement de cadres supérieurs, l'UPU continue à rechercher le concours financier du PNUD pour l'organisation de colloques ou cycles d'étude, en collaboration notamment avec les Unions restreintes.

Le Congrès de Tokyo 1969 a estimé qu'il convenait de disposer de six fonctionnaires polyvalents, compétents en matière de développement, pouvant effectuer des missions dans les domaines de l'enseignement et de l'exploitation.

Cependant, en raison de l'augmentation des demandes de missions dans des domaines très spécialisés et afin d'obtenir davantage d'efficacité dans les missions, le Congrès de Lausanne 1974 a autorisé l'utilisation des crédits prévus pour l'engagement des spécialistes pour financer des missions de consultants de courte durée (jusqu'à deux ou trois mois), à effectuer par les fonctionnaires mis à la disposition de l'UPU par des Adm. afin d'entreprendre des travaux de caractère technique très spécialisé dans les pays qui le désirent.

Par sa résolution C 38, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a autorisé l'utilisation plus souple des crédits budgétaires relatifs aux missions de consultants UPU de façon qu'ils puissent servir à financer des bourses et du matériel en principe liés aux missions de

consultants. S'agissant des missions de consultants, il y a lieu de relever les contributions financières importantes accordées par les Adm. qui détachent leurs spécialistes à cet effet en continuant à payer le salaire de ceux-ci pendant la durée des missions.

Depuis 1981, deux sources de financement (budget de l'UPU et Fonds spécial UPU) sont utilisées pour financer le programme d'ass. techn. au titre des ressources propres de l'UPU, qui pallie l'insuffisance de l'aide du PNUD.

Article 2

Membres de l'Union ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

Sont Pays-membres de l'Union:

- a) les pays qui possèdent la qualité de membre à la date de la mise en vigueur de la présente Constitution; ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾
- b) les pays devenus membres conformément à l'article 11. ⁽⁹⁾

¹⁾ Avant le Congrès de Vienne 1964, il n'y avait pas d'art. sur la composition de l'Union. Celle-ci découlait indirectement de l'énumération des Pays-membres dans le préambule de la Conv. (à ce sujet v. annot 2 au préambule). La CEL (élargie) décida de supprimer l'énumération des Pays-membres dans le préambule des Actes et de créer, en revanche, un art. contenant, à l'instar des Actes constitutifs des autres organisations internationales, les conditions juridiques nécessaires pour considérer tel pays comme membre de l'UPU (Congrès de Vienne 1964, II 104).

²⁾ L'Union générale des postes créée à Berne par le Traité du 9 octobre 1874 réunissait 22 Etats et quasi-Etats, à savoir: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Suède, Suisse et Turquie.

Actuellement, la liste des Pays-membres de l'Union est établie par le BI, conformément à l'art. 112 Règl. gén.

³⁾ Dans la pratique habituelle du droit des traités, l'art. sur la composition d'une organisation internationale fait dépendre la qualité de membre de cette organisation de l'accomplissement de certains actes juridiques formels tels que la ratification de l'acte constitutif, l'adhésion à cet acte ou une procédure d'admission déterminée. Sans vouloir s'écarter de cette pratique, la CEL (élargie) jugea préférable de ne pas mentionner expressément ces formalités juridiques et d'utiliser une conception qui transfère la qualité de Pays-membre du régime d'Ottawa à celui de Vienne de manière à assurer la continuité entre l'Union «ancienne forme» et l'Union «nouvelle forme». Le texte utilisé accorde la qualité de Pays-membre à ceux qui avaient acquis cette qualité sous les régimes des Actes antérieurs. Cependant, pour tenir compte de la pratique dominante du droit des traités, le Congrès a prévu à l'art. unique du Prot. final de la Const. la possibilité d'adhérer en tout temps à la Const. pour les Pays-membres qui ont été admis antérieurement au 1^{er} janvier 1966 mais qui n'ont pas signé la Const.

A l'appui de cette construction, il y a lieu de relever que, dans le passé, l'absence de ratification formelle des Actes de l'UPU n'avait enlevé aux Pays-membres ni leur qualité

de membre, ni leur droit de participation ou de vote aux Congrès. On considèrerait que les Actes étaient tacitement ratifiés par l'exécution des nouvelles disp. (v. art. 25, annot. 4). Lors de la rev. gén. de la Conv. on craignit qu'en exigeant des formalités précises à l'égard des Actes cela ne modifie la pratique antérieure et n'ait des conséquences regrettables pour certains Pays-membres (Doc rev. gén. Conv. 1959, p. 202).

4) Le terme «pays» comprend non seulement les Etats souverains qui étaient Pays-membres sous le régime des Actes d'Ottawa, mais également les territoires non autonomes auxquels les Congrès antérieurs ont accordé la qualité de Pays-membre et qui jouissaient, à ce titre, des mêmes droits et obligations que les autres Pays-membres (v. annot. 1 à l'art. 1 Const.).

Les seuls ensembles de territoires qui bénéficient encore de cette situation au moment de la mise en vigueur des Actes de Hambourg 1984 sont les suivants:

- 1° Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- 2° Antilles néerlandaises.

La composition détaillée de ces membres collectifs figure généralement dans la notification de ratification ou d'adhésion de l'ensemble considéré; elle est publiée par le BI par voie de circ. en même temps que la ratification ou l'approbation des Actes d'un Congrès ainsi que dans l'annexe au Rapp. sur les activités de l'Union et dans les divers recueils cités à l'art. 111 du Règl. de la Conv.

5) Le problème de la représentation des territoires non autonomes a occupé l'UPU dès les premières années de son existence et il a fait l'objet de longues discussions lors de la quasi-totalité des Congrès. On trouvera le compte rendu de ces débats dans les documents suivants:

Conférence de Berne 1876, 40, 47 à 50;
Congrès de Paris 1878, 397 et 398, 508 et 509;
Congrès de Lisbonne 1885, II 59 et 60, 65, 71 à 73, 95 à 99, 377;
Congrès de Vienne 1891, 381 à 383, 419, 731 et 732;
Congrès de Washington 1897, 435 à 437, 715;
Congrès de Rome 1906, II 197 à 203, 252, 561 à 564, 589 à 595, 634 et 635;
Congrès de Madrid 1920, II 217 à 221, 786 à 790;
Congrès de Stockholm 1924, II 204 à 218, 270, 665, 705 à 707;
Congrès de Londres 1929, I 21, 1372 à 1376, 1378 à 1380; II 136 à 140, 149 à 154, 565 et 566;
Congrès du Caire 1934, I 1266; II 192 à 213, 544, 545, 596, 601 à 606, 623;
Congrès de Buenos Aires 1939, II 43 à 54, 250 et 251, 520 et 521;
Congrès de Paris 1947, II 277 à 294;
Congrès de Bruxelles 1952, II 327 et 328, 454 à 456, 462 à 465;
Congrès d'Ottawa 1957, II 317 à 321, 323;
Congrès de Vienne 1964, II 917 à 926;
Congrès de Lausanne 1974, II 1288 à 1292;
Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1382 à 1384, 1386 à 1398.

La qualité de Pays-membre de ces territoires ou ensembles de territoires a été contestée lors de plusieurs Congrès. Des prop. formelles tendant à supprimer cette pratique ont été présentées au Congrès de Paris 1947 (prop. 5 et 708, II 107, 234, 277–296); au Congrès de Vienne 1964 (prop. 1587, 1597, 1900, II 917); au Congrès de Lausanne 1974. Saisi de la prop. 1001.1/Rev 2, celui-ci a, par la résolution C 15 (II 1288 à 1292), chargé le CE d'étudier ce problème et de faire rapport au XVIII^e Congrès (II 1035).

A la suite de cette étude, le CE avait soumis au Congrès de Rio de Janeiro 1979 trois solutions pour modifier la situation des territoires non autonomes au sein de l'UPU (Doc 20), mais le statu quo a été maintenu (v. annot. 4).

⁶) Au Congrès de Paris 1947, des prop. ont été présentées en vue de la création de membres associés pouvant se faire représenter aux Congrès et Conférences de l'Union, mais sans toutefois jouir du droit de vote. Après de longues discussions, ces prop. ont été rejetées (prop. 792 et 752; I 32 à 34, 38 et 39; II 68 à 80, 107 et 108, 234 à 238, 277 à 294, 296 à 299, 1078 à 1087). Des prop. semblables furent soumises au Congrès de Vienne 1964 (prop. 1597, II 917) et au Congrès de Rio de Janeiro 1979 (prop. 0012, 1002.1, 1003.1, 1011.91 et 1023.1, II 1382 à 1384, 1386 à 1398).

⁷) Note chronologique concernant l'acquisition et la perte de la qualité de Pays-membre de l'UPU par les Etats souverains et les colonies. Le BI publie périodiquement un «Aide-mémoire» qui peut être obtenu auprès de son service de documentation.

⁸) Les territoires ou ensembles de territoires ayant la qualité de Pays-membre ont généralement signé et ratifié les Actes de l'Union indépendamment de la métropole.

⁹) Cette disp. concerne les pays qui ont été admis à l'Union ou qui y ont adhéré après la mise en vigueur de la Const. de Vienne 1964.

Article 3

Ressort de l'Union (Const. 2, et 23) ⁽¹⁾

L'Union a dans son ressort:

- a) les territoires des Pays-membres;
- b) les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union; ⁽²⁾
- c) les territoires qui, sans être membres de l'Union, sont compris dans celle-ci parce qu'ils relèvent, au point de vue postal, de Pays-membres. ⁽³⁾

¹) Le ressort de l'Union désigne l'étendue territoriale sur laquelle s'appliquent les Actes de l'UPU. Cette étendue comprend tout d'abord le territoire des Pays-membres au sens de l'art. 2 de la Const. ainsi que, le cas échéant, celui dont un Pays-membre assure les relations internationales (art. 23); elle dépasse cependant ce cadre dans les cas visés sous lettres b) et c). Pour faciliter l'établissement de relations postales avec toutes les parties du monde, plusieurs Adm. de Pays-membres se sont en effet chargées autrefois d'organiser ou d'assumer le service postal dans certaines régions où il n'y avait pas un service autochtone ou, du moins, où le service postal était insuffisant. Cette situation a conduit l'UPU à considérer comme de son ressort lesdits bureaux et territoires. Le présent art. était du reste primitivement réservé uniquement aux bureaux et territoires visés sous lettres b) et c). C'est le Congrès de Vienne 1964 qui décida d'englober l'ensemble du ressort de l'Union dans cet art. (II 960, prop. 1524).

²) Comme il n'y a pratiquement plus de bureaux de poste établis par un Pays-membre sur le territoire d'un autre pays, la suppression de cette disposition avait été proposée. Celle-ci fut finalement maintenue, mais par sa décision C 72, le Congrès de Hambourg 1984 (II, C 3, 10^e séance, prop. 1003.1) a adopté l'interprétation suivante: les termes «bureaux de poste établis par les Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union» désignent désormais les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés par la communauté internationale.

²⁾ Autrefois, les territoires en question étaient mentionnés dans la Conv. ou son Régl. (v. Genèse des Actes de l'UPU – R 112.21). Le Congrès de Paris 1947 a décidé de ne plus énumérer dans cet art. les territoires qui étaient mentionnés à l'art. 10, lettres b) à g), de la Conv. de Buenos Aires 1939, mais de laisser au BI le soin de les comprendre soit dans une note audit art., soit dans une annexe (Congrès de Paris 1947, II 299, 300 et 1108). Les territoires de l'espèce sont mentionnés dans l'annexe au Rapp. sur les activités de l'Union intitulée «Pays et territoires compris dans le ressort de l'Union». Il s'agit notamment des Vallées d'Andorre, du Samoa occidental et des territoires sous tutelle des Nations Unies, dont l'administration a été confiée à un Pays-membre de l'UPU.

Il convient de relever qu'il s'agit en l'occurrence de territoires dont les rapports avec le Pays-membre, duquel ils relèvent au point de vue postal, sont différents de ceux qui sont couverts par l'art. 23 (territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales).

Article 4

Relations exceptionnelles (¹⁾)

Les Administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union (²⁾) sont tenues d'être les intermédiaires des autres Administrations. (³) (⁴) Les dispositions de la Convention et de son Règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles. (⁵)

¹⁾ Le champ d'application de cet art. se situe aux confins du ressort de l'Union. Cette disp. règle les relations des Pays-membres avec les pays ou les territoires qui ne font pas partie du ressort de l'UPU, au sens de l'art. 3, mais qui entretiennent, sur la base d'un accord bilatéral, des relations postales avec un Pays-membre.

²⁾ Le membre de phrase «Les Administrations postales qui desservent des territoires non compris dans l'Union ...» a été introduit sur prop. de la Comm. préparatoire de Paris 1928 par le Congrès de Londres 1929 (I 2, 19, 21 et II 651). L'art. correspondant de la Conv. de Stockholm 1924 (II 168, 846) se lisait comme suit: «Les Administrations de l'Union qui entretiennent des relations avec des pays étrangers à celle-ci sont tenues, etc.» ce qui paraît mieux correspondre à l'idée dont cet art. s'inspire.

³⁾ Un principe analogue est appliqué dans le service des colis postaux (v. Arr. colis, art. 57).

⁴⁾ L'obligation de servir d'intermédiaire aux Adm. des autres Pays-membres a toutefois été rapportée par le Congrès de Stockholm 1924, pour le service des mandats de poste (I 336, Belgique, v. Arr. mandats, art. 50), des chèques (II 826, v. Arr. chèques, art. 56), des recouvrements (II 825, v. Arr. recouvrements, art. 23) et des abonnements (II 827, v. Arr. abonnements, art. 18). Cette obligation n'a pas été prévue lors de la création du service international de l'épargne par le Congrès d'Ottawa 1957 (I 891, v. Arr. épargne, art. 23). Cf. également Congrès de Vienne 1964, Doc 88 (II 399 à 405).

⁵⁾ Cette seconde phrase risquant d'être interprétée comme exigeant l'application de la Conv. et de son Régl. aux relations d'un Pays-membre de l'Union avec un pays ou territoire non compris dans l'Union, le Congrès de Londres 1929, à la demande d'une délégation, a répondu qu'en l'occurrence «on ne connaît que le pays de l'Union intermédiaire et que celui-ci doit naturellement rester dans les limites de la Conv.» (II 136).

Article 5

Siège de l'Union ⁽¹⁾

Le siège de l'Union et de ses organes permanents ⁽²⁾ est fixé à Berne.
⁽³⁾ ⁽⁴⁾

¹⁾ Le siège de l'Union désigne le lieu qui est considéré comme le centre des activités de l'UPU.

²⁾ En ce qui concerne la notion d'organes permanents, v. annot. à l'art. 13.

³⁾ Le Congrès de Berne 1874 a chargé l'Administration suisse d'organiser le BI (Doc de ce Congrès, 82) et lui a confié à cet effet la haute surveillance sur celui-ci (v. annot. relatives à l'art. 20). Le maintien du siège à Berne a été soulevé au Congrès de Paris 1947 (II 955 à 960).

⁴⁾ Le statut juridique de l'Union en Suisse est réglé par l'Accord sur les privilèges et immunités applicable à l'Organisation des Nations Unies. Les documents y relatifs sont reproduits dans le présent fasc. sous «Statut juridique de l'UPU» (v. annot. 1, p. 341). En ce qui concerne le statut juridique de l'Union hors de Suisse, v. annot. 1, p. 362.

Article 6

Langue officielle de l'Union (Règl. gén. 107)

La langue officielle de l'Union est la langue française. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

¹⁾ **Evolution historique du régime linguistique de l'UPU.** Le principe selon lequel la langue française est la langue officielle de l'Union existe depuis les origines de l'UPU. Ce principe s'appliquait tant aux Actes et aux doc de l'Union qu'aux délibérations des Congrès et au travail du BI. Cependant, dès le Congrès de Madrid 1920, la question s'est posée de savoir si l'espagnol et l'anglais devaient être utilisés comme autres langues officielles, soit pour les discussions au Congrès, soit pour les doc à publier par le BI. Le problème évolua ensuite diversement en ce qui concerne les langues à utiliser pour les délibérations des organes et la publication des doc. Depuis le Congrès de Stockholm 1924 et jusqu'au Congrès de Paris 1947 inclusivement, les Règl. int. des Congrès prévoyaient, à titre exceptionnel, la possibilité pour les délégations de se servir d'interprètes désignés par elles pour parler en langue française en leur nom (Congrès de Madrid 1920, II 326, 796 et 797; de Stockholm 1924, II 28 à 31, 310 et 311; du Caire 1934, II 16 à 18, 33, 72, 176; de Buenos Aires 1939, I 1 et 60; II 21, art. 9; 35 et 56; de Paris 1947, II 42, art. 10; 109 à 112, 300 à 317). Le Congrès de Bruxelles 1952, bien qu'ayant maintenu la langue française comme seule langue officielle de l'UPU, a autorisé pour ses délibérations un système d'interprétation simultanée en langues française, anglaise, espagnole et russe, les délégations ayant également – à titre exceptionnel – la possibilité d'avoir recours à un interprète désigné par elles pour présenter en français ou dans une des autres langues admises leurs observations ou prop. (v. II 270 et 271, prop. Portugal). Dès ce Congrès, il fut jugé désirable – eu égard aux mesures à prendre avant les réunions en vue du fonctionnement du nouveau système (location d'installations techniques, engagement d'interprètes particulièrement qualifiés, etc.) – d'insérer dans la Conv. elle-même des dispositions impératives sur le régime linguistique de l'Union, de manière à régler le

problème des langues, non seulement pour les prochains Congrès, mais également pour les réunions des autres organes de l'Union, notamment de la CEL (cf. Règl. int. Congrès d'Ottawa 1957, art. 7; Congrès de Vienne 1964, art. 12). Actuellement ces disp. figurent à l'art. 107, par. 9 à 12, du Règl. gén. (v. Règl. int. CE art. 14 et Règl. int. CCEP art. 13). La question des langues à utiliser pour les Actes et les autres doc de l'Union fit l'objet de différentes prop. aux Congrès de Paris 1947, Bruxelles 1952 et Ottawa 1957. Ces prop. n'ont pas été retenues (Paris 1947, II 109 à 112, 300 à 317, prop. 758, 724; Bruxelles 1952, II 328 et 329, prop. 1293; Ottawa 1957, II 325 à 329, 330, 332 à 334, 335 à 338, 1115 et 1122, prop. 373, prop. 697, Doc 16, 18 et 103). Au Congrès de Vienne 1964, plusieurs prop. furent présentées en vue de modifier fondamentalement le régime linguistique de l'UPU (prop. 1518 et 2030, 1589 et 1593, 1592, 1599). Ces prop. ont été complétées par plusieurs doc (Doc 11, 20, 38, 46/Rev, 84 et son Add). De très longs débats eurent lieu à ce sujet au sein de la Comm. 4 (II 927 à 956; 957 à 959; 981 à 988). Finalement, le Congrès a décidé de maintenir le principe selon lequel la langue officielle de l'Union est le français, mais il a admis que les doc de l'Union pourraient être fournis en d'autres langues à la demande des intéressés et selon les modalités fixées à l'art. 107 du Règl. gén. (v. annot. y relatives). Tout en maintenant le français comme unique langue officielle de l'Union, le Congrès de Lausanne 1974 a admis, en plus du français, les langues anglaise, arabe et espagnole pour la publication des doc de l'Union et selon le système fixé à l'art. 107 du Règl. gén. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a admis à son tour la publication officielle des doc de l'Union dans les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, mais en limitant à 50 000 francs suisses par année et par groupe linguistique la prise en charge par l'Union des frais y relatifs (v. art. 107, par. 1 et 6, du Règl. gén. et résolution C 106). Le Congrès de Hambourg 1984 a, par la résolution C 63, porté le montant précité à 150 000 francs suisses.

²⁾ Cette disp. de principe s'applique dans toute la mesure où aucune dérogation n'est apportée par l'art. 107 du Règl. gén. Il s'ensuit que la langue de travail du BI est la langue française ainsi que celle utilisée pour les relations des Adm. entre elles, à moins que celles-ci ne s'entendent pour correspondre dans une autre langue (v. art. 107, par. 13, Règl. gén.).

Article 7

Monnaie type (Conv. 8 et 12, Conv. Règl. 103 et 104)

Le franc pris comme unité monétaire dans les Actes de l'Union est le franc-or à 100 centimes d'un poids de $\frac{19}{32}$ ^e de gramme et d'un titre de 0,900. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Les montants destinés à des comparaisons internationales nécessitent l'utilisation d'un dénominateur commun. C'est le cas des taxes, droits et indemnités au moins en tant qu'on considère comme indispensable qu'ils aient la même valeur dans tous les pays (Congrès de Madrid 1920, II 782). De même, les frais de transit et les frais terminaux que les Adm. se doivent réciproquement exigent des taux uniformes fixés dans une monnaie stable. Or, au XIX^e siècle et jusqu'en 1914, les économies nationales et les relations économiques internationales se développèrent sous le régime du libre-échange et de monnaies à étalon-or. A cette époque, ce régime assurait automatiquement, par le mouvement libre de l'or, à la fois la stabilité des changes et une stabilité suffisante du pouvoir d'achat de chaque monnaie nationale à l'intérieur de son pays. Une de ces monnaies était, jusqu'en

1914, le « franc », à savoir le franc français, dont le poids et le titre d'or avaient été arrêtés par la loi française du 7 germinal de l'an XI (28 mars 1803), et qui, pour cette raison, fut aussi appelé « franc germinal ». Sa devise, stable dans les limites des points d'or, était une des grandes devises fréquemment utilisées pour des règlements internationaux. Mais la Première Guerre mondiale, en bouleversant les conditions économiques préexistantes, entrava le fonctionnement normal de ce système monétaire. Aussi le « franc » pendant cette époque fut-il dévalué de fait, tout en gardant encore nominalement sa parité-or légale.

Lorsque après cette guerre les efforts tendirent à regagner l'équilibre économique antérieur (Conférence internationale de Gênes 1922), on estima que le retour à l'étalon-or serait un des plus sûrs moyens d'y arriver. En attendant donc que les monnaies fussent de nouveau fondées sur l'étalon-or, le Congrès de Madrid 1920 restitua au franc germinal son rôle de monnaie type de l'Union (v. Rapp. de la Sous-Comm. sur l'étalon monétaire, Congrès de Madrid 1920, II 343 à 380 et Journal 1938, 352 s.).

Ces espérances ne se sont pas réalisées. Cependant, sous la définition du franc suisse, confirmée dans ce pays par une nouvelle loi monétaire du 3 juin 1931, le franc germinal se maintint encore jusqu'en 1936. Il expira définitivement le 27 septembre 1936 par suite d'une dévaluation légale d'environ 30 pour cent, dévaluation devenue nécessaire pour atténuer la disparité qui s'était formée entre la valeur extérieure surhaussée de la monnaie (change) et son pouvoir d'achat sensiblement diminué à l'intérieur du pays (niveau des prix). Dès lors se produisit l'inconvénient que toutes les sommes fixées en francs-or, monnaie type de l'UPU, doivent, pour le règlement, de toute façon être converties dans une autre monnaie.

Expériences faites, on dut constater que l'étalon-or n'était pas le moyen de rendre l'équilibre à une économie désorganisée, mais qu'au contraire l'étalon-or ne pouvait fonctionner normalement que dans une économie équilibrée. Nombre de pays, il est vrai, et parmi eux tous les pays importants, revinrent après 1922 à l'étalon-or. On comptait 18 pays appliquant de nouveau ce système monétaire lorsqu'en 1930 la crise de l'étalon-or s'annonça. A la suite de celle-ci, certaines monnaies, telles que la livre sterling (1931) et le franc français (1936) déjà cité plus haut, abandonnèrent toute parité-or. D'autres, telles que le dollar USA (1933), en maintenant encore en principe une parité-or, furent dévaluées avec la réserve d'être abaissées davantage selon les besoins au moment choisi. Il en résulte que, dès lors, la stabilité des changes n'est plus garantie par le seul régime monétaire légal. Quoique le franc-or, tel qu'il est conçu comme numéraire par l'art. 7, n'existe plus nulle part en tant que monnaie nationale, il rend néanmoins toujours des services utiles dans les relations internationales où l'or comme tel a conservé son importance pour le règlement des soldes entre les différents pays.

A partir de la Deuxième Guerre mondiale, les règlements internationaux ont été fortement influencés par les accords conclus à la Conférence monétaire et financière, tenue à Bretton Woods du 1^{er} au 22 juillet 1944. Selon les décisions de cette Conférence, qui créa notamment le Fonds monétaire international (FMI), chaque pays membre de cette institution déclara la parité-or officielle de sa monnaie et ils s'engagèrent à intervenir sur le marché financier afin que les taux de change ne s'écartent pas de plus d'un pour cent de cette parité reconnue par le FMI. Les ajustements de plus de 10 pour cent de ces parités furent soumis à une approbation préalable du FMI. Grâce à la convertibilité officielle en or du dollar des Etats-Unis d'Amérique, ce système permit au métal jaune de figurer encore, au moins en théorie, comme pivot des mécanismes des paiements internationaux. En août 1971, les Etats-Unis d'Amérique suspendirent la convertibilité officielle en or du dollar et les autres pays membres abandonnèrent leurs parités-or convenues avec le Fonds. En janvier 1976, le FMI a approuvé le principe de démonétiser l'or et cette décision est officiellement entrée en vigueur le 1^{er} avril 1978. Désormais, les pays membres de cette institution spécialisée des Nations Unies ne peuvent plus faire référence à l'or pour

la fixation de la valeur de leur monnaie. Dès lors, le franc-or ne peut plus continuer de remplir de la même façon le rôle qu'il a joué précédemment dans la comptabilité postale internationale, que ce soit dans le domaine de la fixation des taxes et des taux ou dans le domaine de l'établissement et de la liquidation des comptes. Toutefois, ni au Congrès de Rio de Janeiro 1979, ni au Congrès de Hambourg 1984, les propositions visant à modifier la monnaie type de l'Union ou à modifier l'art. 7 de la Const. n'ont abouti (v. Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1104, 1290 à 1295 et 1303 à 1312; Congrès de Hambourg 1984, Congrès/C 3 – PV 2). Ainsi, l'unité monétaire utilisée dans la Conv. et les Arr. ainsi que dans leurs Régl. d'exécution est restée le franc-or, quand bien même le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a reconnu la nécessité de fonder les taux et les taxes ainsi que la comptabilité postale internationale en général sur la relation effective des monnaies nationales par rapport à l'unité de compte du FMI, qui est actuellement le Droit de tirage spécial (DTS) (v. art. 8 Conv. et les art. 102, 103 et 104 Régl. Conv.). Par ailleurs, le Congrès de Hambourg 1984 a décidé de compléter les montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU par leur contre-valeur en DTS calculée conformément au taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 fr-or (résolution C 52) (v. également annot. 4 à l'art. 8 Conv.).

²⁾ La teneur en or a été reprise de la loi française du 7 germinal déjà citée, laquelle stipulait qu'il pouvait être fabriqué des pièces d'or à $\frac{9}{10}$ de fin à raison de 155 pièces de 20 francs au kilogramme. Or, ces 155 pièces d'or de 20 francs = 3100 francs représentaient 1000 g d'or à $\frac{9}{10}$ de fin, d'où la relation: 1 franc-or = $\frac{10}{31}$ de gramme d'or à 0,900 ou $\frac{9}{31}$ de gramme = 0,29032258 g d'or pur. Dans ce sens, le franc-or est employé comme unité de compte aussi par la Banque des règlements internationaux à Bâle, dont le capital social est même fixé en francs-or. Le franc-or à 100 centimes d'un poids de $\frac{9}{31}$ de gramme et d'un titre de 0,900 en tant qu'unité monétaire de l'Union a été fixé définitivement par le Congrès de Stockholm 1924 (I 14; II 171, 857) et est resté inchangé. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a lié le franc-or au DTS par l'intermédiaire d'un taux de raccordement de 3,061 francs-or pour 1 DTS, soit le rapport des poids d'or que ces deux numéraires avaient lorsque le DTS était encore défini en or ($0,290323/0,888671 = 0,326693 = 1/3,061$) (II 506; III 904). Depuis lors, la définition du franc-or n'a plus qu'une valeur historique. Le franc-or utilisé dans les Actes de l'Union n'est pas convertible par le truchement de la valeur de l'or sur les marchés financiers, mais par l'intermédiaire du DTS (v. art. 8 Conv. et Congrès de Hambourg 1984, Congrès/C 3 – PV 2).

³⁾ Cf. le n° 28 du résumé des sentences arbitrales, annot. 5 à l'art. 32 Const.

Article 8

Unions restreintes. ⁽¹⁾ Arrangements spéciaux ⁽²⁾ (Règl. gén. 116)

1. Les Pays-membres, ou leurs Administrations postales si la législation de ces pays ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties. ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil exécutif ainsi qu'au Conseil consultatif des études postales. ⁽⁸⁾ ⁽⁹⁾
3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes. ⁽¹⁰⁾

¹⁾ Depuis sa création, l'Union a accordé à ses membres la possibilité d'établir des «Unions restreintes» ou de conclure des «arrangements spéciaux» pour faciliter la collaboration et améliorer le service postal.

Pour qu'il y ait «Union restreinte», il faut au moins trois Pays-membres. Ceux-ci ou leurs Adm. postales doivent conclure une conv. pour régler des questions postales et qu'ils arrêtent un certain nombre de dispositions concernant l'organisation et le fonctionnement de ladite Union. Une Union est généralement dotée d'organes prévus dans son Acte constitutif (conférences périodiques, office central ou désignation d'une Adm. membre comme Adm. gérante). Il faut aussi que ces Unions se considèrent comme des Unions restreintes au sens du présent art.

²⁾ Les arrangements spéciaux sont des accords conclus entre certains Pays-membres de l'UPU ou leurs Adm. et dont le but est uniquement de faciliter l'exécution du service postal. Dans la règle, il s'agit d'accords bilatéraux, mais il n'est pas exclu qu'un accord multilatéral puisse également être considéré comme un arrangement spécial.

³⁾ Les Unions restreintes qui entretiennent avec l'UPU des rapports fondés sur l'art. 8 sont les suivantes:

^{1°} Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT) qui groupe les Adm. suivantes: Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Suède, Suisse, Turquie, Vatican et Yougoslavie.

Créée le 26 juin 1959 à Montreux, cette Conférence ne se considérait pas au début comme Union restreinte au sens du présent art. 8. Elle s'est constituée en Union restreinte par une résolution adoptée à Lugano le 4 juillet 1969 (circ. 138/1969).

La CEPT est gérée à tour de rôle par l'une des Adm. membres. En outre, un office de liaison est installé à Berne. Celui-ci traite les affaires courantes de l'organisation.

^{2°} Union africaine des postes et télécommunications (UAPT). Créée le 24 octobre 1975, cette Union restreinte succède à l'Union africaine et malgache des postes et télécommunications (UAMPT) qui avait été fondée le 8 septembre 1961 (circ. 72/1962). Elle se compose des pays suivants: République populaire du Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, République populaire du Congo, République de Côte d'Ivoire, République du Mali, République islamique de Mauritanie, République du Niger, République rwandaise, République du Sénégal, République du Tchad et République togolaise.

Le Secrétariat général de cette Union est établi à Brazzaville.

^{3°} Union postale arabe (UPA) formée des membres suivants: Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, République de Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Qatar, République arabe d'Egypte, République islamique de Mauritanie, Organisation de libération de la Palestine, République arabe syrienne, République arabe du Yémen, République démocratique populaire du Yémen, Somalie, République démocratique du Soudan, Sultanat d'Oman et Tunisie.

Fondée par la Conv. de Damas 1952, l'Union est actuellement régie par la Constitution de l'Union postale arabe arrêtée au Caire en 1971, ainsi que par le Règlement général, la Convention, divers Arrangements et les autres décisions des Congrès. Ces Actes ont été révisés au Congrès de Damas 1985. (V. : «Union Postale» 1957, 50 F; 1964, 143 F, 168 F.)

Le Secrétariat général de l'UPA est établi à Dubai (Emirats arabes unis).

- 4° Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE) formée des 24 pays suivants: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Dominicaine (Rép.), El Salvador, Equateur, Espagne, Guatemala, Haïti, Honduras (Rép.), Mexique, Nicaragua, Panama (Rép.), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela.

Tout en ayant des sources historiques remontant à la Conv. signée à Bogotà entre la Colombie, le Venezuela et l'Equateur en 1838, l'UPAE tire son origine de l'Union postale sud-américaine, fondée en 1911 à Montevideo. En 1921, à Buenos Aires, elle fut élargie en Union postale panaméricaine et, par suite de l'admission de l'Espagne en 1923 et du Canada en 1931, elle adopta à Madrid 1931 la dénomination actuelle (Journal 1938, p. 319 à 325 et 388 à 396). L'Union est actuellement régie par la Constitution arrêtée à Santiago du Chili en 1971 et modifiée par les Congrès de Lima 1976, de Managua 1981 et de La Havane 1985, ainsi que par le Règlement général et les résolutions des Congrès.

Le Secrétariat général est établi à Montevideo.

- 5° Union postale africaine (UPAf) groupant la République du Burundi, la République arabe d'Egypte, la République du Ghana, la République de Guinée, la République de Guinée-Bissau, la Jamahiriya arabe libyenne, la République de Libéria, la République du Mali, la République islamique de Mauritanie, la République démocratique de Somalie, la République démocratique du Soudan et la République du Zaïre. Elle a été créée à Tanger le 2 décembre 1961.

L'Union est actuellement régie par la Conv. adoptée au Caire le 14 avril 1969 et mise à exécution le 1^{er} avril 1970. Son Bureau permanent est établi au Caire.

- 6° Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU) formée de l'Australie, du Bangladesh, du Bhoutan, de la République populaire de Chine, de la Corée (Rép.), de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, du Lao (Rép. dém. pop.), de la Malaisie, des Maldives, du Népal, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, des Philippines, de Singapour, de la Sri Lanka et de la Thaïlande.

La Conv. de base a été signée le 23 janvier 1961 à Manila (circ. 63/1962). Elle a été révisée à Kyoto le 17 novembre 1970, à Melbourne le 27 novembre 1975 et à Yogyakarta le 27 mars 1981. La Conv. révisée en 1981 est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1982.

L'Office central est établi à Manila.

- 7° L'Union panafricaine des postes (UPAP) a été créée en 1980 sur l'initiative de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La Convention instituant cette Union a été signée par les pays suivants: République algérienne démocratique et populaire, République populaire d'Angola, République populaire du Bénin, République du Botswana, Burkina Faso, République du Burundi, République unie du Cameroun, République centrafricaine, République fédérale islamique des Comores, République populaire du Congo, République de Côte d'Ivoire, République arabe d'Egypte, Ethiopie socialiste, République gabonaise, République de Gambie, République du Ghana, République populaire révolutionnaire de Guinée, République de Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, République de Kenya, République de Libéria, République démocratique de Madagascar, Malawi, République du Mali, Royaume du Maroc, République populaire du Mozambique, République du Niger, République fédérale du Nigéria, Ouganda, République du Sénégal, République de Sierra Leone, République

démocratique de Somalie, République démocratique du Soudan, Royaume du Swaziland, République unie de Tanzanie, République du Tchad, République togolaise, Tunisie, République de Zambie et Zimbabwe.

Son siège est installé à Arusha (Tanzanie (Rép. unie)).

- 8° Union postale des pays du Nord (UPPN) (Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède). Au début, il n'y avait que des arr. bilatéraux entre ces Etats. Un Arr. collectif réunit le Danemark, la Norvège et la Suède depuis 1919, Arr. auquel la Finlande et l'Islande adhèrent en 1934. Celui-ci a été révisé en 1946 et, comme conséquence de cette refonte, la désignation formelle «Union postale des pays du Nord» a paru pour la première fois dans le texte de l'Arr. La dernière révision a pris effet au 1^{er} janvier 1981 (circ. 197/1981).

Chacune des Adm. de cette Union restreinte fonctionne à tour de rôle comme Adm. gérante.

- 9° La Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale (CAPTAC) a été créée à Brazzaville le 26 octobre 1984. Sa Convention a été signée par les pays suivants: République populaire d'Angola, République du Burundi, République du Cameroun, République centrafricaine, République populaire du Congo, République gabonaise, République de Guinée équatoriale, République rwandaise, République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, République du Tchad et République du Zaïre.

Le Secrétariat général de la CAPTAC est établi à Yaoundé (République du Cameroun).

- *) A côté des Unions restreintes au sens du présent art. 8, il en existe encore d'autres qui remplissent de facto les mêmes conditions et poursuivent des buts analogues, mais qui, pour une raison ou une autre, ne se considèrent pas (ou ne sont pas considérées) comme des Unions restreintes au sens dudit art., p. ex. l'Organisation de coopération des pays socialistes pour les postes et les télécommunications (OSS) et la Conférence des Administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CAPTEAO). En outre, certaines métropoles appliquent aux relations postales avec leurs territoires d'outre-mer un régime de facilités (taxes réduites, etc.) similaire à celui visé par l'art. 8.

*) En ce qui concerne les mesures prises pour assurer l'observation de cette disp., v. art. 116 Régl. gén.

*) La clause générale de l'art. 8 envisage évidemment en premier lieu les disp. réglant les rapports entre les Adm. et les usagers. En revanche, en ce qui concerne les disp. ayant trait aux relations réciproques des Adm., la faculté d'entente contraire est souvent mentionnée aussi dans les disp. respectives par une des clauses suivantes: «à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe» (art. 10, par. 2, Conv.); «les Administrations peuvent s'entendre» (art. 107, par. 13, Régl. gén.; art. 59, par. 8, Conv.); «sauf entente spéciale» (art. 29, par. 2, Conv.; art. 70, par. 4) (Congrès de Buenos Aires 1939, I 53, prop. 7).

*) Les pays ont notamment la faculté de s'entendre en vue d'abaisser les taxes à percevoir et de réduire les frais de transit (Congrès de Madrid 1920, II 215).

*) Afin de favoriser la collaboration entre elle et les Unions restreintes, l'UPU a admis d'abord que celles-ci pouvaient envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences, CE (Congrès de Bruxelles 1952, II 335) puis au CCEP lors de la création de cet organe (Congrès d'Ottawa 1957, II 749).

Puis le Congrès de Vienne 1964 a décidé que les observateurs des Unions restreintes pouvaient prendre part aussi aux Comm. du Congrès (II 574). Les Unions peuvent également participer aux réunions des Comm. et des Groupes de travail du CE et du CCEP (v. Régl. int. CE et CCEP art. 3).

*) L'opportunité de faire appel aux Unions restreintes en matière d'ass. techn. a été posée au Congrès de Lausanne 1974. Celui-ci a adopté la résolution C 38 qui charge le CE, le

CCEP et le BI de prendre toutes les initiatives susceptibles de développer la collaboration UPU/Unions restreintes, notamment dans le domaine de l'ass. techn.

Ensuite, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté une résolution qui charge le CE d'étudier et, le cas échéant, de prendre les mesures pratiques en ce qui concerne:

- a) les aspects techniques, financiers et juridiques du problème que pose une plus large participation des Unions restreintes aux différents programmes d'ass. techn.;
- b) les rapports entre l'UPU, les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales;
- c) la sauvegarde des intérêts des Adm. postales qui ne font pas partie des Unions restreintes (résolution C 90). Sur la base de cette résolution, le CE a adopté la résolution CE 6/1983 pour fixer le cadre juridique de cette collaboration.

Le Congrès de Hambourg 1984 a consacré à son tour la collaboration des Unions restreintes en matière d'ass. techn. sur la base des principes et des procédures appliquées par le PNUD lorsqu'il a arrêté la résolution C 37 qui fixe les priorités et principes d'action de l'UPU dans le domaine de l'ass. techn.

¹⁰⁾ Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964, notamment pour des raisons de réciprocité (prop. 1528, II 961, 1344).

Article 9

Relations avec l'Organisation des Nations Unies

Les relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies sont réglées par les Accords dont les textes sont annexés à la présente Constitution. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾ ⁽⁹⁾ ⁽¹⁰⁾

¹⁾ La Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945 contient dans son préambule les considérations dont se sont inspirés ses fondateurs. Il y est notamment précisé que les Nations Unies sont résolues «à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples». Conformément à cette idée, la Charte contient un chapitre spécial relatif à la coopération économique et sociale internationale (chapitre IX). Nous reproduisons ci-après les art. de ce chapitre qui forment la base des relations entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies:

«Article 55

En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité, des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront:

- a) le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;
- b) la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes; et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;
- c) le respect universel effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Article 56

Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation.

Article 57

1. Les diverses institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes sont reliées à l'Organisation conformément aux dispositions de l'article 63.

2. Les institutions ainsi reliées à l'Organisation sont désignées ci-après par l'expression «institutions spécialisées».

[«Article 17

...

3. L'Assemblée Générale examine et approuve tous arrangements financiers et budgétaires passés avec les institutions spécialisées visées à l'article 57 et examine les budgets administratifs desdites institutions en vue de leur adresser des recommandations.»]

Article 58

L'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées.

Article 59

L'Organisation provoque, lorsqu'il y a lieu, des négociations entre les Etats intéressés en vue de la création de toutes nouvelles institutions spécialisées nécessaires pour atteindre les buts énoncés à l'article 55.

Article 60

L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil Economique et Social qui dispose à cet effet des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du chapitre X sont chargés de remplir les fonctions de l'Organisation énoncées au présent chapitre.

Article 62

1. Le Conseil Economique et Social peut faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions à l'Assemblée Générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées.

2. Il peut faire des recommandations en vue d'assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

3. Il peut, sur des questions de sa compétence, préparer des projets de convention pour les soumettre à l'Assemblée Générale.

4. Il peut convoquer, conformément aux règles fixées par l'Organisation, des conférences internationales sur des questions de sa compétence.

Article 63

1. Le Conseil Economique et Social peut conclure avec toute institution visée à l'article 57 des accords fixant les conditions dans lesquelles cette institution sera reliée à l'Organisation. Ces accords sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

2. Il peut coordonner l'activité des institutions spécialisées, en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations, ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée Générale et aux Membres des Nations Unies.

Article 64

1. Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes mesures utiles pour recevoir des rapports réguliers des institutions spécialisées. Il peut s'entendre avec les Membres de l'Organisation et avec les institutions spécialisées afin de recevoir des rapports sur

les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations de l'Assemblée Générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil.

2. Il peut communiquer à l'Assemblée Générale ses observations sur ces rapports.

Article 70

Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes dispositions pour que des représentants des institutions spécialisées participent sans droit de vote à ses délibérations et à celles des commissions instituées par lui, et pour que ses propres représentants participent aux délibérations des institutions spécialisées.»

²⁾ En conformité avec les disp. de l'art. 57 de la Charte, le Conseil économique et social a décidé, en 1946, de réunir une Conf. des experts postaux des Pays-membres des Nations Unies et de l'UPU en vue de préparer un projet d'accord entre l'ONU et l'UPU visant la mise en relation de l'UPU, comme institution spécialisée, avec les Nations Unies (cf. circ. 165/1946). La Conf. s'est réunie à Lake Success du 10 au 18 décembre 1946.

Le Congrès de Paris 1947 ayant été saisi de la prop. tendant à conclure l'Accord avec l'ONU (I 21, 23 à 28, prop. 550, 819) a autorisé un Comité composé du Président du Congrès et des Présidents des Comm. à négocier avec les représentants du Comité de négociation des Nations Unies. Après plusieurs entrevues des représentants des deux parties ainsi qu'après de longues discussions au sein du Congrès notamment au sujet des disp. concernant l'admission des pays dans l'Union et l'assistance de l'Union à l'ONU, l'Accord substantiellement modifié en comparaison avec le projet primitif, issu de la Conf. de Lake Success en 1946, a été adopté par le Congrès (II 201 à 233, 426 à 443, 452 à 460, 1040). Il a été signé par son Président le 4 juillet 1947. Aux termes de son art. XV, l'Accord ONU/UPU est entré en vigueur simultanément avec la Conv. de Paris (le 1^{er} juillet 1948), l'Ass. gén. de l'ONU l'ayant approuvé sur recommandation de l'ECOSOC (doc A/347) à sa 2^e session en 1947 (résolution 124 (II)) (v. circ. 191 et 258/1947).

³⁾ L'Accord additionnel à l'Accord ONU/UPU, qui ne concerne que les «laissez-passer» des fonctionnaires de l'Union, a été signé le 13 juillet 1949 par le Président de la CEL après que tous les Pays-membres de l'Union eurent été consultés, conformément à la procédure prescrite par les art. 28 et 29 de la Conv. (v. compte rendu analytique de la session de mai 1949 de la CEL, p. 6 et 7). L'Accord additionnel ayant recueilli l'unanimité des suffrages exprimés a été approuvé par l'Ass. gén. de l'ONU le 22 octobre 1949 (résolution 361 (IV)); selon son art. II, il est entré le même jour en vigueur.

⁴⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a supprimé dans cet art. l'énumération des Accords en vigueur entre l'UPU et l'ONU pour ne pas avoir à amender la Const. dans le seul but d'allonger ou de modifier l'énumération des Accords passés avec les Nations Unies (I 119, II 686, 963, 1388).

⁵⁾ L'édition annotée des Accords est reproduite dans le présent fasc. sous «Accords ONU/UPU».

⁶⁾ Au début, les rapports entre l'ONU et l'UPU furent peu fréquents et peu importants. Ils s'intensifièrent après le Congrès d'Ottawa 1957 en raison notamment du développement de l'ass. techn. et de l'alignement des conditions de service du personnel du BI sur celles du régime commun de l'ONU.

⁷⁾ Cf. annot. 7 à l'art. premier.

⁸⁾ En ce qui concerne la participation de l'ONU aux travaux du Congrès, v. annot. 4 à l'art. 101 Règl. gén.

⁹⁾ Les différentes questions intéressant l'ONU et l'UPU et traitées par les deux organisations sont périodiquement relatées dans les Rapp. sur les activités de l'Union ainsi que dans les Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE (CEL).

¹⁰⁾ a) **L'Administration postale des Nations Unies** a été créée en 1951. La CEL s'est préoccupée depuis sa session d'avril 1948 jusqu'à celle de 1951 des problèmes résultant

de la création de l'adm. postale de l'ONU (v. comptes rendus analytiques des sessions d'avril 1948, p. 11, d'octobre 1948, p. 11 et 12, de mai 1949, p. 9, de mai 1950, p. 11, de mai/juin 1951, p. 13).

A sa session d'octobre 1948, la CEL a adopté une résolution qui, compte tenu des modifications apportées à la session de mai/juin 1951, a la teneur suivante:

«Le Secrétaire général des Nations Unies ayant officiellement porté à la connaissance de l'Union postale universelle la résolution adoptée par la 3^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Paris, qui approuve en principe l'idée de la création d'une Administration postale des Nations Unies et fait appel à cette fin au concours de l'Union postale universelle, la Commission exécutive et de liaison exprime l'opinion suivante:

- 1° L'Organisation des Nations Unies, sans être membre de l'Union postale universelle, peut constituer une Administration postale séparée appartenant à l'Union postale universelle, représentée au point de vue postal par un Pays-membre de l'Union postale universelle.
- 2° Le Pays-membre représentant l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies fera connaître en temps utile l'établissement de cette Administration à toutes les Administrations de l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Bureau international.
- 3° L'Administration postale des Nations Unies sera tenue, dans l'exercice de ses opérations postales, d'observer les dispositions de la Convention et de son Règlement (compte rendu analytique de la session de mai/juin 1951, p. 13).»

b) De son côté, l'Ass. gén. de l'ONU a adopté plusieurs résolutions portant sur la création d'une Adm. postale de l'ONU (v. résolutions 159 (II) du 20 novembre 1947, 232 (III) du 8 octobre 1948 (Congrès de Bruxelles 1952, II 99), 342 (IV) du 20 octobre 1949 (Congrès de Bruxelles 1952, II 99), 454 (V) du 16 novembre 1950 (Congrès de Bruxelles 1952, II 100) et 657 (VII) du 6 novembre 1952); pour les autres doc de l'ONU, v. A/367, A/C. 5/191, A/490, A/655, A/663, A/671 rev. 1, A/988 et Add. 1, A/1002, A/1015, A/C. 5/355, A/1155, A/1394 rev. 1, A/1453, A/1507, A/2191 et Add. 1, A/2237, A/2249.

c) L'Adm. postale des Nations Unies a commencé son activité le 24 octobre 1951 en vertu de l'Accord postal entre l'ONU et les Etats-Unis d'Amérique conclu le 28 mars 1951 (pour le texte de l'Accord, v. Congrès de Bruxelles 1952, II 100 à 102). Les disp. de l'Accord ont été modifiées à partir du 17 novembre 1952 par l'échange de lettres du Secrétaire général des Nations Unies et des Etats-Unis d'Amérique, du 7 novembre 1952 et du 17 novembre 1952 respectivement.

d) Le Congrès de Bruxelles 1952 a adopté, à l'égard de l'Adm. postale des Nations Unies, la résolution suivante (II 96 à 103, Doc 15 et 15/Add 1 et 2; 372 à 379, 1348 à 1351):

«Administration postale des Nations Unies

Le XIII^e Congrès de l'Union postale universelle, ayant pris note de la lettre et du memorandum du Secrétaire général des Nations Unies concernant l'Administration postale des Nations Unies,

1. reconnaît, du point de vue postal, l'établissement d'une Administration postale des Nations Unies en conformité avec les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 16 novembre 1950 (454 V.) et l'accord conclu entre l'Administration postale des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique,
2. note avec satisfaction que le Secrétaire général est prêt à faire une déclaration dans laquelle il s'engage à respecter les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle ainsi que les Règlements applicables aux opérations postales des Nations Unies,
3. note que l'Administration postale des Nations Unies est une unité administrative du Secrétariat des Nations Unies placée sous l'autorité du Secrétaire général et, par conséquent, considère que les Nations Unies, du point de vue postal comme de tous autres, sont

représentées aux Congrès et Conférences de l'Union selon les dispositions de l'article II de l'Accord concernant les relations entre les Nations Unies et l'Union postale universelle,

4. exprime son accord général avec la suggestion du Comité administratif de coordination tendant à ce que les Nations Unies agissent au nom des institutions spécialisées au sujet de toute activité postale ultérieure,

5. recommande aux Pays-membres de l'Union postale universelle que toute activité postale ultérieure envisagée par les Nations Unies, ou par une institution spécialisée, fasse l'objet d'une consultation avec l'UPU par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison et, qu'après une telle consultation, aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies.»

Les par. 4 et 5 de la résolution ci-dessus concernant la question de la réglementation de l'activité postale future des Nations Unies et des institutions spécialisées. Cette question a été soulevée par le Comité administratif de coordination de l'ONU dans son rapport au Conseil économique et social (E/2203; v. Congrès de Bruxelles 1952, II 99, Doc 15).

Le Conseil économique et social a, à son tour, lors de sa 14^e session, adopté la résolution (partie B) 451 (XIV) du 28 juillet 1952 qui a la teneur suivante:

«Le Conseil économique et social,

constatant avec satisfaction que le Comité administratif de coordination est d'avis qu'il serait avantageux pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées d'arrêter des dispositions communes en ce qui concerne les questions postales, notant en outre la résolution relative à l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière postale, que le XIII^e Congrès de l'Union postale universelle a adoptée et aux termes de laquelle le Congrès recommande notamment que toute activité envisagée à l'avenir dans le domaine postal par l'Organisation des Nations Unies ou par une institution spécialisée fasse l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire du Congrès ou de la Commission exécutive et de liaison, et qu'après une telle consultation aucun accord ne soit conclu sans une recommandation favorable de l'Assemblée générale des Nations Unies, invite les institutions spécialisées à adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies toutes les propositions qu'elles pourraient formuler en ce qui concerne les opérations postales, afin que ces propositions fassent l'objet d'une consultation avec l'Union postale universelle, par l'intermédiaire des organes compétents de l'Union, et soient ultérieurement soumises à l'Assemblée générale aux fins d'examen.»

Par ailleurs, en prévision d'un accord entre les PTT suisses et l'ONU en ce qui concerne l'utilisation des timbres-poste de l'ONU par l'Office des Nations Unies à Genève, le CE a pris la résolution CE 8/1968 où, après avoir réaffirmé le droit souverain des Adm. en matière d'émissions de timbres-poste (art. 9 de la Conv.), il déclare faire confiance aux Adm. de l'ONU et de la Suisse en ce qui concerne la réalisation de l'accord envisagé, étant entendu que cet accord:

- doit être limité dans son application et exclusivement à l'Office des Nations Unies à Genève, en tant que partie du Secrétariat des Nations Unies;
- ne doit en aucune manière constituer un précédent pour des demandes similaires qui pourraient éventuellement être formulées par les institutions spécialisées, par les bureaux régionaux ou autres organes de l'ONU, plus généralement, par tous services des Nations Unies autres que le Secrétariat de l'ONU à New York et à Genève.

Malgré cette dernière condition, s'agissant de l'émission de timbres-poste des Nations Unies en monnaie autrichienne en vue de leur utilisation par la partie du Secrétariat des

Nations Unies installée à Vienne, le CE a pris la résolution CE 8/1978 analogue, mutatis mutandis, à la résolution CE 8/1968.
En ce qui concerne l'émission de timbres-poste spéciaux à la demande de l'ONU et des institutions spécialisées, v. Conv., annot. 4 à l'art. 9.

Article 10

Relations avec les organisations internationales ⁽¹⁾

Afin d'assurer une coopération étroite dans le domaine postal international, l'Union peut collaborer avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes. ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾

¹⁾ Art. nouveau introduit par le Congrès de Vienne 1964. Il consacre le principe de la collaboration de l'UPU avec les organisations internationales autres que les Nations Unies (II 963 et 964, prop. 1531 Pays-Bas).

²⁾ Par organisations internationales, il faut entendre en premier lieu les organisations internationales intergouvernementales et notamment les institutions spécialisées qui sont les suivantes:

l'Organisation internationale du travail (OIT);

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);

l'Organisation mondiale de la santé (OMS);

la Banque mondiale;

le Fonds monétaire international (FMI);

l'Union postale universelle (UPU);

l'Union internationale des télécommunications (UIT);

l'Organisation météorologique mondiale (OMM);

l'Organisation maritime internationale (OMI);

l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);

le Fonds international de développement agricole (FIDA);

auxquelles s'ajoute l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En outre, l'Union collabore également avec quelques organisations non gouvernementales (p. ex. IATA, ICS, ISO, CCD, IICE (Institut international de la Caisse d'épargne)).

³⁾ Les activités et la nature du travail technique de l'UPU touchent à des domaines très variés. Elles posent des problèmes qui nécessitent la coopération d'organisations internationales ayant des intérêts communs dans ces domaines. D'ordinaire, ces problèmes sont traités par le CE qui prend les contacts nécessaires par l'intermédiaire du BI. V. à ce sujet art. 102, par. 6, lettre n), et 109, par. 2, lettre b), du Règl. gén.

V. également annot. 28 à l'art. 102 Règl. gén.

⁴⁾ En ce qui concerne la question des activités postales des différentes institutions spécialisées, cf. art. 9, annot. 10, d).

⁵⁾ Les relations de l'UPU avec les organisations internationales sont exposées notamment dans les Rapp. sur les activités de l'Union et le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE (v. art. 103, par. 2, du Règl. gén.).

⁶⁾ La collaboration de l'UPU avec les institutions spécialisées s'étend également à des activités autres que celles qui se rapportent au domaine postal. L'UPU participe notam-

ment au Comité administratif de coordination des Nations Unies (CAC) qui siège sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies et groupe les chefs des institutions spécialisées. Avec le concours de ses organes subsidiaires, le CAC examine tous les problèmes d'ordre administratif qui sont communs à ces institutions. V. annot. concernant Accords ONU/UPU.

⁷⁾ En ce qui concerne la participation des organisations internationales aux Congrès, v. annot. 4 à l'art. 101 Règl. gén.; l'invitation des organisations intergouvernementales aux Congrès, v. annot. 27 à l'art. 102 Règl. gén., et art. 5 Règl. int. des Congrès.

Pour la représentation de l'UPU aux réunions des organisations internationales, v. annot. 5 à l'art. 20 Const.

Chapitre II

Adhésion ou admission à l'Union. Sortie de l'Union

Article 11

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure ⁽¹⁾

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union. ⁽²⁾
2. Tout pays souverain ⁽³⁾ non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union. ⁽⁴⁾
3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ Elle est adressée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾ qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission. ⁽⁹⁾
4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'abstenant.
5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Gouvernement de la Confédération suisse aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification. ⁽¹⁰⁾ ⁽¹¹⁾

¹⁾ **Généralités.** Depuis sa fondation et jusqu'au Congrès de Paris 1947, l'UPU a été une «union ouverte», c'est-à-dire que les pays souverains ou quasi souverains ont pu, par une déclaration unilatérale, devenir membres de l'UPU en notifiant au Gouvernement suisse leur adhésion à la Convention postale universelle.

Au Congrès de Paris 1947, l'UPU décida, eu égard à sa nouvelle qualité d'institution spécialisée de l'ONU, de modifier la procédure antérieure en exigeant que les pays désireux de devenir membres de l'UPU présentent une demande dans ce sens au Gouvernement suisse, et que ce dernier consulte l'ensemble des Pays-membres, la demande devant recueillir l'approbation formelle des deux tiers des Pays-membres.

Le Congrès de Vienne 1964 a admis, en plus de la procédure précitée, une procédure simplifiée pour les pays membres de l'ONU. Ceux-ci peuvent adhérer à l'UPU par une déclaration unilatérale notifiée au Gouvernement suisse (II 958, 964, 968 à 971, 1360, prop. 1533 CEL); il n'y a dans ce cas pas de consultation des Pays-membres. En revanche, ce même Congrès a rejeté une prop. qui tendait à accorder la possibilité d'adhérer unilatéralement à l'UPU non seulement aux membres de l'ONU, mais à tous les pays, qu'ils soient souverains ou non (II 964 à 967, prop. 1583).

Par ailleurs, les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974 ont également repoussé différentes prop. visant à accorder à tout pays souverain, qu'il soit membre de l'ONU ou non, la possibilité d'adhérer à l'Union par une déclaration unilatérale (Congrès de Tokyo 1969, II 1220 à 1222, prop. 1305; Congrès de Lausanne 1974, II 1285 à 1288, prop. 1011.3). Au Congrès de Rio de Janeiro 1979, une prop. visant à rétablir le principe de l'«Union ouverte» a été retirée avant d'être mise en discussion (prop. 1011.1).

²⁾ Les pays qui ont eu recours à la procédure d'adhésion prévue au par. 1 sont les suivants:

Pays	Date d'adhésion	Circulaire du BI
Singapour.....	8 janvier 1966	22/1966
Malawi.....	25 octobre 1966	226/1966
Guyane.....	22 mars 1967	75/1967
Mauritanie (Rép. islamique de -).....	22 mars 1967	75/1967
Zambie (Rép. de -).....	22 mars 1967	75/1967
Maldives (Rép. de -).....	15 août 1967	180/1967
Lesotho (Royaume du -).....	6 septembre 1967	205/1967
Barbade.....	11 novembre 1967	256/1967
Botswana (Rép. du -).....	12 janvier 1968	36/1968
Yémen (Rép. dém. pop. du -).....	28 juin 1968	126/1968
Maurice.....	29 août 1969	165/1969
Swaziland (Royaume du -).....	7 novembre 1969	217/1969
Guinée équatoriale (Rép. de -).....	24 juillet 1970	148/1970
Fidji.....	18 juin 1971	135/1971
Emirats arabes unis.....	30 mars 1973	89/1973
Bahrein.....	21 décembre 1973	276/1973
Commonwealth des Bahamas.....	24 avril 1974	102/1974
Gambie (Rép.).....	9 octobre 1974	205/1974
Suriname (Rép. du -).....	20 avril 1976	118/1976
Papouasie – Nouvelle-Guinée.....	4 juin 1976	154/1976
Comores (Etat des -).....	29 juillet 1976	195/1976
Cap-Vert (Rép. du -).....	30 septembre 1976	251/1976
Angola (Rép. pop. d' -).....	3 mars 1977	47/1977
Sao Tomé-et-Principe (Rép. dém. de -).....	22 août 1977	196/1977
Seychelles (Rép. des -).....	7 octobre 1977	235/1977
Grenade.....	30 janvier 1978	33/1978
Djibouti (Rép. de -).....	6 juin 1978	132/1978

Pays	Date d'adhésion	Circulaire du BI
Mozambique (Rép. pop. du -)	11 octobre 1978	238/1978
Commonwealth de la Dominique	31 janvier 1980	38/1980
Sainte-Lucie	10 juillet 1980	187/1980
Saint-Vincent-et-Grenadines	3 février 1981	39/1981
Zimbabwe	31 juillet 1981	246/1981
Vanuatu	16 juillet 1982	152/1982
Belize	1 ^{er} octobre 1982	199/1982
Salomon (îles)	4 mai 1984	106/1984
Brunei Darussalam	15 janvier 1985	19/1985

³) Le mot «souverain» a été introduit par le Congrès de Paris 1947. Une prop. tendant à remplacer les mots «pays souverain» par «Etat» n'a pas été retenue par le Congrès de Vienne 1964 (II 967 et 1360, prop. 1534).

En ce qui concerne les territoires non souverains qui font partie de l'UPU, v. annot. 4 et 5 à l'art. 2 Const. A défaut d'adhésion ou d'admission en qualité de membre, l'application des Actes de l'UPU dans les territoires dépendants est possible en tout temps sur la base des art. 3, c), ou 23.

⁴) Les pays admis selon cette procédure depuis son adoption par le Congrès de Paris 1947 sont les suivants:

Pays	Date d'admission	Circulaire du BI
Birmanie	14 avril 1949	130/1949
Ceylan	13 juillet 1949	129/1949
Israël	13 juillet 1949	130/1949
Viêt-Nam	20 octobre 1951	254/1951
Cambodge	21 décembre 1951	306/1951
Laos (Royaume du -)	20 mai 1952	141/1952
Libyenne (Rép. arabe -)	4 juin 1952	151/1952
Monaco (Principauté de -)	12 octobre 1955	196/1955
Soudan (Rép. dém. du -)	27 juillet 1956	124/1956
Népal	11 octobre 1956	167/1956
Ghana	10 octobre 1957	182/1957
Malaisie	17 janvier 1958	22/1958
Guinée (Rép. de -)	6 mai 1959	112/1959
Kuwait	16 février 1960	25/1960
Cameroun (Rép. féd. du -)	26 juillet 1960	98/1960
Mali (Rép. du -)	21 avril 1961	69/1961
Dahomey (Rép. du -)	27 avril 1961	70/1961
Côte d'Ivoire (Rép. de -)	23 mai 1961	90/1961
Niger (Rép. du -)	12 juin 1961	105/1961
Sénégal (Rép. du -)	14 juin 1961	106/1961
Tchad (Rép. du -)	23 juin 1961	116/1961
Centrafricaine (Rép.)	28 juin 1961	117/1961
Congo (Rép. pop. du -)	5 juillet 1961	123/1961
Nigéria (Rép. féd. de -)	10 juillet 1961	124/1961
Gabonaise (Rép.)	17 juillet 1961	126/1961
Malgache (Rép.)	2 novembre 1961	193/1961
Chypre (Rép. de -)	23 novembre 1961	200/1961
Sierra Leone	29 janvier 1962	19/1962
Togolaise (Rép.)	21 mars 1962	39/1962

Pays	Date d'admission	Circulaire du BI
Liechtenstein (Principauté de -)	13 avril 1962	54/1962
Haute-Volta (Rép. de -)	29 mars 1963	47/1963
Tanzanie (Rép. unie de -)	29 mars 1963	47/1963
Burundi (Rép. du -)	6 avril 1963	48/1963
Rwandaise (Rép.)	6 avril 1963	48/1963
Trinité et Tobago	15 juin 1963	79/1963
Mongolie (Rép. pop. de -)	24 août 1963	150/1963
Jamaïque	29 août 1963	119/1963
Ouganda	13 février 1964	17/1964
Algérienne (Rép. dém. et pop.)	28 mai 1964	59/1964
Kenya	27 octobre 1964	135/1964
Malte	21 mai 1965	74/1965
Qatar (Etat de -)	31 janvier 1969	25/1969
Bhoutan	7 mars 1969	39/1969
Nauru (Rép. de -)	17 avril 1969	69/1969
Oman (Sultanat)	17 août 1971	178/1971
Tonga (Royaume des -)	26 janvier 1972	35/1972
Bangladesh (Rép. pop.)	7 février 1973	54/1973
République démocratique allemande	1 ^{er} juin 1973	135/1973
Guinée-Bissau (Rép.)*	30 mai 1974	138/1974
Corée (Rép. pop. dém.)*	6 juin 1974	139/1974
Tuvalu	3 février 1981	39/1981
Kiribati	14 août 1984	171/1984

* Pour l'admission de ce pays voir Doc du Congrès de Lausanne 1974, II 936 s. et 981 s.

Cette liste ne comprend pas les pays qui, antérieurement à leur indépendance, avaient déjà les mêmes droits et obligations que les Pays-membres en vertu de l'art. 4 de la Conv. d'Ottawa et qui ont simplement présenté une déclaration de continuité, après l'acquisition de leur indépendance. Durant la période en question, les pays suivants ont eu recours à cette procédure: Indonésie, circ. 281/1951, Maroc, circ. 172/1956, Tunisie, circ. 183/1956, Somalie, circ. 16/1961, Congo (Rép.), circ. 86/1961.

^{a)} Par la déclaration formelle d'adhésion à la Const. et aux Actes obligatoires, déclaration qui doit être formulée dans l'acte d'adhésion (par. 1) ou dans la demande d'admission (par. 2), le législateur a voulu empêcher qu'un pays puisse adhérer à la Const. sans pour autant s'engager à appliquer les disp. des autres Actes obligatoires.

^{b)} En ce qui concerne les Actes obligatoires, v. art. 22.

^{c)} L'intervention du Gouvernement suisse dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'UPU est une fonction que ce Gouvernement exerce depuis les origines de l'Union. Pour les autres cas où l'entremise diplomatique est requise, v. art. 12 (Sortie de l'Union. Procédure), 21, par. 4 (Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres), 23 (Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales), 26 (Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union), 27, par. 2 (Adhésion aux Arrangements), 28 (Dénonciation d'un Arrangement), 30, par. 2 (Modification de la Constitution), art. unique Prot. Const. (Adhésion à la Constitution), Const., premier Prot. add. Tokyo 1969, art. VII, Const., deuxième Prot. add. Lausanne 1974, art. III, Const. troisième Prot. add. Hamburg 1984, art. VI, art. 122, par. 1, Régl. gén. (Notification des décisions adoptées entre deux Congrès.) Le Gouvernement suisse ayant demandé en 1985 d'être déchargé de cette fonction, une étude est en cours au sein du CE (décision CE 33/1985).

⁸⁾ Ce texte n'empêche pas un pays qui n'aurait pas de relations diplomatiques avec la Suisse d'emprunter l'entremise d'un autre pays pour faire parvenir sa déclaration d'adhésion ou sa demande d'admission au Gouvernement suisse.

⁹⁾ Cette modification a été apportée par le Congrès de Tokyo 1969, afin de simplifier la procédure de notification des adhésions et des demandes d'admission. Antérieurement à ce Congrès, le Gouvernement de la Confédération suisse transmettait une copie ou une photocopie de la déclaration d'adhésion ou de la demande d'admission aux Pays-membres (premier Prot. add. Tokyo 1969, art. II; prop. CE 1300; II 1223, 1224 et 1003).

¹⁰⁾ La phrase concernant l'effet de la notification a été proposée par la CEL (élargie) et adoptée par le Congrès de Vienne 1964; elle ne fait qu'entériner la pratique suivie antérieurement.

¹¹⁾ En ce qui concerne les obligations financières des nouveaux Pays-membres, v. art. 21 et Règl. gén., art. 124, par. 7.

Article 12

Sortie de l'Union. (¹) Procédure

1. Chaque Pays-membre a la faculté de se retirer de l'Union moyennant dénonciation de la Constitution donnée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci aux Gouvernements des Pays-membres. (²)

2. La sortie de l'Union devient effective à l'expiration d'une année à partir du jour de réception par le Gouvernement de la Confédération suisse de la dénonciation prévue au paragraphe 1. (³)

¹⁾ Comme la plupart des organisations internationales, l'Union admet la sortie volontaire de ses membres. Celle-ci résulte de la dénonciation de la Const.

Il n'y a en revanche pas de sortie au sens du présent art. lorsque l'extinction de la qualité de Pays-membre résulte de la perte de la qualité de sujet de droit international (à la suite d'une annexion, d'une fusion, d'une dissolution d'un Etat).

On ne considère pas non plus comme sortie de l'Union les cas où un territoire, qui est déjà membre de plein droit de l'UPU, accède à l'indépendance (art. 4 de la Conv. d'Ottawa 1957) et reprend en sa qualité d'Etat souverain ses droits et obligations antérieures en présentant une déclaration de continuité (Inde, Indonésie, Maroc, Tunisie, Zaïre).

²⁾ Des prop. ont été présentées au Congrès de Vienne 1964 (prop. 1540), au Congrès de Rio de Janeiro 1979 (prop. 1012.1) et au Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1012.1) en vue de réglementer l'expulsion des membres de l'Union. Elles furent retirées par leurs auteurs avant d'être mises en discussion. Par ailleurs, une prop. similaire a été rejetée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1293–1298, prop. 1012.91). Cependant, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté, à la majorité des Pays-membres présents et votant, une résolution (C 6) visant à l'expulsion de la République sud-africaine de l'UPU.

Se fondant sur sa qualité de membre de l'ONU, la Rép. d'Afrique du Sud est redevenue Pays-membre de l'UPU en 1981. Le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 7, a confirmé l'exclusion de la Rép. d'Afrique du Sud de l'UPU et décidé qu'elle ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'ONU pour obtenir sa réadmission à l'Union, tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

³⁾ Pour ce qui concerne la cotisation du membre sortant, v. art. 124, par. 7, du Règl. gén.

Chapitre III

Organisation de l'Union

Article 13

Organes de l'Union ⁽¹⁾

1. Les organes de l'Union sont le **Congrès**, le **Conseil exécutif**, le **Conseil consultatif des études postales** et le **Bureau international**. ⁽²⁾
2. Les organes permanents de l'Union sont le **Conseil exécutif**, le **Conseil consultatif des études postales** et le **Bureau international**. ⁽³⁾

¹⁾ Introduit par le Congrès de Vienne 1964, cet art. s'inspire des actes constitutifs des autres institutions spécialisées. L'énumération des organes de l'UPU dans la Constitution a la valeur d'une déclaration de principe (II 687, 913, 972 et 973, 1363, prop. 1541).

²⁾ Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, l'UPU prévoyait la possibilité de tenir des Conférences administratives et des Commissions spéciales. Ces deux organes ont été supprimés lors dudit Congrès (v. respectivement annot. aux art. 16 et 19).

³⁾ La référence aux organes «permanents» apparaît déjà dans l'art. 5. Les termes «organe permanent» ont donné lieu à de longues discussions au sein de la CEL (élargie) (v. Doc de la rev. gén. 1960, 349 à 351, 365, 430, 502 à 505). De l'avis de certains, seul le BI, qui a une activité réellement continue, devrait être considéré comme un organe permanent. Mais cette opinion n'a pas prévalu. On admet, au contraire, que le CE et le CCEP ont une composition et une activité constantes qui durent pendant tout l'intervalle entre deux Congrès. Selon l'art. 17, le CE assure en effet la continuité des travaux de l'Union entre deux Congrès.

Article 14

Congrès (Règl. gén. 101 et 106)

1. Le Congrès est l'organe suprême de l'Union. ⁽¹⁾ ⁽²⁾
2. Le Congrès se compose des représentants ⁽³⁾ des Pays-membres.

¹⁾ Sous le régime antérieur au Congrès de Vienne 1964, l'Union était juridiquement renouvelée à chaque Congrès puisque la Conv. en vigueur était chaque fois remplacée par une nouvelle. Actuellement, l'UPU a une base juridique permanente, ce qui fait que le Congrès n'est plus l'assemblée générale qui recrée l'Union tous les cinq ans, mais bien un organe même de l'Union au même titre que le CE et le CCEP. Dans la hiérarchie des importances, le Congrès est l'organe suprême de l'Union.

²⁾ Le Congrès détient toutes les attributions qui rentrent dans le cadre de l'UPU et qui n'ont pas été confiées expressément à un autre organe par les Actes de l'Union. Il est appelé en premier lieu à modifier les Actes de l'Union. A part cette activité législative, il assume une certaine compétence en matière d'administration (p. ex., examen du Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE et du CCEP, fixation du plafond des dépenses annuelles pour la prochaine période quinquennale, détermination du programme d'étude du CE et du CCEP, examen des problèmes d'assistance technique, élection du Directeur général et du Vice-Directeur général; v. Règl. gén., art. 108). Il ne peut prendre que des décisions compatibles avec les Actes en vigueur. Il ne peut, p. ex., pas trancher lui-même un litige qui doit être soumis à l'arbitrage (Congrès de Vienne 1964, II 874).

³⁾ Par «représentants», il faut entendre «toute personne habilitée à négocier et à signer (plénipotentiaires) ou simplement à négocier (délégués) au nom d'un Pays-membre». Le pouvoir de négocier comprend celui de prendre part aux délibérations et de voter. Ne sont pas considérés comme représentants les fonctionnaires attachés (cf. discussion à ce sujet: Doc de la rev. gén. Conv. 1960, p. 193, 368, 582 et 583 à la CEL (élargie)). Cependant, ceux-ci peuvent être autorisés à voter au nom de leur pays dans les séances des Comm. si leur chef de délégation les y autorise formellement, conformément à l'art. 2 du Règl. int. des Congrès.

Article 15

Congrès extraordinaires (Règl. gén. 101) ⁽¹⁾

Un Congrès extraordinaire ⁽¹⁾ peut être réuni à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union.
⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

¹⁾ Chargé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 de faire une étude sur l'opportunité de maintenir ou de supprimer, entre autres, cet art. (résolution C 18), le CE a opté pour le maintien de cette disp. (Congrès de Hambourg 1984, Doc 1, ch. 51).

²⁾ Un seul Congrès extraordinaire a eu lieu à Berne 1900 (2 au 5 juillet), à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de l'UPU. Il décida d'ériger le monument de l'UPU à Berne (Doc de ce Congrès, 30).

³⁾ Le CE peut, à l'instar de chaque Pays-membre, prendre l'initiative de consulter les Pays-membres en vue de la réunion d'un Congrès extraordinaire.

⁴⁾ Cf. art. 101, par. 7 et 8, du Règl. gén. pour ce qui concerne l'organisation matérielle de ces Congrès.

Article 16

Conférences administratives

(Supprimé) ⁽¹⁾

¹⁾ C'est le Congrès de Hambourg 1984 qui a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Conf. administratives (II, C 3, 9^e séance, prop. 1016.1).

Il y a lieu de rappeler que des Conf. administratives ont eu lieu pour traiter de certains problèmes de portée restreinte:

- a) à Berne 1876 (17 au 27 janvier) pour l'admission de l'Inde britannique et de l'ensemble des colonies françaises comme membres de l'UPU et pour la fixation des frais de transit maritime afférents aux parcours plus longs que ceux de l'Europe aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Egypte;
- b) à Paris 1880 (9 octobre au 3 novembre) pour conclure une Conv. spéciale ne concernant que l'échange des colis postaux; les délégués à cette Conf. avaient toutefois des pouvoirs de plénipotentiaires;
- c) à La Haye 1927 (1^{er} au 10 septembre) pour l'établissement de disp. sur la poste aérienne.

Article 17

Conseil exécutif (Règl. gén. 102) ⁽¹⁾

1. Entre deux Congrès, ⁽²⁾ le Conseil exécutif (CE) assure la continuité des travaux de l'Union conformément aux dispositions des Actes de l'Union. ⁽³⁾

2. Les membres du Conseil exécutif exercent leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Union. ⁽⁴⁾

¹⁾ Cet organe s'appelait autrefois «Commission exécutive et de liaison (CEL)»; il a été créé par le Congrès de Paris 1947 (II 377 à 418, 420 et 421, 950 à 1008, 1014 et 1015, 1041, 1049). Sa dénomination actuelle date du Congrès de Vienne 1964 (II 912, prop. 1546 CEL). Il est considéré comme un organe permanent de l'Union (v. art. 13).

²⁾ Nouvelle expression introduite par le Congrès de Vienne 1964 (II 1318, prop. 1548). Comme les précédentes «dans l'intervalle des Congrès» et «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», elle peut donner lieu à deux interprétations («jusqu'à la réunion du prochain Congrès» ou «jusqu'à la mise en vigueur des Actes du prochain Congrès»). Pour résoudre ce problème, le Congrès adopte régulièrement une résolution qui met en vigueur les disp. relatives au CE et au CCEP dès qu'il les a arrêtées (Congrès de Hambourg 1984, résolution C 87).

³⁾ Le rôle de cet organe est double, il est à la fois celui d'un conseil d'administration chargé d'assurer le bon fonctionnement de l'Union, conformément aux Actes de l'Union, et celui d'une Comm. d'études qui est tenue d'examiner certains problèmes et de rapporter à leur sujet devant le Congrès aux fins de décision. Cet organe a été créé pour deux raisons. L'une, extérieure à l'UPU, est que l'ONU faisait de la création de cet organe une condition pour admettre notre organisation en qualité d'institution spécialisée; l'autre, répondait au besoin qui se faisait de plus en plus sentir d'avoir un organe qui pût se substituer aux Comm. spéciales créées antérieurement et occasionnellement pour étudier certains problèmes particuliers.

⁴⁾ Consécration du principe suivant lequel les membres du CE ne représentent ni leurs pays ni leurs groupes géographiques respectifs et que les intérêts particuliers doivent s'effacer devant les intérêts généraux.

Article 18

Conseil consultatif des études postales (Règl. gén. 104 et 105) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Le Conseil consultatif des études postales (CCEP) ⁽³⁾ est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et économiques intéressant le service postal.

¹⁾ Art. modifié au Congrès de Tokyo 1969 pour tenir compte du remplacement de la Comm. consultative des études postales et de son Conseil de gestion par le Conseil consultatif des études postales (premier Prot. add., Tokyo 1969, art. IV) (v. annot. 1 à l'art. 104 Règl. gén.).

²⁾ Historique.

1. Dès son origine, la CEL fut chargée de traiter les questions techniques de toute nature intéressant le service postal international (v. Conv. de Paris 1947, art. 18, par. 10, lettre b), et Conv. de Bruxelles 1952, art. 15, par. 6, lettre b)). Dans cette sphère d'activités, on peut porter à son actif la création au BI d'un service d'études techniques et d'échange d'informations de toute nature ainsi que la publication de plusieurs études dans la Collection d'études postales. Mais, les problèmes techniques se faisant de plus en plus nombreux et compliqués et les Adm. s'intéressant toujours davantage à leur solution, il apparut bientôt comme une nécessité de confier ces tâches à un organe spécial de l'Union.

2. A la session de mai 1955 de la CEL, l'Adm. des Pays-Bas présenta une prop. tendant à créer une Comm. spéciale d'études techniques, à caractère permanent, qui s'attacherait à faire des études dans le domaine de la mécanisation postale (v. compte rendu analytique de cette session, p. 21 et 22). Avant de prendre position, la CEL chargea le Secrétaire général d'établir un rapport sur les différents aspects du problème. Celui-ci fit l'objet de délibérations à la session de 1956 qui manifesta le désir de généraliser les expériences les plus avancées et de donner l'information la plus large à toutes questions de nature à concourir au progrès et à l'amélioration du service postal. Quant à l'organe à créer, deux tendances générales se firent jour au sein de la CEL, l'une, de constituer une Comm. spéciale au sens de l'art. 16 de la Conv. de Bruxelles 1952 et l'autre, de créer une Sous-Comm. de la CEL. Finalement, la CEL constitua, jusqu'au Congrès d'Ottawa, la Sous-Comm. chargée des études techniques (v. compte rendu analytique de cette session, p. 20 et 21).

3. La Sous-Comm. des études techniques siégea en novembre 1956 à Rome et en mars 1957 à Lausanne. Elle recommanda à la CEL la création d'une Comm. consultative des études postales en lui soumettant, d'une part, les prop. établies en commun par ses membres et adressées en leur nom au Congrès d'Ottawa par l'Adm. des Pays-Bas (prop. 234 à 243) et, d'autre part, une liste des sujets d'étude que le Congrès d'Ottawa pourrait confier à ce nouvel organe. La CEL se livra, au cours de sa session de 1957, à un examen approfondi de la question et les résultats de ses délibérations furent concrétisés dans une recommandation, une résolution et deux amendements aux prop. des Pays-Bas mentionnées plus haut (v. prop. 680, 681, 685 et 687) (v. compte rendu analytique de cette session, p. 20).

4. En plus des prop. de la CEL et des Pays-Bas, le Congrès d'Ottawa 1957 fut saisi de plusieurs prop. tendant à créer un nouvel organe (prop. 686 et 1204) auquel seraient confiées les différentes questions à étudier. Il constitua une Comm. spéciale (dénommée Comm. du programme des études techniques et économiques) chargée d'étudier toutes ces prop. Les résultats des travaux de ladite Comm. (parmi lesquels il faut citer, notamment, le projet de résolution concernant la convocation de la CCEP en assemblée plénière

constitutive et les prop. à insérer dans les Actes de l'UPU) furent approuvés par le Congrès (II 252, 257 à 269, Doc 57). En ce qui concerne les délibérations du Congrès d'Ottawa 1957 au sujet de la CCEP, v. II 199 à 269.

5. Le Congrès de Vienne 1964 s'efforça d'harmoniser le fonctionnement des organes de l'UPU. Par une disp. expresse de son Règl. int., il décida que la CCEP siègerait en même temps qu'il lui-même, qu'elle serait une des Comm. de ce Congrès et que celui-ci élirait les membres du Conseil de gestion. Ces mesures d'application immédiate furent, par la suite, rendues définitives. Par ailleurs, le Congrès entérina la création du Comité directeur du Conseil de gestion, organe que ce dernier avait jugé utile de former pour préparer et diriger ses travaux; il autorisa le Conseil de gestion à formuler des prop. au Congrès sous réserve d'approbation soit du CE, soit de la CCEP, suivant la nature de ces prop.; enfin, il rendit définitive la publication du Rapp. sur l'ensemble de l'activité du Conseil de gestion que ce Conseil avait estimé devoir présenter au Congrès de Vienne en s'inspirant de la procédure suivie par le CE.

6. La CCEP, créée par le Congrès d'Ottawa 1957, était un organe quasi fictif; en fait, c'était son Conseil de gestion qui était l'organe permanent et actif. Aux termes de l'art. 104, par. 4, du Règl. gén. de Vienne 1964, la CCEP était censée se réunir aux lieux et dates fixés par les Congrès et fonctionner comme Comm. du Congrès. En fait, la CCEP a uniquement fait office de 3^e Comm. des Congrès de Vienne 1964 et de Tokyo 1969 et n'a joué aucun rôle effectif pendant la période entre deux Congrès.

Pour éviter la confusion entre la CCEP en tant qu'organe permanent et en tant que Comm. du Congrès et pour donner un statut réaliste au Conseil de gestion de ladite CCEP, le Congrès de Tokyo 1969 a aboli la CCEP et remplacé son Conseil de gestion par un Conseil consultatif des études postales (II 1186 et 1187; prop. 1314). Le nouveau Conseil consultatif des études postales, désigné ci-après également par «CCEP», devint ainsi un organe de l'Union (v. art. 13 de la Const.) dont les activités sont décrites aux art. 104 et 105 du Règl. gén.

³⁾ Cette abréviation, qui a été officialisée au Congrès de Vienne 1964, désignait tout d'abord la Comm. consultative des études postales formée de l'ensemble des Pays-membres de l'Union.

Article 19 Commissions spéciales

(Supprimé) (1)

¹⁾ C'est le Congrès de Hambourg 1984 qui a décidé de supprimer la possibilité de tenir des Comm. spéciales (II, C 3, 9^e séance, prop. 1019.1).

Il y a lieu de rappeler que les Comm. spéciales suivantes ont été convoquées entre deux Congrès:

1. Comm. d'études, à Bruxelles 1890 (26 juin au 1^{er} juillet), pour la préparation de l'Arr. des abonnements aux journaux; membres: les 3 Adm. qui avaient présenté des projets (Congrès de Lisbonne 1885, II 332 à 336);
2. Comm. d'études, nommée par le Congrès de Madrid 1920, pour l'amélioration et la simplification des Actes quant à leur forme et à leur rédaction. 7 Adm. membres (II 792). Séances à Zermatt 1921, à Nice 1922, à Florence 1923;
3. Comm. d'études, instituée par le Congrès de Stockholm 1924, pour simplifier le travail des Congrès et en accélérer la marche. 14 Adm. membres (II 719, 794 à 798, 803 et 804, 833). Séances à Cortina d'Ampezzo 1925 et, au titre de Comm. préparatoire pour le Congrès de Londres, à Paris 1928;

4. Comm. préparatoire, désignée par le Congrès de Londres 1929, et chargée de préparer le Congrès du Caire. 14 Adm. membres, élues au scrutin secret; 2 observateurs ont été admis ultérieurement (II 251 à 262, 264, 598). Séance à Ottawa 1933. Dans son rapport, cette Comm. constata:

«La Commission, soucieuse de rester un simple organe d'étude et de préparation, a toujours et unanimement manifesté sa volonté de ne pas s'écarter de ce rôle et de laisser au Congrès, assemblée plénière des délégués plénipotentiaires de l'Union, la possibilité de se prononcer, en toute indépendance, sur les avis qu'elle formulait.» (Congrès du Caire 1934, I 2.)

5. En outre, une Commission technique du transit (CTT) avait été instituée par le Congrès de Buenos Aires 1939. Elle était chargée de rechercher les bases les plus équitables pour la fixation des droits de transit et de suggérer les méthodes les plus indiquées pour simplifier le calcul des redevances dues de ce chef. Elle comprenait 17 Adm. membres, dont 4 de l'Amérique, 9 de l'Europe et 4 des autres continents. En vue de ne pas alourdir le fonctionnement de la Comm., les observateurs n'étaient pas admis (II 556).

Cette Comm. n'a pu se réunir jusqu'au Congrès suivant, à cause des circonstances de guerre. Il a été, en conséquence, décidé de la dégager formellement de l'obligation de présenter son rapport dans le délai qui lui avait été imparti et de réserver la question de sa reconstitution à la décision du Congrès de Paris 1947 (circ. 7 et 75/1946).

Celui-ci a confirmé la création de la Comm. et maintenu le mandat dont elle avait été investie par le Congrès de Buenos Aires 1939. Il a désigné les 17 pays appelés à en faire partie, à savoir: Afrique du Sud, Amérique (Etats-Unis), Argentine, Canada, Chine, Danemark, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, URSS et Yougoslavie (Congrès de Paris 1947, II 338 à 351, 447 à 450, 460).

La CTT a tenu une première session à Interlaken (Suisse) du 1^{er} au 16 juin 1949, et une seconde à Pontresina (Suisse) du 6 au 15 juin 1951. Dans l'intervalle, un groupe d'études s'était réuni à Axenstein (Suisse) du 25 au 29 septembre 1950.

Le résultat définitif des travaux de la CTT fit l'objet d'un volumineux rapport, accompagné de prop., qui fut transmis aux Adm. de l'Union pour être discuté au Congrès de Bruxelles 1952 (I 309 à 341) – v. annot. 2 à l'art. 52 Conv.

Article 20

Bureau international ⁽¹⁾

Un office central, fonctionnant au siège de l'Union sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, ⁽²⁾ dirigé par un Directeur général ⁽³⁾ et placé sous **le contrôle du Conseil exécutif**, ⁽⁴⁾ sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Administrations postales. ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾

¹⁾ Le BI a été créé par l'art. 15 du Traité de Berne 1874. L'installation effective du BI a eu lieu à la date du 15 septembre 1875.

²⁾ Aux Congrès de Lisbonne 1885 (I 65, II 91) et du Caire 1934 (I 26, 28), des prop. ont été formulées, tendant à fusionner le BI de l'UPU et celui de l'UIT, vu que les services postaux et télégraphiques relèvent, dans la plupart des pays, de la même Adm. A Lisbonne, la prop. a été transformée en vœu (II 91), au Caire, elle a été écartée parce que ces deux sortes de services internationaux, à cause de la multiplicité de leurs activités et de leur complexité, justifient la formation de deux Unions distinctes. Ces deux sortes de services

publics, dont la nature exige d'ailleurs des connaissances professionnelles très différentes, sont mieux servis et peuvent tirer meilleur profit de leur office central, si on laisse à chacun l'établissement de son propre Bureau spécialisé plutôt que de tout accumuler dans une seule organisation (Congrès du Caire 1934, I 1269).

³⁾ Nouveau titre du chef du BI adopté par le Congrès de Vienne 1964 (II 916, 1326; prop. 1553. V. également résolution C 2, II 521, Doc 131, II 432, 696). Pour ce qui concerne l'élection et les compétences du Directeur général, v. art. 108 du Règl. gén.

⁴⁾ Lors de sa création, le BI a été placé sous la haute surveillance du Gouvernement suisse qui, à ce titre, arrêta et revisait périodiquement le Règlement régissant l'organisation, le fonctionnement et le contrôle de l'activité du BI. Cette situation dura jusqu'en 1972. A partir de cette date et conformément à la résolution C 35 du Congrès de Tokyo 1969 (III 746), c'est le CE qui arrêta le Statut du personnel et le Règlement financier de l'Union. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979, pour sa part, décida de renoncer aux services du Gouvernement suisse pour l'alimentation de la trésorerie de l'Union et opta pour un système d'autofinancement semblable à celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies. La haute surveillance du Gouvernement suisse étant ainsi pratiquement vidée de sa substance, le Congrès de Hambourg 1984 modifia l'art. 20, en adoptant la prop. 1020.1 qui remplaçait la «haute surveillance du Gouvernement suisse» par le «contrôle du Conseil exécutif» (II, C 3, 9^e séance).

Le Gouvernement suisse continue toutefois à contrôler gratuitement les comptes de l'Union (v. Règl. gén., art. 124, par. 10):

⁵⁾ Les contacts du BI avec d'autres organismes internationaux ont été pratiquement inexistants jusqu'au moment où l'UPU est devenue une institution spécialisée de l'ONU. Puis ils se sont développés progressivement. Actuellement, le BI participe à de nombreuses réunions interorganisations, notamment dans le cadre de l'ONU (v. annot. à l'art. 10 et Accords ONU/UPU). A cet effet, le Règl. int. du CE approuvé le 1^{er} mai 1985 dispose que le Secrétaire général de ce Conseil est chargé d'organiser, dans l'intervalle des sessions et conformément aux éventuelles directives du Conseil, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union (art. 6, par. 2, lettre h), du Règl. int. du CE).

⁶⁾ Par Adm. postales, il faut entendre les Adm. postales des Pays-membres (Congrès de Bruxelles 1952, II 466 et 467).

Chapitre IV

Finances de l'Union

Article 21

Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres

(Règl. gén. 124 et 125)

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:

- a) annuellement les dépenses de l'Union; (¹)
- b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès. (²)

2. Le montant maximal des dépenses prévu au paragraphe 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général. ⁽³⁾

3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées au paragraphe 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. ⁽⁴⁾ A cet effet, chaque Pays-membre choisit la classe de contribution dans laquelle il entend être rangé. Les classes de contribution sont fixées dans le Règlement général. ⁽⁵⁾

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le Gouvernement de la Confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la classe de contribution dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union. ⁽⁶⁾

¹⁾ Le Congrès fixe un «plafond financier» (qui correspond aux dépenses nettes) pour chaque année de la période allant de l'entrée en vigueur des Actes conclus à un Congrès jusqu'à l'entrée en vigueur des Actes du Congrès subséquent (en règle générale pour une période de cinq ans).

²⁾ Un «plafond financier» séparé est fixé pour les frais relatifs à la réunion du prochain Congrès tels qu'ils sont définis à l'art. 124, par. 2, du Règl. gén., étant entendu que ces dépenses sont néanmoins imputées au budget ordinaire dont elles constituent un chapitre particulier.

³⁾ Le plafond des dépenses de l'Union peut être dépassé dans certaines circonstances selon les règles prévues à l'art. 124, par. 3 à 6, du Règl. gén. Cette disp. a été introduite par le Congrès de Vienne 1964 en vue de faire face aux situations créées par des faits nouveaux et imprévisibles entraînant des dépenses inévitables.

⁴⁾ Les dépenses annuelles de l'Union ainsi que celles relatives à la réunion du Congrès sont réparties globalement entre tous les membres de l'Union. Echappent à ce principe les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle et les frais des services d'interprétation simultanée (Règl. gén., art. 107, par. 6, 7 et 12).

⁵⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé la compétence qu'avait antérieurement le Congrès de classer les Pays-membres dans les différentes classes de contribution et a consacré le principe du libre choix de la classe de contribution (v. aussi art. 125 du Règl. gén.).

⁶⁾ Bien que cet art. prévoie que le Gouvernement de la Confédération suisse détermine la classe de contribution d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, en fait, chaque pays choisit librement, lors de son adhésion ou de son admission, la classe de contribution dans laquelle il désire être rangé. Le Gouvernement de la Confédération suisse n'influence d'aucune façon ce choix, étant donné qu'il n'a reçu ni directive ni critère à cet effet. Cette pratique n'a jamais posé de problème jusqu'ici.

Titre II

Actes de l'Union

Chapitre I

Généralités

Article 22

Actes de l'Union ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. ⁽³⁾ Elle contient les règles organiques de l'Union.
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. ⁽⁴⁾ Il est obligatoire pour tous les Pays-membres. ⁽⁵⁾
3. La Convention postale universelle et son Règlement d'exécution comportent les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres. ⁽⁵⁾
4. Les Arrangements ⁽⁶⁾ de l'Union et leurs Règlements d'exécution règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays. ⁽⁷⁾
5. Les Règlements d'exécution, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par les Administrations postales ⁽⁸⁾ des Pays-membres intéressés. ⁽⁹⁾
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés aux paragraphes 3, 4 et 5 contiennent les réserves à ces Actes. ⁽¹⁰⁾ ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾

¹⁾ **Structure des Actes – Aspect historique.** La question de savoir comment diviser la matière qui fait l'objet des Actes de l'Union a été soulevée dans les Congrès suivants: Vienne 1891. Prop. de l'Autriche et de la Hongrie tendant à modifier la forme de la Conv. principale sur le modèle de la Conv. télégraphique de Saint-Petersbourg 1875, ce qui aurait eu pour effet de faire tenir dans un seul traité, qui resterait autant que possible immuable, les disp. fondamentales des Conv. et Arr. de l'UPU. Les questions de détail feraient l'objet d'un Règl. d'exécution qui pourrait être plus facilement modifié selon les

besoins du service (370 à 376, 379 et 380, 632 à 639). Washington 1897. Même prop., reprise par la Norvège et les Pays-Bas (16, 407 à 409).

Rome 1906. Prop. de la Suisse tendant à fusionner en un seul Acte les sept Conv. et Arr. qui régissent les diverses branches d'activité de l'UPU (II 103 à 105, 204, 253). Rapp. de la Sous-Comm. chargée d'examiner l'opportunité d'un remaniement des doc de l'UPU, soit dans la forme proposée par la Suisse, soit dans toute autre forme (II 302 à 306).

Madrid 1920. Prop. de l'Italie, reprenant en principe la prop. ci-dessus de la Suisse ayant pour objet de réunir en un seul texte toutes les disp. de caractère général (I 566 à 569). Prop. de la Suède, ayant pour but une meilleure rédaction, notamment une répartition plus judicieuse des disp. entre la Conv. et le Règl. Comm. d'études (cf. annot. 1, ch. 2, à l'art. 19).

Buenos Aires 1939. Prop. de l'Argentine et de la Suisse en vue de diviser la Conv. en une «Convention principale» et un «Arrangement concernant les objets de correspondance» semblable aux Arr. relatifs aux autres services (II 35, 37 à 39, 519 et 520).

Paris 1947. Vœu émis par la 4^e Comm. que le travail de revision, au point de vue rédactionnel, du texte de la Conv. et des Arr. soit repris par une section de la CEL (II 880) et suggestion de la Grande-Bretagne, selon laquelle la CEL devrait être chargée d'étudier le remaniement de la Conv. et la rédaction de quelques-uns des Arr., p.ex. celui des lettres et des boîtes avec valeur déclarée (II 978 et 979).

Conformément à ce qui précède, et à la suite d'une prop. commune présentée par les Pays-Bas et la Suisse, la Comm. provisoire exécutive et de liaison a créé, en 1948, une Sous-Comm. chargée d'entreprendre la revision rédactionnelle de la Conv. et le remaniement des Actes (cf. compte rendu analytique de la session d'avril 1948 de la Comm. provisoire exécutive et de liaison, p. 15). En mai 1950, cette Sous-Comm. a présenté son rapport dans lequel elle a proposé de séparer les disp. de caractère organique de l'Union des disp. réglant le service de la poste aux lettres. La CEL fit suivre les projets d'Actes ainsi remaniés sous réserve de quelques légères modifications (v. compte rendu analytique de la CEL, session de mai 1950, p. 16 à 18).

Après consultation des Pays-membres de l'UPU, il fut même décidé que les prop. pour le Congrès de Bruxelles 1952 seraient présentées sur la base de ces Actes remaniés (circ. 26/1951). Toutefois, le Congrès de Bruxelles 1952, qui eut l'occasion d'examiner le principe de la scission de la Conv. lors de la mise en discussion de la prop. 1 présentée par le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, rejeta la scission proposée et préféra le maintien d'un Acte unique tout en conservant l'ordonnance de la matière proposée dans les projets d'Actes remaniés (I 143, II 283 à 293). De plus, il a chargé la CEL de poursuivre le travail de remaniement des Actes qui n'avaient pas fait l'objet d'un tel remaniement en vue du Congrès de Bruxelles 1952, à savoir ceux qui concernent les corr.-avion et les articles d'argent (II 311 et 312, prop. 2).

La question de la rev. gén. de la Conv. a été reprise à la session de mai 1955 de la CEL. Sur prop. des Etats-Unis d'Amérique, le Secrétaire général a présenté à la Comm., à sa session de mai 1956, un rapport sur le problème de la revision et proposé trois variantes d'Actes révisés (v. compte rendu analytique de cette session, p. 21 et 22). Le rapport en question a préalablement été transmis aux Adm. de l'Union avec invitation à se prononcer sur les diverses variantes. La majorité qui s'est dégagée en faveur d'une revision éventuelle de la Conv. n'a pas été jugée suffisante pour amener la Comm. à se prononcer elle-même sur le principe. Par conséquent, l'examen final de la question a été différé à la session d'avril 1957. A cette session, la CEL a adopté une recommandation à l'intention du Congrès d'Ottawa 1957 en vue de poursuivre l'étude de la question (v. compte rendu analytique de cette session, p. 21).

Le Congrès d'Ottawa 1957 a, à son tour, adopté cette recommandation; en même temps, il a fixé les principes de la revision et la procédure à suivre dans une résolution ad hoc (II 59, 299 et 300, 301 à 303, 325, 329 et 330, prop. 509 CEL).

Selon cette résolution, tous les pays non membres de la CEL qui ont manifesté le désir de participer à cette rev. gén. de la Conv. ont été autorisés à prendre part, avec droit de vote, aux travaux de la CEL sur ce point. Les 33 pays suivants constituèrent la CEL (élargie):

Pays-membres de la CEL: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Chili, Grande-Bretagne, Indonésie, Italie, Japon, Liban, Libye, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pologne (Rép. pop.), Turquie, Vénézuéla, Yougoslavie.

Pays non membres de la CEL: Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Bulgarie, Colombie, France, Ensemble des Etats et territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer, Pérou, République arabe unie (Egypte), République arabe syrienne, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, URSS.

A sa session de mai 1958, la CEL (élargie) a constitué une Sous-Comm. chargée de la rev. gén. de la Conv., et composée des Pays-membres suivants: Yougoslavie (présidence), Norvège (vice-présidence), Suisse (pays rapporteur), Indonésie, Italie, Libye, Amérique (Etats-Unis) (v. compte rendu analytique de cette session, p. 10 et 11).

En 1959, un premier avant-projet d'Actes révisés fut soumis pour consultation aux Adm. de l'Union dans le but de recueillir leurs avis et commentaires sur certaines questions importantes inhérentes au problème de la rev. gén. de la Conv. (cf. compte rendu analytique 1959, p. 28 s.).

Sur la base des avis ainsi obtenus, la CEL (élargie) mit définitivement au point, à sa session de 1960, les projets d'Actes révisés (cf. compte rendu analytique 1960, p. 27 s.). Elle consulta ensuite les Adm. de l'Union pour savoir si elles consentaient à présenter leurs prop. par rapport auxdits projets. La quasi-unanimité des Adm. se déclara d'accord avec cette manière de faire.

Les résultats de la rev. gén. de la Conv., complétés par la CEL en 1961 (v. compte rendu analytique, p. 18), ont été soumis au Congrès de Vienne 1964 par la prop. 1000 et le Doc 1 (I 51, II 95). Celui-ci réserva un accueil favorable aux projets d'Actes révisés (Const., Régl. gén., Conv. et son Régl.); il approuva à une très forte majorité le principe de la scission (II 635 à 639) et décida de prendre ces projets pour base de ses délibérations. Les prop. d'amendement furent étudiées ensuite dans le cadre des Comm. 4 et 5 (II 863 à 1128).

Les travaux de la CEL (élargie) ont fait l'objet d'une publication particulière, Documents de la revision générale de la Convention 1959 et 1960, qui fut remise à tous les Pays-membres qui participèrent à cette revision.

²⁾ Par la résolution C 56, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE «d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en œuvre des nouveaux services, afin:

- de faciliter son application souple par les Administrations postales;
- de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux;
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification» (II, C 3, 3^e et 5^e séance, prop. 031, 1022.2, 1502.10 et 1519.92).

³⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a créé la Const. pour assurer la pérennité de l'Union par un Acte stable et permanent analogue à celui des autres organisations internationales.

La Const. n'est pas destinée à être renouvelée à chaque Congrès comme le furent jusqu'ici les Actes de l'Union, exception faite des Actes du Congrès de Lisbonne 1885 qui furent modifiés par voie d'Actes additionnels.

Les changements apportés à la Const. par les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hambourg 1984 ont fait l'objet respectivement du premier Prot. add., Tokyo 1969, du deuxième Prot. add., Lausanne 1974 et du troisième Prot. add., Hambourg 1984.

4) Pour assurer la stabilité de la Const., on n'a inclus dans cet Acte que les disp. organiques essentielles et véritablement stables et il a été nécessaire de créer parallèlement un nouvel Acte – le Règl. gén. – renouvelable à chaque Congrès pour les disp. destinées à assurer l'application de la Const. et le fonctionnement de l'Union.

5) Le Règl. gén., la Conv. et son Règl. ont été déclarés «Actes obligatoires» afin de maintenir la situation qui existait antérieurement au Congrès de Vienne 1964. Tous les Pays-membres étaient alors tenus d'accepter non seulement l'ensemble des disp. régissant l'organisation et le fonctionnement de l'Union, mais également les disp. générales du service postal international et celles relatives au service de la poste aux lettres, les unes et les autres se trouvant réunies en un seul Acte. C'est en raison de ce caractère obligatoire que l'on a également maintenu le titre de Conv. pour les disp. de la poste aux lettres. On distingue ainsi mieux cet Acte des Arr. qui ont un caractère facultatif. Le caractère obligatoire sur le plan international du Règl. gén., de la Conv. et du Règl. d'exécution de celle-ci ne dispense pas les Pays-membres de faire approuver ces Actes sur le plan national d'après leurs règles constitutionnelles, conformément à l'art. 25, par. 3 (v. art. 25, annot. 4).

6) Les Arr. qui régissent les services autres que ceux de la poste aux lettres sont:

	Créé au Congrès de	Nombre de pays signataires
1° l'Arrangement concernant les colis postaux	Paris 1880 (Conférence)	134
2° l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage	Paris 1878 (Mandats) Le Caire 1934 (Bons postaux)	74
3° l'Arrangement concernant le service des chèques postaux	Madrid 1920	53
(Cet Arr. remplace, depuis le Congrès de Lausanne 1974, l'Arr. concernant les virements postaux.)		
4° l'Arrangement concernant les envois contre remboursement	Paris 1947	54
5° l'Arrangement concernant les recouvrements	Lisbonne 1885	39
6° l'Arrangement concernant le service international de l'épargne	Ottawa 1957	29
7° l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques	Vienne 1891	37

Ces Arr. ont également fait l'objet d'une édition spéciale comportant des annot. du BI (v. fasc. 3 et 4 des Actes annotés par le BI).

Les disp. de l'Arr. concernant les lettres avec valeur déclarée, qui avait été créé au Congrès de Paris 1878, ont été intégrées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 dans la Conv., où elles ont toutefois un caractère facultatif (v. annot. 2 au préambule de la Conv.). Par la résolution C 10, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE

«1° de procéder à:

- a) une étude sur l'utilité des Arrangements concernant les services financiers postaux et de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques;

- b) une revision quant au fond des Arrangements dont l'utilité serait établie, en vue de les actualiser, de les assouplir et de les alléger en s'efforçant de ne retenir que les dispositions les plus générales;
- 2° de présenter au prochain Congrès les projets de propositions de modification des Actes qui s'imposent» (II, C 8, 2^e séance, prop. 6000.3).

7) L'adhésion aux Arr. est facultative pour les Pays-membres. Pour y adhérer, il faut toutefois être partie à la Const. et aux Actes obligatoires visés aux par. 2 et 3.

*) Les Règl. de la Conv. et des Arr. sont arrêtés par les représentants des Adm. postales alors que la Const., le Règl. gén., la Conv. et les Arr. sont adoptés par les plénipotentiaires des Pays-membres. Cette distinction, qui remonte aux origines de l'Union (Traité de Berne 1874, art. 13), devait avoir pour conséquence de ne pas alourdir inutilement les travaux du Congrès par l'examen de questions purement techniques et secondaires, et de laisser aux seuls experts postaux le soin de reviser ces disp. dans des Conf. administratives. Selon le Congrès de Paris 1878, sont réservées pour les Règl. toutes les disp. d'application sujettes à variation et rentrant par suite dans le domaine purement administratif. Toutefois, les Congrès prirent l'habitude, dès la fondation de l'Union, de reviser eux-mêmes les Règl. et de les soumettre à la signature en même temps que les autres Actes de l'UPU. Cette distinction dans la nature juridique des Actes de l'UPU a cependant pour effet que l'UPU n'exige pas la confirmation sous une forme précise de la signature apposée par les représentants des Adm. lors de la rev. des Règl. Dès lors, dans de nombreux pays, les signatures des personnes ayant signé en qualité de représentants de l'Adm. ne font l'objet d'aucune confirmation et les Actes en question ne sont pas compris dans la procédure de ratification à laquelle sont soumis les autres Actes.

*) Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les Règl. n'étaient pas considérés comme des Actes de l'Union, en ce sens qu'ils n'étaient pas compris dans l'art. portant ce titre; ils faisaient l'objet d'un art. distinct. Cette distinction a été supprimée au Congrès de Vienne 1964 sur prop. de la CEL (élargie) (Doc de la rev. gén. de la Conv. 1959, p. 216 et 217).

10) Cette disp. oblige les pays qui désirent être mis au bénéfice d'une réserve à présenter celle-ci sous la forme d'une prop. et à la faire entériner par le Congrès en vue de son insertion dans le Prot. de l'Acte qu'elle concerne. L'art. 22, par. 6, précité homologue la pratique en vigueur depuis le Congrès de Londres 1929 et qui découlait précisément d'une décision dudit Congrès (Congrès de Londres 1929, II 155).

Le Congrès de Lausanne 1974 a confirmé cette pratique en adoptant la résolution C 32. Il a adopté parallèlement la résolution C 35 qui a chargé le CE d'examiner l'opportunité d'adopter une disp. à insérer dans les Actes en lieu et place de la résolution C 32. La prop. présentée à cet effet au Congrès de Rio de Janeiro 1979 n'a pas été adoptée (II, prop. CE 1526.91, 1458 et 1459).

11) En ce qui concerne la pratique générale en matière de réserve et celle de l'UPU, v. étude faite à ce sujet pour Congrès de Lausanne 1974 (Congrès – Doc 6, II 1306 à 1308).

12) Quant aux déclarations unilatérales par lesquelles les Pays-membres réagissent à une situation politique donnée ou traitent de leurs relations avec tel autre Etat, elles ne sont pas à proprement parler des réserves. Elles ne visent pas l'application d'une disp. des Actes et découlent de considérations politiques qui se placent hors du cadre de l'UPU. Dès lors, elles ne sont soumises à aucune procédure particulière et peuvent être présentées à n'importe quel moment.

Au Congrès de Rio de Janeiro 1979, plusieurs pays ont présenté, au moment de la signature des Actes, des déclarations d'ordre politique. Celles-ci ont été publiées en même temps que les Actes du Congrès et notifiées par la voie diplomatique aux Pays-membres de l'Union (III 25 à 32).

Article 23

Application des Actes de l'Union aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales ⁽¹⁾

1. Tout pays peut déclarer à tout moment ⁽²⁾ que l'acceptation par lui des Actes de l'Union comprend tous les territoires dont il assure les relations internationales, ou certains d'entre eux seulement.
2. La déclaration prévue au paragraphe 1 doit être adressée au Gouvernement:
 - a) du pays siège du Congrès, si elle est faite au moment de la signature de l'Acte ou des Actes dont il s'agit;
 - b) de la Confédération suisse, dans tous les autres cas. ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
3. Tout Pays-membre peut en tout temps adresser au Gouvernement de la Confédération suisse une notification en vue de dénoncer l'application des Actes de l'Union pour lesquels il a fait la déclaration prévue au paragraphe 1. Cette notification produit ses effets un an après la date de sa réception par le Gouvernement de la Confédération suisse.
4. Les déclarations et notifications prévues aux paragraphes 1 et 3 sont communiquées aux Pays-membres par le Gouvernement du pays qui les a reçues.
5. Les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas aux territoires possédant la qualité de membre de l'Union et dont un Pays-membre assure les relations internationales. ⁽⁵⁾

¹⁾ Cet art. a été ajouté au Congrès du Caire 1934 pour introduire à l'UPU une procédure pareille à celle qui se trouvait en usage dans d'autres traités internationaux pour les territoires dépendants (II 604 et 606, 620 et 621).

²⁾ La déclaration en question peut avoir lieu soit au moment de l'admission à l'Union, de la signature des Actes d'un Congrès, de leur ratification ou d'un autre mode d'approbation, de l'adhésion à ceux-ci ou enfin ultérieurement.

³⁾ Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le dépôt des instruments de ratification se faisait auprès du Gouvernement du pays siège du Congrès. Les déclarations dont il est question dans le présent art. avaient donc lieu également auprès de cette autorité lorsqu'elles accompagnaient un Acte de ratification. Le Congrès de Vienne 1964 ayant transféré la fonction de dépositaire des Actes de l'Union au Gouvernement suisse pour les raisons invoquées à l'annot. 1 à l'art. 26 Const., toutes les déclarations de l'espèce se font auprès du Gouvernement suisse, à l'exclusion des déclarations présentées au moment de la signature.

⁴⁾ Pour les autres cas où l'entremise diplomatique du Gouvernement suisse est requise, v. annot. 7 à l'art. 11 Const.

⁵⁾ Les territoires en question sont ceux qui ne font pas partie des ensembles de territoires auxquels l'Union a conféré la qualité de Pays-membre et qui sont liés par les Actes de l'Union selon les mêmes formalités que les autres Pays-membres (ratification, approbation, adhésion).

Article 24

Législations nationales

Les stipulations des Actes de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays-membre dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

¹⁾ Selon un principe généralement admis par la doctrine et les tribunaux, le droit créé par un traité prime le droit interne des Etats contractants. Par conséquent, en tant que les Actes de l'UPU ont réglé une matière, c'est cette réglementation qui prévaut contre celle des lois internes qui pourraient être en contradiction avec elle.

²⁾ Aussi longtemps qu'un pays n'est pas effectivement sorti de l'UPU (v. art. 12 Const.), sa législation intérieure ne peut pas déroger aux disp. obligatoires des Actes de l'UPU auxquels ce pays a adhéré (sentence publiée dans «Union Postale» 1916, 39).

³⁾ A la législation intérieure est notamment réservée la réglementation des envois postaux qui ne sortent pas du territoire du pays d'origine (sentence, «Union Postale» 1877, 215; Congrès de Londres 1929, II 565).

En outre, les disp. de la législation intérieure s'appliquent, à titre complémentaire, aux envois du service postal international, soit lorsque cette application est expressément réservée dans les disp. des Actes de l'UPU (v. notamment Conv., art. 11, par. 1; 19, par. 6 à 8; 21, par. 1; 32; 40; 43, par. 3; 45; Collis, art. 4, par. 4; 13, lettre I)), soit lorsque les questions dont il pourrait s'agir ont été laissées ouvertes dans les Actes de l'UPU.

⁴⁾ Le Congrès de Bruxelles 1952 a émis le vœu suivant: «Les Pays-membres de l'Union s'efforceront d'uniformiser les méthodes de travail de leurs Adm. en les adaptant, dans toute la mesure possible, à celles du service international.» (II 318 et 319.)

Chapitre II

Acceptation et dénonciation des Actes de l'Union

Article 25

Signature, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union ⁽¹⁾

1. La signature ⁽²⁾ des Actes de l'Union par les plénipotentiaires a lieu à l'issue du Congrès.
2. La Constitution est ratifiée ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ aussitôt que possible ⁽⁵⁾ par les pays signataires.
3. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire. ⁽⁶⁾

4. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés. ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾

¹⁾ L'approbation des Actes de l'Union a été profondément modifiée au Congrès de Vienne 1964. Antérieurement à ce Congrès, on prévoyait que tous les pays signataires des Actes de l'Union devaient soumettre ceux-ci à la ratification des autorités nationales compétentes.

Le nombre des Actes soumis à la ratification, à savoir la Conv., les 7 Arr. et leurs Prot., ainsi que les problèmes que posait cette procédure dans le cadre des Pays-membres justifiaient aux yeux de certaines Adm. l'introduction d'une procédure plus simple pour l'approbation des Actes.

C'est ainsi que dans la résolution relative à la rev. gén. de la Conv., le Congrès d'Ottawa 1957 chargea la CEL d'étudier «une procédure de mise en vigueur des dispositions d'ordre technique plus simple et plus rapide que la ratification prévue à l'art. 25 de la Convention postale universelle d'Ottawa», étant entendu que la ratification serait maintenue pour la mise en application des disp. organiques de l'Union. La recherche d'une solution réellement valable à ce problème a été rendue difficile par le fait que l'approbation des traités est avant tout une affaire interne dépendant des règles constitutionnelles de chaque pays. Il n'était donc pas possible d'imposer d'une manière générale une procédure simplifiée. S'inspirant cependant de la pratique du droit international public pour les traités de portée analogue, la CEL (élargie) a admis expressément la possibilité, pour chaque pays, d'approuver la Conv., le Régl. gén. et les Arr. par une procédure plus simple que la ratification. La solution présentée n'apporte en fait des simplifications réelles qu'aux pays dont les règles constitutionnelles permettent l'approbation de certains accords internationaux par une procédure plus simple que la ratification classique. Les pays qui n'auront pas la faculté dont on vient de parler peuvent, bien entendu, continuer à approuver tous les Actes par la procédure classique (v. Congrès de Vienne 1964, II 105).

²⁾ La signature donnée par les plénipotentiaires peut avoir une portée juridique différente selon l'Acte considéré et les disp. constitutionnelles des Pays-membres (v. Rapp. 1964, p. 42). Elle peut:

- soit lier définitivement le pays considéré si le droit interne le permet. Cette faculté doit ressortir des pouvoirs dont sont munis les plénipotentiaires ou être confirmée «ex post» par l'autorité nationale compétente; elle n'est toutefois pas valable à l'égard de la Const. et du Prot. add. puisque l'UPU exige la ratification;
- soit être suivie de ratification ou d'un autre mode d'approbation. En l'absence de précisions à ce sujet dans les pouvoirs des plénipotentiaires, il y a une présomption en faveur d'une approbation formelle des traités par les autorités nationales. La forme d'approbation par excellence des traités reste la ratification.

³⁾ La ratification est la formalité par laquelle un Etat s'engage définitivement à l'égard d'un traité; elle émane généralement de la plus haute autorité exécutive d'un Etat et elle donne lieu à l'établissement d'un acte diplomatique particulier qu'on appelle «instrument de ratification». La ratification est précédée habituellement par l'approbation de l'autorité législative de l'Etat.

La ratification est très formelle. C'est ce qui la distingue des autres modes d'approbation qui se font selon une procédure plus simple ne relevant pas forcément de l'autorité suprême. Il incombe bien entendu à la législation intérieure de déterminer cette procédure.

4) Dans le passé, la plupart des Pays-membres n'avaient pas ratifié les Actes de l'Union au moment où ces derniers entraient en vigueur et pourtant ils les appliquaient. Pour résoudre les litiges qui se produisaient dans ces circonstances, on a admis le principe de la «ratification tacite» qui se fonde sur l'exécution effective des dispositions contenues dans les nouveaux Actes de l'Union (cf. Congrès de Washington 1897, 438, et du Caire 1934, II 96 à 98, 624 à 626). Ce principe a gardé sa valeur avec deux nuances toutefois:

- 1° En raison des changements apportés à la procédure d'approbation des Actes par l'art. 25 Const., il est plus correct de parler du principe de l'«approbation tacite» que de celui de la «ratification tacite».
- 2° En ce qui concerne la Conv. et le Règl. gén., ce principe a perdu de sa valeur du fait que ces Actes ont été déclarés obligatoires par l'art. 22 et que tous les Pays-membres sont liés par les disp. de la Const. (v. annot. 5 à l'art. 22).

5) Malgré la souplesse introduite par le Congrès de Vienne 1964 en ce qui concerne les modes d'approbation des Actes de l'Union, rares sont les Pays-membres qui accomplissent cette formalité avant la mise en vigueur desdits Actes.

6) Les Pays-membres peuvent, si les disp. de leur droit interne le permettent et s'il ne s'agit pas de la Const. ni du Prot. add., faire approuver les Actes de l'Union par une procédure plus simple et moins formelle que la ratification. Ce peut être la seule signature des plénipotentiaires (v. à ce sujet l'étude «Approbation des Actes de l'UPU» – Rapp. 1964, p. 42 et 43).

7) Cf. «Union Postale» 1939, 554 à 588, et 1942, 260 à 290. V. aussi demande d'avis du BI sur la portée de cette disp. Rapp. 1946, 18 et 19.

8) En ce qui concerne l'exécution simultanée des Actes conclus à un Congrès, v. annot. 3 à l'art. 31 Const.

Article 26

Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union

Les instruments de ratification de la Constitution et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union sont déposés dans le plus bref délai auprès du Gouvernement de la Confédération suisse ⁽¹⁾ qui notifie ces dépôts aux Pays-membres. ⁽²⁾

¹⁾ Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le pays où s'était tenu un Congrès assumait la fonction de dépositaire des Actes de l'Union, c'est-à-dire l'enregistrement officiel des instruments de ratification et la notification ensuite par la voie diplomatique aux Pays-membres de l'Union des ratifications ainsi enregistrées. Or, cette procédure provoquait des changements continuels dans les autorités compétentes en la matière; il en résultait une pratique qui n'était pas toujours uniforme. En outre, la création d'une Const. de caractère permanent et, par conséquent, non renouvelable à chaque Congrès, aurait rendu cette situation encore plus critiquable. C'est pourquoi le Congrès de Vienne 1964 estima qu'il était préférable de confier à la même autorité le soin de s'occuper de toutes les notifications diplomatiques relatives aux Actes de l'UPU. Il choisit à cet effet la Confédération suisse, étant donné que Berne est le siège de l'UPU et que la Confédération suisse est déjà chargée de la procédure d'admission et d'adhésion à l'Union (art. 11 Const.) (II 105). C'est le dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation qui est déterminant pour fixer la date à laquelle ces formalités prennent effet.

²⁾ La fin de cet art. a été modifiée par le Congrès de Tokyo 1969, par analogie au changement apporté à l'art. 11 Const. (prop. CE 1303, II 1224, 1003). L'ancien art. 26 prévoyait l'envoi aux Pays-membres par le Gouvernement de la Confédération suisse des instruments de ratification et éventuellement d'approbation. La nouvelle teneur de l'art., qui s'inspire notamment de la pratique en vigueur à l'ONU et à l'UIT, prévoit une procédure plus simple pour la notification des ratifications et des approbations. Désormais, le Gouvernement de la Confédération suisse n'est plus obligé de transmettre aux Pays-membres une copie des instruments de ratification et d'approbation, mais il se borne à en notifier les éléments essentiels.

Article 27

Adhésion aux Arrangements ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Les Pays-membres peuvent, en tout temps, adhérer à un ou à plusieurs des Arrangements prévus à l'article 22, paragraphe 4. ⁽³⁾
2. L'adhésion des Pays-membres aux Arrangements est notifiée conformément à l'article 11, paragraphe 3. ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾

¹⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation (C 1) suivante:

«Adhésion aux Arrangements

Plusieurs Pays-membres ne signent pas les Arrangements de l'UPU relatifs à certains services facultatifs alors que ces services existent dans leur pays. Ils concluent dès lors des Arrangements bilatéraux pour régler ce service sur le plan international avec d'autres Pays-membres. Il en résulte une réglementation qui diffère de celle de l'UPU et un certain ralentissement dans l'exécution des opérations postales. Dès lors, le Congrès recommande que les Pays-membres signent uniformément tous les Actes de l'Union qui concernent une branche du service postal existant dans ces pays.» (II 658.)

²⁾ Plusieurs Congrès ont exhorté les Adm. de l'Union à adhérer à ces Actes facultatifs (Congrès de Paris 1947, II 1058; Congrès de Bruxelles 1952, II 319, prop. 1286; Congrès de Hambourg 1984, résolution C 13 pour le développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux).

³⁾ L'adhésion désigne l'acte juridique unilatéral par lequel un Pays-membre non signataire devient partie à l'un ou l'autre des Arr. Elle peut se faire en tout temps alors que l'adhésion à la Const. et aux Actes obligatoires a lieu nécessairement lors de l'admission ou de l'adhésion à l'Union en vertu de l'art. 11, par. 3, de la Const. ou encore lors de l'adhésion à la Const. dans le cas prévu à l'art. I Prot. Const.

⁴⁾ Cette notification doit se faire par la voie diplomatique auprès du Gouvernement suisse et par celui-ci aux autres Pays-membres. L'adhésion prend effet à partir de la notification du Gouvernement suisse étant donné que la disp. renvoie à l'art. 11, par. 3, et par analogie aux disp. du par. 5 du même art.

⁵⁾ Pour les autres cas où l'entremise diplomatique du Gouvernement suisse est requise, v. annot. 7 à l'art. 11 Const.

⁶⁾ L'adhésion à un Arr. implique l'adhésion aux Prot. et Régl. respectifs. Quant aux notifications des renseignements relatifs à l'exécution d'un Arr., l'intervention diplomatique n'est pas nécessaire; ces notifications peuvent être faites par l'intermédiaire du BI (Congrès de Rome 1906, II 211).

Article 28

Dénonciation d'un Arrangement

Chaque Pays-membre a la faculté de cesser sa participation à un ou plusieurs des Arrangements, aux conditions stipulées à l'article 12. ⁽¹⁾

¹⁾ L'art. 12 est applicable en ce qui concerne la procédure à suivre et la date à laquelle cette dénonciation prend effet. (Cf. annot. à cet art.)

Chapitre III

Modification des Actes de l'Union ⁽¹⁾

¹⁾ Avant le Congrès de Vienne 1964, les Actes de l'Union ne contenaient que les disp. relatives à la modification des Actes dans l'intervalle des Congrès. Pour la modification des Actes en Congrès, les disp. étaient incluses dans le Règl. int. de cet organe. Lors de la rev. gén. de la Conv., il parut normal à la majorité de la CEL (élargie) d'inclure également dans les projets d'Actes révisés les règles essentielles régissant la modification des Actes en Congrès (Vienne 1964, II 106). Ce principe a été admis pour l'ensemble des Actes de l'Union (v. art. respectifs des différents Actes).

Article 29

Présentation des propositions (Règl. gén. 119, 120)

1. L'Administration postale d'un Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels son pays est partie. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾
2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès. ⁽⁴⁾

¹⁾ Le Congrès d'Ottawa 1957 avait adopté un art. consacrant le principe selon lequel les Adm. postales ont le droit de présenter des prop. au Congrès (II 339 et 340, 342, prop. 7 CEL; art. 13 Conv. Ottawa 1957). Cet art. ayant été inséré, lors de la rev. gén. de la Conv., dans un chapitre qui règle l'ensemble des modifications à apporter aux Actes lors des Congrès et dans l'intervalle de ceux-ci, il a fallu en élargir la portée lors de l'élaboration des projets d'Actes révisés soumis au Congrès de Vienne 1964.

²⁾ La procédure applicable à la présentation de ces prop. est fixée dans le Règl. gén. (art. 119 et 120).

³⁾ En ce qui concerne le droit du CE et du CCEP de présenter des prop. au Congrès, v. art. 102, par. 6, lettre p), et 104, par. 11, du Règl. gén.

⁴⁾ Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les disp. concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Union pouvaient être modifiées entre deux Congrès, mais il fallait que les prop. portant sur ces disp. soient approuvées à l'unanimité des suffrages, ce qui était pratiquement irréalisable. Le par. 2 ne fait donc qu'entériner la réalité (Doc rev. gén. Conv. 1959, 231).

Article 30

Modification de la Constitution (¹)

1. Pour être adoptées, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Constitution doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. (²)
2. Les modifications adoptées par un Congrès font l'objet d'un protocole additionnel et, sauf décision contraire de ce Congrès, entrent en vigueur en même temps que les Actes renouvelés au cours du même Congrès. Elles sont ratifiées aussitôt que possible par les Pays-membres et les instruments de cette ratification sont traités conformément à la règle requise à l'article 26. (³) (⁴)

¹⁾ V. annot. 1 relative au titre du présent chapitre et annot. 2 à l'art. 22.

²⁾ En ce qui concerne le quorum requis pour la modification de la Const., v. art. 20, par. 1, lettre a) du Règl. int. des Congrès.

³⁾ Lors de la rev. gén. de la Conv., les avis ont été très partagés sur les conditions de mise en vigueur des amendements à la Const. Le Congrès de Vienne 1964 fut saisi de trois variantes à ce sujet et choisit finalement celle-ci (II 1002 et 1003, prop. 1576, 1577, 1578).

⁴⁾ Les modifications apportées jusqu'ici à la Const. ont fait l'objet du Prot. add. de Tokyo 1969, du deuxième Prot. add. de Lausanne 1974 et du troisième Prot. add. de Hamburg 1984. Le texte de la présente Const. a été mis à jour sur la base de ces trois Prot. Leur texte original est reproduit dans les Doc de Tokyo 1969, III 9, de Lausanne 1974, III 23 et de Hamburg 1984, III 25.

Article 31

Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements (¹)

1. **Le Règlement général, la Convention** et les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent. (²)
2. Les Actes visés au paragraphe 1 sont mis à exécution simultanément et ils ont la même durée. (³) Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution de ces Actes, les Actes correspondants du Congrès précédent sont abrogés.

¹⁾ V. annot. 1 relative au titre du présent chapitre.

²⁾ Les conditions de modification des Actes en Congrès sont soumises à une certaine gradation suivant l'importance de l'Acte visé:

Const.: majorité des deux tiers des Pays-membres de l'Union (art. 30); les deux tiers de ceux-ci doivent être présents au moment du vote (Règl. int. des Congrès, art. 20, par. 1, lettre a))

Règl. gén.: majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote (art. 128)

Conv.: majorité des Pays-membres présents et votant; la moitié des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote (art. 91)

Arr.: majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arr.; la moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote (Colis (art. 56), Mandats (art. 51), Chèques (art. 57), Remboursements (art. 19), Recouvrements (art. 24), Epargne (art. 24), Abonnements (art. 19)).

³⁾ Le par. 2 tient compte des considérations suivantes:

1° Les très nombreuses modifications apportées aux Actes de l'Union lors des Congrès ont implanté la pratique selon laquelle l'UPU renouvelle l'ensemble de ces Actes à chaque Congrès. Seul le Congrès de Lisbonne 1885 fait exception. Les modifications apportées à ce Congrès firent l'objet d'Actes additionnels. Le Congrès de Vienne 1964 a consacré cette pratique quasi constante pour l'ensemble des Actes à l'exception de la Const. (cf. Const., art. 30 et annot. y relatives).

2° Il est important du point de vue pratique que toutes les modifications apportées par un Congrès entrent en vigueur simultanément et indépendamment de leur approbation selon la législation intérieure. Cette exigence pratique est, de plus, conforme à l'esprit qui anime l'art. premier, par. 1, de la Const. selon lequel les pays qui ont adopté la Const. forment un seul territoire pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres.

Vu d'ailleurs que le but d'une révision est le perfectionnement des services postaux (art. premier, par. 2), il y a tout intérêt à ce que les nouvelles disp., une fois arrêtées, ne tardent pas à être mises à exécution.

Nonobstant ces deux considérations, il faut pourtant laisser aux parties contractantes le temps nécessaire pour prendre les mesures pratiques et législatives qui s'imposent et pour procéder à l'approbation des Actes, qui seule lie juridiquement les parties.

Le délai laissé entre la clôture du Congrès et le jour fixé pour la mise à exécution des Actes révisés a varié après chaque Congrès de la manière suivante:

Congrès	Clôture du Congrès	Mise à exécution	Délai
1. Berne 1874	9 octobre 1874	1 ^{er} juillet 1875 (France, 1 ^{er} janvier 1876)	8½ mois
2. Paris 1878	4 juin 1878	1 ^{er} avril 1879	10 mois
3. Lisbonne 1885	21 mars 1885	1 ^{er} avril 1886	12¼ mois
4. Vienne 1891	4 juillet 1891	1 ^{er} juillet 1892	12 mois
5. Washington 1897	15 juin 1897	1 ^{er} janvier 1899	18½ mois
6. Rome 1906	26 mai 1906	1 ^{er} octobre 1907	16 mois
7. Madrid 1920	30 novembre 1920	1 ^{er} janvier 1922	13 mois
8. Stockholm 1924	28 août 1924	1 ^{er} octobre 1925	13 mois
9. Londres 1929	28 juin 1929	1 ^{er} juillet 1930	12 mois
10. Le Caire 1934	20 mars 1934	1 ^{er} janvier 1935	9½ mois
11. Buenos Aires 1939	23 mai 1939	1 ^{er} juillet 1940	13 mois
12. Paris 1947	5 juillet 1947	1 ^{er} juillet 1948	12 mois

Congrès	Clôture du Congrès	Mise à exécution	Délai
13. Bruxelles 1952	11 juillet 1952	1 ^{er} juillet 1953	12 mois
14. Ottawa 1957	3 octobre 1957	1 ^{er} avril 1959	18 mois
15. Vienne 1964	10 juillet 1964	1 ^{er} janvier 1966	18 mois
16. Tokyo 1969	14 novembre 1969	1 ^{er} juillet 1971	19½ mois
17. Lausanne 1974	4 juillet 1974	1 ^{er} janvier 1976	18 mois
18. Rio de Janeiro 1979	26 octobre 1979	1 ^{er} juillet 1981	20 mois
19. Hamburg 1984	27 juillet 1984	1 ^{er} janvier 1986	17 mois

Chapitre IV

Règlement des différends

Article 32

Arbitrages (Règl. gén. 127) ⁽¹⁾

En cas de différend entre deux ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres ⁽²⁾ relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration postale, de l'application de ces Actes, ⁽³⁾ la question en litige est réglée par jugement arbitral. ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾

¹⁾ Dans le domaine international, tout différend existant ou surgissant entre deux parties peut être résolu par différents moyens, notamment par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage ou de règlement judiciaire (v. art. 33, Charte des Nations Unies).

L'Union, tout en n'excluant aucun moyen susceptible de trouver d'un commun accord une solution aux questions litigieuses entre deux Adm. postales, a expressément arrêté à cet effet deux procédures dans le cadre de ses Actes:

- a) demander, d'un commun accord, l'avis du BI (art. 113, par. 2, Règl. gén.). Cet avis, il est vrai, ne liera pas les parties;
- b) recourir (unilatéralement ou d'un commun accord) à la procédure d'arbitrage prévue aux art. 32 Const. et 127 Règl. gén. Dans ce cas, la ou les parties opposées sont obligées d'accepter l'arbitrage.

Toutefois, il ne peut s'agir ici que de litiges entre Adm. étant entendu que ceux-ci peuvent avoir pour origine la réclamation d'un usager. En revanche, les litiges entre les usagers et les Adm. doivent être portés devant les instances judiciaires du pays de l'Adm. intimée, s'ils ne peuvent être résolus d'une autre manière (cf. à ce sujet sentence, «Union Postale» 1916, p. 39). Si l'arbitrage entre les Adm. se termine avant le procès intenté par le réclamant contre l'Adm. d'origine, le juge, selon la doctrine, ne sera pas lié par les constatations et la sentence des arbitres; il ne manquera pas, il est vrai, de les examiner de très près, mais il les appréciera souverainement avant de les faire siennes. L'arbitre procédera de même si la cause entre l'expéditeur et l'Adm. d'origine prend fin avant la procédure arbitrale.

²⁾ A défaut d'un règlement à l'amiable entre les Adm., les litiges se produisant à l'intérieur de l'Union sont réglés par arbitrage. Toute Adm. postale, partie à un différend, peut

recourir à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'art. 127 du Règl. gén. Le recours à l'arbitrage ne dépend pas d'un accord préalable des Pays-membres participant au litige (v. Congrès de Bruxelles 1952, II 366 à 369, 1327, 1330 et 1331).

³⁾ La procédure d'arbitrage s'applique, d'une part, à l'interprétation de tous les Actes de l'Union (Const., Règl. gén., Conv., Arr., Règl. et Prot., v. art. 22 Const.) et, d'autre part, à la responsabilité dérivant de l'application de ces Actes.

Dans la pratique, c'est en premier lieu la question de responsabilité qui prévaut dans les sentences arbitrales rendues jusqu'à présent (v. annot. 5).

⁴⁾ En ce qui concerne la procédure d'arbitrage, v. art. 127 Règl. gén.

⁵⁾ Le jugement arbitral – qu'il soit décidé à la majorité des voix des arbitres ou par un arbitre unique – est sans appel; il a force obligatoire pour les Adm. parties aux différends (v. également art. 127 Règl. gén.).

Résumé chronologique des sentences arbitrales publiées (cf. également la liste des sentences arbitrales reproduite dans le Catalogue de l'UPU, tome II, rubrique G (Rapports de gestion)).

Note. – Des 28 sentences arbitrales résumées ci-après, 21 ont été rendues d'un commun accord par les deux arbitres choisis soit par les Adm. en cause, soit, dans un seul cas (n° 26), par l'une des Adm. en cause et par le BI qui a désigné d'office l'autre arbitre selon les disp. de l'art. 125 Règl. gén.; 5, à savoir les n°s 6, 12, 16, 18 et 20, l'ont été par un tiers arbitre, les deux arbitres choisis par les Adm. en cause n'ayant pu se mettre d'accord; 2 (n°s 25 et 28) l'ont été par le BI choisi comme seul arbitre par compromis spécial des parties en cause.

1. *Législation intérieure. Inviolabilité de la lettre close.* Journal 1877, p. 215s. L'Adm. d'un pays, dont la législation intérieure défend l'insertion dans les lettres des valeurs-papier au porteur, a soumis une lettre recommandée provenant d'un autre pays de l'UPU à des perquisitions et frappé le destinataire d'une taxe supplémentaire en raison des valeurs de l'espèce y contenues. C'était inadmissible. En tant que la Conv. règle une matière, elle fait loi, à l'exclusion de la législation intérieure, qui dès lors ne s'applique qu'à la correspondance ne sortant pas du territoire d'origine. Il est vrai que des Arr. particuliers concernant le service des valeurs déclarées sont réservés. Mais, en l'espèce, aucun Arr. n'existait entre les pays intéressés et le simple fait de cette réserve dans la Conv. n'équivaut pas à la faculté d'appliquer la législation intérieure sans autre procédure. En outre, les lettres se trouvent protégées par le principe d'ordre supérieur de l'inviolabilité de la lettre close, qui peut fléchir, dans une certaine mesure, devant des nécessités d'ordre public (qui n'existent pas dans l'espèce), mais jamais devant un intérêt purement fiscal. Ce principe, sans être inscrit au Traité de Berne, est incontestablement une des bases de la correspondance internationale.

2. *Diverses questions de transit. Arrangements contraires.* Rapp. 1896, p. 6.

a) Par les soins et sous la surveillance de l'Adm. postale à Montevideo, des dépêches apportées par un paquebot d'outre-mer sont d'abord transbordées en rade extérieure sur un tender, remises ensuite à la poste centrale et réexpédiées sur des vapeurs privilégiés ou subventionnés par le Gouvernement uruguayen. Là, elles restent sous la garde de l'agent postal de l'Uruguay (estafette fluviale) qui les accompagne jusqu'à Buenos Aires, où elles sont remises à la poste argentine. Ce transport constitue un service local revêtant le caractère d'un transit territorial. C'est plus qu'un simple entrepôt dans un port de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot. En revanche, le transport par les paquebots transatlantiques, entre Montevideo et Buenos Aires, des dépêches non transbordées dans le premier port forme une partie du service maritime effectué par ces paquebots.

b) Les compagnies de navigation, subventionnées sous une forme quelconque par l'Etat, n'ont pas le droit de s'engager à transporter gratuitement les dépêches postales qui leur sont livrées par les Adm. d'autres pays et de porter ainsi préjudice aux recettes qui ne sont pas destinées à ces compagnies, mais bien à l'Etat qui les subventionne. Si des Arr. particuliers, il est vrai, sont réservés, il ne peut s'agir que d'Arr. entre parties contractantes de la Conv. et non pas d'Arr. entre une de ces parties et un tiers.

3. *Paiement en pièces d'or.* Rapp. 1897, p. 7 et 8. Ces pièces possèdent la puissance libératoire, en tant qu'elles restent dans les limites de la tolérance de poids pour usure et frai admise par la Convention de l'Union monétaire latine.

4. *Responsabilité.* Rapp. 1910, p. 6 et 7. Le destinataire d'une lettre avec valeur déclarée constata, il est vrai, seulement après avoir «donné reçu et pris livraison», mais immédiatement après cela et avant même d'avoir quitté la salle d'attente du bureau de poste, que, dans le pli, des imprimés sans valeur avaient été substitués aux valeurs déclarées. Les arbitres décidèrent que, dans ces conditions, la prise de livraison ne pouvait être invoquée comme clause libératoire par l'Adm. de destination et ils confirmèrent la responsabilité de cette dernière, nonobstant la quittance régulière que l'ayant droit avait donnée avant de connaître la spoliation.

5. *Responsabilité pour envois contre remboursement.* Rapp. 1913, p. 7s. Une Adm. de destination, qui omit l'encaissement de 5 remboursements, avait intenté un procès au destinataire en vue d'obtenir sa condamnation au paiement des sommes réclamées. Ayant été déboutée de sa plainte par le tribunal compétent, cette Adm., de son côté, déclina sa responsabilité envers l'Adm. d'origine. Aux termes du jugement arbitral, l'Adm. de destination ne pouvait décliner sa responsabilité que sur la preuve que les disp. concernant le conditionnement des envois grevés de remboursement n'avaient pas été observées de la part de l'Adm. d'origine. Or, cette preuve n'a pas été administrée. Au lieu de celle-ci, l'Adm. de destination n'alléguait, en effet, qu'une présomption basée sur des constatations faites plus tard sur d'autres envois de la même espèce. Une telle présomption ne peut pas être considérée comme l'équivalent d'une preuve.

6. *Transit par la voie la plus rapide.* Rapp. 1913, p. 10s. Une Adm., qui a servi d'intermédiaire pendant la statistique et dont le territoire fait partie de la voie la plus rapide, peut réclamer les frais de transit conformément au résultat de la statistique, même si, dans la suite, l'Adm. d'origine demande que ses dépêches prennent une autre voie de transit n'empruntant plus les services de l'Adm. réclamante. La décision s'appuie sur les considérations que les dépêches doivent être acheminées par la voie la plus rapide, que cette disp. de la Conv. est coercitive et ne laisse pas la faculté aux Adm. de se concerter sur une voie moins rapide et qu'au reste, dans l'espèce, même après la demande de l'Adm. d'origine, les dépêches continuaient à être dirigées de temps à autre par les services de l'Adm. réclamante.

Observation du BI: Cet arbitrage a provoqué une réaction au Congrès de Madrid 1920, en ce sens que la règle de la voie la plus rapide a été tempérée par la faculté pour l'Adm. d'origine d'indiquer à sa convenance la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie (II 225 et 226; Règl. de Lausanne 1974, art. 156, par. 2).

7. *Clause libératoire de la force majeure.* Rapp. 1920, p. 6s. Les documents et les registres du bureau de poste destinataire, restés dans le bureau évacué, ayant été détruits à la suite de faits de guerre, la délivrance d'un envoi recommandé au destinataire ne put plus être prouvée lorsque l'expéditeur, six mois après l'expédition, déposa une réclamation, afin d'en connaître le sort. Il fut reconnu que ces circonstances constituent un cas de force majeure. La clause libératoire de la force majeure s'applique, non seulement à la perte effective d'un envoi recommandé, mais aussi à l'impuissance d'en prouver la remise à l'ayant droit.

Comme conséquence de cet arbit., une disp. dans ce sens a été insérée dans la Conv. par le Congrès de Madrid 1920 (II 203 in fine). La disp. de 1920 fut, toutefois, tempérée au Congrès du Caire 1934 (I 1294) par l'addition des mots «la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement» qui n'existaient pas jusqu'alors dans le texte adopté à Madrid. (Cf. art. 45, par. 2, 1^o, b), de la Conv. de Lausanne 1974.)

8. *Transit par le train Simplon-Orient-Express*. Rapp. 1923, p. 9s.; Journal 1923, p. 145s. Les Adm. confient généralement leurs transports à d'autres entreprises publiques ou privées qui s'en chargent aux conditions fixées d'un commun accord entre l'Adm. et l'entreprise. Dans ces cas, les Adm. n'en sont pas moins considérées, au regard des autres Adm. de l'Union, comme exécutant elles-mêmes le service. Dès lors, il n'appartient pas à une Adm. empruntant le transit par d'autres pays de s'entendre de son propre chef avec une compagnie au sujet de ce transit. Au surplus, les Adm. des pays intermédiaires ont conclu avec la même compagnie des contrats au sujet du transport sur leurs territoires non seulement de leurs propres dépêches, mais aussi des dépêches en transit. Par cela, ces pays ont, en réalité, assuré le transport des dépêches en transit et les Adm. des pays d'origine leur doivent les frais de transit.

9. *Responsabilité en cas d'objets interdits*. Rapp. 1924, p. 9s.; Journal 1925, p. 33s. 200 envois recommandés, admis aux tarifs et conditions des échantillons sans valeur, sans indication spécifique du contenu, renfermaient chacun 240 g net de saccharine. Une Adm. de transit passa ces objets à la douane qui, en vertu de la législation de ce pays, les confisqua et les détruisit. Ce fut à tort, il est vrai, qu'on procéda ainsi, car il était plutôt indiqué de renvoyer les objets au bureau d'origine. Toutefois, vu que l'introduction de cette marchandise était interdite non seulement dans le pays intermédiaire, mais encore et surtout dans le pays de destination et attendu qu'en réalité il ne s'agissait pas d'échantillons sans valeur, mais bien d'un important envoi de marchandises expédiées en contrebande, dont le caractère illégal permettait à l'Adm. d'origine de décliner l'indemnité réclamée par l'expéditeur, la responsabilité de l'Adm. intermédiaire fut également dégagee.

Dès lors, le Congrès de Londres 1929 a prescrit que les échantillons expédiés en nombre en vue d'éviter la perception de droits de douane seraient soumis au traitement prévu par les règlements intérieurs de l'Adm. qui en constate la présence (art. 33, par. 3, de la Conv. de Lausanne 1974).

10. *Responsabilité*. Rapp. 1925, p. 12s.; Journal 1926, p. 26s. Un fourgon plombé, contenant 269 colis-valeur et 936 colis ordinaires, avait été spolié; à la vérification au bureau de destination, 9 colis manquaient, dont 7 avec valeur. Avant d'arriver au bureau de destination, le fourgon fut ouvert une première fois à la sortie du pays d'origine et une autre fois à l'entrée au pays de destination pour le contrôle douanier. Il ne fut pas possible de déterminer sur quel territoire le vol s'était produit. Dans ces conditions, il y avait lieu de faire supporter le dommage par parts égales par les Adm. en cause et c'est ce que décidèrent les arbitres.

11. *Transit maritime*. Rapp. 1925, p. 13s.; Journal 1926, p. 50s. Répartition des frais de transit pour les dépêches expédiées des Etats-Unis d'Amérique à destination de la Norvège, et acheminées par la voie de la Grande-Bretagne, dépêches transportées sur des paquebots américains de New York à Plymouth (3000 milles marins), puis par les paquebots de la ligne norvégienne Newcastle-Bergen (404 milles marins). Il est à considérer que la longueur du parcours n'est pas la seule base servant à fixer les taux des frais maritimes. Si, en particulier, les mêmes taux d'indemnité sont fixés pour les parcours entre l'Amérique du Nord et l'Europe (3000 milles marins) et pour les parcours de plus de 300 jusqu'à 1500 milles marins, c'est surtout parce que les lignes de paquebots de l'océan Atlantique, en raison de leur intense fréquentation, peuvent être exploitées plus économiquement et, partant, travailler à meilleur compte que les autres lignes de trans-

ports maritimes. D'autre part, une répartition au prorata des distances parcourues n'est prescrite que lorsque le total des frais du parcours maritime dépasse un taux maximal déterminé, ce qui n'était pas le cas ici. En conséquence, chacune de ces deux lignes doit être rémunérée par 4 fr par kg LC et 50 c par kg AO.

12. *Taux de conversion pour mandats de poste.* Rapp. 1926, p. 8s.; Journal 1926, p. 149. Deux Adm. convinrent en 1886 d'exprimer le montant des mandats en «francs», et cela uniformément dans les deux directions. L'une de ces Adm. avait le franc comme monnaie nationale et l'autre déterminait le taux de conversion de sa monnaie en francs. Par suite, le solde du décompte mensuel était également payé par chèques établis en francs, et cela d'après la convenance des deux Adm., régulièrement par chèques sur Paris. Cet arrangement donnait toute satisfaction à l'époque où il existait encore, dans les pays de l'Union monétaire latine, des francs à étalon d'or qui ne différaient guère les uns des autres. Mais, en août 1914, ce système monétaire classique prit fin dans tous les pays respectifs. Il en résulta un franc français et un franc suisse très variables et différents l'un de l'autre et, de ce fait, des difficultés dans les relations des deux Adm. ne tardèrent pas à surgir tant pour la conversion des versements des expéditeurs que pour le paiement du solde. L'Adm. qui devait, pour ces versements, opérer la conversion de sa monnaie nationale en «francs», le fit au taux du franc français, tandis que l'autre Adm. paya aux destinataires le même nombre de francs en francs suisses, sa monnaie nationale, moins dévaluée que le franc français. Le public pouvait donc abuser de cette circonstance pour se procurer un profit considérable au détriment de la poste. Il en résulta une différence à la charge de l'Adm. de destination, qui payait aux destinataires des montants plus élevés que ceux que l'Adm. d'origine offrait de lui rembourser. Cette dernière aurait pu, par l'accroissement anormal du nombre des mandats émis, se rendre compte de la situation nouvelle devenue intenable. Elle aurait dû tout de suite augmenter le taux de conversion pour les versements des expéditeurs, ce qu'elle a omis de faire. Parce que le dommage était dû à son manque de vigilance, elle fut tenue de prendre le découvert à sa charge.

13. *Déclaration de valeur inférieure à la valeur réelle.* Rapp. 1927, p. 8s.; Journal 1927, p. 93. Un colis, valeur déclarée 500 fr, contenant 70 montres d'une valeur totale de 1441 fr, fut spolié; à l'arrivée 23 montres manquaient, d'une valeur totale de 469 fr, montant inférieur à la valeur déclarée totale. Les Adm. ayant la faculté de fixer un maximum pour les déclarations de la valeur, ces déclarations ne peuvent être assimilées aux assurances. Par conséquent, l'indemnité ne doit pas être réduite par rapport à la perte subie dans la proportion où la valeur déclarée est inférieure à la valeur réelle primitive; l'indemnité, sans qu'elle puisse dépasser la valeur déclarée, doit plutôt couvrir la valeur réelle et entière de la marchandise perdue.

Des prop. tendant à fixer l'indemnité selon le rapport entre la valeur réelle et la valeur déclarée ont été, dans la suite, écartées par le Congrès de Londres 1929 (I 936 et 1579, II 390) et du Caire 1934 (I 678 et 1351).

14. *Responsabilité.* Rapp. 1927, p. 11s.; Journal 1927, p. 373s. 41 colis postaux, expédiés au cours de trois mois à destination de différentes personnes, ont été remis à une seule de ces personnes qui était du reste le représentant de l'expéditeur. Ce dernier, après réclamation, manifesta d'abord son intention de recouvrer lui-même, sans l'intervention du service postal, les sommes qui lui étaient dues du chef des envois dont il s'agit. Ce ne fut qu'après un an et dix mois qu'il revint à la charge. Mais, à cette époque, l'Adm. de destination ne possédait plus les documents de service se rapportant à la période où les colis furent livrés. Elle était, après le temps écoulé, en droit d'admettre que la livraison des colis au représentant de l'expéditeur était finalement reconnue régulière. En outre, l'expéditeur n'aurait pas manifesté son intention de régler lui-même l'affaire si les colis avaient réellement dû être considérés comme perdus. L'Adm. de destination fut déclarée non responsable envers l'Adm. d'origine.

15. *Responsabilité*. Rapp. 1929, p. 12s.; Journal 1929, p. 278s. Une dépêche de 30 objets recommandés arriva entièrement vide à destination. Il résulta de l'examen des conditions de la livraison par un service et de l'acceptation par le suivant, que ni l'un ni l'autre ne pouvaient établir de manière suffisamment probante, le premier que cette dépêche avait été livrée en bon état, et le second que la dépêche lui avait, au contraire, été remise déjà spoliée. Les arbitres conclurent que les deux Adm. en cause devaient supporter le dommage par parts égales.

16. *Franc effectif*. Rapp. 1930, p. 8s.; Journal 1930, p. 381s. Pour le solde de 54 280 fr, résultant de la balance des comptes réciproques des colis postaux échangés pendant l'année 1919, une Adm. débitrice envoya un chèque, établi en drachmes, monnaie nationale de l'Adm. créditrice, tandis que l'art. XVIII, par. 5, du Règl. de la Conv. colis de Rome 1906 parle de «francs effectifs» (observation du BI: Ce terme vise le franc, défini en or par l'Union monétaire latine et appartenant à une monnaie nationale à étalon-or; de ce fait, la fluctuation du change de cette monnaie ne pouvait dépasser des limites très restreintes, ce qui, pratiquement, l'assimilait au franc-or).

Or, jusqu'au mois d'août 1914, le franc français était un franc effectif de même que la drachme, appartenant au même système monétaire, de sorte que le tableau des équivalents à l'art. II du Règl. prérapporté ne mentionnait même pas d'équivalent, entre ces deux monnaies, un franc ayant la valeur d'une drachme et vice versa. De ce fait, ces deux Adm. avaient, déjà dans des cas antérieurs, liquidé les soldes établis en francs par un nombre égal de drachmes. Cependant, la situation changea pendant la guerre 1914 à 1918. Le franc français, détaché de l'étalon-or, fléchit beaucoup, sans que les taxes perçues en francs français fussent augmentées. Malgré cela, dans les années 1917 et 1918, l'Adm. débitrice bonifia encore à l'Adm. créditrice les soldes en francs par traites établies en drachmes et elle subit de ce fait une perte considérable, la drachme étant, à cette époque, moins dépréciée que le franc français. En 1919, l'inverse se produisit, la drachme ayant baissé davantage que le franc français. Ce fut seulement alors que l'Adm. créditrice exigea de ne plus être réglée en drachmes, mais au même nombre de francs-or, car les 54 280 drachmes équivalaient à peine encore à 3500 fr-or. L'arbitre estima que, dans ces circonstances, il était exclu de subroger au nombre de francs dus le même nombre de francs-or. Toutefois, il adjugea à l'Adm. créditrice le montant en francs-or qui résultait de la conversion de la monnaie nationale par rapport au dollar, au change moyen de l'année 1919, ce qui donna 27 122 fr-or.

17. *Responsabilité*. Rapp. 1931, p. 10s.; Journal 1931, p. 91s. Trois lettres avec valeur déclarée transmises par le même bureau d'origine au même bureau de destination furent spoliées de la même façon; du papier de journaux fut substitué aux valeurs. Le bureau de destination avait omis de faire parvenir, par le premier courrier après la vérification, à l'Adm. expéditrice un procès-verbal constatant l'irrégularité. Dans ces circonstances, l'Adm. de destination ne pouvait être dégagée de sa responsabilité. D'autre part, il a été utilisé pour l'expédition des lettres précitées des enveloppes mises en vente par l'Adm. d'origine spécialement pour l'envoi de valeurs déclarées. Ces enveloppes, en différents points, ne correspondaient pas aux prescriptions; elles facilitaient la spoliation survenue. Dans ces circonstances, les deux Adm. en cause durent assumer la responsabilité par parts égales.

18. *Responsabilité*. Rapp. 1931, p. 14s.; Journal 1932, p. 141. Une dépêche avait été spoliée de tous ses envois recommandés, parmi lesquels 74 donnèrent lieu à des réclamations en temps utile pour une somme totale de 3700 fr-or. Il ne fut pas possible d'établir, avec certitude, sur le territoire ou dans le service de laquelle des deux Adm. en cause la spoliation s'était produite. Par conséquent, les deux Adm. durent supporter le dommage par parts égales.

19. *Responsabilité*. Rapp. 1932, p. 8s.; Journal 1932, p. 201s. Dans les années 1923 à 1925, nombre de dépêches, expédiées par une Adm. en transit par plusieurs pays,

parvinrent spoliées à l'Adm. de destination. Les principes sur lesquels les arbitres se sont accordés en vue de trancher le différend dont il s'agit sont les suivants:

- a) la Conv. de Madrid 1920 ne prévoit pas qu'une notification doive être adressée à une Adm. intermédiaire au cas où un sac a été transmis en mauvais état ou que le bureau de destination constate des erreurs ou des irrégularités dans les dépêches vérifiées. Le jugement des arbitres devant se borner, en l'espèce, à la controverse entre les Adm. d'origine et de destination, ne peut décider sur la responsabilité d'Adm. intermédiaires non représentées;
- b) lorsqu'un bureau a omis d'adresser un duplicata du bulletin de vérification à l'Adm. dont relève le bureau expéditeur ou qu'il a omis de joindre au duplicata en question le sac, la ficelle, l'étiquette et le cachet ou plomb de la dépêche, d'après les disp. de l'art. XXIII, par. 6, du Règl. de la Conv. de Madrid, ces faits entraînent la responsabilité du bureau fautif;
- c) il en est de même au cas où le bulletin de vérification signalant des erreurs ou des irrégularités a été transmis avec du retard;
- d) une explication raisonnable de la part de l'Adm. de destination, en vue d'établir que l'irrégularité dont il s'agit n'aurait pu être vérifiée dans son service, peut être généralement admise comme la preuve du contraire rappelée dans l'art. XXIII, par. 8, du Règl. de la Conv. de Madrid 1920.

D'après ces règles, les arbitres décidèrent que, dans 18 cas, la responsabilité incombait à l'Adm. de destination, et dans 2 cas aux deux Adm. par parts égales; dans 7 cas, l'Adm. de destination fut dégagée de la responsabilité.

En ce qui concerne le point a), un bulletin de vérification, destiné au dernier bureau intermédiaire, est prescrit dans les cas de ce genre depuis le Congrès de Stockholm 1924 (art. 158, par. 6, 7 et 9, du Règl. de la Conv. de Lausanne 1974).

20. *Responsabilité*. Rapp. 1932, p. 18s.; Journal 1933, p. 1s. Une dépêche échangée entre deux pays voisins et contenant 203 lettres avec valeur déclarée représentant une somme totale de 19 400 fr-or a été falsifiée et substituée à la dépêche authentique. Le sac arriva en parfait état extérieur, mais ne renfermait que du papier d'emballage. L'enquête instruite très minutieusement par les arbitres révéla que le poids de la dépêche transmise à la frontière était de 2,5 kg, tandis que la dépêche authentique pesait 5,4 kg et que, de ce fait, non seulement la falsification, mais aussi la substitution de la fausse dépêche à l'authentique avait dû avoir lieu avant cette transmission, donc dans le pays d'origine. Par conséquent, l'Adm. dudit pays fut chargée de la responsabilité.

21. *Statistique de transit*. Rapp. 1933, p. 8s. Une Adm. de transit maritime constata que le nombre et le poids moyens résultant de la statistique du mois de mai 1929 des dépêches expédiées par une autre Adm. à destination de ses colonies atteignaient à peine la moitié du volume transporté avant et après la période de statistique. Elle en conclut que des correspondances avaient été retenues ou détournées par une autre voie pendant cette période et déclara n'être pas en mesure d'accepter le résultat de la statistique. Elle trouva les faits confirmés par une statistique supplémentaire qu'elle poursuivit pendant deux ans encore, mais que l'Adm. empruntant le transit ne voulut pas reconnaître. Le litige finit par une transaction, suggérée par un des arbitres, selon laquelle une majoration de 75% sur le résultat de la statistique du mois de mai 1929 fut acceptée d'un commun accord.

22. *Responsabilité*. Rapp. 1934, p. 8s.; Journal 1934, p. 273s. Une lettre avec valeur déclarée de 15 000 fr-or, acheminée à travers deux pays de transit, fut insérée par le premier pays de transit dans une dépêche-valeur directe pour le pays de destination. A l'arrivée au bureau de poste destinataire, la lettre mentionnée avait disparu, bien que le sac se trouvât dans un état extérieur irréprochable. Les considérants des arbitres furent les suivants:

Il y a lieu tout d'abord de constater qu'on ne peut mettre en cause la responsabilité de la deuxième Adm. de transit, attendu que son service a remis au service destinataire, en parfait état extérieur et sans observation ni réserve de la part de celui-ci, le sac des lettres avec valeur déclarée qui lui avait été confié par l'Adm. précédente et qu'il n'a pas reçu de bulletin de vérification de la part de l'Adm. de destination.

En revanche, l'Adm. qui confectionna le sac a contrevenu aux disp. de l'art. 8, par. 2, du Règl. de l'Arr. concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (révision de Londres 1929) en négligeant de cacheter à la cire le paquet de valeurs; de son côté, l'Adm. de destination n'a pas observé strictement au moment de l'ouverture de la dépêche les prescriptions de l'art. 9, par. 3, du Règl. de l'Arr., non plus que celles de l'art. 20, par. 1, 3^e al., de cet Arr. et de l'art. 58, par. 3, du Règl. de la Conv. Dans ces conditions, il n'est pas possible de faire supporter la responsabilité par une seule des deux Adm. en cause. En outre, eu égard au fait qu'il n'a pas été possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service la perte de la lettre avec valeur déclarée a eu lieu, il convient de mettre le montant de l'indemnité à la charge des deux Adm. en cause par parts égales.

23. *Responsabilité.* Rapp. 1935, p. 8s.; Journal 1935, p. 43s. Deux lettres avec valeur déclarée, chacune de 1000 fr., étaient adressées, selon les pièces de l'expéditeur et de l'Adm. d'origine, à deux personnes différentes. Elles furent cependant délivrées, toutes les deux, à l'un de ces deux destinataires, qui, du reste, prétendait, mais sans être à même d'en fournir la preuve, que les deux lettres lui étaient bien destinées. L'Adm. de destination contesta qu'une erreur de livraison se fût produite. Après examen très détaillé, les arbitres ont trouvé qu'une erreur de la part de l'Adm. d'origine semblait exclue, tandis qu'elle paraissait possible de la part de l'Adm. de destination. Par conséquent, cette dernière fut tenue de rembourser le montant de l'indemnité que l'Adm. d'origine avait payée à l'expéditeur.

24. *Indemnités en matière de transport maritime.* Rapp. 1945, p. 7s.; Journal 1946, p. 10s. Sous le régime de la Conv. de Rome 1906, les Adm. A et B avaient convenu que les frais consécutifs au transport des dépêches de correspondances expédiées par l'Adm. A à l'Adm. B et prises en charge par les compagnies de navigation «Royal Dutch West India Mail Line» (RDL) et «Holland-America Line» (HAL) seraient calculés et payés d'après le poids réel des dépêches.

A la suite de l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1922, de la Conv. de Madrid, l'Adm. B remplaça les contrats qu'elle avait conclus avec ces deux compagnies de navigation. Les nouveaux contrats prévoyaient que les compagnies «RDL» et «HAL» avaient droit, pour le transport des dépêches originaires de pays autres que l'Adm. B, au paiement des frais de transit prévus par les disp. de la Conv. La mise en vigueur de ces contrats était fixée rétroactivement au 1^{er} janvier 1920 pour la «RDL» et au 1^{er} janvier 1922 pour la «HAL». Par circ. du Bl du 30 juin 1921, n° 211, l'Adm. B communiqua aux Adm. de l'Union la liste des lignes de paquebots dépendant d'elle et qu'elle mettait à la disposition de ces Adm.; cette liste mentionnait entre autres les services de la «RDL» et ceux de la «HAL». Toutefois, ce n'est que par lettre du 11 août 1922 que l'Adm. B manifesta à l'Adm. A sa volonté de recevoir paiement des frais de transit d'après la statistique prévue par la Conv. et, de ce fait, qu'elle résilia l'ancien «arrangement contraire».

Par lettre du 3 janvier 1925, l'Adm. B, estimant que les dépêches de correspondances transportées par la «RDL» du 1^{er} janvier 1920 au 31 décembre 1923 et par la «HAL» du 1^{er} janvier 1922 au 31 décembre 1923 devaient donner lieu au paiement des indemnités forfaitaires calculées conformément aux disp. de la Conv. relatives à la statistique (art. 3, par. 2, et 4 des Conv. de Rome et de Madrid), réclama à l'Adm. A le paiement d'une somme d'environ 962 000 fr-or, indépendamment des frais de transit déjà touchés pour la période de 1920 à 1923 et calculés sur la base du poids réel de chaque dépêche effectivement transportée (arrangement contraire).

L'Adm. A n'accepta pas de prendre la statistique de mai 1921, prévue par la Conv., comme base de calcul des frais de transit revenant aux compagnies de navigation «RDL» et «HAL» pendant les années 1920 à 1923, mais estima que seul un règlement sur la base du poids réel des dépêches transportées, tel qu'il avait été prévu par les deux Adm., devait entrer en considération.

Les arbitres, tenant compte de toutes les circonstances du litige, ont limité *ex aequo et bono* à 100 000 fr-or le montant que pouvait réclamer l'Adm. B à l'Adm. A.

25. *Responsabilité.* Rapp. 1948, p. 14 à 20. Un colis postal avec valeur déclarée de 980 fr-or avait été déposé en 1943 dans le pays A, à l'adresse d'une raison sociale du pays B. Sur demande de cette raison sociale, le colis devait être réexpédié à une nouvelle adresse du pays C. Au cours de cette réexpédition, le colis parvint par erreur au pays D d'où il fut dirigé sur le pays E, qui le réachemina sur le bureau de destination du pays C où le colis a été reconnu partiellement spolié. Le BI a estimé que les disp. applicables dans la circonstance étaient celles de l'art. 44, par. 1, 3^e al., de l'Arr. concernant les colis postaux, révision de Buenos Aires 1939, qui prévoit entre autres choses que si la spoliation s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Adm. en cause supportent le dommage par parts égales.

Le pays C paraissant hors de cause, le BI a été d'avis que les trois pays B, D et E devaient contribuer par parts égales au paiement de l'indemnité de 980 fr-or.

Cet avis a revêtu le caractère d'une sentence arbitrale, en raison du fait que les parties en cause avaient décidé, par compromis spécial, de choisir le BI comme seul arbitre.

26. *Compensation des créances. Succession de droit.* Rapp. 1956, p. 24 à 28; Journal 1956, p. 122 à 125. Dans son relevé C 21 afférent aux frais de transit pour les années 1951 à 1953, l'Adm. de l'Etat A a déduit de la créance appartenant à l'Adm. de l'Etat B deux sommes, une de 30 fr-or et l'autre de 266 fr-or, qui avaient été contestées par l'Adm. de l'Etat B et au sujet desquelles les deux Adm. en question n'ont pu tomber d'accord. La somme de 30 fr-or a représenté la créance de l'Adm. de l'Etat A provenant du relevé des coupons-réponse émis dans l'Etat de l'Adm. C qui a été constitué sur le territoire de l'Etat B pendant la dernière guerre mondiale. Ladite somme a été acceptée, en avril 1944, par l'Adm. de l'Etat C, mais l'Adm. de l'Etat B a refusé de la payer en argumentant que son Gouvernement ayant nettement refusé de reconnaître l'existence de l'Etat C, l'Etat B se désintéresse complètement des avoirs et des dettes dudit Etat. La somme de 266 fr-or représentait les frais de transit des dépêches expédiées du territoire de l'Etat B et transportées en transit par le territoire de l'Etat A pendant la période du 19 avril au 31 décembre 1941, où le territoire de l'Etat B était occupé par l'ennemi. L'Adm. de ce dernier Etat n'a pu se mettre d'accord avec la compensation de la somme de 296 fr-or en alléguant que son pays a été occupé par les ennemis depuis le commencement d'avril 1941 jusqu'à la fin de l'année 1944; par conséquent, elle ne se sent responsable ni de dettes contractées par l'Adm. de l'ex-Etat C ni de celles contractées par les autorités qui ont occupé son territoire pendant la dernière guerre mondiale.

Les arbitres, en interprétant les disp. de la Conv., ont trouvé les deux créances de l'Adm. de l'Etat A incontestables mais ne provenant pas d'opérations postales effectuées par l'Adm. de l'Etat B à laquelle la première Adm. s'est adressée pour la liquidation des comptes. L'Adm. de l'Etat A estimait comme suffisant pour s'adresser à l'Adm. de l'Etat B le seul fait que le territoire sur lequel opéraient l'Adm. de l'ex-Etat C et les autorités d'occupation est une partie intégrante de l'Etat B actuel et que celui-ci devrait donc être considéré comme successeur de droit des autorités qui ont exercé le pouvoir sur le même territoire pendant la dernière guerre mondiale.

Le règlement des dettes par compensation est soumis à certaines conditions. En particulier, le créancier n'a pas le pouvoir de remplacer le débiteur primitif par un autre qu'il

estime être le successeur de droit si cette succession n'est reconnue ni par le nouveau débiteur ni par un arrangement international particulier ou une règle incontestée du droit international public.

Vu qu'en l'espèce cette succession de droit est contestée par l'Etat B et qu'aucun arrangement international particulier, ni aucune règle incontestée du droit international public ne reconnaissent la succession, puisque les instances compétentes pour résoudre des questions de ce genre ne se sont pas encore prononcées à cet égard, une compensation ne peut être effectuée.

Par conséquent, étant donné que la question de la responsabilité pour les obligations contractées pendant la guerre par l'Etat C et les autorités d'occupation sur le territoire de l'Etat B n'est pas réglée par les instances compétentes, l'Adm. de l'Etat A n'est pas fondée à se faire payer ses créances contestées (au total 296 francs-or) par voie de compensation.

27. *Responsabilité.* Rapp. 1966, p. 62 à 67. Ce différend opposait deux Adm. au sujet de la responsabilité encourue pour la perte d'un certain nombre de colis postaux et pour la spoliation d'autres colis expédiés à deux mois d'intervalle par le même paquebot et pour la même destination. L'Adm. de destination (Adm. B) déclarait qu'à l'ouverture des sacs contenant les colis litigieux ses services avaient constaté la disparition et la spoliation de plusieurs colis et avaient établi les bulletins de vérification exigés à l'intention de l'Adm. d'origine. Cette Adm. considérait dès lors que la perte et la spoliation avaient eu lieu hors de son ressort et qu'elle était de ce fait habilitée à décliner toute responsabilité pour les colis en cause.

L'Adm. expéditrice (Adm. A) affirmait de son côté que les sacs constituant la dépêche avaient été remis en parfait état à l'Adm. B qui n'avait, du reste, fait aucune réserve à ce moment. Les bulletins de vérification établis plusieurs jours après cette remise ne permettaient pas de rejeter la responsabilité de ces pertes et spoliations sur l'Adm. expéditrice. L'enquête permit d'établir que l'Adm. B n'avait pas dressé de bulletin de vérification au moment de la remise et selon les conditions exigées à l'art. 134, par. 1, du Règl. de l'Arr. des colis postaux d'Ottawa 1957 (art. 123 Règl. Conv. Lausanne 1974), qu'elle n'avait pas non plus envoyé à l'Adm. A les pièces requises par l'art. 135 (125 Règl. Conv. Lausanne 1974) du même Règl. (sacs, ficelles, plombs de fermeture, étiquettes). En conséquence, les arbitres conclurent à la responsabilité légale de l'Adm. B.

Toutefois, tenant compte des circonstances qui ont empêché l'Adm. B d'ouvrir et de vérifier immédiatement les dépêches et en raison de l'attitude conciliatrice de l'Adm. A, qui s'était préalablement déclarée d'accord de prendre à sa charge la moitié des indemnités à payer aux expéditeurs, les arbitres ont décidé que les Adm. A et B participeraient chacune pour une moitié au versement desdites indemnités, ceci afin de réconcilier les parties en cause et dans l'intérêt de la continuation de la bonne collaboration dans le domaine de l'échange des dépêches postales internationales.

28. *Taux de conversion d'un compte exprimé en francs-or.* Rapp. 1981, p. 94 à 97. Début 1979, l'Adm. A avait payé dans la monnaie choisie par le créancier B un décompte exprimé en francs-or en convertissant tout d'abord les francs-or dans sa propre monnaie A par l'intermédiaire du taux de conversion notifié par le BI en 1973, puis le résultat ainsi obtenu en appliquant le cours de la monnaie B pratiqué la veille du paiement sur le marché principal des changes de son pays. Pour sa part, l'Adm. B demandait le paiement sur la base du taux de conversion de sa monnaie par rapport au franc-or, également notifié par le BI en 1973.

Dans la situation monétaire générale créée par la démonétisation de l'or à partir du 1^{er} avril 1978 décidée par le Fonds monétaire international (FMI), ni l'art. 7 de la Const., ni l'art. 12 de la Conv. (Lausanne 1974), ni l'art. 103 de son Règl. n'offrent à deux Pays-membres de cette institution spécialisée des Nations Unies une solution acceptable pour la conversion en monnaie de paiement d'un compte postal international exprimé en fr-or.

Se fondant sur le fait que la revision des taux et des taxes par le Congrès de Lausanne 1974 a été approuvée sur la base de rapports fixes entre chaque monnaie et le dénominateur commun qu'est le fr-or, monnaie type de l'Union et que par ailleurs l'établissement des comptes postaux en fr-or vise à assurer la stabilité des créances dans un régime de parités fixes, mais ajustables, il a paru que le problème n'était pas tant de chercher une valeur théorique pour le fr-or mais de savoir comment la valeur constante en prix de 1974 des prestations postales internationales pouvait être maintenue et garantie sous le régime de flottaison générale des monnaies. Dans les circonstances données, l'utilisation du Droit de tirage spécial (DTS) comme monnaie intermédiaire selon la résolution CE 5/1977 a été considérée comme une solution acceptable pour les deux parties en cause et conforme à la position prise par le Congrès de Lausanne 1974 à l'égard de la situation monétaire hésitante de l'époque.

Ainsi, le BI en qualité d'arbitre unique a fixé en DTS le montant encore dû par l'Adm. débitrice A et il a arrêté que cette somme était à régler dans la monnaie du pays B au taux de conversion en vigueur à la date de paiement, laquelle ne pouvait pas être éloignée de plus de six semaines de la date de réception de la sentence.

Titre III

Dispositions finales

Article 33

Mise à exécution et durée de la Constitution ⁽¹⁾

La présente Constitution sera mise à exécution le 1^{er} janvier 1966 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé ⁽²⁾ la présente Constitution en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. ⁽³⁾ Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

¹⁾ Selon une pratique suivie à l'Union depuis sa fondation, le Congrès fixe la date de mise à exécution des Actes sans égard au nombre et à la date des ratifications déposées par les pays signataires. Cette procédure diffère de la pratique classique toujours utilisée, mais moins fréquemment qu'autrefois, selon laquelle les traités entrent en vigueur après qu'un certain nombre de pays signataires les ont ratifiés. L'UPU abandonna également très rapidement la procédure d'échange des instruments de ratification qui était largement pratiquée autrefois et que l'UPU utilisa au début avant d'introduire la procédure de dépôt desdits instruments auprès du Gouvernement qui avait organisé le Congrès.

Il y a lieu de signaler également que malgré les retards apportés dans la ratification et l'approbation, les Actes de l'Union ont toujours été appliqués par l'ensemble des Pays-membres depuis la date de leur mise à exécution.

Des prop. ont été présentées tendant à ce que les signataires stipulent expressément dans la Conv. même que les Actes signés seraient exécutés provisoirement au cas où, à la date fixée pour l'entrée en vigueur, leur ratification ferait encore défaut. La question fut longuement discutée à la Comm. préparatoire d'Ottawa 1933 et au Congrès du Caire 1934, mais, en fin de compte, ces prop. ne furent pas acceptées (I 20 à 23, prop. 16 et 1275; 204, prop. 1392; 1267, 1268; II 95 à 98, 151 et 152, 624 à 626). Une prop. tendant à faire dépendre l'entrée en vigueur de la Const. du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion n'a pas été acceptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 1004 et 1005, prop. 1582 Pays-Bas).

²⁾ Plusieurs déclarations de nature politique ont été faites lors de la signature des Actes des Congrès de Vienne 1964 (III 58 à 61), de Tokyo 1969 (III 35 à 41), de Lausanne 1974 (III 49 à 55) et de Rio de Janeiro 1979 (III 25 à 32). Pour celles qui ont été faites lors du Congrès de Hambourg 1984, v. III 65 à 77.

³⁾ Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, la fonction de dépositaire des Actes d'un Congrès était assumée par le pays siège de ce Congrès. Etant donné que la Const. est un Acte permanent et pour éviter que des Actes qui sont simultanément en vigueur soient déposés auprès des Gouvernements de différents pays, la fonction de dépositaire pour l'ensemble des Actes de l'Union a été confiée au Gouvernement du pays siège de l'UPU, soit au Gouvernement de la Confédération suisse. Actuellement, une étude est en cours au sein du CE en vue du transfert de la fonction de dépositaire au Bureau international, ceci à la demande expresse du Gouvernement de la Confédération suisse (décision CE 33/1985).

(Signatures) ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

Pour l'Afghanistan:
M. Azim Gran

Pour la République de l'Afrique du Sud ⁽⁴⁾:

Pour la République populaire d'Albanie:
G. Nesho

Pour la République algérienne démocratique et populaire:
A. Amrani

Pour l'Allemagne:
R. Stücklen
D' H. Steinmetz

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
W.J. Hartigan
F.E. Batrus
G. Allan
D.S. Goodson
F.L. Coolidge
A.J. Rioux
R.K. Hancock

Pour l'Ensemble des territoires des Etats-Unis d'Amérique, y compris le territoire sous tutelle des îles du Pacifique (*):

W.J. Hartigan
F.E. Batrus
G. Allan
D.S. Goodson
F.L. Coolidge
A.J. Rioux
R.K. Hancock

Pour le Royaume de l'Arabie saoudite:

I. Zarai
S.A. Akki
A. Sheikh Jamal Ellil
M.S. Karkadan

Pour la République argentine:

D' A. Pages Larraya
A.B. Gazzolo
E.S. Kalbermatten

Pour le Commonwealth de l'Australie:

R.J. Page
W.K. Waterson
E.A. Young

Pour la République d'Autriche:

D' B. Schaginger
D' H. Grascher
D' P. Machold
D' J. Paroubek

Pour la Belgique:

L. Colot
E. Struyf

Pour la République soviétique socialiste de Biélorussie:

P. Afanassiev

Pour la Birmanie:

Hla Gyaw Pru

¹⁾ Pour les signatures, v. Congrès de Vienne 1964, III 18 à 33.

²⁾ Des 125 Pays-membres que comptait l'Union à l'ouverture du XV^e Congrès, 120 ont signé les Actes. Les 5 Pays-membres qui n'ont pas signé sont la Rép. de l'Afrique du Sud, la Rép. d'Haïti, la Rép. de Panama, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie.

³⁾ Les dénominations de certains pays ont été modifiées après le Congrès de Vienne 1964. V. liste des pays signataires du troisième Prot. add. de Hambourg 1984 (III 29 à 61).

⁴⁾ La Rép. de l'Afrique du Sud a adhéré à la Const. conformément à la procédure décrite à l'art. unique du Prot. de la Const. (circ. 167/1964). Elle a été expulsée de l'Union par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (résolution C 6). Se fondant sur sa qualité de membre de l'ONU, elle est redevenue Pays-membre de l'UPU en 1981. Le Congrès de Hambourg 1984, par sa résolution C 7, a confirmé l'exclusion de la Rép. d'Afrique du Sud de l'Union, et décidé qu'elle ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'ONU pour obtenir sa réadmission à l'UPU, tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

⁵⁾ L'«Ensemble des territoires des Etats-Unis d'Amérique, y compris le territoire sous tutelle des îles du Pacifique» n'a plus la qualité de Pays-membre depuis le 22 décembre 1977. Ces territoires sont englobés depuis lors dans le ressort de l'Union sur la base de l'art. 23 Const. V. circ. 46/1977.

Pour la Bolivie:
A. Azurduy Estenssoro

Pour les Etats-Unis du Brésil:
C.F.D.G. da Rocha
R. Ricupero
C. de Oliveira Araújo

Pour la République populaire de Bulgarie:
V.I. Makarski

Pour le Royaume du Burundi:
B. Ntawigaya

Pour le Royaume du Cambodge:
H. Sam Ath

Pour la République fédérale du Cameroun:
G. Tamba

Pour le Canada:
W.H. Wilson
F. Pageau
R. Gosselin
W.M. MacLean

Pour la République centrafricaine:
T. Sokony

Pour Ceylan:
W.S.A. Gunasekera

Pour le Chili:
A. Urra Pinto

Pour la Chine:
D^r K. Wang
Y.-S. Yü
P.-W. Sieh

Pour la République de Chypre:
P. Hajioannou

Pour la République de Colombie:
T. Muñoz Bolaños
A. Salazar Paez
J.C. Castillo Lopez
D^r H. Zimmermann

Pour la République du Congo (Brazza-ville):
M. Mavounia

Pour la République du Congo (Léopold-ville):
T. Simpson
S. Mukendi
G. Kenda
A.G. Mubiay

Pour la République de Corée:
C.H. Lee
M.K. Bang

Pour la République de Costa-Rica:
G.L. Herzog

Pour la République de Côte d'Ivoire:
M. Boguifo

Pour la République de Cuba:
D. Portela Placeres
D^r L. Sola Vila
F. Marty Valdes

Pour la République du Dahomey:
G. Gounongbe

Pour le Royaume de Danemark:
D^r A. Krog
J.M.S. Andersen
T.W. Madsen

Pour la République dominicaine:
D^r A.A. Asmar Sanchez

Pour la République de El Salvador:
D^r J. Contreras Chavez

Pour la République de l'Equateur:
R. de Ycaza Cuacalón

Pour l'Espagne:
J.S. de Erice y O'Shea
M. González y González
A.M. García
S. Casasblanco
L.J. Gil

Pour les Territoires espagnols de l'Afrique
(¹):
J.A. Prendes
R.A. Arenas

Pour l'Ethiopie:
M. Hanna
T. Stéphanos
G. Gebre Wold

Pour la République de Finlande:

O.J. Saloila
T.A. Puolanne

Pour la République française:

I. Cabanne
R. Joder
C. Girard
E. Chapart
E. Mouilleseaux
A. Gouyon
R. Morillon
A. Vatteone

Pour l'Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer ⁽²⁾:

E. Skinazi
M. Chapron
M. Chappe

Pour la République gabonaise:

E. Mefane

Pour le Ghana:

J.M. Aggrey

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man:

K.S. Holmes
K. Hind
H.C. Hainworth
C.E. Haynes
T. Scott
V.C. Lucas

Pour les Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

K.S. Holmes
K. Hind
H.C. Hainworth
C.E. Haynes
T. Scott
V.C. Lucas

Pour la Grèce:

H. Dimopoulos
G. Yannopoulos
P. Kiosséoglou

Pour la République du Guatemala:

R.A.M. Hernández

Pour la République de Guinée:

J. Montlouis
S. Diarra

Pour la République d'Haïti ⁽³⁾:

Pour la République de Haute-Volta:

H. Yameogo
R.P.A. Ghintran

Pour la République du Honduras:

A. Englander

Pour la République populaire hongroise:

D. Horn

Pour l'Inde:

M. Dayal
S.M. Gosh
K.V. Raja

¹⁾ Le Pays-membre «Territoires espagnols de l'Afrique» a cessé d'exister le 28 février 1976. V. circ. 97/1976.

²⁾ L'«Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer» n'a plus la qualité de Pays-membre depuis le 22 décembre 1977. Ces territoires sont englobés depuis lors dans le ressort de l'Union sur la base de l'art. 23 Const. V. circ. 46/1977.

³⁾ Haïti a adhéré à la Const. conformément à la procédure décrite à l'art. unique du Prot. de la Const. (circ. 164/1975).

Pour la République d'Indonésie:
S.H. Simatupang

Pour l'Iran:
D^r A.N. Mir-Eskandari

Pour la République d'Iraq:
N. Al-Mudarris

Pour l'Irlande:
L.Ó. Broin
P.A. Duignan

Pour la République d'Islande:
G. Briem
R. Júlíusson

Pour Israël:
Ch. Ben-Menachem
A. Ranan
Y.L. Landau

Pour l'Italie:
D^r A. Ponsiglione
D^r B. Brunetti

Pour la Jamaïque:
K.A. Jones
H.A. Fairweather

Pour le Japon:
F. Uchida

Pour le Royaume hachémite de Jordanie:
M. Aoun

Pour le Kuwaït:
I.Y. Al-Abd Al-Razzak

Pour le Royaume du Laos:
I. Cabanne
R. Joder
C. Girard
E. Chapart
E. Mouilleseaux
A. Gouyon
R. Morillon
A. Vatteone

Pour la République libanaise:
M. Aoun

Pour la République de Libéria:
B. Page
B. Andrews

Pour la Libye:
K. Marabutachi
A.B. Shehab

Pour la Principauté de Liechtenstein:
J. Büchel

Pour le Luxembourg:
D^r E. Raus
R. Fournelle

Pour la Malaisie:
I. Varshay
K.L. Ong
S. Martin

Pour la République malgache:
J. Ralaivao
G. Carillon

Pour la République du Mali:
B. Diall

Pour le Royaume du Maroc:
M. El Fassi el Halfaoui
A. Berrada

Pour les Etats-Unis du Mexique:
L.F. Ramirez Umaña

Pour la Principauté de Monaco:
H.P. Masmejean

Pour la République populaire de Mongolie:
M. Tchimidorj
L. Natsagdorj

Pour le Népal:
J.L. Satyal

Pour le Nicaragua:
D^r H. Romich de Gloger

Pour la République du Niger:
M. Zakara
B. Bolho

Pour la République fédérale de Nigéria:
L.O. Bassey

Pour la Norvège:
K. Johannessen
W. Sjögren
E. Døving
K. Strømsnes

Pour la Nouvelle-Zélande:

J.B. Darnell

L.T. Heath

F.J. Jeffery

Pour l'Ouganda:

H.Z.E. Ramogi

R.H. Newel

Pour le Pakistan:

H.B. Kazi

A. Shakoor

Z.N. Ahmad

Pour la République de Panama (1):

Pour le Paraguay:

K. Bene

Pour les Pays-Bas:

L.T. Hoolboom

Pour les Antilles néerlandaises et Surinam
(2):

E.G. Lede

P.H.J. Breusers

Pour la République du Pérou:

H. Merino Machuca

D^r E. Cáceres Boluarte

Pour la République des Philippines:

E. Palomar

A.S. Navarro

Pour la République populaire de Pologne:

F. Ladosz

Pour le Portugal:

D^r M. de Fontes Pereira de Mello Fonseca

D^r J. Braga

D. Duarte Belo

J.R. de Matos Pereira

J. Luciano Viegas de Matos

C.A. de Melo

Pour les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale (3):

Pour les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie (4):

Pour la République arabe unie:

D^r A. Bakir

T.H. Abdelrahman

A.H. Haggag

A.S. Eldali

Pour la République populaire roumaine:

M. Grigore

A.P. Matescu

I. Petraru

P. Poştelnicu

I. Seefeld

Pour la République rwandaise:

G. Kamanzi

Pour la République de Saint-Marin:

D. Forcellini

W. Müller-Fembeck

Pour la République du Sénégal:

I. N'Diaye

M. Ouattara

A. Sarda

D. Sow

C. Migné

Pour la Sierra Leone:

C.S. Davies

Pour la Somalie:

D^r G. Thorel

Pour la République du Soudan:

M. Salih Sulieman

H.I. Beshir

Pour la Suède:

A.E.V. Swartling

K.A.S. Löfgren

T.B. Seiden

1) La Rép. de Panama a adhéré à la Const. conformément à la procédure décrite à l'art. unique du Prot. de la Const. (circ. 19/1985).

2) Comme suite à l'accession de Suriname à l'indépendance, la dénomination officielle est actuellement «Antilles néerlandaises».

3) Ce Pays-membre a cessé d'exister le 11 novembre 1975, circ. 95/1976.

4) Ce Pays-membre a cessé d'exister le 28 décembre 1977, circ. 32/1978.

Pour la Confédération suisse:

D' V. Tuason
F. Sauser
E. Buzzi
C. Chappuis
M. Marguerat

Pour la République arabe syrienne:

A.K. Baghdadi
M. El-Mahamid

Pour la République unie du Tanganyika et de Zanzibar:

R. Yusuf

Pour la République du Tchad:

J. Golsala

Pour la République socialiste tchéco-slovaque:

J. Maňák

Pour la Thaïlande:

T. Kiranandana
S. Sukhanetr
C. Thongma
T. Yaowakhandha

Pour la République togolaise:

E. Lawson
I. Ekue

Pour Trinité et Tobago:

K. Mohammed
G. Lee
N. Warren
S. Carmudden

Pour la Tunisie:

S. Bezzaouia
A. Fendri

Pour la Turquie:

F. Alpiskender
A.E. Kutkan
N.N. Ekinci

Pour la République soviétique socialiste d'Ukraine:

G. Sintshenko

Pour l'Union des républiques soviétiques socialistes:

K. Sergueitchuk

Pour la République orientale de l'Uruguay:

C.W. Aliseris

Pour l'Etat de la cité du Vatican:

G. Pringione
H. Miehsler
D' F. Muschl

Pour la République de Vénézuéla:

O.M. Lips
J.M. Sánchez

Pour le Viêt-Nam:

T. Ran-Vân-Viễn
Vô-Vân-Cái

Pour la République arabe du Yémen:

M. Zayed

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

P. Vasiljević
M. Mičić
D. Pataki
M. Kristić

Protocole final de la Constitution de l'Union postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article unique

Adhésion à la Constitution ⁽¹⁾

Les Pays-membres de l'Union qui n'ont pas signé la Constitution peuvent y adhérer en tout temps. L'instrument d'adhésion est adressé par la voie diplomatique au Gouvernement du pays siège de l'Union et, par ce dernier, aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union.
⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, il était usuel d'inclure dans le Prot. de la Conv. un art. permettant aux Pays-membres qui n'étaient pas représentés au Congrès d'adhérer unilatéralement aux Actes de ce Congrès avant leur mise en vigueur (Prot. Conv. Ottawa 1957, art. XV, XVI). Les Pays-membres qui, tout en étant représentés, n'avaient pas signé les Actes d'un Congrès ont également été traités de la même façon (Prot. Conv. Ottawa 1957, art. XIV).

Malgré l'art. 2 de la Const. qui transfère la qualité de Pays-membre aux pays qui avaient cette qualité dans le cadre des Actes d'Ottawa, le Congrès de Vienne 1964 décida, sur prop. de l'URSS, d'insérer un art. dans le même sens au Prot. de la Const. (II 1009 et 1020, Doc 128). Il en résulte que les Pays-membres non signataires de la Const. de Vienne doivent, malgré le droit dont ils bénéficient en vertu de l'art. 2 de la Const., accomplir l'acte formel d'adhésion prévu dans le présent art. Les Pays-membres visés par le présent art. sont, d'une part, ceux qui n'ont pas signé les Actes de Vienne (cf. II 470, b)) et, d'autre part, ceux qui sont devenus membres avant le 1^{er} janvier 1966, date de la mise en vigueur de la Const. Aucun délai n'est prescrit pour leur adhésion.

L'adhésion à la Const. doit comporter également une déclaration d'adhésion aux Actes obligatoires de l'Union par analogie avec ce qui figure à l'art. 11, par. 3, de la Const. (cf. aussi art. 22, par. 2 et 3, de la Const.).

²⁾ La République de l'Afrique du Sud (circ. 167/1964), le Kenya, en 1966 (circ. 107/1968), Malte (circ. 124/1968), les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale et les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie (circ. 241/1968) ont eu recours à cette procédure pour adhérer aux Actes du Congrès de Vienne 1964. La République d'Haïti (circ. 164/1975) et la République de Panama (circ. 19/1985) ont également fait usage de cette disp. pour adhérer à la Const.

³⁾ L'adhésion en vertu de cet art. prend effet à partir de la date du dépôt de l'instrument d'adhésion.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Vienne, le 10 juillet 1964.

(Pour les signatures, v. Doc du Congrès de Vienne 1964, III 35 à 50.)

Protocoles additionnels à la Constitution de l'Union postale universelle (1)

1) Depuis l'adoption de la Const. de l'UPU au Congrès de Vienne 1964, celle-ci a été modifiée successivement aux Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Hamburg 1984. Les modifications ont été insérées dans le texte de la Const. qui figure en tête de ce fasc. Toutefois, il a paru utile de reproduire les art. VI et VII du troisième Prot. add. de Hamburg 1984 qui ne sont pas intégrés dans la Const., mais qui demeurent valables.

Troisième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle (Hamburg 1984)

(Extrait)

Table des matières

Art.

I. (art. 13 modifié)	Organes de l'Union
II. (art. 16 supprimé)	Conférences administratives
III. (art. 19 supprimé)	Commissions spéciales
IV. (art. 20 modifié)	Bureau international
V. (art. 31 modifié)	Modification du Règlement général, de la Convention et des Arrangements
VI.	Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
VII.	Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle, réunis en Congrès à Hamburg, vu l'article 30, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I
(Article 13 modifié) ⁽¹⁾

¹⁾ Pour le texte, v. art. 13 modifié de la Const.

Article II

Article 16
Conférences administratives

(Article 16 supprimé)

Article III

Article 19
Commissions spéciales

(Article 19 supprimé)

Article IV
(Article 20 modifié) ⁽¹⁾

¹⁾ Pour le texte, v. art. 20 modifié de la Const.

Article V
(Article 31 modifié) ⁽¹⁾

¹⁾ Pour le texte, v. art. 31 modifié de la Const.

Article VI

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps. (1)
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 sont adressés par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse qui notifie ce dépôt aux Pays-membres.

¹⁾ L'adhésion prend effet à la date du dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la Confédération suisse.

Article VII

Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1986 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Hamburg, le 27 juillet 1984.

Déclarations faites lors de la signature des Actes du Congrès de Hamburg 1984

I

Au nom de la République argentine:

A

«Il est réitéré la réserve formulée lors de la ratification de la Constitution de l'Union postale universelle signée à Vienne (Autriche) le 10 juillet 1964 par laquelle le Gouvernement argentin a expressément fait remarquer que l'article 23 de cette charte organique ne vise ni ne comprend les îles Malouines, les îles Georgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ni l'Antarctide argentine, étant donné qu'elles font partie du territoire argentin et qu'elles relèvent de son autorité et de sa souveraineté.»

B

«De même, la République argentine réserve spécialement ses titres et droits légitimes sur ces territoires et elle signale que la disposition contenue dans l'article 28, paragraphe 1, de la Convention postale universelle sur la circulation de timbres-poste valables dans le pays d'origine ne sera pas considérée comme obligatoire pour la République lorsque ceux-ci déforment la réalité géographique et juridique argentine, sans préjudice de l'application du paragraphe 15 de la Déclaration commune argentino-britannique du 1^{er} juillet 1971 sur les communications et sur le mouvement entre le territoire continental argentin et les îles Malouines approuvée par échange de lettres entre les deux Gouvernements le 5 août 1971.»

(Congrès – Doc 100)

II

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man:

«Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne doute pas de la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, les dépendances des îles Falkland et le Territoire britannique antarctique. A ce propos, il appelle l'attention sur l'article IV du Traité de l'Antarctique auquel le Royaume-Uni et l'Argentine sont parties et qui gèle les revendications territoriales dans l'Antarctique. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'accepte donc pas la déclaration de la République argentine qui prétend contester la souveraineté du Royaume-Uni sur les Territoires mentionnés ci-dessus, et il n'accepte pas non plus la déclaration de la République argentine relative à l'article 28, paragraphe 1, de la Convention postale universelle.»

(Congrès – Doc 100/Add 1)

III

Au nom de la République fédérale d'Allemagne:

«Se référant à la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984 concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation de la République fédérale d'Allemagne, tout en condamnant la politique d'apartheid de ce pays, tient à faire des réserves expresses au sujet de la constitutionnalité de cette décision. La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Or, la résolution C 7 du 22 juin 1984 a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui est fondée sur le principe de l'universalité et qui dispose expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union. Pour cette raison, la République fédérale d'Allemagne ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984.»

(Congrès – Doc 100/Add 2)

IV

Au nom du Canada:

«Le Canada continue de condamner la politique détestable et inhumaine d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud. Le Canada a pris, bilatéralement et collectivement, diverses mesures pour exprimer son opposition à cette politique. Pourtant, le Canada considère avec regret et profonde préoccupation l'adoption de la résolution C 7 visant à confirmer l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle décidée par un Congrès précédent et à priver ce pays du droit à la qualité de membre conféré aux membres de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de l'article 11 de la Constitution de l'UPU. Cette résolution est inconstitutionnelle et il n'existe pas, dans la Constitution de l'UPU, de disposition concernant l'exclusion. Elle est également contraire au principe d'universalité de participation sur lequel l'UPU et le système de l'ONU sont fondés et elle a été adoptée d'une manière contraire aux règles convenues.

L'application de la résolution C 7 représenterait pour le Canada un acte inconstitutionnel inacceptable. Une telle mesure illicite prise par une institution spécialisée n'ayant ni le mandat, ni les moyens de traiter de questions politiques ne peut que nuire à l'institution en cause, à l'ensemble du système de l'ONU et à tous leurs membres.»

(Congrès – Doc 100/Add 3)

V

Au nom de la République d'Autriche:

«La délégation de l'Autriche désire apporter la réserve suivante au sujet du vote sur la résolution 024 concernant l'expulsion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle:

- 1° Notre délégation est d'avis que l'expulsion d'un Pays-membre de l'Union postale universelle n'est pas prévue par les dispositions de la Constitution en vigueur. Par conséquent, l'expulsion d'un Pays-membre par une résolution, qui de surcroît a été prise à la majorité simple, est juridiquement impossible. La résolution 024 du 22 juin 1984 est dès lors en contradiction avec la Constitution de l'Union postale universelle.

- 2° L'Autriche est à l'origine de la résolution C 37 du Congrès de Lausanne 1974. Selon cette résolution, les échanges postaux doivent être maintenus, dans la mesure du possible, aussi en temps de guerre. Même en cas de conflit, l'interruption des échanges postaux est la dernière mesure que les belligérants prennent. Une telle mesure est d'autant moins admissible en temps de paix et envers un Pays-membre de l'Union postale universelle et de l'ONU.
- 3° Des questions politiques ne doivent en aucun cas être résolues au détriment de la population d'un pays. L'expulsion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle aurait pour conséquence de priver l'ensemble de la population de ce pays d'échanges postaux et de tous les droits accordés aux usagers de la poste par les Actes de l'Union postale universelle.»

(Congrès – Doc 100/Add 4)

VI

Au nom des Etats-Unis d'Amérique:

«Les Etats-Unis d'Amérique considèrent la résolution C 7 concernant la prétendue expulsion d'un Pays-membre de l'Union comme une violation de la Constitution de l'UPU, qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre. Ladite résolution est contraire au principe d'universalité qui s'applique à toutes les organisations à caractère technique, économique et humanitaire du système des Nations Unies.

C'est pourquoi les Etats-Unis d'Amérique continueront à traiter comme membre de l'Union tout pays à l'encontre duquel une telle mesure inconstitutionnelle est prise.»

(Congrès – Doc 100/Add 5)

VII

Au nom de l'Irlande:

«L'Irlande rappelle son opposition à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qu'elle a déjà condamnée à maintes reprises et qui

constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Elle est déterminée à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime d'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut empêcher l'Irlande de considérer que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, c'est-à-dire entre autres à l'UPU. L'Irlande déplore toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, l'Irlande tient la décision prise par le Congrès comme inacceptable et ne pouvant avoir de ce fait aucune conséquence juridique ou politique. Elle considère que l'Afrique du Sud est toujours membre de l'Union postale universelle.»

(Congrès – Doc 100/Add 6)

VIII

Au nom de la Confédération suisse:

«Se référant à l'adoption à la majorité simple, en huitième séance plénière, de la résolution C 7 concernant l'exclusion de la République sud-africaine de l'Union postale universelle, la délégation suisse tient à faire des réserves expresses, tant au sujet de la constitutionnalité de cette décision que de la procédure suivie pour son adoption.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Or, une décision aussi grave que l'exclusion ne saurait être prise en l'absence d'une base légale dans l'Acte fondamental. En outre, l'exclusion de tout Pays-membre porte atteinte au principe de l'universalité, sur lequel reposent les activités de l'UPU. Pour ces raisons, la Suisse ne peut pas reconnaître la validité juridique de la décision faisant l'objet de la résolution C 7.»

(Congrès – Doc 100/Add 7)

IX

Au nom du Japon:

«Se référant à la résolution C 7 adoptée lors du XIX^e Congrès concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation du Japon tient à faire la déclaration suivante:

«Le Gouvernement du Japon s'est constamment opposé à la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud et a saisi chaque occasion pour lancer un appel à ce pays afin que sa discrimination raciale soit abolie et que les droits fondamentaux et la liberté de chacun, quelle qu'en soit la race, soient respectés.

Toutefois, cette position n'empêche pas le Gouvernement du Japon de considérer que la résolution est inopportune, non seulement parce que cette décision de nature hautement politique a été prise par une organisation technique et spécialisée telle que l'UPU, mais surtout parce qu'elle est contraire au principe de l'universalité sur lequel se fondent les activités de l'UPU.

En outre, le Gouvernement du Japon exprime des doutes sérieux quant à la constitutionnalité et à la validité juridique de cette résolution, en ce sens qu'elle a été adoptée en l'absence de toute disposition, dans la Constitution, permettant d'exclure un Pays-membre de l'Union.

Pour cette raison, le Gouvernement du Japon ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984.»

(Congrès – Doc 100/Add 8/Rev 1)

X

Au nom de la Nouvelle-Zélande:

«Se référant à la résolution C 7 du XIX^e Congrès de l'Union postale universelle concernant l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union, la délégation de la Nouvelle-Zélande tient à faire observer que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est totalement opposé à la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud.

La délégation de la Nouvelle-Zélande tient cependant à faire consigner qu'elle considère l'adoption de la résolution C 7 comme inconsti-

tutionnelle et inutile. Cette décision est notamment contraire au principe de l'universalité et la Nouvelle-Zélande estime que l'expulsion d'un Etat d'organismes techniques comme l'UPU ne sert pas les intérêts bien compris de la communauté internationale.»

(Congrès – Doc 100/Add 9)

XI

Au nom de l'Australie:

«L'aversion de l'Australie à l'égard de la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud est bien connue. Cependant, l'Australie considère que la décision concernant l'Afrique du Sud prise par le XIX^e Congrès est contraire à la Constitution de l'Union postale universelle dont aucune disposition ne prévoit l'expulsion de membres. Elle va également à l'encontre du principe de l'universalité de la qualité de membre d'organisations internationales. Par conséquent, l'Australie considère que cette décision est inacceptable et sans portée juridique.»

(Congrès – Doc 100/Add 10)

XII

Au nom des Pays-Bas:

«Les Pays-Bas rappellent leur opposition à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qu'ils ont déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à leurs yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Ils sont déterminés à poursuivre leurs efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime d'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques. Cette position ne peut empêcher les Pays-Bas de considérer que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies, qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, parmi elles l'UPU. Les Pays-Bas déplorent toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, les Pays-Bas tiennent la décision prise par le Congrès comme inacceptable et sans aucune conséquence juridique ou politique. Ils considèrent que l'Afrique du Sud est toujours membre de l'Union postale universelle.»

(Congrès – Doc 100/Add 11)

XIII

Au nom de la République française:

«Se référant à la résolution C 7 du Congrès en date du 22 juin 1984, la France rappelle ses condamnations répétées de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Elle est déterminée à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à comprendre son erreur et à reconnaître à la majorité l'intégralité de ses droits civils et politiques. Cette attitude constante s'est vue confirmée une nouvelle fois à l'occasion du récent voyage en Europe du Premier ministre de la République d'Afrique du Sud que le Gouvernement français n'a pas reçu.

Cette position ne peut l'empêcher de considérer que la décision d'expulsion de l'Afrique du Sud qu'a adoptée le Congrès a été prise en violation flagrante de la Constitution de l'UPU qui ne contient pas de dispositions prévoyant l'expulsion de ses membres et qui dispose expressément que tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union. Elle est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies dont l'application vaut de la même manière pour toutes les organisations du système des Nations Unies et tout particulièrement au sein d'une institution à caractère hautement technique et dont la vocation, aux termes de sa dénomination, est d'être universelle. Elle ne peut qu'être, enfin, préjudiciable à

l'organisation elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres, sans aucune distinction, de la communauté internationale.

Pour ces raisons, la décision qui a été adoptée par le Congrès est tenue par la France comme inacceptable et ne pouvant avoir, de ce fait, aucune conséquence juridique ou politique.»

(Congrès – Doc 100/Add 12)

XIV

Au nom du Luxembourg:

«Se référant à la résolution C 7 prise par le Congrès, le Luxembourg rappelle son opposition à la politique de l'apartheid de l'Afrique du Sud qu'il a déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Il est déterminé à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime de l'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut cependant pas empêcher le Luxembourg de constater que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies, qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, dont l'UPU. Le Luxembourg déplore toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même dont l'efficacité repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, le Luxembourg estime la décision prise par le Congrès inacceptable et comme ne pouvant avoir aucune conséquence juridique ou politique. Il considère l'Afrique du Sud comme étant toujours membre de l'Union postale universelle.»

(Congrès – Doc 100/Add 13)

XV

Au nom du Portugal:

«Se référant à la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984 concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation de la République portugaise, tout en condamnant la politique d'apartheid de ce pays, tient à faire des réserves expresses au sujet de la constitutionnalité de cette décision.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Or, la résolution C 7 du 22 juin 1984 a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui est fondée sur le principe de l'universalité et qui dispose expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Pour cette raison, la République portugaise ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984.»

(Congrès – Doc 100/Add 14)

XVI

Au nom d'Israël:

A

«La délégation d'Israël au XIX^e Congrès de l'Union postale universelle rejette sans réserve et dans leur intégralité toutes les déclarations ou réserves formulées par certains Pays-membres de l'Union au XV^e Congrès (Vienne 1964), au XVI^e Congrès (Tokyo 1969), au XVII^e Congrès (Lausanne 1974), au XVIII^e Congrès (Rio de Janeiro 1979) et au XIX^e Congrès (Hamburg 1984) prétendant ne pas tenir compte de ses droits de membre de l'UPU. Elles sont en effet incompatibles avec le statut de membre de l'ONU et de l'UPU d'Israël. En outre, ces déclarations ont été faites dans l'intention de ne pas appliquer les dispositions des Actes de l'UPU et sont dès lors contraires à la lettre et à l'esprit de la Constitution, de la Convention et des Arrangements. De ce fait, la délégation d'Israël considère ces déclarations et réserves comme illégales, nulles et non avenues.»

B

«La délégation d'Israël déplore les nombreuses tentatives de certaines délégations au XIX^e Congrès de l'UPU d'introduire des proposi-

tions et des questions de caractère purement politique hors de propos, pour saper les efforts visant à atteindre les objectifs de collaboration internationale de l'UPU sur les plans culturel, social et économique. Cette politisation est contraire au but essentiellement technique et spécialisé de l'UPU et porte atteinte au rôle précieux de l'UPU dans la communauté internationale.

La délégation d'Israël déclare s'opposer à toute proposition ou résolution allant à l'encontre du principe de l'universalité de la qualité de membre de l'UPU ou de tout autre organisme ou institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies.

En conséquence, Israël s'oppose à toute décision du Congrès prétendant ne pas tenir compte ou limiter les droits à la qualité de membre. Une telle décision ne trouve aucune base juridique dans la Constitution ni les autres Actes fondamentaux de l'Union et, de ce fait, Israël continuera de considérer comme membre de l'Union le pays contre lequel de telles mesures sont prises. Cette position ne diminue en rien le rejet total par Israël de toute politique ou pratique de discrimination raciale.»

(Congrès – Doc 100/Add 15)

XVII

Au nom de la République du Guatemala:

A

«Face à l'évidence que le Territoire de Belize s'est fait représenter à ce Congrès par la Grande-Bretagne, le Guatemala formule une réserve expresse, à savoir qu'il n'a pas reconnu et qu'il ne reconnaîtra jamais l'indépendance octroyée unilatéralement à ce territoire en 1981.»

B

«S'ils ne sont pas d'accord avec les politiques ségrégationnistes, notre peuple et notre Gouvernement n'acceptent en aucun moment la pratique consistant à expulser de l'UPU un Pays-membre pour des raisons de différences en matière de politique intérieure. En effet, cet acte, non seulement viole la Constitution de l'Union postale universelle qui, de par son caractère éminemment technique, doit être

apolitique, mais encore incite à la distanciation entre les pays du monde et affaiblit le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats.»

(Congrès – Doc 100/Add 16)

XVIII

Au nom de la République de Costa-Rica:

«Au sujet de la résolution C 7 du Congrès en date du 22 juin 1984, excluant l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, la délégation de la République de Costa-Rica formule son expresse réserve, étant donné que ladite résolution est inconstitutionnelle.

La Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. En conséquence, la résolution précitée a été adoptée en violation de la Constitution de l'UPU fondée sur le principe de l'universalité et stipulant, en outre, que tous les pays membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent adhérer à l'Union.

Notre délégation condamne la politique d'apartheid, mais cette pratique est étrangère aux objectifs, aux attributions et au champ d'action de l'UPU.

Pour les motifs ainsi exposés, la République de Costa-Rica ne reconnaît pas la validité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984.»

(Congrès – Doc 100/Add 17)

XIX

Au nom du Chili:

«Au sujet de l'interprétation proposée par le Conseil exécutif en ce qui concerne la lettre b) de l'article 3 de la Constitution de l'Union postale universelle approuvée par ce XIX^e Congrès, le Chili déclare ce qui suit:

«Tous les bureaux de poste, présents ou futurs, du Chili sont établis sur son propre territoire dont le secteur antarctique chilien fait partie intégrante.»

(Congrès – Doc 100/Add 18)

XX

Au nom du Royaume du Swaziland:

«En raison de la déclaration faite par la délégation du Swaziland sur le projet de résolution 024 (résolution C 7) et de la position du Swaziland sur la question de l'expulsion d'un Pays-membre, le Swaziland tient à faire confirmer sa réserve sur la décision prise par le Congrès le 22 juin 1984.»

(Congrès – Doc 100/Add 19)

XXI

Au nom du Royaume du Lesotho:

«En raison de la déclaration faite par la délégation du Lesotho sur la proposition 024 (désormais résolution C 7) et de la position du Lesotho sur l'expulsion d'un Pays-membre, le Lesotho marque sa réserve sur la décision prise par le Congrès.
La position ferme et nette du Lesotho contre l'apartheid est chose parfaitement établie.»

(Congrès – Doc 100/Add 20)

XXII

*Au nom des pays du Nord
(Royaume de Danemark, République de Finlande, République d'Islande, Norvège, Suède):*

«Les pays du Nord ont constamment condamné et rejeté les politiques raciales inhumaines pratiquées par le Gouvernement de l'Afrique du Sud et ont toujours œuvré en faveur de la suppression de l'apartheid. Toutefois, les pays du Nord ne peuvent accepter la résolution C 7 adoptée par le Congrès le 22 juin 1984 visant à exclure la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, et ils n'en reconnaissent par les conséquences juridiques.
Leurs raisons en sont les suivantes. La résolution est contraire au principe de l'universalité que les pays du Nord ont toujours considéré

comme une condition indispensable aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. En outre, la Constitution de l'Union ne prévoit aucune disposition concernant l'expulsion d'un Pays-membre. De surcroît, la résolution ne tient pas compte du droit conféré par l'article 11 de la Constitution à tout membre de l'Organisation des Nations Unies d'adhérer à l'Union. Enfin, la décision a été prise à la majorité simple, bien que cela soit contraire à la Constitution.»

(Congrès – Doc 100/Add 21)

XXIII

Au nom de la République de Saint-Marin:

«La République de Saint-Marin a toujours condamné et condamne la politique raciale d'apartheid pratiquée par le Gouvernement d'Afrique du Sud. Saint-Marin, bien que non-membre de l'Organisation des Nations Unies, a toujours rigoureusement appliqué dans les réalités quotidiennes les résolutions de l'ONU visant le régime raciste de l'Afrique du Sud.

La République de Saint-Marin n'entretient avec ce pays aucune relation de quelque type que ce soit.

Dans toute prise de position internationale, la République n'a jamais manqué d'exprimer sa conviction quant à la condamnation de toute manifestation de discrimination fondée sur la race, la religion ou les convictions politiques, et de toute forme de profit de l'homme aux dépens de l'homme.

La délégation de Saint-Marin désire cependant le souligner, elle ne pense pas que la décision d'expulsion de l'Afrique du Sud adoptée par le XIX^e Congrès de l'Union postale universelle, organisation technique au service également des citoyens de l'Afrique du Sud, victimes de discrimination de la part du régime de Prétoria, puisse favoriser l'amélioration de la situation à l'intérieur de ce pays et que le principe de l'universalité – garantie de la vie démocratique des institutions – doit être sauvegardée.

La délégation de Saint-Marin demande en revanche que les organisations et les Etats ayant le pouvoir d'intervenir n'entravent pas ultérieurement tous efforts visant à mettre fin à la situation tragique de

l'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud, qui demeure une des hontes les plus absurdes et des plus graves de la société internationale.»

(Congrès – Doc 100/Add 22)

XXIV

Au nom de la République du Botswana:

«Au sujet de la résolution C 7, la proposition de la République du Botswana concernant l'expulsion d'un Pays-membre de l'Union est celle qui se reflète dans sa déclaration au Congrès lors de l'examen de la résolution 024.»

(Congrès – Doc 100/Add 23)

XXV

Au nom de la Belgique:

«La Belgique rappelle son opposition à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qu'elle a déjà condamnée à maintes reprises et qui constitue, à ses yeux, une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Elle est déterminée à poursuivre ses efforts pour amener le Gouvernement sud-africain à prendre conscience de l'injustice que représente en soi le régime d'apartheid et à reconnaître à la majorité noire l'intégralité de ses droits civils et politiques.

Cette position ne peut empêcher la Belgique de considérer que la décision du Congrès à l'égard de l'Afrique du Sud a été prise en violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient aucune disposition relative à l'expulsion d'un membre et qui prévoit expressément que tout membre des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

Cette décision est, de plus, contraire au principe de l'universalité des Nations Unies, qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de celles-ci, parmi elles l'UPU. La Belgique déplore toute initiative susceptible d'être préjudiciable à l'Organisation des Nations Unies elle-même qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres de la communauté internationale.

Pour ces raisons, la Belgique tient la décision prise par le Congrès comme inacceptable et sans aucune conséquence juridique ou politique. Elle considère que l'Afrique du Sud est toujours membre de l'Union postale universelle.»

(Congrès – Doc 100/Add 24)

XXVI

Au nom de l'Italie:

«La délégation de l'Italie tient à faire des réserves au sujet de la constitutionnalité de la résolution C 7 du Congrès du 22 juin 1984, concernant l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'Union postale universelle, adoptée à la majorité simple.

En effet, la Constitution de l'UPU ne contient aucune disposition permettant d'exclure un Etat membre de l'Union. Partant, la résolution C 7 du 22 juin 1984 a été prise en violation de la Constitution de l'UPU, qui est fondée sur le principe de l'universalité.

Pour cette raison, l'Italie, tout en réitérant sa condamnation à la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud, déclare ne reconnaître aucune validité à ladite résolution C 7.»

(Congrès – Doc 100/Add 25)

XXVII

A

Au nom de la République de l'Afghanistan, de la République algérienne démocratique et populaire, du Royaume de l'Arabie saoudite, de l'Etat de Bahrain, de la République populaire du Bangladesh, des Emirats arabes unis, de la République d'Iraq, du Royaume hachémite de Jordanie, de Kuwait, de la République libanaise, de la Malaisie, du Royaume du Maroc, de la République islamique de Mauritanie, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de l'Etat de Qatar, de Djibouti, de la République démocratique du Soudan, de la République arabe syrienne, de la Tunisie, de la République arabe du Yémen, de la République démocratique populaire du Yémen:

«Les délégations susmentionnées,

considérant

la Quatrième Convention de Genève 1949 relative à la protection des civils en temps de guerre, d'une part, et la décision de l'Organisation des Nations Unies N° 3379 D.30 du 10 novembre 1975 qualifiant le sionisme de forme de racisme et de discrimination raciale, d'autre part,

rappelant

que le sionisme présente tous les caractères de l'impérialisme par le fait qu'il est une source constante de conflit et de guerre avec les pays du Moyen-Orient (limitrophes),

constatant

que le sionisme pratique, de par sa philosophie fondamentale, un expansionnisme déclaré puisqu'il occupe des territoires reconnus de facto et de jure appartenant à des pays libres, indépendants, et membres de la communauté internationale,

conscientes

de ce que le peuple palestinien subit les affres d'une guerre qui lui est imposée et que, par conséquent, sa défense est une cause juste puisqu'elle vise la cessation de son martyre, le recouvrement de ses droits humains et sociaux, et le droit à l'autodétermination et la construction de son Etat indépendant sur le territoire de Palestine,

considérant

que le dénommé Israël est le fer de lance de cette philosophie d'impérialisme, d'expansionnisme et de racisme,

confirment

leur déclaration N° IX fait au Congrès de Vienne 1964, leur déclaration N° III faite au Congrès de Tokyo 1969, leur déclaration N° III faite au Congrès de Lausanne 1974 et leur déclaration N° V faite au Congrès de Rio de Janeiro 1979,

et réaffirment

que leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Hamburg 1984) ainsi que la ratification éventuelle ulté-

rière de ces Actes par leur gouvernement respectif ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.»

B

Pour les mêmes motifs, *les délégations de l'Indonésie et de la Malaisie* font la déclaration suivante:

«Leur signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Hambourg 1984) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par leur gouvernement ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.»

(Congrès – Doc 100/Add 26)

XXVIII

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man:

«Le Royaume-Uni rappelle ses condamnations répétées de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud qui, à ses yeux, constitue une atteinte insupportable à la dignité de la personne humaine. Le Gouvernement du Royaume-Uni est déterminé à poursuivre ses efforts pour convaincre le Gouvernement de l'Afrique du Sud de l'injustice intrinsèque du régime d'apartheid et pour l'amener à reconnaître, dans leur intégralité, les droits civils et politiques de la majorité noire. Cette décision ne peut l'empêcher de considérer que la décision – résolution C 7 – prise par le Congrès à propos de l'Afrique du Sud est une violation de la Constitution de l'UPU qui ne contient pas de dispositions prévoyant l'expulsion de ses membres. Elle est de plus contraire au principe de l'universalité qui s'applique notamment aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies telles que l'UPU. Le Royaume-Uni déplore les initiatives à caractère purement politique qui ne peuvent que nuire à l'ONU, organisation qui repose sur la coopération aussi étroite que possible de tous les membres, sans aucune distinction, de la communauté internationale. Pour ces raisons, la décision adoptée par le Congrès est tenue par le Gouvernement du Royaume-Uni comme inacceptable et ne pouvant

avoir aucune conséquence juridique ou politique. Le Royaume-Uni continue de considérer l'Afrique du Sud comme membre de l'Union postale universelle et maintiendra, de ce fait, ses relations avec l'Administration postale sud-africaine.»

(Congrès – Doc 100/Add 27)

XXIX

Au nom de Belize:

En qualité de mandataire accrédité, à ce Congrès, du Gouvernement de Belize, la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man a été chargée de faire diffuser la déclaration suivante:

«L'UPU a accepté Belize comme membre en se fondant sur le fait qu'il s'agit d'une nation indépendante. Ni Belize ni aucun autre membre de l'UPU a des doutes quant à sa souveraineté ou quant à son droit d'entrer dans la communauté internationale. Belize attend avec intérêt le moment où le Guatemala sera disposé à reconnaître cette réalité.»

(Congrès – Doc 100/Add 28)

XXX

Au nom du Chili:

«En se fondant sur notre condamnation traditionnelle de toutes les formes de discrimination raciale, le Gouvernement du Chili a invariablement observé une attitude de rejet face à la politique d'apartheid instaurée en Afrique du Sud.

Toutefois, le Gouvernement du Chili considère que l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Union postale universelle (UPU) viole le principe de l'universalité, lequel est essentiel pour l'existence des organisations internationales.

De même, il considère que l'exclusion de tout Etat membre constitue une infraction aux bases juridiques et pratiques de l'UPU, ce qui entraînerait de graves répercussions négatives pour le fonctionne-

ment dudit organisme et constituerait, en outre, un dangereux précédent pour le système des Nations Unies.

Le Gouvernement du Chili tient à souligner que l'expulsion de l'Afrique du Sud pourrait entraver le libre acheminement postal et porter ainsi atteinte au principe de l'unité territoriale postale universelle, qu'il s'agit en outre d'une mesure non consacrée dans la Constitution de l'UPU et que par conséquent aucun Etat ne peut s'attribuer compétence en la matière.

Enfin, le Gouvernement du Chili estime que, lorsqu'il est pris des mesures de cette nature, les principaux lésés sont les peuples et non pas les Gouvernements que l'on désire sanctionner.»

(Congrès – Doc 100/Add 29)

XXXI

Au nom de l'Union des républiques socialistes soviétiques:

«En liaison avec la déclaration relative à la question des prétentions territoriales dans l'Antarctique formulées par certains Etats, l'Union des républiques socialistes soviétiques n'a reconnu ni ne peut reconnaître comme légal aucun règlement séparé de la question de l'appartenance de l'Antarctique aux Etats.»

(Congrès – Doc 100/Add 30)

XXXII

Au nom des Etats-Unis d'Amérique:

«Compte tenu de certaines déclarations faites à propos de l'Antarctique en relation avec l'interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution de l'Union postale universelle proposée par le Conseil exécutif, les Etats-Unis d'Amérique déclarent qu'ils réservent leur position et qu'ils prennent note de l'article 4 du Traité de 1959 sur l'Antarctique (*Antarctic Treaty of 1959*).»

(Congrès – Doc 100/Add 31)

XXXIII

Au nom de l'Australie:

«L'Australie n'accepte pas l'interprétation faite par le Conseil exécutif à propos du Traité sur l'Antarctique et servant de base à la décision du Congrès C 72. L'interprétation est contraire à l'article 4 du Traité sur l'Antarctique. L'Australie considère ses bureaux de poste situés sur le Territoire australien de l'Antarctique comme faisant partie du territoire australien.»

(Congrès – Doc 100/Add 32)

XXXIV

Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord, des îles de la Manche et de l'île de Man:

«Compte tenu de l'interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution de l'Union postale universelle adopté par le Congrès sur proposition du Conseil exécutif, le Royaume-Uni désire déclarer que le Territoire britannique de l'Antarctique (ainsi que tous les territoires qui en dépendent) est couvert par l'article 3, lettre a), de la Constitution et par conséquent qu'il n'est pas concerné par cette interprétation; en ce qui concerne certaines déclarations faites à propos de cette interprétation, le Royaume-Uni désire déclarer qu'il ne doute pas de sa souveraineté sur le Territoire britannique de l'Antarctique; dans ce contexte, il souhaite attirer l'attention sur l'article 4 du Traité de 1959 sur l'Antarctique.»

(Congrès – Doc 100/Add 33)

XXXV

Au nom de la République islamique d'Iran:

«La délégation de la République islamique d'Iran désire faire la déclaration suivante au sujet de la proposition 026 et du PV 16 du Congrès concernant l'expulsion du «régime d'occupation de la Palestine» de l'Union postale universelle:

«Tout en condamnant la façon dont ont été menées les séances plénières concernant le sujet susmentionné et qui constituait un soutien au régime sioniste, la République islamique d'Iran déclare que sa signature de tous les Actes de l'Union postale universelle (Congrès de Hambourg 1984) ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de ces Actes par son Gouvernement ne sont pas valables vis-à-vis du membre inscrit sous le prétendu nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.»

(Congrès – Doc 100/Add 34)

XXXVI

Au nom de la République islamique d'Iran:

«La délégation de la République islamique d'Iran tient à faire la déclaration suivante au sujet de l'adoption de la proposition 2009.1 et du PV 16 du Congrès concernant l'article 9 de la Convention de l'UPU (Rio de Janeiro 1979) relatifs aux timbres-poste:

«Etant donné que les motifs des timbres-poste illustrent principalement l'histoire des différentes nations et qu'ils sont naturellement le reflet des croyances, des cultures, des arts, des intérêts et des idéaux de tous les pays du monde, la délégation de la République islamique d'Iran ne peut pas approuver la proposition indiquée ci-dessus.»

(Congrès – Doc 100/Add 35)

Règlement général de l'Union postale universelle

Table des matières

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Art.

- 101. Organisation et réunion des Congrès **et Congrès extraordinaires**
- 102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif
- 103. Documentation sur les activités du Conseil exécutif
- 104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales
- 105. Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales
- 106. Règlement intérieur des **Congrès**
- 107. Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

Chapitre II

Bureau international

- 108. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
- 109. Fonctions du Directeur général
- 110. Fonctions du Vice-Directeur général
- 111. Secrétariat des organes de l'Union
- 112. Liste des Pays-membres
- 113. Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes

Art.

- 114. Coopération technique
- 115. Formules fournies par le Bureau international
- 116. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
- 117. Revue de l'Union
- 118. Rapport annuel sur les activités de l'Union

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

- 119. Procédure de présentation des propositions au Congrès
- 120. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
- 121. Examen des propositions entre deux Congrès
- 122. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
- 123. Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

Chapitre IV

Finances

- 124. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 125. Classes de contribution
- 126. Paiement des fournitures du Bureau international

Chapitre V

Arbitrages

Art.

127. Procédure d'arbitrage

Chapitre VI

Dispositions finales

Art.

128. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

129. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies

130. Mise à exécution et durée du Règlement général

Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord, et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. ⁽¹⁾

¹⁾ V. annot. à l'art. 22 Const.

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Article 101

Organisation et réunion des Congrès **et** Congrès **extraordinaires**
(Const. 14 et 15) ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.
2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾ Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.
3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix. ⁽⁸⁾
4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. ⁽⁹⁾ Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil exécutif est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays. ⁽¹⁰⁾
5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en

principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international. Le Gouvernement invitant est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays-membres des décisions prises par le Congrès. ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾ ⁽¹³⁾

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil exécutif et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant. ⁽¹⁴⁾

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les paragraphes 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires. ⁽¹⁵⁾

¹⁾ Note sur les Congrès, leur durée, ainsi que sur le nombre des participants, des pays représentés et des propositions.

	Jours	Délégués	Fonction- naires attachés, experts, etc.	Total des parti- cipants	Pays repré- sentés	Nombre de proposi- tions
1. Berne 1874 (15 septembre–9 octobre) ..	25	33	9	42	22	–
2. Paris 1878 (2 mai–4 juin) ..	34	54	9	63	37	413
3. Lisbonne 1885 (4 février–21 mars)	46	57	27	84	48	818
4. Vienne 1891 (20 mai–4 juillet)	46	74	25	99	49	553
5. Washington 1897 (5 mai–15 juin)	42	86	17	103	56	653
6. Rome 1906 (7 avril–26 mai)	50	107	26	133	63	798
7. Madrid 1920 (1 ^{er} octobre–30 novembre) ..	61	138	33	171	69	2248
8. Stockholm 1924 (4 juillet–28 août)	56	148	34	182	78	1501
9. Londres 1929 (10 mai–28 juin)	50	148	31	179	85	1895
10. Le Caire 1934 (1 ^{er} février–20 mars)	48	121	32	153	81	1666

	Jours	Délégués	Fonction- naires attachés, experts, etc.	Total des parti- cipants	Pays repré- sentés	Nombre de propo- sitions
11. Buenos Aires 1939 (1 ^{er} avril–23 mai)	53	141	33	174	81	1108
12. Paris 1947 (7 mai–5 juillet)	60	208	83	291	79	821
13. Bruxelles 1952 (14 mai–11 juillet)	59	228	55	283	91	1712
14. Ottawa 1957 (14 août–3 octobre)	51	241	49	290	96	1288
15. Vienne 1964 (29 mai–11 juillet)	44	466	54	520	122	1244
16. Tokyo 1969 (1 ^{er} octobre–14 novembre)	45	474	54	528	133	1156
17. Lausanne 1974 (22 mai–4 juillet)	44	616	75	691	143	1038
18. Rio de Janeiro 1979 (12 septembre–26 octobre)	45	681	143	824	143	1351
19. Hamburg 1984 (18 juin–27 juillet)	40	757	179	936	153	1048

2) Le Congrès a pour tâche essentielle de reviser les Actes ou de les compléter. En outre:

- a) il désigne les Pays-membres du CE (art. 102, par. 3) et du CCEP (art. 104, par. 2);
- b) il élit le Directeur général et le Vice-Directeur général du BI (art. 108, par. 1);
- c) il fixe le chiffre maximal que peuvent atteindre les dépenses annuelles de l'Union (art. 124, par. 1) et les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (art. 124, par. 2);
- d) il examine le rapport que le CE, d'une part, le CCEP, d'autre part, lui présentent sur l'ensemble de leurs activités (art. 103, par. 2, et 105, par. 3);
- e) il fixe les études que devra effectuer le CE;
- f) il examine et adopte le programme de travail du CCEP (art. 104, par. 12);
- g) il adopte les résolutions concernant le fonctionnement des différents organes de l'Union;
- h) il fixe les modalités d'application de certaines disp. des Actes de l'Union;
- i) il peut donner son interprétation (interprétation authentique) ou son avis sur l'application des disp. des Actes de l'Union ou sur une question d'intérêt commun;
- j) il prend certaines décisions de principe au sujet de l'administration du BI;
- k) il prend certaines décisions de principe au sujet de la coopération technique.

En ce qui concerne la portée juridique des avis, interprétations et vœux, le Congrès de Bruxelles 1952 a pris la résolution suivante:

«Appelé à se prononcer sur la portée des avis, des interprétations et des vœux se rapportant aux Actes de l'Union, adoptés par les divers Congrès et relatés dans les procès-verbaux des séances, le Congrès de Bruxelles 1952 a exprimé l'avis que ceux-ci n'ont pas la même valeur juridique que les Actes auxquels ils se rapportent. Ces avis, interprétations, etc., ont pour objet de faciliter éventuellement l'interprétation de la Convention et des Arrangements.» (II 316 et 317, prop. 4.)

A part ces interprétations qui ressortent des procès-verbaux, il y a les interprétations authentiques des Actes de l'Union qui font l'objet d'une prop. formelle. Ces interprétations ont la même valeur que les Actes auxquels elles se rapportent (v. Congrès de Hamburg

1984, II, C 3, 10^e séance, prop. 1003.1); elles sont adoptées à la majorité des membres présents et votant, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant (Règl. int. des Congrès, art. 20, par. 2).

³⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE «d'étudier les méthodes et les moyens par lesquels les travaux des Congrès pourraient être simplifiés et leur marche accélérée, en tenant compte des idées contenues dans la prop. 1002» (II 523, résolution C 10). Cette question a été examinée sous divers aspects par le CE. En ce qui concerne plus particulièrement le remplacement éventuel du Congrès tel qu'on l'a connu jusqu'ici par un Congrès de portée limitée et des Conf. administratives pour les problèmes relevant de la technique postale, une enquête fut ouverte auprès de l'ensemble des Adm. qui se prononcèrent dans leur majorité contre cette éventualité (Rapp. quinquennal 1964–1969, ch. 59).

Le CE issu du Congrès de Rio de Janeiro 1979 a également été saisi d'une prop. présentée par les membres de l'APPU qui demandaient que cet organe procédât à un examen détaillé de l'organisation et du fonctionnement des Congrès de l'UPU en vue d'en améliorer l'efficacité et le déroulement (décision CE 4/1980). Le Congrès de Hambourg 1984 adopta toute une série de mesures à cet effet (I, Congrès – Doc 6, II, C 3, 4^e et 5^e séance) et chargea le CE de parachever ce travail de rationalisation du Congrès par deux nouvelles études, l'une portant sur la réglementation postale internationale, dans le but d'éviter notamment le recours systématique au Congrès pour la revision des Actes de l'Union (résolution C 56), l'autre sur les moyens de ramener à cinq semaines au plus la durée du Congrès (résolution C 53).

⁴⁾ Jusqu'au Congrès de Paris 1947, le principe avait toujours prévalu de ne pas admettre aux réunions de l'UPU des organismes étrangers au service postal. V. aussi annot. 5 à l'art. 20 de la Const. Les premiers observateurs qui ont été admis à cette époque furent l'ONU, l'OACI et l'IATA. A noter que, depuis le Congrès de Vienne 1964, il incombe au CE de désigner les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès. Cette compétence a été étendue aux organisations non gouvernementales par le Congrès de Hambourg 1984 (v. art. 102, par. 6, lettre n)).

Un certain nombre d'organisations internationales sont actuellement considérées comme observateurs de droit au Congrès, car leur représentation découle d'une disp. ou d'une résolution. Ce sont:

- les représentants de l'ONU (Accord ONU/UPU);
- les représentants des Unions restreintes (Const., art. 8, par. 2);
- des représentants de l'OUA, de la Ligue des Etats arabes (résolutions C 92 du Congrès de Lausanne 1974 et C 7 du Congrès de Rio de Janeiro 1979);
- les mouvements de libération nationale (résolution C 3 du Congrès de Lausanne 1974).

⁵⁾ Au Congrès de Vienne 1891, la question fut discutée de savoir s'il ne conviendrait pas de renoncer à l'expression «plénipotentiaires» pour se contenter de celle de «délégués» des pays contractants et encore de remplacer la «ratification» des Actes du Congrès par une simple «approbation», forme moins solennelle. Cependant, par souci de conserver au Congrès le même caractère diplomatique qu'il avait dès le début, la prop. fut écartée.

⁶⁾ «Gouvernement» désigne ici la plus haute autorité qui détient le pouvoir de négocier et de conclure les traités et conventions, soit le pouvoir exécutif représentant l'Etat (Congrès de Londres 1929, II 134 et 135). En fait, les pouvoirs des délégués sont signés soit par le Chef de l'Etat, par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères comme le prévoit l'art. 3, par. 1, du Règl. int. des Congrès.

⁷⁾ La situation des délégués dont les pouvoirs font défaut ou sont irréguliers est réglée à l'art. 3, par. 3, du Règl. int. des Congrès.

⁹⁾ Un Etat confédéré ou une confédération d'Etats avec un pouvoir central, même s'il se compose de plusieurs Etats ayant conservé une certaine autonomie ou souveraineté, ne peut toutefois pas prétendre à plusieurs voix (Congrès de Stockholm 1924, II 128, 206, 217 et 218).

⁹⁾ Le prochain Congrès aura lieu en Amérique (Etats-Unis), en 1989 (Congrès de Hambourg 1984, II, 22^e séance plénière, décision C 90).

¹⁰⁾ Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964 (II 909, 910 et 975 à 977, prop. 2002 CEL amendée par la France et la République arabe unie). Sous le régime des Actes antérieurs, le Congrès seul était habilité à désigner le pays siège du prochain Congrès. Cette pratique trop stricte a causé de sérieuses difficultés pour l'organisation du XV^e Congrès. En effet, le pays hôte désigné par le Congrès d'Ottawa s'étant désisté, la CEL n'a eu d'autre ressource que de demander au Gouvernement suisse de procéder à une consultation diplomatique des Pays-membres de l'UPU pour approuver la candidature d'un nouveau pays siège (circ. 89 et 147/1961). L'Inde, à son tour, ayant dû se désister, une seconde consultation diplomatique aboutit à la désignation de l'Autriche qui devint ainsi le siège du XV^e Congrès (circ. 174/1962, 14 et 55/1963). La procédure envisagée, outre qu'elle laisse au Congrès la latitude de désigner le siège du prochain Congrès, permet au CE de régler lui-même cette question quand, par suite de circonstances particulières et imprévisibles, le pays hôte désigné n'est pas en mesure de faire face à ses engagements.

¹¹⁾ Ce par. a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 978 et 979, prop. 2003). C'est en somme la consécration officielle de la pratique suivie jusqu'ici pour ce qui concerne les invitations à adresser aux Pays-membres en vue du prochain Congrès. Par ailleurs, il paraissait excessif de fixer cinq ans à l'avance la date définitive et le lieu exact du Congrès. Dorénavant l'un et l'autre ne deviendront définitifs qu'au moment de la convocation officielle des Pays-membres par le Gouvernement du pays siège.

¹²⁾ En ce qui concerne la notification des résolutions et décisions du Congrès autres que celles modifiant les Actes, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté la résolution C 1. Les décisions dont il s'agit figurent à la fin du tome III des Doc du Congrès de Lausanne 1974 et, sous cette même forme, elles ont été transmises par la Suisse aux Gouvernements des Pays-membres de l'Union avec les Actes définitifs dans le volume intitulé «Décisions du XVII^e Congrès, Lausanne 1974».

¹³⁾ Des difficultés diplomatiques entre pays ne doivent pas influencer ou empêcher une invitation, soit directe, soit par l'intermédiaire d'un autre pays, ni la représentation du pays intéressé à un Congrès ou à une Conf. (Congrès de Londres 1929, I 1383; II 155).

¹⁴⁾ Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964 (II 979, prop. 2004) pour permettre au Congrès de se réunir même s'il n'y a pas de pays invitant.

¹⁵⁾ V. annot. 2 et 3 à l'art. 15 de la Const.

Article 102

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif (Const. 17) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Le Conseil exécutif se compose d'un Président ⁽³⁾ et de trente-neuf membres ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs. ⁽⁶⁾

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. ⁽⁷⁾ Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique ⁽⁸⁾ auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions du paragraphe 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil exécutif élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. ⁽⁹⁾ La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; ⁽¹⁰⁾ aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès. ⁽¹¹⁾

4. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale. ⁽¹²⁾

5. Les fonctions de membre du Conseil exécutif sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

6. Le Conseil exécutif a les attributions suivantes: ⁽¹³⁾

- a) **coordonner et superviser** toutes les activités de l'Union ⁽¹⁴⁾ **dans l'intervalle des Congrès;**
- b) favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale; ⁽¹⁵⁾
- c) examiner et approuver le budget **et les comptes annuels** ⁽¹⁶⁾ de l'Union;
- d) autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 124, paragraphes 3, 4 et 5;
- e) **arrêter le Règlement financier de l'UPU;** ⁽¹⁷⁾
- f) **arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;** ⁽¹⁸⁾
- g) assurer le contrôle de l'activité du Bureau international; ⁽¹⁹⁾
- h) **autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 125, paragraphe 6;** ⁽²⁰⁾
- i) **arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;** ⁽²¹⁾
- j) nommer ou promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2); ⁽²²⁾
- k) **arrêter le Règlement du Fonds social;** ⁽²³⁾

- l) approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à son sujet;
- m) **décider des contacts à prendre avec les Administrations postales pour remplir ses fonctions;**
- n) **décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner;** ⁽²⁴⁾ ⁽²⁵⁾ ⁽²⁶⁾ désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales **et non gouvernementales** qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires; ⁽²⁷⁾
- o) **étudier, à la demande du Congrès, du CCEP ou des Administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international et communiquer le résultat de ces études à l'organe concerné ou aux Administrations postales selon le cas. Il appartient au Conseil exécutif de décider s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les Administrations postales dans l'intervalle des Congrès;** ⁽²⁸⁾
- p) **formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des Administrations postales conformément à l'article 121;** ⁽²⁹⁾
- q) examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 120, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
- r) **recommander, si des circonstances exceptionnelles l'exigent, et éventuellement après consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption provisoire d'une nouvelle pratique ou de mesures transitoires qui devront ensuite être soumises à l'approbation du Congrès sous la forme définitive la plus adéquate;** ⁽³⁰⁾
- s) examiner le rapport annuel établi par le Conseil consultatif des études postales et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;

- t) soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil consultatif des études postales, conformément à l'article 104, paragraphe 9, lettre f);
- u) désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, paragraphe 4;
- v) **déterminer, en temps utile, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;**
- w) **désigner en temps utile et sous réserve de l'approbation du Congrès les Pays-membres susceptibles:**
 - **d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres,**
 - **de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;**
- x) **décider s'il y a lieu ou non de remplacer les procès-verbaux des séances d'une Commission du Congrès par des rapports. ⁽³¹⁾**

7. Pour nommer ⁽³²⁾ les fonctionnaires au grade D 2, le Conseil exécutif examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en veillant à ce que les postes des Sous-Directeurs généraux soient, dans toute la mesure possible, pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international et tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. ⁽³³⁾

8. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil exécutif élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents ⁽³⁴⁾ et arrête son Règlement intérieur. ⁽³⁵⁾

9. Sur convocation de son Président, le Conseil exécutif se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union. ⁽³⁶⁾ ⁽³⁷⁾

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, ⁽³⁸⁾ a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. ⁽³⁹⁾

11. Le Président du Conseil consultatif des études postales représente celui-ci aux séances du Conseil exécutif à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige. ⁽⁴⁰⁾

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif des études postales peuvent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateurs. ⁽⁴¹⁾

13. L'Administration postale du pays où le Conseil exécutif se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil exécutif. ⁽⁴²⁾

14. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. ⁽⁴³⁾ Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

¹⁾ Par sa résolution C 87, le Congrès a décidé de mettre immédiatement en vigueur les disp. relatives au CE.

²⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait, par la résolution C 44, confié au CE une étude sur l'organisation, le fonctionnement, les méthodes de travail du Conseil exécutif et la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP. Au terme de cette étude, le CE a été d'avis que d'une manière générale la pratique actuelle était satisfaisante en ce qui concernait la composition, l'organisation, la périodicité des réunions, les méthodes de travail et le système de documentation du CE et méritait d'être maintenue (v. Congrès de Hambourg 1984, I, Doc 7). Il a cependant jugé utile d'apporter certaines modifications au par. 6 du présent art. aux fins de préciser les compétences du CE ou de combler les lacunes et d'y changer l'ordonnance des attributions selon leur importance et leur fréquence (prop. 1502.6). Pour ce qui est de la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP, le Congrès a inséré dans le Règl. int. des Congrès l'art. 25 qui règle l'attribution des études à ces deux organes.

³⁾ Lors de sa session de mai 1953 (cf. compte rendu analytique de cette session, p. 5), la CEL a interprété le terme «Président» en ce sens que la présidence est confiée à un pays et non à une personne déterminée. Cette idée est confirmée par le par. 2 du présent art.

⁴⁾ En raison de l'accroissement constant du nombre des Pays-membres de l'UPU, la plupart des Congrès ont augmenté le nombre des membres de la CEL, puis du CE. Depuis la création de cet organe, le nombre de ses membres a progressé comme suit:

	Nombre des membres de la CEL/du CE	Nombre des Pays-membres de l'UPU
Paris 1947	19	88
Bruxelles 1952	20	94
Ottawa 1957	20	96
Vienne 1964	27	125
Tokyo 1969	31	142
Lausanne 1974	40	153

Les Congrès de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984 n'ont modifié ni le nombre des membres du CE décidé par le Congrès de Lausanne 1974 ni la clé de répartition des sièges entre les groupes géographiques.

^{a)} En ce qui concerne la composition du CE depuis 1947, la répartition de ses membres dans les différents groupes géographiques a été la suivante (les chiffres entre parenthèses indiquent le groupe géographique auquel appartient le pays). Le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CE d'étudier la question de la répartition géographique des sièges du CE en fonction de certaines délimitations régionales, notamment celles des diverses Commissions économiques des Nations Unies (décision C 91). V. aussi annot. 9 ci-après.

Congrès de Paris 1947

Amérique (Etats-Unis) (1)	France (3)	Suisse (3)
Argentine (1)	Grande-Bretagne (3)	Tchécoslovaquie (2)
Australie (4)	Inde (4)	Turquie (4)
Brésil (1)	Mexique (1)	URSS (2)
Chine (4)	Pays-Bas (3)	Yougoslavie (2)
Colombie (1)	Portugal (3)	
Egypte (5)	Suède (3)	

Congrès de Bruxelles 1952

Afrique du Sud (5)	Egypte (5)	Pologne (2)
Amérique (Etats-Unis) (1)	France (3)	Suisse (3)
Australie (4)	Inde (4)	Syrienne (Rép. arabe) (4)
Belgique (3)	Indonésie (4)	URSS (2)
Brésil (1)	Italie (3)	Uruguay (1)
Chili (1)	Japon (4)	Vénézuéla (1)
Danemark (3)	Pakistan (4)	

Congrès d'Ottawa 1957

Afrique du Sud (5)	Indonésie (4)	Nouvelle-Zélande (4)
Allemagne (3)	Italie (3)	Pakistan (4)
Argentine (1)	Japon (4)	Pologne (2)
Belgique (3)	Liban (4)	Turquie (4)
Canada (1)	Libye (5)	Vénézuéla (1)
Chili (1)	Mexique (1)	Yougoslavie (2)
Grande-Bretagne (3)	Norvège (3)	

Congrès de Vienne 1964

Allemagne (3)	Grande-Bretagne (3)	Pérou (1)
Amérique (Etats-Unis) (1)	Hongrie (2)	Sénégal (5)
Argentine (1)	Inde (4)	Soudan (5)
Autriche (3)	Kuwait (4)	Suède (3)
Bulgarie (2)	Malaisie (4)	Syrienne (Rép. arabe) (4)
Canada (1)	Malgache (Rép.) (5)	Thaïlande (4)
Egypte (5)	Mexique (1)	Tunisie (5)
Ethiopie (5)	Nigéria (5)	Turquie (4)
France (3)	Nouvelle-Zélande (4)	URSS (2)

Congrès de Tokyo 1969

Amérique (Etats-Unis) (1)	Inde (4)	Pérou (1)
Australie (4)	Indonésie (4)	Roumanie (2)
Autriche (3)	Iran (4)	Sénégal (5)
Bulgarie (2)	Italie (3)	Thaïlande (4)
Cameroun (5)	Japon (4)	Trinité et Tobago (1)
Colombie (1)	Liban (4)	Tunisie (5)
Congo (Rép. pop.) (5)	Maroc (5)	URSS (2)
Egypte (5)	Niger (5)	Uruguay (1)
Ethiopie (5)	Nigéria (5)	Vénézuéla (1)
Finlande (3)	Pakistan (4)	
France (3)	Pays-Bas (3)	

Congrès de Lausanne 1974

Allemagne, Rép. féd. d' (3)	Indonésie (4)	Pakistan (4)
Argentine (1)	Islande (3)	Pays-Bas (3)
Australie (4)	Italie (3)	Roumanie (2)
Bangladesh (4)	Jamaïque (1)	Soudan (5)
Brésil (1)	Japon (4)	Sri Lanka (Ceylan) (4)
Cameroun (5)	Kenya (5)	Suisse (3)
Canada (1)	Liban (4)	Syrienne (Rép. arabe) (4)
Chine (Rép. pop.) (4)	Libéria (5)	Tchécoslovaquie (2)
Colombie (1)	Libye (5)	Ukraine (2)
Congo (Rép. pop.) (5)	Malaisie (4)	Uruguay (1)
Cuba (1)	Mali (5)	Vénézuéla (1)
Espagne (3)	Maroc (5)	Yougoslavie (2)
Grande-Bretagne (3)	Maurice (5)	
Guinée (5)	Niger (5)	

Congrès de Rio de Janeiro 1979

Algérie (5)	Egypte (5)	Malaisie (4)
Allemagne, Rép. féd. d' (3)	Espagne (3)	Mali (5)
Amérique (Etats-Unis) (1)	France (3)	Mexique (1)
Arabie saoudite (4)	Gabon (5)	Mongolie (Rép. pop.) (2)
Argentine (1)	Grande-Bretagne (3)	Sénégal (5)
Bangladesh (4)	Guinée (5)	Soudan (5)
Barbade (1)	Honduras (Rép.) (1)	Sri Lanka (4)
Brésil (1)	Inde (4)	Syrienne (Rép. arabe) (4)
Canada (1)	Iraq (4)	Tchécoslovaquie (2)
Chili (1)	Irlande (3)	Thaïlande (4)
Chine (Rép. pop.) (4)	Jamahiriya libyenne (5)	URSS (2)
Côte d'Ivoire (Rép.) (5)	Jordanie (4)	Yougoslavie (2)
Cuba (1)	Kenya (5)	
Danemark (3)	Libéria (5)	

Congrès de Hambourg 1984

Algérie (5)	France (3)	Nouvelle-Zélande (4)
Allemagne, Rép. féd. d' (3)	Gabon (5)	Pakistan (4)
Amérique (Etats-Unis) (1)	Honduras (Rép.) (1)	Pérou (1)
Arabie saoudite (4)	Hongrie (Rép. pop.) (2)	Pologne (Rép. pop.) (2)
Australie (4)	Inde (4)	Portugal (3)
Belgique (3)	Iraq (4)	Roumanie (2)
Bénin (5)	Irlande (3)	Sénégal (5)
Brésil (1)	Japon (4)	Suisse (3)
Cameroun (5)	Jordanie (4)	Thaïlande (4)
Chili (1)	Liban (4)	URSS (2)
Colombie (1)	Madagascar (5)	Uruguay (1)
Côte d'Ivoire (Rép.) (5)	Mexique (1)	Zambie (5)
Egypte (5)	Nigéria (5)	
Ethiopie (5)	Norvège (3)	

* En ce qui concerne l'interprétation à donner à la mention «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», v. annot. 2 à l'art. 17 de la Const.

7) Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, le CE élisait lui-même son Président qui était choisi, lors de la séance constitutive, parmi les membres du CE désignés par le Congrès. Par tradition, cette présidence était attribuée au pays hôte du Congrès. En introduisant la disp. du par. 2, le Congrès de Lausanne 1974 a entériné cette tradition et, de ce fait, le pays hôte du Congrès devient membre de droit du CE, que ce soit comme Président ou comme membre en cas de désistement, et il n'a pas besoin de poser sa candidature pour faire partie de cet organe (Congrès de Lausanne 1974, II 1197 à 1199, 1202 à 1204, prop. 1502.20/Rev).

* Sur recommandation du Groupe de travail A 19 du CCEP, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a remplacé l'expression «zone géographique» par celle de «groupe géographique». On a considéré que les expressions «zone géographique» et «groupe géographique» sont synonymes, mais que l'expression «groupe géographique» est d'un usage plus ancien et est également utilisée à l'art. 112 du Règl. gén. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté cette prop. rédactionnelle (prop. 1502.2 R CCEP).

* Pour l'élection des membres du CE, le Congrès de Hambourg 1984 a maintenu les cinq groupes géographiques qui avaient été arrêtés par le Congrès de Bruxelles 1952 et, dans ces cinq groupes, il a maintenu la répartition des sièges décidée au Congrès de Lausanne 1974, à savoir (abstraction faite du siège réservé au pays hôte):

1. Hémisphère occidental = 8 sièges;
2. Europe orientale et Asie du Nord = 4 sièges;
3. Europe occidentale = 6 sièges + la présidence;
4. Asie du Sud et Océanie = 10 sièges;
5. Afrique = 11 sièges.

(Congrès – Doc 49 et 73; v. également Congrès – Doc 91 et 96.)

* Ainsi qu'il ressort du tableau reproduit dans l'annot. 5, 19 des 40 Pays-membres du CE élus par le Congrès de Hambourg 1984 faisaient partie du CE de Rio de Janeiro 1979, 21 sont nouveaux.

* Cette disp. a été appliquée par chaque Congrès à partir de celui d'Ottawa 1957. Les Congrès de Vienne 1964 et de Lausanne 1974 ont chacun rejeté une prop. tendant à supprimer la dernière phrase du par. 2 (Congrès de Vienne 1964, II 912, prop. 2018; Congrès de Lausanne 1974, II 1204, 1205, prop. 1502.19). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a rejeté une prop. tendant à renouveler les deux tiers des membres du CE à chaque

Congrès (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1308, 1381, prop. 1502.3). N'entre pas dans cette notion de périodes successives la période pendant laquelle un Pays-membre assume la présidence du CE en sa qualité d'organisateur du précédent Congrès, ou devient membre de droit du CE pour cette même raison. Le Congrès de Hambourg 1984 avait été saisi de la prop. 1502.11/Rev 1 qui tendait à supprimer cette dernière phrase et à créer un nouveau par. disposant que «nul pays ne peut être membre du CE pendant plus de deux périodes successives, sauf le pays hôte qui peut l'être pour une troisième période après le Congrès». Cette prop. a été rejetée (II, C 3, 5^e et 7^e séance).

¹²⁾ Le Congrès de Paris 1947 a émis un vœu précisant que l'expression «fonctionnaire qualifié» veut dire «fonctionnaire titulaire, chevronné et compétent ayant au moins dix ans de service» (II 977). Se fondant sur cette disp., la CEL et le CE ont refusé aux diplomates le droit de représenter leur pays à une session ordinaire de cet organe. Ils ont admis cependant, à plusieurs reprises, que des agents diplomatiques (membres des ambassades ou des missions permanentes) représentent leur pays avec la qualité d'observateur ou accompagnent le représentant en titre (Doc CEL 1959, p. 315; Doc CE 1971, PV 1 et 2). Toutefois, les disp. de ce par. ne s'appliquent pas aux séances tenues au cours du Congrès du fait que certains pays élus membres du CE sont représentés au Congrès par des membres du corps diplomatique (Congrès de Lausanne 1974, II 1300, prop. 1502.1/Rev; v. résolution C 18).

¹³⁾ Pour effectuer les tâches qui lui ont été confiées par le Congrès de Hambourg 1984 ou qui résultent du présent art., le CE a constitué les 10 Comm. suivantes lors de sa session de 1985:

Comm. 1 (Personnel)

Comm. 2 (Finances)

Comm. 3 (Affaires générales)

Comm. 4 (Poste aux lettres – Réglementation)

Comm. 5 (Poste aux lettres – Tarification et rémunération)

Comm. 6 (Poste aérienne)

Comm. 7 (Colis postaux)

Comm. 8 (Services financiers postaux)

Comm. 9 (Coopération technique)

Comm. 10 (Information et documentation).

¹⁴⁾ Les termes «coordonne et supervise toutes les activités de l'Union» ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1307, II 1289, 1511). Afin d'éviter tout conflit de compétence entre les organes permanents de l'Union, le Congrès a estimé utile de confier à l'un d'entre eux, en l'occurrence le CE, la tâche de coordonner et de superviser tous les travaux de ces organes dans l'intervalle entre deux Congrès.

¹⁵⁾ La compétence du CE en matière d'assistance technique a été introduite au Congrès de Vienne 1964 (II 880–882, prop. 2019 CEL). V. aussi annot. 7 à l'art. premier de la Const. Par ailleurs, le Congrès de Tokyo 1969 a tenu à préciser le rôle de coordonnateur du CE également en matière d'assistance technique, afin d'éviter des chevauchements dans ce domaine avec le CCEP et le BI (II 1252, 1483, prop. 1604 CEL). La résolution C 6 qu'il a adoptée à ce sujet a été actualisée par la résolution C 43 du Congrès de Rio de Janeiro 1979. Le Congrès de Hambourg 1984 a, par sa résolution C 38, arrêté les priorités et principes d'action en matière d'ass. techn., tout en confiant au CE et au BI le soin de les mettre en application.

¹⁶⁾ Les termes «et les comptes annuels» ont été ajoutés par le Congrès de Hambourg 1984 pour tenir compte de la réalité (prop. 1502.6) (v. également art. 37, par. 1, du Règl. financier).

¹⁷⁾ Nouvelle clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1502.6). Auparavant, le CE s'était fondé sur la résolution C 35 du Congrès de Tokyo 1969 pour adopter le Règl. financier de l'UPU.

¹⁸⁾ Nouvelle clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1502.6). Auparavant, les règles régissant le Fonds de réserve étaient arrêtées en vertu de l'art. 124, par. 9.

¹⁹⁾ Parallèlement au contrôle du CE, le BI était, jusqu'au Congrès de Hambourg 1984, placé sous la haute surveillance du Gouvernement de la Confédération suisse (v. annot. 4 à l'art. 20 Const.) La délimitation des attributions entre les autorités suisses et la CEL/CE ont évolué progressivement depuis 1947 jusqu'à la suppression totale de la haute surveillance en 1984 (v. à ce sujet Code annoté, Rio de Janeiro 1979, 1^{er} fasc., annot. 21 à l'art. 102, p. 96 et 97).

²⁰⁾ Cette lettre a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1502.4, v. annot. 6 à l'art. 125).

²¹⁾ Nouvelle clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984 et qui confirme la compétence conférée au CE en la matière par les résolutions C 35 du Congrès de Tokyo 1969 (Statut du personnel) et C 51 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Fonctionnaires élus) (Congrès de Hambourg 1984, II, C 3, 5^e séance, prop. 1502.6 CE). Le Statut du personnel du BI, révisé, est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1973. Quant aux conditions de service des fonctionnaires élus, v. annot. 5 à l'art. 108.

²²⁾ Selon l'art. 102, par. 6, lettre j), ch. 3^o, du Régl. gén. de Lausanne 1974, le CE approuvait, sur proposition du Directeur général, toutes les nominations des fonctionnaires des grades D 2, D 1 et P 5. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a limité cette compétence du CE au grade de Sous-Directeur général (D 2) en la renforçant en même temps par la suppression des mots «sur proposition du Directeur général du Bureau international». Par la même occasion, il a été précisé que la compétence du CE comprend aussi bien les «nominations» (recrutements) que les «promotions» au grade D 2.

Pour plus de détails et les références concernées, v. les annot. 7 et 8 à l'art. 109 (Fonctions du Directeur général).

Quant à la procédure à suivre pour ces élections, l'art. 20 du Régl. int. du CE stipule que la nomination et la promotion au grade D 2 se font au scrutin secret selon la procédure prévue à l'art. 19 de ce même Régl. pour l'élection du VDg.

²³⁾ Nouvelle clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1502.6). Auparavant, la compétence du CE en la matière se fondait sur la résolution C 17 du Congrès d'Ottawa 1957.

²⁴⁾ Cette nouvelle phrase a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1502.6), à la place de deux autres phrases qui ne correspondaient pas à la réalité et qui se trouvaient même en contradiction avec d'autres disp.

²⁵⁾ Pour trouver une solution à certains problèmes, l'UPU a parfois besoin du concours d'autres organismes internationaux qui admettent de coopérer avec elle dans des comités mixtes. C'est le cas notamment du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/UPU) qui s'occupe des questions relatives au traitement douanier des envois postaux (v. annot. 1 à l'art. 37 de la Conv.), du Comité de contact IATA/UPU (Association internationale du transport aérien/UPU) pour l'étude des problèmes concernant la poste aérienne (v. annot. 3 à l'art. 71 de la Conv.) et du Comité de contact ICS/UPU (Chambre internationale de la marine marchande) pour l'examen des questions concernant le transit maritime (décision CE 18/1975).

²⁶⁾ En ce qui concerne les relations avec les autres institutions spécialisées de l'ONU, v. annot. à l'art. 9 de la Const.

²⁷⁾ La compétence d'inviter les organisations gouvernementales au Congrès a été transférée au CE par le Congrès de Vienne 1964 (II 915, prop. 2022 CEL); celle d'inviter les organisations non gouvernementales par le Congrès de Hambourg 1984 (II, C 3, 4^e séance, Congrès – Doc 6, ch. 23 et 24).

²⁸⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 a entériné la pratique antérieure selon laquelle le CE décidait s'il était opportun ou non d'entreprendre une étude proposée par une Adm. postale (prop. 1502.6).

²⁹⁾ Disp. modifiée par le Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1502.6).

³⁰⁾ Clause introduite par le Congrès de Hambourg 1984. Des deux études entreprises par le CE sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès ainsi que du CE et du CCEP, la question a été posée de savoir s'il convenait de donner au CE une compétence législative pour permettre à l'Union d'adapter les disp. en vigueur à l'évolution toujours plus rapide de la technique et aux exigences commerciales et pratiques. Le CE n'a pas retenu une telle possibilité, qui lui paraissait incompatible avec la fonction purement administrative du CE. Il a cependant proposé d'inclure à l'art. 102, par. 6, la présente disp. (v. Congrès de Hambourg 1984, I, Doc 6 et 7).

³¹⁾ Les compétences mentionnées aux lettres v), w) et x) étaient auparavant réservées aux séances plénières du Congrès. A la suite de l'étude du CE sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (v. annot. 2 à l'art. 101), le Congrès de Hambourg 1984 a transféré ces compétences au CE, ceci pour des considérations pratiques évidentes (II, C 3, 4^e séance, prop. 1502.5).

³²⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit pour la première fois, aux art. 102 et 108 du Régl. gén., une distinction claire entre les «nominations» et «promotions» (soit entre «nommer» et «promouvoir») afin d'aligner la terminologie du Régl. gén. sur celle du système commun des Nations Unies, terminologie qui a été reprise également dans le Statut du personnel du BI arrêté par le CE (v. annot. 7 à l'art. 109). Le terme «nommer» au sens du par. 7 ne vise donc que les nominations (recrutements).

³³⁾ Clause par laquelle le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a entériné dans l'art. 102 les principes qui figuraient auparavant au par. 3 de la décision CE 17/1976 (application du principe de la répartition géographique équitable aux postes de la Direction), décision prise à la suite d'une étude effectuée par le CE en exécution de la résolution C 23 du Congrès de Lausanne 1974 (politique de recrutements et de promotions au Bureau international) (II 1437 à 1441, prop. 1502.4/Rev 1, II 1277 et 1278, Doc 136/Rev 1).

³⁴⁾ Lors de sa séance constitutive, le 23 juillet 1984 à Hambourg, le CE a désigné le Bénin, la Jordanie, le Mexique et l'URSS comme Vice-Présidents.

³⁵⁾ Le Régl. int. adopté par le CE à sa session d'avril/mai 1985 est reproduit dans le présent fasc. (v. Régl. int. du CE).

³⁶⁾ Une prop. tendant à permettre de réunir occasionnellement le CE en dehors du siège de l'Union n'a pas été adoptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 915, prop. 2061). En ce qui concerne les Comm., il est nécessaire de sauvegarder les intérêts de l'Union et de prévoir les réunions là où cela paraît le plus raisonnable du point de vue économique (séance d'ouverture de la session de mai 1958 de la CEL).

³⁷⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE d'étudier les prop. 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1 relatives à la non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes (décision C 46).

³⁸⁾ Précision apportée par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1614, II 1258, 1489). La participation effective aux réunions du CE est une condition sine qua non pour le remboursement des frais de voyage. En outre, ces frais ne sont pas remboursés lorsque la réunion du CE a lieu pendant le Congrès, étant donné que la participation au Congrès est la raison primordiale du déplacement des délégués.

³⁹⁾ Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, les représentants des Pays-membres du CE avaient droit au remboursement du prix d'un billet-avion aller et retour en 1^{re} classe. En modifiant cette disp., le Congrès de Lausanne 1974 a, d'une part, voulu réduire les dépenses de l'Union au titre du déplacement des membres du CE et, d'autre part, réglementer le remboursement des frais de voyage pour les déplacements effectués par un mode de transport autre que l'avion (II 1303, prop. 1502.10/Rev).

⁴⁰⁾ En introduisant cette disp., le Congrès de Lausanne 1974 n'a fait qu'entériner une pratique qui existait depuis la création de la CCEP (II 1302, prop. 1502.12 CE, CCEP).

⁴¹⁾ Ce par. a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974. Il offre au Président du CCEP, qui a déjà le droit de représenter cet organe aux séances du CE à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives au CCEP (par. 11 du présent art.), la possibilité d'assister également aux autres séances. Cette dernière faculté a aussi été accordée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 au Vice-Président du CCEP et aux Présidents des Comm. (II 1370 à 1372, prop. 1502.9 et 1504.3/Rev 1).

⁴²⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 916, prop. 2068).

⁴³⁾ Sur la base de la résolution C 16 du Congrès de Lausanne 1974, le CE a entrepris une étude sur l'admission et la participation des observateurs aux séances plénières et aux réunions des Comm., des Groupes de travail, Comités de contact de cet organe (v. décisions CE 7/1976, CE 8/1976, CE 9/1976, CE 5/1977 et CE 6/1977 et Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1974–1979, p. 42, ch. 59).

Article 103

Documentation sur les activités du Conseil exécutif (Règl. gén. 102)

1. Le Conseil exécutif adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- a) un compte rendu analytique;
- b) les «Documents du Conseil exécutif» contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

2. Le Conseil exécutif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. ⁽³⁾

¹⁾ Le par. 1 a été complété par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1615 CE, II 1260, 1489) afin de rendre officielle la publication «Documents du Conseil exécutif» qui était déjà transmise dès 1967 à toutes les Adm. des Pays-membres et aux Unions restreintes conformément à l'art. 112, par. 1, lettre c), Règl. de la Conv. de Tokyo 1969. V. également décision CE 7/1966.

²⁾ Les résolutions et décisions du CE font l'objet chaque année d'un tirage à part. En outre, le BI a publié un recueil contenant les résolutions et décisions encore applicables au 31 décembre 1979 (1947–1979).

³⁾ Le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1979–1984 a été approuvé par le Congrès de Hambourg 1984 (Doc 1) (II, 8^e séance plénière; v. décision C 4).

Article 104

Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales (Const. 18) ⁽¹⁾

1. Le Conseil consultatif des études postales se compose de trente-cinq membres ⁽²⁾ qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs. ⁽³⁾

2. Les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible. ⁽⁴⁾

3. Le représentant de chacun des membres du Conseil consultatif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale. ⁽⁵⁾

4. Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil consultatif sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif choisit, parmi ses membres, un Président, ⁽⁸⁾ un Vice-Président et les Présidents des Commissions. ⁽⁹⁾

6. Le Conseil consultatif arrête son Règlement intérieur. ⁽¹⁰⁾

7. En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. ⁽¹¹⁾ La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif forment le Comité directeur. Ce Comité

prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier. ⁽¹²⁾

9. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes: ⁽¹³⁾

- a) organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union et élaborer des informations et des avis à leur sujet;
- b) procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en voie de développement;
- c) prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
- d) étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en voie de développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;
- e) prendre, après entente avec le Conseil exécutif, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en voie de développement; ⁽¹⁴⁾ ⁽¹⁵⁾
- f) examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ⁽¹⁶⁾ ⁽¹⁷⁾ ou par toute Administration d'un Pays-membre. ⁽¹⁸⁾

10. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités. ⁽¹⁹⁾ Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises. ⁽²⁰⁾

11. Le Conseil consultatif formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par le présent article. Ces propositions sont soumises par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci. ⁽²¹⁾

12. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif. ⁽²²⁾

13. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Président et les Vice-Présidents du Conseil exécutif peu-

vent, s'ils en expriment le désir, assister aux réunions du Conseil consultatif en qualité d'observateurs. ⁽²³⁾

14. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions sans droit de vote: ⁽²⁴⁾

- a) tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux; ⁽²⁵⁾
- b) des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

¹⁾ Le Congrès de Tokyo 1969 a décidé de confier au CCEP (organe restreint) l'ensemble des tâches dévolues antérieurement à la Commission consultative des études postales et à son Conseil de gestion (v. prop. 1653, 1654, 1651, 1665, 1666, 1660; Doc 156; II 818, 819, 1186 à 1196, 1208, 1213, 1511). (V. également annot. à l'art. 18 de la Const.)

²⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a porté de 30 à 35 le nombre des membres du CCEP (II 1004, 1005, 1160 à 1163).

Le Congrès de Hambourg 1984 a maintenu le même nombre de membres et élu les pays suivants: Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Chine (Rép. pop.), Cuba, Egypte, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tunisie, URSS, Yougoslavie, Zimbabwe.

³⁾ Modification apportée par le Congrès de Lausanne 1974.

En ce qui concerne l'interprétation à donner à la mention «durant la période qui sépare deux Congrès successifs», v. annot. 2 à l'art. 17 de la Const.

⁴⁾ Pour établir un équilibre entre pays industrialisés et pays en voie de développement représentés au sein du CCEP, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le principe de la répartition géographique «aussi large que possible» pour l'élection des membres du CCEP, étant entendu que la moitié des sièges devrait d'une manière générale revenir aux pays en voie de développement. En introduisant ce principe, le Congrès n'a pas voulu appliquer la notion de répartition géographique équitable qui est en vigueur pour le CE et qui est fondée sur une proportion purement arithmétique des Pays-membres appartenant à une région géographique. Le Congrès a ainsi mis l'accent sur la nécessité d'une participation accrue des pays en développement aux travaux du CCEP (Congrès de Lausanne 1974, II 1007, 1153 à 1159). Au sujet de la participation de ces pays, v. également les recommandations C 81 du Congrès de Lausanne 1974 et C 29 du Congrès de Hambourg 1984.

⁵⁾ Ce par. a été ajouté par le Congrès de Vienne 1964 (II 826, prop. 9007 CEL) pour harmoniser le fonctionnement du Conseil de gestion (actuellement CCEP) avec celui du CE (art. 102, par. 4). V. également annot. 12 à l'art. 102 du Règl. gén.

Les disp. de ce par. ne s'appliquent pas aux séances tenues au cours du Congrès, du fait que certains pays élus membres du CCEP sont représentés au Congrès par des membres du corps diplomatique (Congrès de Lausanne 1974, II 1300, prop. 1502.1/Rev; v. résolution C 18).

⁶⁾ Disp. introduite par le Congrès de Lausanne 1974 et précisée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 pour faciliter la participation des pays en développement aux réunions du CCEP. Elle s'applique aux membres du CCEP faisant partie des pays considérés comme défavorisés par l'ONU ainsi qu'ils sont définis au renvoi 1 de la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 et à la résolution C 38 du Congrès de Hambourg 1984:

I. Pays les moins avancés (36)

- | | |
|--------------------------|----------------------------|
| 1. Afghanistan | 19. Lesotho |
| 2. Bangladesh | 20. Malawi |
| 3. Bénin | 21. Maldives |
| 4. Bhoutan | 22. Mali |
| 5. Botswana | 23. Népal |
| 6. Burkina Faso | 24. Niger |
| 7. Burundi | 25. Ouganda |
| 8. Cap-Vert | 26. Rwanda |
| 9. Centrafrique | 27. Samoa occidentale |
| 10. Comores | 28. Sao Tomé-et-Principe |
| 11. Djibouti | 29. Sierra Leone |
| 12. Ethiopie | 30. Somalie |
| 13. Gambie | 31. Soudan |
| 14. Guinée | 32. Tanzanie (Rép. unie) |
| 15. Guinée-Bissau | 33. Tchad |
| 16. Guinée équatoriale | 34. Togo |
| 17. Haïti | 35. Yémen (Rép. arabe) |
| 18. Lao (Rép. dém. pop.) | 36. Yémen (Rép. dém. pop.) |

II. Pays insulaires ou sans littoral (à l'exclusion des pays les moins avancés) (35)

- | | |
|---------------------------|---------------------------------------|
| 1. Antilles néerlandaises | 19. Nauru |
| 2. Bahamas | 20. Papouasie – Nouvelle-Guinée |
| 3. Bahrain | 21. Paraguay |
| 4. Barbade | 22. Philippines |
| 5. Bolivie | 23. Sainte-Lucie |
| 6. Brunei Darussalam | 24. Saint-Vincent-et-Grenadines |
| 7. Chypre | 25. Salomon (îles) |
| 8. Cuba | 26. Seychelles |
| 9. République dominicaine | 27. Singapour |
| 10. Dominique | 28. Sri Lanka |
| 11. Fidji | 29. Swaziland |
| 12. Grenade | 30. Territoires de la Grande-Bretagne |
| 13. Indonésie | 31. Tonga |
| 14. Jamaïque | 32. Trinité-et-Tobago |
| 15. Kiribati | 33. Tuvalu |
| 16. Madagascar | 34. Vanuatu |
| 17. Malte | 35. Zambie |
| 18. Maurice | |

III. Pays les plus gravement touchés par la crise économique et les catastrophes naturelles

Il n'est pas possible d'établir une liste stable de ces pays en raison du caractère imprévisible des causes de sous-développement prises en considération sous cette rubrique de la classification des Nations Unies.

⁷⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur le remboursement des frais de voyage des membres du CCEP et d'en soumettre les résultats au CE (décision C 80). Au terme de cette étude, le statu quo a été maintenu (Congrès de Hambourg 1984, Doc 2, ch. 20 à 22).

⁹⁾ Le CE issu du Congrès de Hamburg 1984 a été invité à examiner la possibilité d'accorder au Président du CCEP des conditions analogues à celles du Président du CE en matière de frais de voyage et d'indemnités (décision CE 26/1985).

⁹⁾ Lors de sa séance constitutive, le 24 juillet 1984 à Hamburg, le CCEP a attribué la présidence à la Tunisie, la vice-présidence au Canada et la présidence des sept Comm. à la Chine (Rép. pop.) (Comm. 1), à l'Argentine (Comm. 2), à la Grande-Bretagne (Comm. 3), à la Yougoslavie (Comm. 4), au Kenya (Comm. 5), au Maroc (Comm. 6) et à l'Espagne (Comm. 7) (compte rendu analytique CCEP 2/1984, p. 4 et 5).

¹⁰⁾ Le Règl. int. adopté par le CCEP à sa session d'octobre/novembre 1984 est reproduit dans le présent fasc. (v. Règl. int. du CCEP).

¹¹⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 1170, 1474, prop. 1659). Elle répond à un souci d'économie pour les finances de l'Union et au désir d'aligner le fonctionnement du CCEP sur celui du CE. La possibilité de réunir le CCEP ailleurs qu'au siège de l'Union si les circonstances le justifient a été néanmoins retenue.

¹²⁾ Disp. adoptée par le Congrès de Vienne 1964 (II 826, prop. 9007 CEL) et qui consacre un état de fait existant depuis 1960 (v. compte rendu analytique 1960, p. 7). Le Conseil de gestion de la CCEP en 1961 et 1968 et le CCEP en 1973, 1978 et 1983 délèguèrent leurs pouvoirs au Comité directeur pour agir en leur nom. En vertu de ce mandat, le Comité directeur s'est réuni à Berne en 1962, 1974, 1979 et 1984 et à Paris en 1969 (v. compte rendu analytique des sessions de 1962, 1969, 1979 et 1984 du Comité directeur et des sessions de 1974, 1978 et 1983 du CCEP).

¹³⁾ Le CCEP est essentiellement un organe d'étude qui touche les domaines les plus divers. Le résultat de ces études fait l'objet d'un rapport qui est publié dans la Collection d'études postales éditée par le Bureau international. Un résumé de ce rapport est publié dans la revue «Union Postale» et des tirages à part sont fournis gratuitement aux Adm. pour former le Manuel de la modernisation des services postaux (v. circ. 108/1961). Le CCEP publie également le Fichier de l'équipement postal, qui est un inventaire sur fiches du matériel, des machines et du mobilier postaux (v. circ. 161/1965, 192/1966, 120/1968, 89/1969, 94/1970). De 1972 à 1982 ce fichier a fait l'objet de 11 mises à jour. Par ailleurs, le Congrès de Hamburg 1984 a chargé le CCEP d'entreprendre, dans le cadre de son programme de travail, une étude sur le contenu, la présentation, la mise à jour, etc., du Fichier de l'équipement postal (résolution C 31).

¹⁴⁾ Les attributions des organes de l'Union et en particulier du Conseil consultatif en matière de coopération technique figurent dans la résolution C 43 du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

¹⁵⁾ En ce qui concerne les priorités et principes d'action de l'Union en matière d'assistance technique, le Congrès de Hamburg 1984 a adopté la résolution C 38.

¹⁶⁾ V. art. 102, par. 6, lettre t), du Règl. gén. Sur la base de cette disp., le CE a confié au Conseil de gestion de la CCEP, puis au CCEP lui-même, à partir de 1970, l'étude des questions suivantes depuis 1964:

- Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier (v. compte rendu analytique 1967, p. 20; 1970, p. 5; 1971, p. 6 et 1975, p. 15).
- Rapport entre les dépenses d'exploitation servant au calcul des taux de base et la longueur du parcours (v. compte rendu analytique 1967, p. 20, et compte rendu analytique 1968, p. 20).
- Normalisation des formats d'enveloppes de lettres et du poids du papier à utiliser pour la confection de ces lettres (v. compte rendu analytique 1967, p. 12 et 14).
- Forme et présentation de la carte d'identité postale (v. compte rendu analytique 1967, p. 13, et compte rendu analytique 1968, p. 13).

- Code d'identification des Administrations et adaptation des services en fonction de l'utilisation des ensembles électroniques (v. compte rendu analytique 1967, p. 13 et 15 et recommandation C 77 du Congrès de Rio de Janeiro 1979).
- Documentation des organes du Conseil de gestion de la CCEP et forme de la publication «Statistique des services postaux» (v. compte rendu analytique 1968, p. 12).
- Simplification de la documentation du CCEP (v. compte rendu analytique 1970, p. 5).
- Conditionnement et emballage des envois (v. compte rendu analytique 1970, p. 5).

¹⁷⁾ S'agissant de la répartition des études à faire entre le CE et le CCEP, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 4. Ce texte a été intégré dans le Régl. int. des Congrès par le Congrès de Hambourg 1984 (v. art. 25).

¹⁸⁾ Les pays qui, dans l'intervalle des Congrès, proposent l'étude d'une question particulière doivent définir celle-ci d'une manière précise; cela ne signifie pas toutefois que le champ d'activité du CCEP se trouve ainsi limité et ne puisse déborder le cadre envisagé (v. compte rendu analytique 1958, p. 12; v. également circ. 173/1958).

Les prop. suivantes ont été soumises par les Pays-membres de l'Union depuis 1964:

- a) prop. de l'Italie: présentation des publications de la Collection d'études postales (v. compte rendu analytique 1965, p. 12);
- b) prop. du Pakistan: constitution d'équipes d'experts chargés d'examiner sur place la situation actuelle des services postaux des pays en voie de développement et d'évaluer leurs besoins, en vue de leur permettre de se développer selon un taux d'accroissement raisonnable (v. compte rendu analytique 1967, p. 13);
- c) prop. de la Suède: étude relative à l'écriture numérique des dates (v. compte rendu analytique 1970, p. 5 et circ. 218/1982);
- d) prop. des Etats-Unis d'Amérique: situation et avenir des services postaux (v. compte rendu analytique 1977, p. 12).

En outre, cinq prop. de Kuwait ont été transférées, en accord avec cette Adm., au CE (v. compte rendu analytique 1966, p. 12).

¹⁹⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE de l'étude des prop. 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1 relatives à la non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes (décision C 46).

²⁰⁾ L'envoi du compte rendu analytique de la session qui se tient durant chaque Congrès est l'occasion de rappeler à tous les Pays-membres de l'Union qu'ils peuvent collaborer aux études entreprises par le CCEP.

²¹⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a donné compétence au Conseil de gestion de la CCEP pour présenter directement des prop. au Congrès, compétence qui, antérieurement, n'appartenait qu'aux Pays-membres de l'Union et au CE. Cette disp. ayant toutefois engendré des divergences d'interprétation, le Congrès de Tokyo 1969 a adopté une disp. plus explicite (II 1194, prop. 1658).

²²⁾ Par la résolution C 31, le Congrès de Hambourg 1984 a adopté le programme de travail proposé par le CCEP issu du Congrès de Rio de Janeiro 1979 tout en laissant au CCEP le soin:

- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;
- e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

En plus des études qui figurent dans les annexes à la résolution C 31, le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CCEP d'effectuer les études qui découlent des décisions et résolutions suivantes: C 21, C 25, C 61, C 65, C 83, C 86 et «Déclaration de Hambourg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux» (Congrès – Doc 101/Rev 1, 20^e séance plénière).

²³) Ce par. introduit par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1170, prop. 1504.4 CE et CCEP) est le pendant du par. 12 de l'art. 102 du Règl. gén. En ce qui concerne le remboursement des frais de voyage, v. art. 19, par. 3, du Règl. int. du CCEP.

²⁴) Ce par. introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 827, prop. 9007 CEL) est le pendant du par. 14 de l'art. 102 du Règl. gén. Les frais de voyage et éventuellement les honoraires des personnes que le CCEP désire associer à ses travaux ne sont mis à la charge de l'Union que dans des cas exceptionnels et après accord préalable entre le Président du CCEP, le Président du CE et le Directeur général du BI (v. Règl. int. du CCEP, art. 4).

²⁵) Le CCEP entretient des relations suivies avec le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) avec lesquels il a établi des Comités de contact.

Article 105

Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales (Const. 18)

1. Le Conseil consultatif des études postales adresse aux Administrations postales des Pays-membres et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- a) un compte rendu analytique;
- b) les «Documents du Conseil consultatif des études postales» contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique. (¹)

2. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Conseil exécutif, un rapport annuel sur ses activités. (²)

3. Le Conseil consultatif établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. (³)

¹) Le par. 1 a été complété par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1624 CE, II 1196, 1503) afin de rendre officiel ce doc qui était déjà transmis dès 1967 à toutes les Adm. en vertu des disp. de l'art. 112, par. 1, lettre c), du Règl. de la Conv. de Tokyo 1969. V. également décision CE 7/1966.

²) V. art. 102, par. 6, lettre s), du Règl. gén.

³) Le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1979–1984 a été soumis au Congrès de Hambourg 1984 (Doc 2) et a été approuvé (décision C 5, II, 8^e séance plénière).

Article 106

Règlement intérieur des **Congrès** (Const. 14)

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès qui est annexé au présent Règlement général. ⁽¹⁾
2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur **lui-même**. ⁽²⁾

¹⁾ Les par. 1 et 2 ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969, comme conséquence de l'adoption d'un Règl. int. permanent des Congrès (prop. 1625 CE, II 1260 à 1279, 1282, 1283, 1024 à 1027). Certains art. de ce Règl. n'ont toutefois pas pu être arrêtés définitivement à Tokyo et ont été soumis pour étude au CE (résolutions C 30 et C 31, III 743 et 744). Celui-ci a soumis plusieurs prop. au Congrès de Lausanne 1974 qui les a adoptées (II 927, prop. CE 1719.1, 1721.1, 1721.91, 1723.1, 1726.1, 1727.1). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a apporté certaines modifications à ce Règl. int. (II 1157 à 1162, prop. CE 1722.91 et 1723.1). Le Congrès de Hambourg 1984 a également adopté toute une série de modifications au Règl. int. des Congrès (II, 3^e, 4^e et 5^e séance plénière; Congrès – Doc 6, lettre F).

²⁾ Un Congrès peut modifier son Règl. int. à tout moment aux conditions posées à l'art. 28 du Règl. int.

Article 107

Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour les documents de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite aux documents de base les plus importants. ⁽³⁾ D'autres langues sont également utilisées à condition qu'il n'en résulte pas une augmentation des frais à supporter par l'Union selon le paragraphe 6. ⁽⁴⁾
2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique. ⁽⁵⁾ Les Pays-membres qui ne font pas une demande expresse sont censés avoir demandé la langue officielle.
3. Les documents sont publiés par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, ⁽⁶⁾ soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. Les documents publiés directement par le Bureau international sont **en principe** ⁽⁷⁾ distribués simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les Administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction. ⁽⁸⁾ ⁽⁹⁾ ⁽¹⁰⁾

6. Les frais de traduction vers une langue autre que la langue officielle, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Sont supportés par l'Union les frais de traduction vers la langue officielle des documents et des correspondances reçues en langues anglaise, arabe et espagnole, ainsi que tous les autres frais afférents à la fourniture des documents. ⁽¹¹⁾ Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès. ⁽¹²⁾

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés. ⁽¹³⁾ ⁽¹⁴⁾

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au paragraphe 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. ⁽¹⁵⁾ ⁽¹⁶⁾ Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union. ⁽¹⁷⁾

13. Les Administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français. ⁽¹⁸⁾

¹⁾ Les premières disp. relatives à la *traduction des documents et publications* ont été introduites après de longs débats au Congrès de Vienne 1964 (v. annot. 1 à l'art. 6 Const.). Les difficultés rencontrées à ce sujet par ledit Congrès n'ont cependant pas permis à celui-ci d'arrêter toutes les modalités d'exécution du nouveau régime linguistique. C'est pourquoi il a chargé le CE de procéder à certaines études et de prendre certaines décisions complémentaires conformément à la résolution C 19.

L'étude des modalités pratiques et économiques de traduction par l'intermédiaire du BI des documents et publications a été menée conjointement avec celle relative à la distribution de la documentation de l'Union (v. annot. 1 à l'art. 112 du Régl. de la Conv.). Au terme de ces études, le CE a pris les décisions CE 7/1966 et CE 4/1967 qui instaurent un nouveau régime linguistique dont l'organisation et les modalités de fonctionnement se présentent comme suit:

- 1° la langue française étant la langue officielle de l'UPU, la documentation est fournie à toutes les Adm. de l'Union en cette langue;
- 2° [un système de compensation est admis en faveur des Adm. qui doivent faire traduire les doc pour leur propre usage et qui, par ce moyen, ne sont pas désavantagées par rapport à celles qui utilisent la langue française;]*
- 3° la traduction de la documentation se fait soit par un service central installé auprès du BI à Berne (systèmes anglais et arabe), soit par un service décentralisé avec un effectif réduit délégué auprès du BI pour y traduire les pièces urgentes, le reste des doc et publications étant traduit dans le centre principal du groupe linguistique considéré (système espagnol). D'autres systèmes pourront être envisagés, si le cas se présente. Les services de traduction doivent se constituer dans un cadre autonome;
- 4° chaque groupe linguistique désigne un porte-parole avec lequel le BI peut traiter des questions liées au fonctionnement du service de traduction considéré. Pour donner suite à cette disp., le groupe anglais a désigné comme porte-parole un comité de gestion composé de Pays-membres du groupe, les porte-parole des groupes arabe et espagnol étant le Secrétariat général de l'UPA et de l'UPAE respectivement;
- 5° les frais de fourniture, par l'intermédiaire du BI, des doc et publications en diverses langues sont à la charge des pays bénéficiaires et répartis entre ceux-ci proportionnellement à leur contribution aux frais de l'Union ou selon une autre clé de répartition. En vue d'arriver à un décompte aussi simple que possible, ce principe est appliqué d'une manière générale, qu'une Adm. désire recevoir la totalité des textes élaborés par le service de traduction auquel elle est affiliée ou seulement un choix

*) [] Disp. devenues caduques à la suite des décisions prises par les Congrès ultérieurs.

- limité de cette documentation. Les quotes-parts à payer sont ajoutées aux contributions annuelles destinées à régler les dépenses de l'Union;
- 6° les dépenses des services de traduction installés auprès du BI sont payées par ce dernier qui se les fait rembourser par les pays intéressés. Elles doivent faire l'objet de comptes séparés [formant une annexe au budget de l'Union]*). Le Gouvernement suisse a accepté [d'avancer les fonds nécessaires au fonctionnement desdits services et]*) de reviser les comptes y afférents, à l'instar de ce qui se fait pour les dépenses de l'Union;
 - 7° les correspondances émanant du BI doivent toujours être rédigées en français. Elles peuvent toutefois, à la demande des pays intéressés, être accompagnées d'une traduction établie par le service de traduction compétent installé auprès du BI;
 - 8° les correspondances adressées au BI doivent être rédigées en français, à moins qu'elles ne puissent être traduites par un des services de traduction constitués à Berne;
 - 9° un poste d'agent de liaison entre les services de traduction et le BI a été créé au sein de ce Bureau à compter du 1^{er} octobre 1967 [les frais résultant de la création de ce poste sont supportés à 50 pour cent par l'UPU et à 50 pour cent par l'ensemble des groupes linguistiques, étant entendu qu'un tel arrangement ne doit pas constituer un précédent, au cas où d'autres postes de ce genre devraient être créés à l'avenir]*);
 - 10° la détermination du statut et des conditions de service des fonctionnaires des services de traduction organisés auprès du BI est de la compétence exclusive des groupes linguistiques qui assument la charge de ces services. Ces groupes linguistiques ont exprimé le désir que leurs fonctionnaires bénéficient du même statut que les fonctionnaires internationaux et des mêmes conditions de service que le personnel du BI, et cela à la charge des groupes respectifs.
- La réglementation financière des services de traduction doit être conforme aux disp. du Règlement financier de l'Union.

2) Après de longues délibérations, le Congrès de Lausanne 1974 a arrêté pour la publication de la documentation le nouveau régime linguistique défini aux par. 1 à 6 (II 1241 à 1284, prop. 1006.1 à 1006.5, 1507.1/Rev 3 à 1507.6 et 2512.1; Doc 42, 43 et 58).

Les principales modifications par rapport au régime linguistique antérieur résident dans le fait que l'art. 107, par. 1, précise que les doc et publications de l'Union sont publiés en français, en anglais, en arabe et en espagnol, alors que sous l'ancien régime ils étaient fournis en toute langue aux frais des bénéficiaires. En outre, les groupes linguistiques anglais, arabe et espagnol ne supportent dorénavant que les frais de traduction vers leur langue. Les frais de traduction vers la langue officielle et tous les frais afférents à la reproduction et à la fourniture des doc et publications sont mis à la charge de l'Union.

3) A la suite d'une étude entreprise par le CE sur la base de la résolution C 33 du Congrès de Lausanne 1974, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a admis les langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la publication de la documentation de base de l'Union, étant entendu que la contribution de l'Union ne doit pas excéder un plafond financier commun aux quatre groupes (v. par. 6 in fine) (II 1271 à 1284, prop. 1507.3, 1507.11, 0013, 0056; Doc 27, résolution C 106). Le Congrès de Hambourg 1984 a porté à 150 000 francs suisses la subvention versée aux quatre groupes précités (II, C 3, 8^e séance, prop. 021/Rev 1, résolution C 63).

4) L'utilisation d'autres langues est liée à la condition qu'il n'en résulte aucuns frais supplémentaires pour l'Union; ce qui signifie que le ou les Pays-membres qui désireraient faire publier la documentation dans une langue autre que celles qui sont énumérées au

*) [] Disp. devenues caduques à la suite des décisions prises par les Congrès ultérieurs.

par. 1 devraient prendre à leur charge la totalité des frais qui en résulteraient, c'est-à-dire aussi bien les frais de traduction que ceux de reproduction et de fourniture.

⁹⁾ Les Pays-membres qui reçoivent la documentation uniquement dans la langue officielle ne constituent pas un groupe linguistique. Par conséquent, ils ne doivent pas supporter les frais de traduction vers cette langue, lesquels sont mis à la charge de l'Union.

⁹⁾ Pour la distribution de la documentation dans les différentes langues, v. art. 112 du Règl. de la Conv. et annot. y relatives.

⁷⁾ Le terme «en principe» a été ajouté par le Congrès de Hambourg 1984; il s'applique essentiellement aux langues qui ne sont pas traduites à Berne, les doc imprimés à Berne continuant à être distribués simultanément (II, C 3, 8^e séance, prop. 1507.1).

⁹⁾ Ce par. a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1281 à 1284, prop. 1507.2/ Rev 2). Auparavant, aucune disp. ne réglementait l'échange des correspondances entre les Adm. et le BI. Celui-ci recevait très fréquemment des lettres en d'autres langues que la langue officielle, notamment en anglais. Il n'en demandait la traduction française aux services installés auprès du BI que si cela était nécessaire. Par contre, les correspondances qu'il envoyait aux Adm. étaient toujours rédigées en français. Depuis l'introduction par le Congrès de Vienne 1964 d'un nouveau régime linguistique pour la publication de la documentation, les Adm. qui faisaient partie d'un groupe linguistique disposant d'un service de traduction installé auprès du BI pouvaient demander que les correspondances envoyées à leur adresse soient accompagnées d'une traduction dans la langue de ce groupe linguistique. Cette pratique se trouve en quelque sorte officialisée par les nouvelles disp.

En ce qui concerne les correspondances échangées entre les particuliers et le BI, elles parviennent très souvent à ce dernier en d'autres langues que la langue officielle. Les réponses du BI sont rédigées en français, mais elles peuvent être accompagnées d'une traduction dans la langue du groupe auquel appartient le destinataire.

⁹⁾ En ce qui concerne le BI, la langue de travail a fait l'objet de l'art. 175 du Règl. de la Conv. de Paris 1947. Depuis lors, cet art. a disparu, mais on admet que la langue de travail est la langue officielle. Cette idée se trouve indirectement confirmée par la résolution C 33 (v. annot. 10).

¹⁰⁾ Le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE, en collaboration avec le Directeur général du BI, d'étudier la possibilité de travailler au BI en d'autres langues que la langue officielle (résolution C 33). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a maintenu le statu quo.

¹¹⁾ Disp. introduite au Congrès de Lausanne 1974. En vertu de cette disp. et du par. 5, les doc, publications et correspondances adressés par le BI aux Adm. ainsi qu'aux tiers sont traduits vers l'anglais, l'arabe et l'espagnol aux frais des groupes linguistiques alors que les doc, publications et correspondances reçus par le BI en anglais, en arabe et en espagnol sont traduits vers le français aux frais de l'Union.

¹²⁾ Disp. introduite au Congrès de Rio de Janeiro 1979 comme conséquence des prop. 1507.3 et 1507.11. Le Congrès de Hambourg 1984 a porté de 50 000 à 150 000 francs suisses le montant alloué chaque année aux groupes linguistiques allemand, chinois, portugais et russe (résolution C 63).

¹³⁾ Des prop. tendant à ajouter le chinois, l'arabe et le portugais aux langues de délibération des organes de l'Union n'ont pas été acceptées par le Congrès de Hambourg 1984 (II, C 3, 9^e séance, prop. 1507.2, 1507.6, 1507.7 et 1507.8).

¹⁴⁾ Jusqu'au Congrès de Bruxelles 1952, chaque réunion (Congrès, Conf., Comm.) fixait elle-même, par une disp. de son Règl. int., le régime linguistique applicable à ses délibérations (v. p. ex. Règl. int. du Congrès de Paris 1947, art. 10). Depuis Bruxelles, les disp. y relatives sont comprises dans les Actes de l'Union (v. annot. 1 à l'art. 6 Const.).

¹⁵⁾ Depuis le Congrès de Bruxelles 1952 et jusqu'au Congrès de Vienne 1964, les frais d'interprétation en langue française étaient à la charge de l'Union, alors que les frais relatifs à l'interprétation en langues anglaise, espagnole et russe étaient à la charge des pays utilisant ces langues et divisés en trois parts égales, dont chacune était répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent, proportionnellement à leur classe de contribution aux dépenses de l'Union (Conv. Ottawa 1957, art. 10, par. 4, lettre b)). Des prop. visant à faire supporter par l'Union les frais d'interprétation dans les langues mentionnées aux par. 9 et 10 ont été rejetées par le Congrès de Hambourg 1984 (II, C 3, 9^e séance, prop. 1507.3 et 1507.5).

¹⁶⁾ Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, les frais des services d'interprétation des sessions du CE et du CCEP étaient répartis entre les membres des groupes linguistiques, que ceux-ci soient ou non représentés à ces sessions. Chargé par le Congrès d'étudier cette question (Congrès de Tokyo 1969, II 1285 et 1286, prop. 1664 et résolution C 22), le CE a modifié, lors de sa session de 1971, son Règl. int. de façon à ne pas faire supporter les frais d'interprétation aux membres des groupes linguistiques dont la langue n'est pas utilisée lors d'une réunion, à la condition toutefois que le BI n'ait pas pris d'engagement à ce sujet (décision CE 21/1971). Sur recommandation du CE (résolution CE 6/1972), le CCEP a modifié son Règl. int. dans le même sens lors de sa session de 1972.

¹⁷⁾ Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique n'étaient supportés par l'Union que pour les langues française, anglaise, espagnole et russe. La nouvelle disp. s'applique à toute langue pour laquelle un pays ou un groupe de pays demande l'interprétation simultanée.

¹⁸⁾ C'est le Congrès de Paris 1947 qui a arrêté pour la première fois une disp. relative à la langue à employer pour la correspondance de service entre les Adm. postales (art. 33, par. 4, Conv. Paris 1947) (cf. annot. 1, ch. 7^e, ci-dessus).

Une Adm. peut refuser d'accepter des lettres dans une langue autre que le français, si une entente n'est pas intervenue (Congrès du Caire 1934, I 36, 38, 39, 1272, prop. Colombie et Perse).

Chapitre II

Bureau international (¹⁾)

¹⁾ Le présent chapitre concerne la direction et le personnel du BI; il résume également les principales fonctions et attributions du BI. L'art. 109 notamment constitue, en quelque sorte, la synthèse de toutes ces compétences qui sont énumérées en détail (v. annot. 4 audit art.).

En ce qui concerne le fonctionnement proprement dit du BI, il fait l'objet également des disp. suivantes, qui ne sont pas reproduites dans le présent fasc.:

- le Statut du personnel qui est arrêté par le CE conformément à l'art. 102, par. 6, lettre i);
- le Règlement du personnel qui comprend les disp. d'exécution du Statut du personnel et qui est de la compétence du Directeur général;
- les conditions de service du Directeur général et du Vice-Directeur général qui sont adoptées par le CE conformément à l'art. 102, par. 6, lettre i). A ce sujet, v. également les résolutions C 51, C 52 et C 56 du Congrès de Tokyo 1969 concernant respectivement les conditions de service, les pensions de retraite et la sécurité sociale des fonctionnaires élus;

- les instructions administratives concernant le personnel et l'administration du BI que le Directeur général arrête au fur et à mesure des besoins;
- les Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU qui sont adoptés par le Conseil de fondation de celle-ci avec l'approbation de l'Autorité de surveillance de la Fondation et du CE;
- le Fonds social pour le personnel du BI de l'UPU, qui est alimenté par ce que ristourne l'Adm. suisse au BI pour la vente des timbres de service de l'UPU et dont le Régl. est arrêté par le CE conformément à l'art. 102, par. 6, lettre k);
- le Règlement financier qui a été arrêté par le CE conformément à l'art. 102, par. 6, lettre e);
- les Règles de gestion financière, d'organisation comptable et de contrôle qui sont adoptées par le Directeur général conformément à l'art. 3, par. 2, du Règlement financier;
- un Fonds de réserve qui sert à la stabilisation des contributions des Pays-membres et dont le CE fixe les disp. régissant l'alimentation et l'utilisation conformément à l'art. 102, par. 6, lettre f) (v. annot. 13 à l'art. 124).

Article 108

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ⁽¹⁾

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès ⁽²⁾ pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. ⁽³⁾ Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit le Congrès. ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾

2. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général. Les candidatures ⁽⁶⁾ doivent être présentées par les Gouvernements des Pays-membres par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse. A cette fin, ce Gouvernement adresse au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à lui faire parvenir les candidatures éventuelles au cours d'un délai de trois mois. ⁽⁷⁾ Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Dans sa note, le Gouvernement de la Confédération suisse indique aussi si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions ont déclaré leur intérêt au renouvellement éventuel de leur mandat initial. ⁽⁸⁾ Environ deux mois avant

l'ouverture du Congrès, ledit Gouvernement transmet les candidatures reçues au Bureau international, afin que celui-ci élabore la documentation nécessaire pour les élections. (7)

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général. (8)

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, le paragraphe 2 s'applique par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil exécutif charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général. (10)

⁷⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a scindé l'ancien art. 108 (intitulé «Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international») et réparti son contenu dans les nouveaux art. 108 (Election du Directeur général et du Vice-Directeur général), 109 (Fonctions du Directeur général) et 110 (Fonctions du Vice-Directeur général).

⁸⁾ Jusqu'au Congrès de Lausanne 1974, le Directeur général (DG) était nommé par le Conseil exécutif (CE), alors que le Vice-Directeur général (VDG) était nommé par le Directeur général, cette nomination étant ensuite soumise à l'approbation du CE (Règl. gén. de Tokyo 1969, art. 102, par. 6). Aucune disp. ne limitait la durée de leur mandat. Dans la pratique, ils étaient nommés à titre permanent comme les autres fonctionnaires du Bureau international (BI). Le Congrès de Lausanne 1974 a décidé de faire élire ces deux hauts fonctionnaires par le Congrès et de limiter la durée de leur mandat (II 968-970, 1212-1214; prop. 1509.2/Rev CE, 1509.4, 1509.5/Rev 2, 1509.7 R, 1509.8/Rev). Le Congrès de Hambourg 1984 a rejeté deux prop. prévoyant que les postes de DG et de VDG devraient être pourvus par des ressortissants de deux Pays-membres de l'Union appartenant à deux régions géographiques différentes (Congrès de Hambourg 1984, II, C 3, 2^e séance, prop. 1508.2/Rev 2 et 1508.6).

⁹⁾ En réponse à une question posée par une délégation au sein de la Comm. 4 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le BI a émis l'avis selon lequel un Vice-Directeur général, qui a accompli un premier mandat de cinq ans, ne peut être élu qu'une seule fois au poste de Directeur général, son mandat dans cette nouvelle fonction n'étant donc pas renouvelable. Cette interprétation se base sur l'esprit de l'art. 108, par. 1, 2^e phrase, qui veut que la période de service accomplie en qualité de fonctionnaire élu ne dépasse en aucun cas dix ans, que l'intéressé ait exercé exclusivement les fonctions de Vice-Directeur général ou celles de Directeur général ou les deux successivement.

La Comm. 4, tout en partageant cette manière de voir, n'a pas estimé nécessaire d'amender en ce sens la disp. précitée, dont le libellé actuel lui paraissait suffisamment clair (II 1434 et 1435).

Le Congrès de Hambourg 1984 a rejeté une proposition visant à exclure tout renouvellement du mandat du DG et du VDG (prop. 1508.1), de même qu'une prop. selon laquelle le Congrès pourrait, à titre exceptionnel, à la demande de dix pays au moins, élire le DG et le VDG pour un troisième et dernier mandat (prop. 1508.5); une prop. analogue (prop. 1508.3) avait auparavant été retirée en faveur de cette dernière (Congrès de Hambourg 1984, II, C 3, 1^{re} séance).

*) Cette disp. a été appliquée pour la première fois par le Congrès de Lausanne 1974, qui avait également arrêté, par deux résolutions, la procédure à suivre pour l'élection du DG et du VDG. Cette procédure est réglée aujourd'hui dans l'art. 23 du Règl. int. des Congrès.

5) Les conditions de service des fonctionnaires élus (DG et VDG) sont actuellement réglées par les résolutions C 51 et C 52 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1431 et 1432, prop. 0001 CE et 0011/Rev 1) ainsi que par la résolution CE 1/1977 amendée par les décisions CE 5/1979, CE 9/1982 et CE 11/1983 (v. aussi annot. 21 à l'art. 102).

6) A la suite d'un examen de la question de savoir dans quelles conditions un Sous-Directeur général (SDG) pourrait faire acte de candidature au poste vacant de DG et de VDG, le CE a décidé, en 1983, que la procédure prévue à l'art. 108 s'applique à toutes les candidatures y compris celles des fonctionnaires du BI (décision CE 8/1983).

7) Les délais pour la mise au concours des postes du DG et du VDG, pour la présentation des candidatures et pour la transmission au BI des candidatures ont été introduits par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 afin de permettre au BI de préparer, de traduire et de diffuser suffisamment tôt avant le Congrès la documentation nécessaire pour les élections (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE).

8) Amendement introduit par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 ayant pour objet de régler la procédure à suivre pour la mise au concours si, à la fin de son premier mandat, un DG ou un VDG est intéressé au renouvellement de son mandat. Il ressort des motifs de la prop. qui était à la base de cet amendement (prop. 1508.1 CE) que, dans une telle éventualité, une nouvelle présentation formelle de la candidature du DG ou du VDG en fonctions par le Gouvernement de leur pays n'est pas nécessaire. Par contre, la déclaration écrite du DG ou du VDG, adressée au Gouvernement suisse, selon laquelle il serait intéressé au renouvellement éventuel de son mandat, doit être considérée comme suffisante (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE).

9) Amendement adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, visant à renoncer dans cette hypothèse à la procédure normale de la soumission des candidatures (par. 2), étant donné que le VDG concerné a déjà exercé ad intérim les fonctions de DG et que sa candidature avait été présentée formellement par le Gouvernement de son pays pour son élection au poste de VDG lors du Congrès précédent (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE).

10) Cette disp., ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, a pour but de régler la procédure en cas de vacance du poste de VDG et de combler ainsi une lacune qui existait dans l'ancien art. 108. Elle autorise le CE à charger un des Sous-Directeurs généraux d'assumer ad intérim les fonctions de VDG jusqu'au prochain Congrès qui procédera à l'élection d'un nouveau VDG. Il s'agit de pourvoir provisoirement, sans tarder, le poste vacant du VDG en vue d'assurer la continuité des travaux et d'éviter des difficultés lors des absences du DG. Le Sous-Directeur général désigné par le CE conserve son grade D 2; il exerce simplement par intérim les fonctions de VDG sans être nommé à ce grade (II 1433 à 1435, prop. 1508.1 CE). Cela étant, les par. 2, 5^e phrase, et 3 de l'art. 108 ne lui sont pas applicables, interprétation qui a été confirmée par le CE en 1982, lors de la nomination d'un VDG ad intérim (décision CE 10/1982).

Article 109

Fonctions du Directeur général (1)

1. Le Directeur général organise, administre (2) et dirige le Bureau international dont il est le représentant légal. (3) (4) Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 (5) (6) et pour nommer et promouvoir (7) les fonctionnaires dans ces grades. (8) (9) Pour les nominations (10) dans les grades P 1 à D 1, il examine les titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité (11) en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau. (12) (13) Il tient également compte de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. (14) Il informe le Conseil exécutif une fois par an, dans le Rapport sur les activités de l'Union, des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 1. (15)

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

- a) préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps **opportun** à l'examen du Conseil **exécutif; communiquer** le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil exécutif;
- b) servir d'intermédiaire dans les relations entre:
 - l'UPU et les Unions restreintes;
 - l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
 - l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
- c) assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:
 - à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
 - à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
 - au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;
- d) assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

¹⁾ L'art. 109 a été créé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 1 à l'art. 108).

²⁾ Les compétences du Directeur général concernant l'administration du BI dans les domaines du personnel et des finances sont déterminées dans le Statut du personnel du BI et dans le Règlement financier de l'UPU arrêtés par le CE.

³⁾ Les termes «dont il est le représentant légal» ont été ajoutés par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1231 à 1233, prop. 1509.2/Rev CE). Cette clause figurait auparavant d'abord dans le Règlement du BI du 20 décembre 1963 et ensuite dans le Statut du personnel du BI, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973, qui a remplacé ce Règlement.

⁴⁾ Lorsque le CE fut chargé d'élaborer un art. sur les attributions et les obligations du BI, la question s'est posée de savoir s'il fallait distinguer les attributions du BI en tant qu'organe de l'Union de celles de son Directeur général. Craignant qu'une telle distinction ne soit de nature à entraîner des confusions sur le plan des responsabilités, le CE a décidé que le Directeur général serait désigné comme l'unique responsable aux yeux des Pays-membres étant entendu que pour exercer son autorité il dispose des moyens nécessaires, à savoir le BI (CE 1971 – Doc 7 et PV 5). L'art. 109 a été conçu dans ce sens. Néanmoins, dans les divers art. des Actes, on a maintenu la distinction entre les compétences du Directeur général et celles du BI qui sont les suivantes:

a) Tâches attribuées au Directeur général

Constitution

- 1° assumer la direction du BI (Const., art. 20);

Règlement général

- 2° le cas échéant, servir d'intermédiaire pour la transmission des invitations au Congrès envoyées par le Gouvernement invitant aux Gouvernements des Pays-membres (Règl. gén., art. 101, par. 5);
- 3° envoyer les invitations nécessaires aux organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales que le CE a désignées pour se faire représenter à un Congrès (Règl. gén., art. 102, par. 6, lettre n));
- 4° donner son accord pour la fixation de la date et du lieu de la réunion du CCEP (Règl. gén., art. 104, par. 7);
- 5° donner son avis aux organisateurs des réunions d'organes de l'Union quant au choix du système d'interprétation à utiliser pour les délibérations (Règl. gén., art. 107, par. 9);
- 6° organiser, administrer et diriger le BI et en être le représentant légal (Règl. gén., art. 109, par. 1);
- 7° classer les postes des grades G 1 à D 1 et nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades (Règl. gén., art. 109, par. 1);
- 8° préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du CE. Communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du CE (Règl. gén., art. 109, par. 2, lettre a));
- 9° servir d'intermédiaire dans les relations entre l'UPU et les Unions restreintes, l'UPU et l'ONU, l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union (Règl. gén., art. 109, par. 2, lettre b));
- 10° assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et, à ce titre, veiller notamment à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union, à l'élaboration, à la production et à la distribution des doc, rapports et procès-

- verbaux, au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union (Règl. gén., art. 109, par. 2, lettre c));
- 11° assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter (Règl. gén., art. 109, par. 2, lettre d));
 - 12° assumer la responsabilité du secrétariat des organes de l'Union qui est assuré par le BI (Règl. gén., art. 111);
 - 13° autoriser, en cas d'extrême urgence, un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du BI, sans toutefois que le montant du dépassement ne puisse excéder 65 000 fr suisses par année (Règl. gén., art. 124, par. 5);
 - 14° assister aux réunions du Bureau du Congrès (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 8, par. 2);
 - 15° assumer les fonctions de Secrétaire général du Congrès (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 11, par. 1);
 - 16° assister aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès et prendre part aux délibérations sans droit de vote. Assister, s'il le désire et dans les mêmes conditions, aux séances des Comm. ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du BI (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 11, par. 2).

b) Tâches attribuées au Bureau international

Constitution

- 1° servir d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Adm. postales (Const., art. 20);

Règlement général

- 2° s'entendre avec le Gouvernement invitant avant que celui-ci fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès (Règl. gén., art. 101, par. 5);
- 3° avec l'accord du CE et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prendre les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union, lorsque le Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant. Exercer dans ce cas les fonctions du Gouvernement invitant (Règl. gén., art. 101, par. 6);
- 4° s'entendre avec les Pays-membres ayant pris l'initiative d'un Congrès extraordinaire avant que ceux-ci fixent le lieu de réunion de ce Congrès (Règl. gén., art. 101, par. 7);
- 5° annexer à toute prop. présentée en vertu de l'art. 120, et avant de la soumettre à l'approbation des Adm. des Pays-membres, les commentaires que le CE aurait préparés à la demande de l'Adm. auteur de ladite prop. (Règl. gén., art. 102, par. 6, lettre q));
- 6° publier les doc dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux modalités convenues avec ces bureaux régionaux. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle (Règl. gén., art. 107, par. 3);
- 7° distribuer en principe simultanément dans les différentes langues demandées les doc qu'il publie directement (Règl. gén., art. 107, par. 4);
- 8° échanger les correspondances avec les Adm. postales en toute langue pour laquelle il dispose d'un service de traduction (Règl. gén., art. 107, par. 5);

- 9° donner suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans (Règl. gén., art. 107, par. 8);
- 10° assurer, sous la responsabilité du Directeur général, le secrétariat des organes de l'Union. Adresser tous les doc publiés à l'occasion de chaque session aux Adm. des membres de l'organe, aux Adm. des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Adm. des Pays-membres qui en font la demande (Règl. gén., art. 111);
- 11° établir et tenir à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union (Règl. gén., art. 112);
- 12° se tenir en tout temps à la disposition du CE, du CCEP et des Adm. pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service (Règl. gén., art. 113, par. 1);
- 13° entre autres, réunir, coordonner, publier et distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union (Règl. gén., art. 113, par. 2);
- 14° procéder aux enquêtes qui sont demandées par les Adm. en vue de connaître l'opinion des autres Adm. sur une question déterminée (Règl. gén., art. 113, par. 3);
- 15° saisir, à toutes fins utiles, le Président du CCEP des questions qui sont de la compétence de cet organe (Règl. gén., art. 113, par. 4);
- 16° intervenir, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Adm. qui réclament cette intervention (Règl. gén., art. 113, par. 5);
- 17° développer l'ass. techn. postale sous toutes ses formes, dans le cadre de la coopération technique internationale (Règl. gén., art. 114);
- 18° faire confectionner les cartes d'identité postales, les coupons-réponse internationaux, les bons postaux de voyage et les couvertures de carnets de bons et en approvisionner, au prix de revient, les Adm. qui en font la demande (Règl. gén., art. 115);
- 19° veiller à ce que les Actes des Unions restreintes et les arr. spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informer les Adm. de l'existence des Unions et des arr. susdits. Signaler au CE toute irrégularité constatée en vertu de la présente disp. (Règl. gén., art. 116, par. 2);
- 20° rédiger, à l'aide des doc qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe (Règl. gén., art. 117);
- 21° faire, sur les activités de l'Union, un rapp. annuel qui est communiqué, après approbation par le CE, aux Adm., aux Unions restreintes et à l'ONU (Règl. gén., art. 118);
- 22° publier, sous un numéro suivi de la lettre R, les prop. d'ordre rédactionnel munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Adm. qui les présentent. Publier avec une annot. appropriée les prop. non munies de cette mention mais qui, de son avis, ne touchent que la rédaction; établir une liste de ces prop. à l'intention du Congrès (Règl. gén., art. 119, par. 4);
- 23° servir d'intermédiaire pour adresser aux autres Adm. les prop. visées à l'art. 120, par. 1, du Règl. gén. (Règl. gén., art. 120, par. 2);
- 24° notifier par circ. toute prop. présentée en vertu de l'art. 121, par. 1, du Règl. gén., les Adm. disposant d'un délai de deux mois pour examiner la prop. et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au BI. Réunir les réponses et les communi-

- quer aux Adm. avec invitation de se prononcer pour ou contre la prop. (Règl. gén., art. 121, par. 1);
- 25° demander au Gouvernement de la Confédération suisse d'établir et de transmettre aux Gouvernements des Pays-membres une déclaration diplomatique consacrant les modifications apportées à la Conv., aux Arr. et aux Prot. fin. de ces Actes (Règl. gén., art. 122, par. 1);
- 26° constater et notifier aux Adm. les modifications apportées aux Règl. et à leurs Prot. fin. ainsi que les interprétations visées à l'art. 91, par. 2, lettre c), ch. 2°, de la Conv. et aux disp. correspondantes des Arr. (Règl. gén., art. 122, par. 2);
- 27° porter à l'attention du Congrès les changements ultérieurs de classe de contribution que les Pays-membres lui ont notifiés avant l'ouverture du Congrès (Règl. gén., art. 125, par. 4);
- 28° au cas où l'une des Adm. en cause ne donne pas suite à une prop. d'arbitrage dans le délai de six mois, provoquer à son tour, si la demande lui en est faite, la désignation d'un arbitre par l'Adm. défaillante ou en désigner un lui-même d'office (Règl. gén., art. 127, par. 2);
- 29° fonctionner comme arbitre unique dans une procédure d'arbitrage lorsque les parties en cause le désignent après entente (Règl. gén., art. 127, par. 3);
- 30° désigner, pour trancher un différend en cas de partage des voix, une Adm. parmi celles qui ne sont pas proposées par les arbitres, lorsque ceux-ci ne peuvent s'entendre sur le choix d'une autre Adm. également désintéressée dans le litige (Règl. gén., art. 127, par. 5);

Règlement intérieur des Congrès

- 31° s'entendre avec l'Adm. du pays siège du Congrès pour suggérer la désignation du Doyen du Congrès (Règl. int. des Congrès – art. 6, par. 1);
- 32° assurer, avec la collaboration de l'Adm. du pays invitant, les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Comm. (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 11, par. 3);
- 33° mettre à disposition les fonctionnaires supérieurs chargés d'assumer les fonctions de Secrétaire du Congrès, du Bureau du Congrès et des Comm. (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 11, par. 4);
- 34° publier en langue française les doc élaborés pendant le Congrès, y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 13, par. 1);
- 35° distribuer aux délégués dans les conditions prévues à l'art. 14, par. 5 et 6, du Règl. int. des Congrès les amendements présentés en Congrès au sujet de prop. déjà faites ainsi que les prop. ne visant pas à modifier le texte des Actes (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 14, par. 5 et 6);
- 36° établir à l'intention de la Comm. de rédaction et des Comm. intéressées les listes de prop. visées à l'art. 15, par. 1, du Règl. int. des Congrès (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 15, par. 1);
- 37° servir d'intermédiaire entre les délégués et le Président d'une séance pour les observations que ceux-ci auraient à présenter au sujet de l'épreuve du procès-verbal de cette séance (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 23, par. 4);
- 38° tenir compte des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiquent dans un délai de quarante jours après l'envoi des procès-verbaux ou des rapp. des dernières séances qui n'ont pu être approuvés en Congrès ou en Comm. mais qui l'ont été par les Présidents respectifs de ces réunions (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 23, par. 5);

- 39° rectifier dans les procès-verbaux ou les rapp. des séances du Congrès et des Comm. les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 23, par. 6);
- 40° rectifier dans les Actes définitifs et dans les décisions autres que les Actes les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen de ceux-ci, le numérotage des art. et des par. ainsi que les références (Règl. gén., annexe – Règl. int. des Congrès – art. 24, par. 5 et 6);

Convention, Règlement

- 41° assurer la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, les comptes des services des télécommunications pouvant être aussi compris dans ces décomptes (Conv., Règl., art. 101, par. 3);
- 42° s'entendre avec les Adm. avant qu'elles fixent les équivalents des taxes postales prévues par la Conv., les Arr. et leurs Prot. fin. ainsi que le prix de vente des coupons-réponse internationaux et les notifier sous sa propre responsabilité (Conv., Règl., art. 104, par. 1);
- 43° publier un recueil des équivalents (Conv., Règl., art. 104, par. 3);
- 44° servir d'intermédiaire à chaque Adm. pour la notification à toutes les autres Adm. de toute nouvelle émission de timbres-poste (Conv., Règl., art. 105, par. 1);
- 45° servir d'intermédiaire aux Adm. pour l'échange (en trois exemplaires) de leurs nouvelles émissions de timbres-poste (Conv., Règl., art. 105, par. 2);
- 46° fournir les cartes d'identité postales (Conv., Règl., art. 106, par. 2);
- 47° publier un recueil officiel des renseignements d'intérêt général relatifs à l'exécution de la Conv. et de son Règl. Publier des recueils analogues se rapportant à l'exécution des Arr. et de leurs Règl. (Conv., Règl., art. 111, par. 1);
- 48° publier les listes, recueils, etc., énumérés à l'art. 111, par. 2, du Règl. de la Conv. (Conv., Règl., art. 111, par. 2);
- 49° publier un vocabulaire polyglotte du service postal international (Conv., Règl., art. 111, par. 3);
- 50° notifier par circ., bulletin, supplément ou autre moyen convenable les modifications apportées aux divers doc énumérés à l'art. 111, par. 1 à 3, du Règl. de la Conv. (Conv., Règl., art. 111, par. 4);
- 51° distribuer aux Adm. les doc qu'il publie, selon les règles prévues à l'art. 112, par. 1, du Règl. de la Conv. (Conv., Règl., art. 112, par. 1);
- 52° fournir aux Adm. au prix de revient les doc demandés en plus du nombre d'exemplaires gratuits auxquels elles ont droit (Conv., Règl., art. 112, par. 2);
- 53° transmettre aux Unions restreintes les doc qu'il publie (Conv., Règl., art. 112, par. 3);
- 54° servir d'intermédiaire pour communiquer aux Adm. intéressées la valeur moyenne en francs fixée par une Adm. pour toutes les espèces de sacs postaux utilisées par ses bureaux d'échange (Conv., Règl., art. 168, par. 7);
- 55° servir d'intermédiaire aux Adm. pour notifier aux autres Adm. que les formules concernant la période de statistique des frais de transit et des frais terminaux doivent être adressées à son Adm. centralé (Conv., Règl., art. 186);
- 56° en cas de différences entre les indications correspondantes fournies par deux Adm. au sujet des frais de transit et des frais terminaux, inviter ces Adm. à se mettre d'accord et à lui indiquer les sommes définitives arrêtées (Conv., Règl., art. 187, par. 6);
- 57° lorsqu'une Adm. seulement a fourni les relevés C 21 ou C 21bis relatifs aux frais de transit et aux frais terminaux, informer l'autre Adm. intéressée et lui indiquer les montants des relevés reçus (Conv., Règl., art. 187, par. 7);
- 58° établir, au moins deux fois par année, le décompte des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface (Conv., Règl., art. 187, par. 8 à 11);

- 59° faire paraître en temps opportun les décomptes généraux des frais de transit et des frais terminaux, de telle manière que les paiements provisoires puissent intervenir dans les conditions fixées à l'art. 184 du Règl. de la Conv. (Conv., Règl., art. 187, par. 9);
- 60° si le paiement du solde des frais de transit et des frais terminaux résultant du décompte général n'est pas effectué dans les quatre mois suivant l'expiration du délai réglementaire prévu à l'art. 103, par. 9, du Règl. de la Conv., faire figurer ces sommes dans le décompte général suivant, à l'avoir de l'Adm. créancière (Conv., Règl., art. 188, par. 1);
- 61° notifier aux Adm. les informations reçues d'une Adm. lui signalant que sa législation ne permet pas la procédure prévue à l'art. 195, par. 1, lettres a) et b), du Règl. de la Conv. (Conv., Règl., art. 195, par. 3);
- 62° imprimer les coupons-réponse internationaux et les livrer aux Adm. (Conv., Règl., art. 196, par. 1);
- 63° à la demande d'une Adm., indiquer le prix de vente sur les coupons-réponse au moment de l'impression (Conv., Règl., art. 196, par. 2, lettre b));
- 64° reprendre également les coupons-réponse détériorés transmis à l'appui d'un relevé C 23 séparé, établi en double exemplaire (Conv., Règl., art. 196, par. 5);
- 65° à titre exceptionnel, tenir compte des coupons-réponse internationaux détruits avant la vente ou après l'échange (Conv., Règl., art. 196, par. 6);
- 66° tenir pour les coupons-réponse une comptabilité appropriée conformément à l'art. 196, par. 7, lettres a) et b). Envoyer un relevé de compte pour approbation à chaque Adm. intéressée (Conv., Règl., art. 196, par. 7);
- 67° établir un décompte général biennal selon les modalités fixées à l'art. 196, par. 8 (Conv., Règl., art. 196, par. 8);
- 68° transmettre le décompte général aux Adm. complété par un tableau de compensation qui sert de base aux règlements (Conv., Règl., art. 196, par. 9);
- 69° élaborer et distribuer aux Adm. les doc énumérés à l'art. 227, par. 1 (Conv., Règl., art. 227, par. 1);
- 70° fournir aux Adm., à leur demande et à titre onéreux, des cartes et horaires aériens régulièrement édités par un organisme privé spécialisé et reconnus comme répondant le mieux aux besoins des services postaux aériens (Conv., Règl., art. 227, par. 2);
- 71° porter à la connaissance des Adm. par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les moindres délais et sous la forme la mieux appropriée toutes modifications aux doc visés à l'art. 227, par. 1, ainsi que la date de mise en vigueur de ces modifications (Conv., Règl., art. 227, par. 3);

Colis, Règlement

- 72° servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des colis postaux (Colis, Règl., art. 101);
- 73° servir d'intermédiaire à chaque Adm. pour communiquer, le cas échéant, aux autres Adm. le nom du bureau spécialement désigné pour recevoir les avis de non-livraison (Colis, Règl., art. 136, par. 4);

Mandats, Règlement

- 74° servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des mandats de poste et des bons postaux de voyage (Mandats, Règl., art. 101, par. 1 et 2);
- 75° fournir aux Adm. qui les demandent les caractéristiques techniques des formules MP 1bis et MP 12bis et les renseignements concernant leur utilisation (Mandats, Règl., art. 104, par. 3);

- 76° assurer l'impression des bons postaux de voyage et des couvertures de carnets et en approvisionner les Adm. (Mandats, Règl., art. 155, par. 4);

Chèques, Règlement

- 77° servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des chèques postaux (Chèques, Règl., art. 101, par. 2 et 3);
- 78° fournir aux Adm. qui les demandent les caractéristiques techniques des postchèques (VP 14) et de la carte de garantie postchèque (VP 15) (Chèques, Règl., art. 149, par. 1, et 150);

Remboursements, Règlement

- 79° servir d'intermédiaire à chaque Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des envois contre remboursement (Remboursements, Règl., art. 101);

Recouvrements, Règlement

- 80° servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des recouvrements (Recouvrements, Règl., art. 101);

Épargne, Règlement

- 81° servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service de l'épargne (Épargne, Règl., art. 101, par. 1 et 3, art. 107 et art. 110, par. 4);

Abonnements, Règlement

- 82° servir d'intermédiaire aux Adm. pour communiquer aux autres Adm. les renseignements concernant le service des abonnements (Abonnements, Règl., art. 101).

^{a)} La clause selon laquelle le Directeur général est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 1 a été adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II 1277 et 1278, Doc 136/Rev 1, prop. 1508.2/Rev 1). Antérieurement à ce Congrès, la compétence du Directeur général en matière de classement des postes était réglée dans le Statut du personnel arrêté par le CE.

^{a)} Le Congrès de Vienne 1964 a confié au CE la création des nouveaux postes pour les catégories de fonctionnaires dont la nomination était soumise à l'approbation de ce Conseil (II 525, résolution C 15). Par ailleurs, lors de sa session de mai 1975, le CE a entériné dans le Statut du personnel la pratique selon laquelle la création et la suppression de tous les postes au BI étaient de sa compétence (Doc CE 1974/1975, CE 1975 – Doc 6).

⁷⁾ Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a introduit pour la première fois, aux art. 102 et 108 du Règl. gén., une distinction claire entre «nominations» et «promotions» (soit entre «nommer» et «promouvoir»), afin d'aligner la terminologie du Règl. gén. sur celle du système commun des Nations Unies, terminologie qui a été reprise également par le Statut du personnel du BI arrêté par le CE. Selon la nouvelle terminologie, «nomination» signifie le recrutement d'un candidat de l'extérieur en qualité de fonctionnaire international, alors que la «promotion» constitue un acte administratif par lequel un fonctionnaire déjà en service passe à un grade plus élevé (II 1436 et 1437, prop. 1502.1 CE; II 1277 et 1278; Doc 136/Rev 1, prop. 1502.4/Rev 1 et 1508.2/Rev 1).

^{a)} Antérieurement au Congrès de Vienne 1964, le CE nommait, sur proposition du Gouvernement suisse, tout le personnel hors classe, y compris le Directeur général. Depuis ce

Congrès, le personnel hors classe et les fonctionnaires des 1^{re}, 2^e et 3^e classes (correspondant aux grades actuels P 4, P 3 et P 2) ont été nommés par le Directeur général, ces nominations devant être ensuite approuvées par le CE (II 915, prop. 2058 et 2023 CEL). Au Congrès de Lausanne 1974, la compétence de nommer le Directeur général et le Vice-Directeur général a été attribuée au Congrès (II 1212 à 1214, prop. 1507.92, 1509.4, 1509.5/Rev 2, 1509.7 R, 1509.8/Rev). Ce même Congrès a également supprimé l'approbation du CE pour les nominations effectuées par le Directeur général des fonctionnaires des grades P 4, P 3 et P 2 (II 1234 à 1238, prop. 1502.9, 1502.16). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a élargi aux grades D 1 (Conseiller supérieur) et P 5 (Conseiller) la compétence du Directeur général de nommer et promouvoir, sans approbation du CE, les fonctionnaires du BI. En même temps, il a renforcé, à l'art. 102, par. 6, lettre j), ch. 3^e, la compétence du CE en ce qui concerne les nominations et promotions au grade D 2 (Sous-Directeur général), en supprimant dans l'ancien ch. 3^e les mots «sur proposition du Directeur général du Bureau international» (II 1277 à 1278; Doc 136/Rev 1, prop. 1502.4/Rev 1 et 1508.2/Rev 1).

⁹⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a recommandé que le Directeur général du BI avise par circ. tous les Pays-membres de l'UPU des postes qui sont vacants au BI et qui ne sont pas pourvus par voie de promotion dans le cadre dudit Bureau, en vue de proposer des candidatures. Les Adm. devraient être avisées de toutes les vacances concernant les postes hors classe à Troisième Secrétaire. Les capacités requises pour chaque fonction, telles que l'expérience, la formation, etc., devraient être indiquées dans chaque mise au concours (II 539, recommandation C 3). Les disp. régissant le recrutement (y compris la procédure de la mise au concours des postes vacants), les nominations et les promotions figurent aujourd'hui dans le Statut du personnel du BI arrêté par le CE et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973. Selon ces disp., les postes vacants au BI sont pourvus soit par recrutement à l'extérieur (nominations), soit par mutation ou promotion à l'intérieur du BI. Sans entraver l'apport de nouveaux talents aux divers grades, il doit être pleinement tenu compte, pour occuper les postes vacants, des aptitudes et de l'expérience que peuvent posséder des fonctionnaires qui sont déjà au service de l'Union. Le Directeur général avise, par lettre-circ., les Adm. postales des postes vacants des grades D 2 à P 1, qui ne sont pas pourvus dans le cadre du BI, en vue de proposer des candidatures. Lors de l'examen des candidatures reçues de l'extérieur, il faut passer d'office en revue également les cas des fonctionnaires du BI du grade immédiatement inférieur à celui du poste vacant. Un Comité des nominations et des promotions est chargé de conseiller le Directeur général dans tous les cas de nominations et de promotions dans les postes vacants (jusqu'au grade D 1).

¹⁰⁾ Le terme «nomination» signifie recrutement et ne comprend pas les «promotions» (v. annot. 7).

¹¹⁾ «Candidats recommandés par les Adm. postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité». Modification apportée par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1612, II 1253 à 1256, 1004 à 1006). Au cours de la discussion qui a eu lieu au sujet de cette prop., il a été précisé qu'il appartient à l'Adm. postale d'un Pays-membre de présenter et de recommander ses candidats à un poste supérieur du BI et que ces candidats doivent avoir la nationalité de l'Adm. recommandante. Cette disp. ne concerne pas la promotion des fonctionnaires déjà au service du BI.

¹²⁾ Cette phrase, adaptée aux compétences élargies du Directeur général en matière de nominations et de promotions, correspond à l'art. 102, par. 6, lettre j), ch. 3^e, du Régl. gén. de Lausanne 1974.

¹³⁾ Le principe d'une équitable répartition géographique s'applique aux postes vacants des catégories hors classe (grades D 2, D 1 et P 5) et professionnelle (grades P 4 à P 1), alors que les postes vacants de la catégorie des services généraux (grades G 7 à G 1)

sont normalement pourvus par recrutement sur le plan local. En raison du nombre restreint des postes soumis à la répartition géographique (55 postes en 1980) par rapport au nombre total des Pays-membres (159 en 1980), l'UPU ne connaît pas, aux fins des nominations sur le plan international, un système de «quotas par pays», mais elle comprend le principe d'une équitable répartition géographique dans un sens «continental» (c'est-à-dire dans un sens qui vise les cinq groupes géographiques connus à l'UPU).

¹⁴⁾ Cette phrase correspond au par. 7 de l'art. 102 du Règl. gén. de Lausanne 1974. Ce par. avait été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 915, prop. 2058).

¹⁵⁾ Cette phrase a été ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 en conséquence de l'élargissement des compétences du Directeur général en matière de nominations et de promotions (v. annot. 8).

Article 110

Fonctions du Vice-Directeur général ⁽¹⁾

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui. ⁽²⁾
2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. ⁽³⁾ Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 108, paragraphe 3. ⁽³⁾

¹⁾ Cet art. a été créé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (v. annot. 1 à l'art. 108).

²⁾ Cette disp. a été reprise de l'art. 108, par. 11, 2^e phrase, du Règl. gén. de Lausanne 1974.

³⁾ Précision ajoutée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, sur prop. de la Comm. de rédaction qui avait été chargée de scinder l'ancien art. 108 (du Règl. gén. de Lausanne 1974) (v. annot. 1 à l'art. 108; II 1819, 1822 et 1823).

Article 111

Secrétariat des organes de l'Union (Const. 14, 15, 17 et 18)

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. ⁽¹⁾ Il adresse tous les documents publiés à l'occasion ⁽²⁾ de chaque session aux Administrations postales des membres de l'organe, aux Administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

¹⁾ Pour délimiter les tâches incombant au pays hôte, d'une part, et au BI, d'autre part, en ce qui concerne l'organisation du Congrès, le Directeur général du BI a conclu un accord particulier avec les Adm. organisatrices des Congrès de Vienne 1964, de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979 et de Hambourg 1984.

²⁾ Cette disp. implique que le secrétariat doit non seulement envoyer tous les doc publiés avant une session, comme le prévoyaient les art. 102, par. 8, 104, par. 13, et 110 du Règl. gén. de Tokyo 1969, mais également ceux qui sont diffusés pendant ou peu après une session, notamment les rapp. des Comm. et les procès-verbaux (Congrès de Lausanne 1974, II 1304, prop. 1502.7 et 1504.2).

Article 112

Liste des Pays-membres (Const. 2) (¹)

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union (²) (³) en y indiquant leur classe de contribution, (⁴) leur groupe géographique (⁵) et leur situation par rapport aux Actes de l'Union. (⁶)

¹⁾ Cet art. a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (I 205; II 991 et 1367, prop. 2063). L'établissement de cette liste est la conséquence, d'une part, de la décision prise par le Congrès de Vienne 1964 de ne pas reprendre dans le préambule de la Const. l'énumération des Pays-membres de l'Union qui figurait antérieurement dans le préambule de la Conv., d'autre part, de la suppression de l'art. 113 du Règl. de la Conv. d'Ottawa qui donnait le classement des pays en vue de la répartition des dépenses de l'UPU. Cette liste a un caractère déclaratoire (Congrès de Vienne 1964, II 106, Congrès – Doc 1).

²⁾ Pour établir la liste des Pays-membres, le BI reprend la dénomination sous laquelle chacun d'eux a signé les Actes du Congrès, sous réserve des changements de dénomination intervenus entretemps et dûment communiqués au BI. Pour les nouveaux Pays-membres, il est tenu compte de la dénomination communiquée au BI par les autorités compétentes (v. aussi annexe au Rapp. sur les activités de l'Union).

³⁾ En plus de la liste des Pays-membres établie en vertu de l'art. 112 et qui indique notamment la situation juridique des pays par rapport aux Actes de l'Union (ratification, approbation, adhésion), le BI publie dans le Rapp. sur les activités de l'Union une liste des «pays et territoires compris dans le ressort de l'Union» mentionnant:

- a) leur composition et les territoires qui leur sont éventuellement rattachés en vertu de l'art. 3 de la Const;
- b) la capitale;
- c) la situation géographique;
- d) la superficie;
- e) la population;
- f) la date depuis laquelle chaque pays fait partie du ressort de l'UPU.

⁴⁾ Pour la répartition des Pays-membres dans les classes de contribution, v. art. 125.

⁵⁾ L'indication du groupe géographique a été ajoutée par le Congrès de Lausanne 1974 (II 1304, prop. 1508.3). Il y a cinq groupes géographiques (v. annot. 9 à l'art. 102). Les Pays-membres sont classés dans ces groupes en fonction de leur position géographique. Cependant, dans les zones limitrophes, les Pays-membres ont la possibilité de décider à quel groupe ils désirent être rattachés.

⁹⁾ L'établissement de la liste des Pays-membres parties aux Arr. se fonde sur les mêmes raisons que pour la liste afférente aux autres Actes de l'Union. Cette liste concerne les Arr. énumérés à l'annot. 6 de l'art. 22 de la Const. (Congrès de Vienne 1964, II 106, Congrès – Doc 1).

Article 113

Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes (Const. 20, Règl. gén. 120, 121, 122, Conv. Règl. 101)

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service. ⁽¹⁾

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, ⁽²⁾ un avis sur les questions litigieuses; ⁽³⁾ de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur une question déterminée. ⁽⁴⁾ Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil consultatif des études postales des questions qui sont de la compétence de cet organe. ⁽⁵⁾

5. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Administrations postales qui réclament cette intervention. ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾ ⁽⁹⁾

¹⁾ En fait, le BI fournit au CE, au CCEP et aux Adm. des renseignements non seulement sur les questions relatives au service postal, mais sur les questions de toute nature qui peuvent intéresser les uns et les autres et qu'il est à même de donner ou de se procurer.

²⁾ Déjà en 1878, la question s'est posée de savoir quelle interprétation devait être donnée aux mots «à la demande des parties en cause». Le BI, après examen attentif, et d'entente avec l'Autorité de surveillance, a estimé que, dans toute contestation formelle, c'est-à-dire dès qu'il ne s'agit plus de simples différences d'appréciation d'une importance toute secondaire, il n'est autorisé à émettre son avis que si la demande lui en est faite par ou au nom des différentes Adm. directement intéressées dans le litige et non pas seulement par l'une d'entre elles. Il s'est toujours conformé, dès lors, à cette pratique, tacitement

approuvée par l'ensemble des Adm. (cf. Rapp. 1878, p. 4 et 5; Rapp. 1916, p. 6 et 7; Rapp. 1918, p. 9; Rapp. 1941, p. 7). En plus des questions litigieuses, le BI a aussi été souvent appelé à émettre un avis sur des questions non litigieuses. Un certain nombre des avis (questions litigieuses et non litigieuses) sont mentionnés sous les art. respectifs des Actes annotés. Au surplus, les avis sur les questions non litigieuses sont publiés chaque année dans le Rapp. En ce qui concerne les arbitrages dans lesquels le BI peut intervenir comme arbitre unique, v. art. 127, par. 2 et 5.

³⁾ Le BI n'a pas qualité pour intervenir dans les rapports entre les Adm. et leurs usagers, p. ex. en matière de réclamations ou de recherches d'envois postaux du service international, etc. En pareil cas, le BI renvoie toujours les réclamations aux Adm. respectives.

⁴⁾ De nombreuses enquêtes ouvertes par le BI à la demande d'Adm. sont mentionnées dans les Actes annotés à la suite de l'art. qu'elles concernent.

⁵⁾ Nouveau par. introduit par le Congrès d'Ottawa 1957 (II 249 à 251, prop. 1207 et Doc 46). Le but de la nouvelle disp. est d'éviter le chevauchement dans les travaux du BI et du CCEP. Ainsi, p. ex., le BI transmettra, préalablement à l'ouverture de l'enquête au sujet d'une question qui rentre dans la compétence du CCEP, la demande respective au Président du CCEP pour en approuver la diffusion ou, le cas échéant, pour décider de tout autre traitement jugé convenable. Les cas seraient ensuite portés annuellement à la connaissance du CCEP (Doc de la CCEP et de son Conseil de gestion 1958, p. 89 et 90, Doc 13/Add 1). V. aussi le par. 3 de l'art. 7 du Règl. int. du CCEP.

⁶⁾ Décompte-clearing (cf. aussi annot. 3 à l'art. 101 Conv., Règl.). Déjà le Traité de Berne 1874 attribua au BI, par son art. 15, la mission de faciliter les opérations de la comptabilité internationale. Cependant, un projet concernant la création d'un office central de comptabilité, élaboré et présenté en 1876 par le BI lui-même, n'eut pas de suite.

Ce n'est qu'au Congrès de Vienne 1891 (p. 331 s.) que ce service fut institué. Dans les motifs, il est relevé que le procédé des décomptes particuliers est onéreux et qu'il impose aux Adm. des frais considérables, soit par l'échange d'un grand nombre de décomptes spéciaux, soit par l'achat et la vente des traites en vue de la liquidation des différents soldes. De ce fait, on estimait que la création d'un office central de comptabilité et de liquidation comporterait, sous ce rapport, une simplification importante et sensible. Aussi envisagea-t-on le décompte centralisé pour les droits et avoirs résultant de tous les services, y compris celui du télégraphe.

Les disp. y relatives furent d'abord groupées dans un Arr. annexé au Règl. de la Conv. (p. 492 à 500). Aux termes de cet Arr. pouvaient y adhérer les Adm. qui avaient le franc pour unité monétaire ou qui s'étaient mises d'accord sur le taux de conversion de leurs monnaies en francs et centimes métalliques. Une unité monétaire uniforme est, en effet, la condition sine qua non d'un service de compensation multilatéral. Les Adm. adhérentes restaient cependant libres d'indiquer pour quelles branches de services et avec quels pays elles désiraient participer au décompte-clearing. Elles devaient se concerter, à cet effet, entre elles et avec le BI, chargé des fonctions d'office central, et pouvaient cesser leur participation unilatéralement trois mois après en avoir averti l'office central. Le décompte-clearing pouvait être opéré, suivant convenance, mensuellement ou trimestriellement.

De fait, le nombre des Adm. empruntant les services de l'office central pour ce clearing fut toujours restreint. Jusqu'en 1914, on n'en comptait que 13. Lorsque, au cours de la Première Guerre mondiale, l'étalon-or cessa de fonctionner, ce qui fit disparaître le franc métallique, le clearing prit forcément fin. Il fallut attendre qu'une unité monétaire stable puisse de nouveau être désignée comme base de compensation.

Après 1918, le Congrès de Madrid 1920 définit le franc comme s'entendant du franc-or (cf. annot. 1 à l'art. 7 de la Const.). Bien qu'à cette époque ce dernier ne fût, il est vrai, qu'une monnaie purement théorique, il était pourtant en rapport fixe et stable avec une monnaie

effective à étalon-or: le dollar. Aussi chercha-t-on en 1921 à remettre le clearing général en activité sur cette base (circ. 175/1921). Mais le nombre d'Adm. disposées à y participer ne fut pas suffisant pour permettre de reprendre ce décompte général avec avantage. Dès lors, les services du BI sont utilisés, dans ce domaine, seulement pour les décomptes généraux annuels des frais de transit et des coupons-réponse (art. 187 et 196 du Règl. de la Conv.).

Une nouvelle tentative de faire revivre le clearing général fut entreprise en automne 1940 (circ. 281). Le résultat fut également négatif, comme il fallait du reste s'y attendre. Car les circonstances politiques et économiques qui régnaient à cette époque dans le monde aggravaient encore les difficultés déjà inhérentes de nature à un clearing international. Sur la demande d'une Adm. qui, à cette occasion, désirait savoir si, le cas échéant, ce décompte comprendrait aussi les comptes de mandats de poste, le BI a donné l'avis suivant (circ. 300/1940): «Le système de compensation par le clearing du BI présume des soldes établis ou convertis en francs-or (art. 190, par. 1, 1^{er} al., du Règl. de la Conv. de Buenos Aires). Or, les soldes provenant du service des mandats sont des soldes en monnaie nationale. Les Adm. désirant comprendre ces soldes dans le clearing devraient donc au préalable s'entendre en vue de leur conversion en francs-or. D'autre part, le franc-or n'étant pas une monnaie effective, les soldes, résultant du clearing en francs-or, devraient de nouveau être convertis, pour le paiement, en une monnaie nationale, à moins que les Adm. intéressées ne disposent de comptes de dépôt-or à la Banque des règlements internationaux à Bâle, comptes sur lesquels elles pourraient alors effectuer des versements en or. Il s'ensuit que, dans la pratique, sauf ces derniers cas, le clearing par le BI ne pourra guère convenir aux Adm. que pour les soldes provenant des rémunérations dues entre les Adm. et établies d'emblée en francs-or. Sous ce rapport, outre le décompte concernant les taxes et droits postaux, on pourrait encore envisager le décompte se rapportant aux taxes télégraphiques et téléphoniques.»

V. également annot. 1 à l'art. 7 Const. (Monnaie type).

7) Cf. art. 101, par. 3, Conv., Règl., et annot.

a) Actuellement, le BI procède à la compensation pour:

- a) les frais de transit et les frais terminaux (art. 187, Conv., Règl.);
- b) les coupons-réponse internationaux (art. 196, Conv., Règl.).

a) La possibilité de faire appel à l'intervention du BI comme office de compensation pour la liquidation des indemnités consécutives à des cas de pertes et d'avaries d'envois postaux a fait l'objet d'une prop. de la Yougoslavie à la CEL, prop. qui n'a pas abouti (v. compte rendu analytique CEL 1959, p. 25, et 1960, p. 14).

Article 114

Coopération technique (Const. 1) (1)

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes. (2)

1) Cet art. a été introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 882-885 et 1320, prop. 2037 CEL). En ce qui concerne les attributions des différents organes de l'UPU en matière de coopération technique, le Congrès de Rio de Janeiro 1979, par sa résolution C 43, a actualisé les attributions définies par le Congrès de Tokyo 1969 dans sa résolution C 6. Par sa résolution C 38, le Congrès de Hambourg 1984 a défini les priorités et principes d'action de l'UPU

en matière d'ass. techn. qui doivent être appliqués par le CE et le BI dans le cadre de leurs compétences respectives.

²⁾ Cf. annot. 7 et 8 à l'art. premier Const. ainsi que l'annot. 15 à l'art. 102. Le BI sert notamment d'intermédiaire entre les Adm. et les services des Nations Unies s'occupant de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation des différents programmes d'ass. techn. indépendamment de son intervention en matière d'ass. bilatérale.

Article 115

Formules fournies par le Bureau international

(Const. 20, Conv. 11 et 31)

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les cartes d'identité postales, les coupons-réponse internationaux, les bons postaux de voyage et les couvertures de carnets de bons et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande. (¹⁾ (²)

¹⁾ Le prix de revient des diverses form. est fixé par le BI et communiqué aux Adm. par circ.

²⁾ Les disp. réglementaires relatives aux form. mentionnées dans cet art. figurent: dans les art. 11 de la Conv. et 106 de son Règl. (cartes d'identité postales), dans les art. 31 de la Conv. et 196 de son Règl. (coupons-réponse internationaux), dans les art. 40 de l'Arr. concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage et 155 de son Règl.

Article 116

Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux (Const. 8)

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes. (¹)

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union, et informe les Administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil exécutif toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition. (²)

¹⁾ Au fur et à mesure de la réception de ces doc, le BI informe les Adm. par voie de circ. Le BI publie également la conclusion d'arr. qui règlent l'échange du courrier avec un pays

non membre de l'UPU ou un Pays-membre non signataire de l'Arr. de l'UPU. Cette documentation est tenue à la disposition des Adm. par le service de prêt du BI (cf. circ. 226/1953). Les taxes réduites appliquées dans les Unions restreintes et en vertu d'arr. spéciaux sont publiées par le BI dans le Recueil des taxes réduites (v. art. 109, par. 1, lettre c), du Régl. de la Conv.).

²⁾ Les disp. reprises au par. 2 ont été adoptées par le Congrès de Vienne 1964 (II 961 et 962, 1344, prop. 2038). Déjà, le Congrès de Bruxelles 1952 avait chargé le BI de veiller à ce que les Actes des Unions restreintes et les arr. spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public; mais il l'avait fait sous forme de décision (II 143, 398 et 399). En reprenant cette disp. dans les Actes, le Congrès de Vienne 1964 a, en plus, chargé le BI de signaler au CE toute irrégularité constatée sous ce rapport (II 962, prop. orale Inde).

Article 117 Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾ ⁽⁷⁾

¹⁾ Il s'agit de «Union Postale», revue bimestrielle qui contient des renseignements et des nouvelles d'intérêt postal et administratif, publiés sur la base suivante:

- a) articles techniques sur le service postal et, notamment, sur les problèmes des relations postales internationales, sur l'exploitation postale, tout spécialement sur la mécanisation et la modernisation des services postaux et sur d'autres questions pouvant intéresser les milieux postaux. Il reste toutefois entendu que, pour les articles dont il s'agit, l'Adm. du pays où l'auteur réside doit être consultée. Si l'auteur est fonctionnaire postal, les articles sont transmis par son Adm. qui prend la responsabilité de cette transmission;
- b) articles qui ont déjà paru dans d'autres revues techniques ou professionnelles (reproduction intégrale ou résumé);
- c) décisions juridiques se rapportant au service postal et intéressant les Adm. de l'UPU;
- d) comptes rendus des réunions des organes de l'UPU (Congrès, CE, CCEP);
- e) brefs résumés sur les réunions d'organismes internationaux auxquels l'UPU se fait représenter;
- f) communications et informations d'ordres divers intéressant les milieux postaux, telles que mutations dans le personnel des hauts fonctionnaires;
- g) analyses d'ouvrages importants, nouvellement parus, pouvant intéresser les Adm. (en particulier, analyses des études publiées par décision du CE ou analyses des études et avis publiés au sujet de différentes questions confiées au CCEP);
- h) notices bibliographiques;
- i) nouvelles émissions de timbres-poste.

²⁾ Les articles de la revue sont publiés simultanément dans les sept langues mentionnées à cet art. En revanche, les renseignements concernant les émissions de timbres-poste (lettre i) ne le sont qu'en français. S'agissant de la présentation de la revue dans ces différentes langues, la question a été tranchée par la CEL (v. compte rendu analytique, session 1961, p. 16). Dès le début (1875), la revue a été publiée en langues allemande, anglaise et française. Le Congrès de Paris 1947 avait supprimé la langue allemande

(II 373 à 376), mais le Congrès de Bruxelles 1952 l'a rétablie (II 400, prop. 84). V. aussi compte rendu analytique CEL, session de mai 1953, p. 8. La langue espagnole a été introduite par le Congrès de Madrid 1920 (II 59, 150, 167, 326 et 912). Les langues arabe, chinoise et russe l'ont été par le Congrès de Paris 1947 (II 373 à 376, 1061 et 1062).

³⁾ Les articles doivent être tenus dans les limites d'une stricte objectivité et être exempts de toute tendance politique (Congrès de Buenos Aires 1939, II 552).

⁴⁾ Le Congrès d'Ottawa 1957 a adopté, à l'égard de la revue «Union Postale», la résolution suivante (II 64, 394 à 396, Doc 68):

«En vue de renforcer l'échange d'expériences et de progrès scientifiques, techniques et économiques des communications postales et d'augmenter toujours plus la collaboration internationale et les relations de tous les Pays-membres de l'Union dans ce domaine, le Congrès charge le Bureau international d'assurer une plus large place dans la revue «Union Postale» à la publication des problèmes actuels du service postal concernant des expériences faites, des progrès scientifiques et techniques de différents pays, des questions de la mécanisation et de l'automatisation des processus de la production, des problèmes économiques essentiels du service postal, ainsi que d'insérer, dans la revue, des extraits puisés dans la littérature spécialisée, la critique des livres, des manuels et autres imprimés.

Il fait appel aux Administrations de l'Union, à la Commission consultative des études postales et à la Commission exécutive et de liaison pour qu'elles apportent leur collaboration à cette fin.»

A la suite de cette résolution, la revue «Union Postale» publie périodiquement un résumé du rapport général établi, par le pays rapporteur des groupes de travail du CCEP, sur l'étude dont ces groupes sont chargés.

⁵⁾ La CEL a chargé son Secrétaire général de publier dans la revue, entre autres, des articles biographiques sur les fonctionnaires supérieurs du BI (v. compte rendu analytique, session 1963, p. 8).

⁶⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la recommandation C 4 suivante concernant l'élargissement de la rubrique bibliographique de la revue:

«Les Administrations postales sont invitées à faire accompagner les publications périodiques qu'elles envoient au Bureau international d'une traduction en langue française ou, à défaut, en une des autres langues utilisées par la revue «Union Postale» de la table des matières et, si possible, d'un résumé des articles qu'elles jugent importants.» (II 539, 992 à 994, prop. 2039 CEL.)

⁷⁾ Le CE a conclu, après diverses études faites par le BI et lui-même, que le coût de production de la revue non couvert par des recettes ne doit pas être considéré comme un déficit au sens commercial du terme, mais comme des frais d'information et de publicité au profit de l'Union. A la même occasion, le CE a aussi approuvé l'ouverture d'une nouvelle rubrique «Appels d'offres». Enfin, le CE a refusé d'admettre une augmentation du prix d'abonnement de la revue, celle-ci étant un doc de travail pour les Adm. en même temps qu'elle aide au développement de l'ass. techn. (décision CE 10/1968). Entre les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974, le CE s'est penché à diverses reprises sur la situation financière de la revue. Par sa décision CE 11/1973, notamment, il a chargé le BI «d'étudier de façon permanente les mesures susceptibles de réduire les dépenses de la revue et, le cas échéant, de présenter un rapp. à ce sujet au Conseil». Le CE élu par le Congrès de Lausanne 1974 s'est également saisi du problème. Le CE issu du Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est également penché sur la situation financière de la revue. Par sa décision CE 19/1981, il a décidé de maintenir le prix des abonnements au même niveau que précédemment, tout en laissant le soin au Directeur général de proposer les mesures que celui-ci jugerait utiles lorsque le montant des dépenses annuelles nettes de la revue atteindra 280 000 francs suisses.

Article 118

Rapport annuel sur les activités de l'Union (Const. 20, Règl. gén. 102, par. 6, I) (1)

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil exécutif, aux Administrations postales, aux Unions restreintes (2) et à l'Organisation des Nations Unies. (3) (4) (5)

1) Jusqu'au Congrès de Paris 1947, le BI a fait sur sa gestion un rapp. annuel qu'il communiquait aux Adm. des Pays-membres (v. art. 186 Conv. de Buenos Aires 1939). Selon les disp. de la Conv. de Paris 1947 (art. 18, par. 11, lettre e) in fine), la CEL devait elle-même présenter un rapp. annuel aux Pays-membres. Toutefois, il a été décidé que le rapp. du BI préparé par le Directeur tiendra lieu également de rapp. de la CEL aux Pays-membres (v. Doc de la CEL 1948, p. 169). Cet état de fait a été validé par le Congrès de Bruxelles 1952 (art. 109 Conv., Règl.). Jusqu'au Congrès de Tokyo 1969, le rapp. établi par le BI était approuvé par le Président du CE sous réserve de ratification par cet organe, puis distribué aux Adm. avant l'approbation définitive du CE, celle-ci ainsi que les modifications et remarques éventuelles étant portées par circ. à la connaissance des Adm. Par suite de la modification apportée à cet art. par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1656, II 1287, 1511), le rapp. n'est transmis dorénavant aux Adm. qu'après son approbation par le CE. Depuis le Congrès de Lausanne 1974, le Président du CE ne signe plus le rapp. annuel étant donné qu'il s'agit d'un rapp. du BI.

2) Les termes «aux Unions restreintes» ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1656, II 1287, 1511).

3) La mention «et à l'Organisation des Nations Unies» a été ajoutée par le Congrès de Vienne 1964 (II 994, prop. 2041). De la sorte, cet art. est mis en concordance avec l'art. V, par. 2, lettre a), de l'Accord ONU/UPU (v. aussi annot. 1 à l'art. V de l'Accord ONU/UPU).

4) Le Congrès de Buenos Aires 1939 a exprimé le vœu: a) que les comptes de gestion annuels du BI soient appuyés d'une formule d'approbation par l'organisme compétent du Gouvernement fédéral suisse; b) qu'il soit soumis à chaque Congrès un état comparatif des recettes et des dépenses pour les années écoulées depuis le Congrès précédent. Cet état indiquera, le cas échéant, l'affectation donnée annuellement aux excédents de quelque nature qu'ils soient (II 537). Le BI donne suite au vœu mentionné sous a) dans les Rapp. depuis 1939. D'autre part, en ce qui concerne le vœu figurant sous b), le BI y satisfait en présentant à chaque Congrès un rapp. de son Directeur sur les finances de l'Union. Le rapp. soumis au Congrès de Hambourg 1984 a fait l'objet du Doc 4 et Add 1 (II, C 2, 1^{re} et 2^e séance).

5) Ce rapp. comporte en annexe:

- la liste des Pays-membres de l'UPU avec indication de leur situation par rapport aux Actes de l'UPU;
- une liste des pays et territoires compris dans le ressort de l'Union, avec indication de la capitale, de la situation géographique, de la superficie en km², de la population et de la date d'application des Actes de l'UPU;
- les projets de coopération technique au titre du PNUD;
- les activités au titre des ressources propres de l'UPU;
- les activités des experts et consultants;
- un état des Administrations débitrices;
- le rapp. de gestion de la Caisse de prévoyance de l'UPU;
- le rapp. sur les services de traduction.

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions (1)

1) Le titre du chapitre III a été modifié par le Congrès de Tokyo 1969 pour tenir compte de la modification apportée au par. 1 de l'art. 119 (prop. 1600 CE, II 1287, 1511; v. également annot. 4 à l'art. 119).

Article 119

Procédure de présentation des propositions au Congrès (Const. 29) (1) (2) (3)

1. Sous réserve des exceptions prévues **aux paragraphes 2 et 5**, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature (4) à soumettre au Congrès par les Administrations postales des Pays-membres:
 - a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;
 - b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;
 - c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Administrations;
 - d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international **dans l'intervalle compris entre quatre et deux** mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Administrations. **Les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;** (5)
 - e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.
2. **Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises**

en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues au paragraphe 1 sont respectées. ⁽⁶⁾

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif. ⁽⁷⁾

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les Administrations qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès. ⁽⁸⁾

5. La procédure prescrite aux paragraphes 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ⁽⁹⁾ ni aux amendements à des propositions déjà faites. ⁽¹⁰⁾

¹⁾ La publication des prop. sous la forme de feuilles volantes séparées pour chaque prop. a été décidée par le Congrès de Buenos Aires 1939 (II 517 et 518). Elle a pris effet pour la présentation des prop. au Congrès de Paris 1947. Actuellement, la présentation des propositions obéit à des règles bien précises qui en facilitent le classement et l'examen. En ce qui concerne le délai de présentation des prop., le Congrès de Buenos Aires avait émis un vœu qui invitait les Adm. à présenter leurs prop. dans un délai aussi étendu que possible avant le Congrès. Ce vœu étant resté sans effet réel sur la pratique des Adm., le Congrès de Bruxelles 1952 a chargé la CEL d'étudier l'élaboration, la recevabilité, la fixation des délais de présentation des prop. (II 141 et 142, et Doc 28, p. 1361 et 1362). La CEL a adopté une résolution qui a été rendue applicable pour la préparation du Congrès d'Ottawa 1957, lequel a, à son tour, entériné la procédure mise ainsi sur pied et qui est prévue dans le présent art.

²⁾ Il incombe au BI, en vertu de l'art. 111 du Règl. gén., de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la publication des prop. à soumettre au Congrès.

³⁾ La procédure réglant le traitement des prop. en Congrès est régie par l'art. 15 du Règl. int. des Congrès.

⁴⁾ Les termes «de toute nature» ont été ajoutés par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1600 CE, II 1287, 1511). La procédure décrite sous cet art., qui ne s'appliquait auparavant qu'aux prop. modifiant les Actes de l'Union, a été étendue à toutes les prop., quelle que soit leur nature, à l'exception toutefois des prop. relatives au Règl. int. des Congrès.

⁵⁾ Le délai de présentation des prop. de fond a été ramené de quatre à deux mois avant l'ouverture du Congrès par le Congrès de Hambourg 1984 pour permettre au BI de traduire les prop. dans les langues prévues à cet effet et de les diffuser en temps opportun pour que les Adm. puissent les recevoir et les étudier avant l'ouverture du Congrès (II, C 3, 5^e séance, prop. 1519.4).

⁶⁾ Cette disp., qui s'applique aux prop. concernant la Const. et le Règl. gén., a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984, afin que chaque Adm. ait le temps de les examiner d'une manière approfondie (II, C 3, 5^e séance, prop. 1519.3).

⁷⁾ Nouveau par. créé par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude entreprise par le CE au sujet de l'organisation, du fonctionnement et des méthodes de travail du Congrès (II, C 3, 5^e séance, prop. 1519.2).

⁸⁾ Pour le Congrès de Hambourg 1984, la liste des prop. d'ordre rédactionnel a été publiée dans le Doc 48.

⁹⁾ Adjonction apportée par le Congrès de Tokyo 1969 (prop. 1600 CE, II 1287, 1511). Les prop. concernant le Règl. int. des Congrès ne sont pas soumises à la procédure prévue dans le présent art. en raison de leur caractère particulier.

¹⁰⁾ La notion d'amendement est précisée à l'art. 14, par. 4, du Règl. int. des Congrès.

Article 120

Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 113) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale ⁽³⁾ entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres Administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

¹⁾ La valeur pratique de la procédure prévue au présent art. se révèle par le nombre de cas où des prop. ont été présentées et votées en vue de modifier ou de compléter certaines disp. dans l'intervalle des Congrès. Le tableau ci-après indique les Congrès qui ont été suivis de telles votations, le nombre de celles-ci, la répartition des prop. entre la Conv. (C) et les Arr. des valeurs déclarées, (VD), des colis postaux (CP), des mandats de poste (MP) et des recouvrements (R) ainsi que leur adoption ou leur rejet:

Après le Congrès	Votations	C	VD	CP	MP	R	Adoptions	Rejets
de Paris 1878	20	(13	3	4	—	—)	19	1
de Lisbonne 1885	29	(14	1	8	4	2)	25	4
de Vienne 1891	28	(21	—	3	4	—)	10	18
de Washington 1897	5	(5	—	—	—	—)	5	—
de Rome 1906	6	(4	1	1	—	—)	3	3
de Madrid 1920	11	(8	—	3	—	—)	8	3
de Stockholm 1924	7	(7	—	—	—	—)	6	1
de Londres 1929	2	(2	—	—	—	—)	2	—
du Caire 1934	7	(6	—	1	—	—)	4	3
de Buenos Aires 1939	3	(—	—	3	—	—)	3	—
de Paris 1947	1	(—	—	1	—	—)	1	—
de Bruxelles 1952	3	(2	—	1	—	—)	3	—
d'Ottawa 1957	2	(2	—	—	—	—)	2	—
de Vienne 1964	10	(1	—	9	—	—)	1	9

Les disp. de l'Arr. concernant les valeurs déclarées ont été intégrées dans la Conv. au Congrès de Rio de Janeiro 1979.

²⁾ Cette procédure vise non seulement la modification des Actes de l'Union, mais également leur interprétation, leur application ou leur suspension temporaire ou toute autre question qui requiert l'assentiment général des Pays-membres de l'Union (consultation relative au dépassement du plafond, v. art. 124, par. 5). Cette procédure était prévue à l'art. XXVII, 12, du Règl. pour l'exécution du Traité de Berne 1874. V. aussi circ. 106/1958, lettre-circ. C 100/1963 (délégation de compétence à la CEL). Les prop. concernant l'interprétation des Actes sont rares. V. p. ex. lettres-circ. C 2327 du 7 août 1954 et C 442 du 28 février 1965 (interprétation authentique des disp. de l'art. 15, par. 9, lettre a), Corr.-avion).

³⁾ Quoique la Conv. et les Arr. soient des traités conclus par les Gouvernements, le Règl. gén. autorise les Adm. postales à traiter les prop. de modification ou d'interprétation de ces Actes entre deux Congrès.

Article 121

Examen des propositions entre deux Congrès (Const. 29, Règl. gén. 113, 120)

1. Toute proposition est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international. (¹⁾ (²)

2. Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

¹⁾ La procédure fixée par le par. 1 a été suivie à l'égard de deux prop. particulières soumises en 1948 par la CEL aux Adm. de l'Union. Il s'agissait, d'une part, de la question de l'acceptation, par l'Union, de l'annexe VIII à la Conv. sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, et, d'autre part, de la conclusion d'un Accord additionnel à l'Accord entre l'ONU et l'UPU, Accord additionnel qui avait pour objet de conférer aux fonctionnaires de l'Union le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies (v. p. 338).

La CEL avait décidé que, pour la consultation relative au premier point, la majorité requise serait celle des deux tiers des suffrages, alors que pour le second, il faudrait l'unanimité, l'Accord additionnel dont il était question se rapportant à l'art. 2 de la Conv. de Paris 1947. Ces deux prop. ont été acceptées par l'Union (Rapp. 1948, p. 25, et 1949, p. 1 à 3). Par ailleurs, cette procédure a également été suivie en 1967 en vertu des disp. figurant actuellement à l'art. 102, par. 6, lettre p), du Règl. gén. pour la prop. de modification de l'art. 113 du Règl. de la Conv. de Vienne 1964 que le CE a soumise aux Adm. conformément à la résolution C 36 de ce Congrès. Cette prop. a été adoptée (lettre-circ. 8760 du 22.12.1967).

²⁾ Suivant l'art. 102, par. 6, lettre q), le pays qui présente une prop. dans l'intervalle entre deux Congrès peut demander au CE de l'examiner et d'en préparer les commentaires, lesquels seront annexés par le BI à ladite prop. avant de la soumettre à l'approbation des Pays-membres de l'Union.

Article 122

Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

(Const. 29, Règl. gén. 120 et 121) (¹)

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article **91**, paragraphe 2, lettre c), chiffre 2°, de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

¹⁾ Les procédures différentes suivies pour la notification des modifications adoptées entre deux Congrès découlent de la distinction faite par l'UPU, dès ses origines et confirmée par l'art. 22 de la Const., entre les Actes qui sont considérés comme des traités intergouvernementaux (Conv. et Arr.) et ceux qui sont des accords administratifs (Règl.).

Article 123

Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès

Toute décision adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

Chapitre IV

Finances

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union (Const. 21)

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années **1986** et suivantes: ⁽¹⁾

22 601 400 francs ⁽²⁾ suisses pour l'année **1986**;

23 028 100 francs suisses pour l'année **1987**;

23 376 900 francs suisses pour l'année **1988**;

23 798 100 francs suisses pour l'année **1989**;

24 189 800 francs suisses pour l'année **1990**.

La limite de base pour l'année **1990** s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour **1989**. ⁽³⁾

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de **reproduction** des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de **3 345 000** francs suisses. ⁽⁴⁾

3. Le Conseil exécutif est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève. ⁽⁵⁾

4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation. ⁽⁶⁾

5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder **65 000** francs suisses par année. ⁽⁷⁾

6. Si les crédits prévus par les paragraphes 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande. ⁽⁸⁾

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective. ⁽⁹⁾

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil exécutif. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. ⁽¹⁰⁾ Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit de l'Union, à raison de 3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois. ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾

9. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil exécutif. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres. ⁽¹³⁾

10. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. ⁽¹⁴⁾ Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès. ⁽¹⁵⁾

¹⁾ Le Congrès fixe un «plafond financier» pour chacune des cinq années de la période couverte par les Actes d'un Congrès. Les sommes fixées s'entendent de la totalité des dépenses nettes de l'Union, à l'exception toutefois des dépenses non récurrentes pour lesquelles le Congrès fixe un plafond séparé. Le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE d'étudier l'opportunité de fixer les montants des plafonds des dépenses par voie de résolution, afin de donner un caractère permanent à cet art. (II, C 2, 2^e séance; 19^e séance plénière; Doc 4 et 103).

²⁾ Le plafond est exprimé en francs suisses (monnaie du pays siège), cette monnaie étant ainsi la même que celle utilisée pour l'établissement du budget, la tenue des comptes et les paiements à faire à l'Union (Congrès de Lausanne 1974, II 250 à 252, 852 et 1058).

³⁾ Le plafond ayant été fixé pour chacune des années allant de 1986 jusqu'à 1990 selon une méthode récurrente basée sur une somme initiale de 21 012 000 francs suisses, le Congrès de Hambourg 1984 a décidé que le montant du plafond qui serait applicable aux

années subséquentes en cas d'ajournement du XX^e Congrès se déterminerait en extrapolant selon la même méthode la limite de base ainsi fixée pour l'année 1990 (Congrès de Hambourg 1984, II, 19^e séance plénière; Doc 4 et 103).

⁴) Les frais afférents à la réunion d'un Congrès représentant une dépense importante à caractère cyclique, un plafond séparé est fixé pour de telles dépenses qui se bornent aux seuls frais encourus pendant la réunion du Congrès à l'exclusion de ceux occasionnés, p. ex., pour la production de doc avant ou après la réunion proprement dite (fixation de la somme: Congrès de Hambourg 1984, II, 19^e séance plénière; Doc 4/Add 1 et 103).

⁵) Cette disp., introduite par le Congrès de Tokyo 1969, autorise le Conseil exécutif à dépasser le plafond pour appliquer au personnel du BI les augmentations des barèmes de traitement et d'indemnités du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève.

⁶) Concernant la prise en compte des effets de la hausse du coût de la vie à l'égard des dépenses générales autres que celles relatives au personnel, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est écarté de la pratique suivie par les Congrès antérieurs (inclusion dans le plafond d'un taux d'inflation fixé forfaitairement à 5 pour cent par an) et a préféré donner au Conseil exécutif la faculté d'ajuster (en hausse ou en baisse), chaque année, le montant des dépenses générales incluses dans le plafond en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation (II 320, 1105 et 1293).

⁷) Au sujet de réparations éventuelles du bâtiment du BI, le Congrès de Lausanne 1974 a écarté la constitution d'un fonds d'entretien et a jugé préférable d'autoriser le CE, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, à dépasser le plafond des dépenses fixé à l'art. 124, par. 1, jusqu'à concurrence de 65 000 Sfr par année. Estimant que cette clause garde toute sa valeur et devrait revêtir un caractère permanent, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé de la transférer du Prot. final à l'art. 124, par. 5 (II 284, 1106 et 1293).

⁸) Vu que le plafond est fixé pour chacune des années de la période couverte par les Actes d'un Congrès et compte tenu des clauses de souplesse prévues aux par. 3 à 5, une élévation du plafond découlant d'une autre cause ne peut être autorisée qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés.

⁹) Texte introduit par le Congrès de Vienne 1964 (II 995) conformément à l'usage suivi à l'UPU depuis longtemps. Il y a lieu de relever que, dans les autres institutions spécialisées du système commun, la contribution initiale est calculée «prorata temporis».

¹⁰) Alors que, depuis la fondation de l'UPU, le Gouvernement de la Confédération suisse effectuait les avances de trésorerie nécessaires au fonctionnement de l'Union, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a mis fin à cette pratique et a adopté, à partir du 1^{er} janvier 1981, un système d'autofinancement analogue à celui des autres institutions spécialisées des Nations Unies selon lequel les parts contributives sont payables à l'avance sur la base du budget de l'année suivante et non plus à posteriori sur la base des dépenses effectives de l'année écoulée (II 905 à 945 et 1400 à 1410).

Concernant le passage au nouveau système de prépaiement des contributions et la liquidation de l'ancien régime, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 17 suivante instituant un plan d'amortissement de dix ans (s'étalant sur les années 1981 à 1990) pour le remboursement des avances faites par la Suisse pendant les deux années précédant l'introduction du nouveau système de financement:

«Résolution C 17

Remboursement des avances faites à l'UPU par le Gouvernement de la Confédération suisse

Le Congrès,

décide

- 1° que les sommes avancées par le Gouvernement de la Confédération suisse pour les exercices financiers 1979 et 1980 seront remboursées par l'Union conformément au plan suivant:

Année de paiement	Versement annuel (amortissement)
1981	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1982	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1983	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1984	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1985	20 pour cent des dépenses effectives 1979
1986	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1987	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1988	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1989	20 pour cent des dépenses effectives 1980
1990	20 pour cent des dépenses effectives 1980

- 2° Conformément aux dispositions en vigueur avant le changement de régime, les sommes dues au Gouvernement suisse sont productives d'intérêts au profit dudit Gouvernement à raison de 5 pour cent par an à compter du 31 décembre de l'année de paiement des contributions précitées. Il en est de même en ce qui concerne les arriérés se rapportant aux années antérieures à 1979.»

¹¹⁾ En ce qui concerne l'intérêt moratoire, lors de l'adoption du nouveau système de financement instauré à partir du 1^{er} janvier 1981, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'est prononcé pour un alignement sur la pratique de l'UIT, à savoir un taux de 3 pour cent durant les six premiers mois et de 6 pour cent par la suite, alors qu'auparavant ce taux était fixé uniformément à 5 pour cent par an. Lors de l'adoption de cette disp., il a cependant été entendu que le BI manifesterait toute la souplesse possible à l'égard des pays qui, exceptionnellement et compte tenu de leur législation interne, ne peuvent pas verser leurs contributions avant le début de l'exercice auquel elles se rapportent, à la condition que:

- 1° les Administrations concernées annoncent leur retard dans le versement de leur contribution au moins 15 jours avant le début de l'exercice auquel celle-ci se rapporte;
- 2° le manque éventuel de liquidité n'oblige pas le BI à emprunter des sommes à court terme auprès de la Confédération suisse. Il est quasi certain que cette deuxième condition ne se produira pas, car il y aura très peu de pays qui se trouveront dans une telle situation et qui devront procéder au versement de leur contribution après le début de l'exercice (II 906 et 1406 à 1410).

¹²⁾ Au sujet de la mise en compte d'intérêts pour les fournitures du BI non payées dans le délai prescrit, v. art. 126.

¹³⁾ Bien que les parts contributives soient payables d'avance, un fonds est néanmoins nécessaire pour assurer que la trésorerie soit suffisante pour permettre à l'Union de faire face à ses obligations au cas où certaines parts contributives ne seraient pas versées à temps. Plutôt que de créer un nouveau fonds, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a préféré élargir à cette fin la portée du Fonds de réserve qui avait été créé par le Congrès d'Ottawa 1957 (II 68, 75-76, 80, 1155) pour stabiliser les contributions. Le Fonds de réserve, qui est propriété de l'Union, est contrôlé par le CE qui fixe son niveau et surveille l'emploi qui en est fait conformément aux modalités précisées au Règlement financier de l'UPU (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 905 à 945 et 1400 à 1410).

¹⁴⁾ Au cas où le Fonds de réserve s'avérerait passagèrement insuffisant pour faire face aux besoins de trésorerie de l'Union, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est déclaré disposé à faire, à court terme et à des conditions les plus favorables, les avances qui seraient nécessaires pour pallier de telles insuffisances de trésorerie (Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 905 à 945, 1400 à 1410 et CE 1981 – Doc 6).

¹⁵⁾ Le Gouvernement de la Confédération suisse nomme un vérificateur extérieur qui procède à la vérification formelle et matérielle de tous les comptes de l'Union et atteste leur exactitude. Le Congrès de Hambourg 1984 a approuvé les comptes des années 1979 à 1983 par sa résolution C 57 et a exprimé sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide apportée dans le domaine des finances de l'Union (résolution C 58) (v. également annot. 4 à l'art. 118).

Article 125

Classes de contribution (Const. 21, Règl. gén. 112 et 124) ⁽¹⁾

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. ⁽²⁾
Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;

classe de 40 unités;

classe de 35 unités;

classe de 25 unités;

classe de 20 unités;

classe de 15 unités;

classe de 10 unités;

classe de 5 unités;

classe de 3 unités;

classe de 1 unité;

classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil exécutif.

2. **Outre les classes de contribution énumérées au paragraphe 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.**

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21, paragraphe 4, de la Constitution. ⁽³⁾

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. ^(*) Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. ⁽⁵⁾ Les Pays-membres qui ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil exécutif peut autoriser le déclassement d'une classe de contribution à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. ⁽⁶⁾

7. Par dérogation aux paragraphes 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction. ⁽⁷⁾

¹⁾ Lors de la fondation de l'UPU, le Congrès de Berne 1874 avait adopté, pour cette répartition, la même classification que celle qui avait été établie à Vienne 1868 par l'Union télégraphique pour son office central, classification qui prenait en considération le chiffre de la population, l'étendue des lignes et le nombre des bureaux (Doc de la Conf. télégraphique de Vienne 1868, p. 453, Congrès de Berne 1874, p. 57). Aux six classes adoptées au début, le Congrès de Paris 1878 en ajouta une septième. Par la suite, des prop. tendant à réduire le nombre des classes ne furent pas retenues (Congrès du Caire 1934, II 214, 619, 627, 651; de Buenos Aires 1939, I 63, 248; II 58, 132, et de Paris 1947, II 134 et 135).

Au Congrès de Paris 1947, une prop. visant à ce que les contributions des pays de l'Union soient basées sur les principes et le barème en vigueur pour l'ONU a également été rejetée (I 65 et 66, prop. 808; II 1015 à 1022). Cf. aussi l'étude que le BI a présentée au même Congrès au sujet de la répartition des frais d'entretien du BI entre les pays de l'Union (II 122 à 133). Le Congrès de Bruxelles 1952 a chargé la CEL d'étudier le problème de la répartition des dépenses de l'Union sur la base du système comportant quatre classes de contribution (II 371, prop. 41 Argentine). Ladite Comm. a examiné cette question dans sa session de 1953. Après avoir souligné la complexité de ce problème et fait ressortir les difficultés inhérentes à la mise sur pied d'un système scientifique de classification des pays, elle a renoncé à pousser plus avant l'étude de cette question et s'est prononcée, à une forte majorité, en faveur du statu quo (cf. compte rendu analytique de la CEL 1953, p. 15). Le Congrès d'Ottawa 1957 n'a pas retenu une prop. visant trois variantes éventuelles pour la répartition des frais: a) barème de l'ONU, b) barème fondé sur le revenu brut de chaque Adm., c) 14 classes de contribution à l'instar de l'UIT.

Saisi de plusieurs prop. de révision du système des classes de contribution, le Congrès de Vienne 1964 a chargé le CE «d'étudier une nouvelle base de répartition des frais de l'Union» (Congrès de Vienne 1964, II 995 à 999; résolution C 21).

Au terme de son étude, fondée sur les principes de la collaboration internationale, sur des éléments de comparaison entre Pays-membres ainsi que sur l'importance de services rendus, le CE s'est prononcé en faveur du droit absolu des Pays-membres de choisir librement leur classe de contribution. Le Conseil a toutefois envisagé la possibilité pour le Congrès ou pour l'organe chargé d'entériner ce choix d'en juger sur la base de critères de comparabilité à déterminer (cf. Doc CE 1967, p. 198, 206 à 211 et 419; Doc CE 1969, p. 340 à 342, 441 et 442; Congrès de Tokyo 1969, II 382 à 389).

Indépendamment de l'étude précitée du CE, le Congrès de Tokyo 1969 a été saisi d'une prop. suggérant de retenir le trafic international de départ des envois de la poste aux lettres comme critère de classement (prop. 1020) ainsi que d'une prop. prévoyant d'augmenter le nombre d'unités contributives des deux premières classes afin d'élargir de 50 unités à 1 unité l'assiette de répartition des classes de contribution (prop. 1650). Compte tenu du désir exprimé par plusieurs Pays-membres d'adapter leur contribution à leurs possibilités économiques, le Congrès de Tokyo 1969, tout en maintenant le système de répartition en vigueur, a chargé le CE d'entreprendre une nouvelle étude sur la répartition des dépenses de l'Union.

Le Congrès de Lausanne 1974 a adopté le résultat de l'étude entreprise par le CE (prop. 1523.1). Le nouveau système de répartition des dépenses de l'Union confirme le principe du libre choix de la classe de contribution et rend plus réelle l'application de ce principe. En outre, il prévoit huit classes de contribution, une nouvelle classe de 50 unités ayant été ajoutée aux sept classes existantes pour permettre aux pays économiquement forts de prendre à leur charge une part des dépenses de l'Union qui corresponde mieux à leurs possibilités économiques. Divers appels ont été lancés à tous les Pays-membres afin qu'ils reconsidèrent le choix de leur classe de contribution, en fonction de leur possibilité économique. Lors de sa session de 1975, le CE a invité le Directeur général du BI à renouveler un tel appel chaque année, en temps opportun (résolution CE 3/1975). Mais en 1976, le CE a nuancé cette décision en laissant au Secrétaire général le soin d'entreprendre les démarches qu'il jugera utiles pour atteindre le meilleur résultat (décision CE 1/1976).

Pour mieux répartir les parts contributives des Pays-membres aux dépenses de l'Union en fonction de leurs possibilités financières et économiques, le Congrès de Hambourg 1984 a ajouté trois nouvelles classes de contribution avec respectivement 40, 35 et 0,5 unités. Cette dernière classe est réservée aux pays les moins avancés (PMA) énumérés par l'ONU et à d'autres pays auxquels le Conseil exécutif pourrait accorder cette facilité dans des circonstances exceptionnelles. Les Pays-membres rangés dans la classe à 1 unité lors du Congrès de Hambourg 1984 ont été autorisés à choisir la classe à 0,5 unité à condition d'être classés PMA par l'ONU et de notifier leur désir au Bureau international avant le 31 décembre 1984 (résolution C 39). En outre, les Pays-membres ont la possibilité de participer aux dépenses de l'Union pour davantage que 50 unités de contribution (II, C 3, 6^e et 7^e séance, prop. 032, 1502.4, 1525.3, 1525.4).

²) Jusqu'au Congrès de Vienne 1964, les Actes de l'Union comportaient un art. qui contenait la classification des Pays-membres pour la répartition des dépenses de l'Union. Les Pays-membres qui désiraient changer de classe de contribution devaient faire modifier l'art. en question soit en soumettant une prop. à cet effet au Congrès, soit en utilisant la procédure de modification des Actes dans l'intervalle des Congrès. Le Congrès de Vienne a supprimé l'art. en question et il a admis que seul le Congrès pouvait se prononcer sur les demandes de changement de classe de contribution. En fait, les Congrès de Vienne et de Tokyo ont rejeté toutes les demandes de l'espèce. Les Congrès de Lausanne 1974 et Hambourg 1984 ont donné plus de réalité au principe du libre choix de la classe de contribution en élargissant le nombre des dites classes de contribution. La classe de contribution de chaque Pays-membre est indiquée dans la Liste des Pays-membres de l'Union, conformément à l'art. 112.

³) V. annot. 6 à l'art. 21 Const.

⁴) Les raisons pour lesquelles les Pays-membres sont invités à communiquer leur intention de changer de classe de contribution avant l'ouverture d'un Congrès n'ont pas pour but de permettre à cet organe de s'y opposer, mais simplement de le mettre dans la possibilité de réagir devant de trop nombreuses demandes de déclassement ou de prendre certaines mesures adéquates, notamment lors de la fixation du plafond des dépenses annuelles.

⁵⁾ Bien que le nouveau système de répartition des dépenses de l'Union confirme le principe du libre choix de la classe de contribution, cette disp. limite quelque peu la portée de ce principe en interdisant les déclassements de plus d'une classe.

⁶⁾ Le CE a chargé le BI d'effectuer une étude sur les critères à retenir pour les déclassements définis à ce par. (décision CE 3/1985).

⁷⁾ Chaque Pays-membre a la faculté de demander à être surclassé d'une ou de plusieurs classes. Ces demandes peuvent être présentées à tout moment, que ce soit avant, pendant ou après un Congrès.

Article 126

Paieiment des fournitures du Bureau international (Règl. gén. 115)

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les **six** mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit de l'Union, à raison de 5 pour cent par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

¹⁾ Lors de l'introduction du nouveau système d'autofinancement de l'Union à partir du 1^{er} janvier 1981, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 s'était prononcé pour l'adoption des conditions en usage dans le commerce pour le paiement de factures et avait ramené le délai de paiement des fournitures à trois mois (auparavant: six mois) après la réception du compte, étant entendu que, passé ce délai, les sommes dues sont productrices d'intérêt au profit de l'Union qui en a fait l'avance. Cependant, la pratique ayant montré que ce délai était trop bref, le Conseil exécutif a rétabli en 1982 le délai antérieur de six mois (résolution CE 3/1982), mesure qui a été ensuite entérinée par le Congrès de Hamburg 1984 (II, C 3, 8^e séance; Doc 8).

²⁾ Entrent dans le cadre de cet art., notamment:

- la fourniture des publications et doc officiels qui ne sont pas remis gratuitement en vertu de l'art. 112 Règl. Conv.;
- la fourniture de cartes d'identité postales;
- la fourniture de coupons-réponse internationaux;
- les frais des services d'interprétation;
- les abonnements à la revue «Union Postale»;
- la fourniture de bulletins rectificatifs et mises à jour;
- les surtaxes aériennes pour l'envoi de circ., bulletins, etc.;
- les abonnements aux publications ABC (poste aérienne).

Ne sont pas visées par cet art. les dépenses des services de traduction installés auprès du BI. Celles-ci sont soumises aux règles qui régissent le paiement des parts contributives (v. décision CE 7/1966).

³⁾ En ce qui concerne la distribution des doc aux Adm. et leur vente aux particuliers, v. annot. 1 et 2, art. 112 Règl. Conv.

⁴⁾ Au sujet de la mise en compte d'intérêts pour des parts contributives non payées dans le délai prescrit, v. art. 124, par. 8, Règl. gén.

Chapitre V

Arbitrages

Article 127

Procédure d'arbitrage (Const. 32) ⁽¹⁾

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des Administrations postales en cause choisit une Administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. ⁽²⁾ Lorsque plusieurs Administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule. ⁽³⁾
2. Au cas où l'une des Administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office. ⁽⁴⁾
3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique qui peut être le Bureau international.
4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.
5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les Administrations non proposées par les arbitres. ⁽⁴⁾
6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui participent à cet Arrangement.

¹⁾ Le présent art. ne traite qu'une partie de la procédure d'arbitrage, à savoir le choix des arbitres (ou de l'arbitre) et la manière de prendre les décisions. Il laisse ouverte la question des règles de procédure à suivre, d'exécution de la sentence, de la rev. ou de la nullité de celle-ci, des frais d'arbitrage, etc. Cela étant, les arbitres (ou l'arbitre) peuvent décider librement de la procédure à suivre, tout en étant au moins liés par les règles générales du droit international.

²⁾ L'Adm. choisie en tant qu'arbitre ne doit pas être concernée par le litige et elle doit agir en toute indépendance vis-à-vis de l'Adm. qui la choisit en toute neutralité dans la procédure d'arbitrage.

³⁾ Des questions litigieuses peuvent se poser où plus de deux Adm. sont impliquées dans le différend. Afin d'éviter que chacune des Adm. ne choisisse séparément un arbitre, les Adm. ayant des intérêts communs ne comptent, en ce qui concerne le choix d'arbitres, que pour une seule Adm. (v. aussi Congrès du Caire 1934, I 16).

⁴⁾ L'intervention du BI (par. 2 et 5) est la conséquence de la soumission obligatoire des Pays-membres à l'arbitrage.

Chapitre VI

Dispositions finales

Article 128

Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote. ⁽¹⁾

¹⁾ V. annot. 2 à l'art. 31 Const.

Article 129

Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies (Const. 9) ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Les conditions d'approbation visées à l'article 128 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent. ⁽³⁾

¹⁾ Les modifications des Accords entre l'ONU et l'Union sont assujetties à une double procédure: d'une part celle qui est propre à chaque organisation contractante et qui est basée sur la réglementation intérieure de chacune d'elles, d'autre part celle qui découle des arr. d'ordre procédural qui peuvent être pris par les deux organisations en fonction de l'art. XVI de l'Accord ONU/UPU. Le présent art. a trait à la procédure propre à l'Union.

²⁾ Le problème de la modification éventuelle des Accords ONU/UPU s'est posé dans le cadre des Nations Unies. Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a adopté à ce sujet la résolution 1768 (LIV). Jusqu'ici l'ECOSOC a examiné certains aspects de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, mais il n'a pas véritablement abordé l'examen des accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées.

Les Congrès de Lausanne 1974 et de Rio de Janeiro 1979 ont tous deux adopté une résolution qui charge le CE de suivre l'évolution de cette question (v. résolutions C 7 du Congrès de Lausanne et C 91 du Congrès de Rio de Janeiro).

³⁾ Avant la rev. gén. de la Conv. (Congrès de Vienne 1964), il était possible de modifier ces Accords dans l'intervalle des Congrès (art. 32 de la Conv. d'Ottawa). Lors de la révision, cette disp. a été transférée à l'art. 129 du Règl. gén. sous une forme quelque peu différente qui, de l'avis de la CEL (élargie), «excluait la possibilité d'approuver une modification des Accords ONU/UPU dans l'intervalle des Congrès» (Doc de la rev. gén. de la Conv., 1959, p. 419).

En revanche, de l'avis du BI, on peut se demander si l'art. 129 exclut réellement la modification des Accords ONU/UPU dans l'intervalle des Congrès puisqu'il reprend mutatis mutandis le texte de l'art. 32 de la Conv. d'Ottawa qui permettait précisément la modification de ces Accords dans l'intervalle des Congrès et parce que le texte du présent art. mentionne uniquement les conditions d'approbation.

Le Congrès de Lausanne 1974 a indirectement confirmé cette interprétation du BI lors de l'adoption de la résolution C 7 par laquelle il demande au CE de soumettre le cas échéant les projets de nouvelles disp. à l'approbation des Pays-membres. Par analogie avec l'art. 128, les modifications à apporter éventuellement à ces Accords ne seront considérées comme adoptées par l'UPU que si elles recueillent l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union, les deux tiers au moins d'entre eux devant participer au vote.

Article 130

Mise à exécution et durée du Règlement général ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Le présent Règlement général sera mis à exécution le **1^{er} janvier 1986** et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

¹⁾ V. annot. 1 à l'art. 33 Const. ainsi que l'art. 31.

²⁾ Le Congrès de Hamburg 1984 a décidé la mise en vigueur anticipée de certaines disp. relatives au CE et au CCEP (v. résolution C 87).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement **de la Confédération suisse**. ⁽¹⁾ Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à **Hamburg**, le **27 juillet 1984**.

¹⁾ Nouvelle disp. adoptée par le Congrès de Vienne 1964, v. annot. 3 à l'art. 33 Const. Antérieurement, c'était le Gouvernement du pays où s'était tenu le Congrès qui assumait la fonction de dépositaire des Actes qui en étaient issus.

(Pour les signatures, v. Congrès de Hamburg 1984, III 29 à 61.) Ce sont les mêmes que pour le Troisième Protocole additionnel à la Constitution.

Liste des décisions du Congrès de Hambourg 1984 autres que celles modifiant les Actes

(Résolutions, décisions, recommandations, vœux, etc.)

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
	—	Déclaration de Hambourg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux	1
Résolution	C 1	Commissions du Congrès	1
Décision	C 2	Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions	1
Résolution	C 3	Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès	1
Décision	C 4	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984	1
Décision	C 5	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979–1984	1
Décision	C 6	Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1980–1984	1

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 7	Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU	1
Décision	C 8	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	1
Décision	C 9	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	1
Résolution	C 10	Examen des Arrangements concernant les services financiers postaux (y compris l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques)	4
Résolution	C 11	Introduction par l'UPU et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'indication de service télégraphique «POSTFIN» pour les télégrammes des services financiers postaux	4
Résolution	C 12	Introduction par l'UPU et le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (CCITT) de l'indication de service télégraphique «POSTFIN» pour les télégrammes des services financiers postaux	4

Nature et numéro de la décision	Titre	Repro- duite dans le fascicule
Recommandation C 13	Développement des services financiers postaux, en particulier du service des mandats de poste internationaux	4
Résolution C 14	Principe et méthode de calcul des frais du transport aérien intérieur	2
Résolution C 15	Spécimens scientifiques de matières dangereuses	2
Vœu C 16	Expédition par la poste des substances infectieuses	2
Résolution C 17	Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des envois contenant des matières radioactives	2
Résolution C 18	Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	2
Résolution C 19	Application anticipée des dispositions concernant le marquage extérieur des colis contenant des matières radioactives	3
Recommandation C 20	Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	2, 3
Résolution C 21	Emballages utilisés pour le transport des envois postaux	2, 3

Congrès de Hambourg 1984, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 22	Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	3
Recommandation	C 23	Assistance technique en matière de règlements internationaux	1
Résolution	C 24	Caractéristiques techniques et renseignements concernant l'utilisation des formules MP 1bis et MP 12bis, déposés auprès du Bureau international	4
Résolution	C 25	Service du courrier accéléré international (CAI)	2
Résolution	C 26	Monopole postal	2
Recommandation	C 27	Choix des sujets de timbres-poste	2
Décision	C 28	Dispositions concernant l'émission et le paiement des post-chèques	4
Recommandation	C 29	Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales	1
Résolution	C 30	Contrôle de qualité	1
Résolution	C 31	Programme de travail du CCEP pour la période 1984-1989	1
Résolution	C 32	Journée mondiale de la poste	1

Congrès de Hambourg 1984, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 33	Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art	1
Résolution	C 34	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	1
Résolution	C 35	Réédition de certaines publications de l'Union	2
Recommandation	C 36	Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international	1
Résolution	C 37	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	1
Résolution	C 38	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	1
Résolution	C 39	Choix de la classe de contribution	1
Vœu	C 40	Traitement douanier des envois postaux: Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto)	2
Résolution	C 41	Principes et méthode pour le calcul des barèmes des frais de transit	2

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 42	Etude sur les frais terminaux	2
Recommandation	C 43	Correspondances-avion en transit à découvert: nombre de tarifs moyens par groupe de pays de destination	2
Recommandation	C 44	Accélération du courrier aérien en transit à découvert	2
Résolution	C 45	Taux de base du transport aérien du courrier	2
Décision	C 46	Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes	1
Décision	C 47	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle	1
Recommandation	C 48	Acceptation des avis de non-livraison	3
Résolution	C 49	Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)	2
Résolution	C 50	Revision des frais de transit	2
Résolution	C 51	Caractéristiques techniques des formules des postchèques et de la carte de garantie postchèque déposées auprès du Bureau international	4

Congrès de Hambourg 1984, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 52	Contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU	1, 2, 3, 4
Résolution	C 53	Durée du Congrès	1
Résolution	C 54	Modification de la présentation de la Liste des objets interdits	2
Vœu	C 55	Dépêches closes en transit soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	2
Résolution	C 56	Etude concernant la réglementation postale internationale	1
Résolution	C 57	Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983	1
Résolution	C 58	Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union	1
Décision	C 59	Tarification des envois mixtes	2
Décision	C 60	Tarification des envois selon le principe du courrier prioritaire et non prioritaire	2
Décision	C 61	Réceptacles utilisés pour le transport du courrier (sacs, bacs, modules intraconte- neurs, etc.)	2

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 62	Tarification et conditions d'admission des envois de la poste aux lettres	2
Résolution	C 63	Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe	1
Décision	C 64	Définition des termes «documentation», «document» et «publication»	2
Résolution	C 65	Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international et sur l'institution d'un service international simplifié des envois recommandés	2
Résolution	C 66	Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	1
Résolution	C 67	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	1
Recommandation	C 68	Méthode pour enlasser les envois normalisés	2
Résolution	C 69	Confection des dépêches	2
Résolution	C 70	Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes	2
Recommandation	C 71	Règlement des comptes relatifs à la poste aérienne	2

Congrès de Hambourg 1984, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Décision	C 72	Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution	1
Résolution	C 73	Réserves aux Actes de l'Union	1
Résolution	C 74	Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès	1
Résolution	C 75	Annotation sur les formules C 18 et C 18bis permettant de les compléter en cas de besoin	2
Vœu	C 76	Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification	2
Vœu	C 77	Réceptacles autres que les sacs utilisés pour le transport du courrier	2, 3
Vœu	C 78	Confection et utilisation des formules du service international	2
Résolution	C 79	Etude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres	2
Résolution	C 80	Mise en œuvre des décisions prises par le Congrès de Hambourg en matière de statistique des frais de transit et des frais terminaux	2

Congrès de Hamburg 1984, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Résolution	C 81	Formules des Arrangements concernant les services financiers postaux	4
Résolution	C 82	Réexpédition et renvoi à l'origine des correspondances par la voie aérienne	2
Résolution	C 83	La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux	2
Décision	C 84	Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984	1
Décision	C 85	Limites des dépenses de l'Union	1
Résolution	C 86	Renvoi à l'origine des colis non livrés	3
Résolution	C 87	Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)	1
Décision	C 88	Pouvoirs des délégués au Congrès	1
Résolution	C 89	Institution éventuelle d'un mécanisme de contrôle des quotas-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles	3

Congrès de Hambourg 1984, Liste des autres décisions

Nature et numéro de la décision		Titre	Repro- duite dans le fascicule
Décision	C 90	Lieu du XX ^e Congrès postal universel	1
Décision	C 91	Répartition géographique des sièges du CE	1

Autres décisions du Congrès de Hamburg 1984 en relation avec la Constitution et le Règlement général

Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux

Le Congrès,

vu

- le débat général organisé les 26 et 27 juin 1984 sur «Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications»;
- la nécessité d'améliorer la qualité et la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- le rôle que l'UPU peut jouer en vue de résoudre les problèmes communs,

étant donné

- que les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- que l'UPU a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale;
- que l'UPU participe activement à la coopération technique;
- que la poste constitue un facteur essentiel du développement économique, social et culturel des Pays-membres,

considérant

- la concurrence croissante à laquelle doivent faire face les Administrations, surtout dans les secteurs non protégés par le monopole postal;
- la nécessité de mieux adapter les prestations postales à l'évolution des besoins de la clientèle, compte tenu des possibilités offertes par les nouvelles technologies notamment en matière de télécommunications;
- la nécessité de développer et de renforcer les relations entre la poste et sa clientèle en vue de conserver ou de gagner sa confiance et d'améliorer l'image de marque de la poste;

- l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux au plan mondial,

conscient

des avantages et des possibilités résultant:

- d'un marché potentiel étendu pour la poste, marché qui pourrait encore être élargi par des mesures de modernisation et de rationalisation, par l'usage de nouvelles technologies, par l'introduction de nouveaux services (par exemple, courrier accéléré international) ainsi que par l'amélioration de la qualité des services postaux traditionnels;
- de l'existence d'un vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant le monde entier;
- des liens très étroits existant souvent entre la poste et les télécommunications;
- de l'exécution par un certain nombre d'Administrations postales de services financiers et bancaires,

déclare formellement

que l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux, en prenant notamment les mesures suivantes:

- recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation;
- renforcer la solidarité et la coopération entre toutes les Administrations, favoriser la concertation de leurs actions et concentrer l'information sur la qualité et la régularité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation;
- prendre, le cas échéant, en considération les points faibles identifiés dans le réseau postal comme base d'une coopération technique concertée;
- sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la

- bonne marche de l'activité économique, et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- élargir le champ d'activité de l'UPU et participer également à la mise en place des services nouveaux grâce aux travaux annuels de ses organes (CE et CCEP);
 - introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale en vue de faciliter l'adaptation rapide des services postaux aux nouveaux besoins, et ce en relation avec l'étude confiée à cet effet au CE par le Congrès;
 - prendre contact avec un certain nombre d'autres organisations ou organismes internationaux et renforcer en particulier la collaboration avec l'UIT dans le domaine des nouvelles techniques de transmission,

invite

les Administrations et les Unions restreintes à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs précités,

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés, de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions pertinentes.

(Congrès – Doc 101/Rev 1, 20^e séance plénière)

Résolution C 1

Commissions du Congrès

le Congrès,

vu

l'article 9 du Règlement intérieur des Congrès concernant le nombre des Commissions du Congrès et leurs attributions,

vu

l'article 11, paragraphe 1, dudit Règlement intérieur, en vertu duquel les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci,

vu

le paragraphe 2 de l'article 11 précité, stipulant entre autres que les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont, de droit, membres de la ou des Commissions chargées de la revision de ces Arrangements,

tenant compte

de la décision du Conseil exécutif visant à la suppression de la Commission 3 (CCEP) et à la scission de la Commission de la poste aux lettres en deux Commissions, dont l'une (Commission 4) s'occuperait de l'aspect réglementaire de la poste aux lettres et l'autre (Commission 5) de la tarification et de la rémunération interadministrations avec leurs problèmes connexes (statistiques, comptabilité, formules, etc.),

tenant compte

des mesures concrètes déjà prises par le Bureau international en application de cette étude,

décide

de constituer les dix Commissions suivantes dans la composition et avec les attributions indiquées en regard de chacune d'elles:

Commissions	Composition	Attributions
1 Vérification des pouvoirs	Onze Pays-membres	Examiner si les pouvoirs des délégués sont libellés en bonne et due forme et quelle en est la portée
2 Finances	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des comptes des années écoulées depuis le Congrès précédent. Evaluation du montant maximal des dépenses de l'Union à soumettre au Congrès pour la période correspondant à la durée d'application des Actes de ce Congrès et, dans ce cadre, examen de toute autre question pouvant avoir une incidence sur les finances de l'Union

Commissions	Composition	Attributions
3 Affaires générales	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des questions générales que le Congrès attribue à cette Commission et – sous réserve des propositions à traiter par les Commissions 2 et 9 – examen des propositions relatives à la Constitution et au Règlement général
4 Poste aux lettres (réglementation)*	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions relatives à l'aspect réglementaire de la poste aux lettres (voie de surface)
5 Poste aux lettres (tarification et rémunération)*	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions relatives à des questions de tarification et de rémunération inter-administrations avec leurs problèmes connexes (statistiques, comptabilité, formules, etc.)

* La clé de répartition des propositions entre les Commissions 4 et 5 est la suivante (Actes du Congrès de Rio de Janeiro 1979):

	<i>Commission 4</i> Poste aux lettres – Réglementation	<i>Commission 5</i> Poste aux lettres – Tarification et rémunération
Conv., art.	1 à 6, 9 à 18, 20 à 23, 27 à 29, 31, 36, 37, 39, 41, 43, 45, 46, 50 à 59, 85 et 86	7, 8, 19, 24 à 26, 30, 32 à 35, 38, 40, 42, 44, 47 à 49, 60 à 66
Conv., Prot. final, art.	I, II, V à VIII, XI à XIII	III, IV, IX, X, XIV à XVII, XIX, XXII à XXIV
Conv., Régl., art.	101 à 103, 105 à 116, 118 à 134, 137, 149 à 169, 186 à 194 et 220	104, 117, 135, 136, 138 à 148, 170 à 185
Conv., Régl., Formules	C 1, C 2, C 4, C 10 à C 14, C 18, C 18bis, C 22 à C 28, C 29 à C 31, VD 1 à VD 4	C 3/CP 4, C 5 à C 9bis, C 15 à C 17bis, C 19 à C 21bis, C 28bis, C 32, AV 3bis, AV 5bis, AV 12

Commissions	Composition	Attributions
6 Poste aérienne	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions relatives à la troisième partie de la Convention et du Règlement d'exécution de celle-ci ainsi qu'aux articles XVIII, XX, XXI, et XXV du Protocole final de l'Arrangement
7 Colis postaux	Pays-membres parties à l'Arrangement concernant les colis postaux	Examen des propositions relatives à l'Arrangement concernant les colis postaux et au Règlement d'exécution de celui-ci
8 Services financiers postaux	Pays-membres parties aux Arrangements concernant les services financiers postaux	Examen des propositions relatives aux Arrangements concernant les services financiers postaux (mandats de poste, chèques postaux, remboursements, recouvrements, service international de l'épargne et abonnements)
9 Coopération technique	Tous les Pays-membres représentés au Congrès	Examen des propositions de modification des Actes relatives à la coopération technique ainsi que de toutes autres questions concernant cet important domaine
10 Rédaction	Douze Pays-membres dont certains délégués possèdent la langue française	Examen des propositions d'ordre rédactionnel ainsi qu'examen, du point de vue rédactionnel, de toutes les modifications apportées aux Actes et de tous les projets de décisions qui seront soumis à l'approbation du Congrès

(Proposition 010, 2^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Décision C 2

Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'étudier les propositions 1719.1 et 1721.2.

(Propositions 1719.1 et 1721.2, 4^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Résolution C 3

Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès

Le Congrès,

vu

l'article 24, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès,

étant donné

les expériences très positives faites lors des Congrès précédents en remplaçant les procès-verbaux de la plupart des Commissions par des rapports,

estimant

qu'il serait souhaitable de maintenir cette pratique pour le Congrès de Hambourg 1984, et même de l'étendre à la Commission chargée de la réglementation de la poste aux lettres (voie de surface), afin de réaliser des économies et de faciliter le travail des délégués et celui du Secrétariat,

décide

que les Commissions 1, 2, 4, 6, 7, 8 et 9 établiront des rapports en lieu et place des procès-verbaux.

(Proposition 011, 5^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Décision C 4

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984.

(Congrès – Doc 1, 8^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Décision C 5

Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979–1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979–1984.

(Congrès – Doc 2, 8^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Décision C 6

Approbation du Rapport du Directeur général du Bureau international 1980–1984

Le Congrès

décide

d'approuver le Rapport du Directeur général du Bureau international 1980–1984.

(Congrès – Doc 3, 8^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Résolution C 7

Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU

Le Congrès,

vu

la résolution C 2 du Congrès de Lausanne 1974 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud du XVII^e Congrès de l'UPU et de tous les autres Congrès ou réunions de l'Union postale universelle,

vu

la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 relative à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU,

vu

la circulaire 200 du 29 juin 1981 du Bureau international annonçant l'adhésion de la République d'Afrique du Sud à l'UPU en application de l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution de l'Union,

considérant

que ledit pays continue d'appliquer sa politique odieuse d'apartheid contrairement à la volonté unanime de toutes les Nations libres,

réaffirme

sa condamnation sans réserve de l'odieuse politique pratiquée par le gouvernement raciste et minoritaire de la République d'Afrique du Sud,

réaffirme

la validité de la résolution C 6 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

confirme

que la République d'Afrique du Sud est exclue de l'Union jusqu'à la prise d'une décision contraire par un Congrès ultérieur de l'UPU,

décide

que la République d'Afrique du Sud ne peut se prévaloir de sa qualité de pays membre de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir sa réadmission à l'Union tant qu'elle continuera à pratiquer sa politique d'apartheid.

(Proposition 024, 8^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Décision C 8

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Le Congrès

décide

- d'approuver le rapport du Directeur général concernant les relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales;
- d'inviter le Directeur général du Bureau international à:
 - a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans ledit rapport;
 - b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
 - c) en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

(Congrès – Doc 5 et Add 1, 13^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Décision C 9

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Le Congrès

décide

de prendre acte des conclusions du rapport du Directeur général du Bureau international concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, admettant ainsi que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la pratique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation, dans les limites de ses compétences.

(Congrès – Doc 15, 13^e séance plénière; Congrès – Doc 75, 16^e séance plénière)

Recommandation C 23

Assistance technique en matière de règlements internationaux

Le Congrès,

considérant

la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 chargeant le Conseil exécutif d'effectuer une étude sur l'élaboration de moyens efficaces susceptibles d'accélérer le paiement des comptes pour les diverses prestations postales du régime international, de présenter les résultats de cette étude au Congrès et de saisir celui-ci d'une proposition dans ce sens,

constatant

qu'il existe effectivement certaines Administrations postales pour lesquelles des retards dans les règlements ont été observés, ceux-ci paraissant en partie imputables à une méconnaissance de la réglementation et à une inadaptation des services chargés des règlements internationaux,

estimant

qu'une assistance technique dans ce domaine peut apporter des améliorations très sensibles,

notant

que des initiatives ont déjà été prises par l'UPU pour aider les Administrations qui le souhaitent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de leurs services des règlements internationaux, mais qu'il est nécessaire d'accroître cette assistance par la mise en œuvre d'une action spécifique dans le domaine considéré,

recommande

- 1° aux Administrations postales qui en ressentiraient la nécessité:
 - a) de prendre l'exacte mesure des déficiences qui peuvent exister au sein de leurs services des règlements internationaux;
 - b) de prendre en compte, dans les projets de coopération soumis aux organismes internationaux, les besoins de formation dont la satisfaction pourrait améliorer leurs services des règlements;

- c) de demander aux Administrations postales disposant de services des règlements expérimentés, dans le cadre de l'aide bilatérale, toutes informations et aides techniques susceptibles d'améliorer l'organisation du service, la connaissance et la mise en œuvre de la réglementation concernant les règlements internationaux;
- 2° à toutes les Administrations postales qui le peuvent de communiquer en temps utile au Bureau international les noms des fonctionnaires qualifiés disponibles pour des missions d'experts et de consultants et également d'accueillir favorablement toute demande d'aide bilatérale dans le domaine concerné,

charge

le Bureau international:

- 1° de poursuivre les efforts déjà entrepris, d'élaborer et de mettre en œuvre une action spécifique d'assistance technique sous forme de missions de consultants, d'actions de formation et de diffusion de documentation dans le domaine des règlements internationaux, grâce aux ressources existantes ou à de nouvelles ressources;
- 2° de programmer dès 1985 une action prioritaire d'information sur les problèmes des règlements internationaux après avoir réalisé une enquête destinée à identifier les besoins en la matière et les possibilités des Administrations à apporter leur concours à cette action;
- 3° d'intervenir auprès de certains pays techniquement avancés en la matière afin d'obtenir un concours accru de leur part en faveur des pays qui solliciteraient un appui technique en ce qui concerne l'organisation des services des règlements internationaux;
- 4° de faciliter les contacts entre Administrations en vue de l'aide bilatérale et, à cet effet, de recueillir et de diffuser dans le domaine des règlements internationaux toutes les informations concernant les Administrations en mesure d'apporter une aide technique.

(Proposition 3500.1, Commission 9, 1^{re} séance; Congrès – Doc 81/Rev 1, 16^e séance plénière)

Recommandation C 29

Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales

Le Congrès,

vu

le rôle du Conseil consultatif des études postales dans le cadre des organes permanents de l'Union,

vu

l'importance des études entreprises au sein de cet organe en faveur de l'amélioration des services postaux,

considérant

l'attention accrue accordée par le CCEP aux études intéressant les pays en développement,

notant

avec intérêt, d'une part, les progrès réalisés en matière de participation des pays en développement aux travaux du CCEP – en particulier depuis la recommandation C 81 du Congrès de Lausanne 1974 – et, d'autre part, le profit qui en a été tiré dans le sens de la réalisation des objectifs de l'Union,

constatant

que des possibilités existent pour une amélioration des résultats obtenus,

recommande

aux Administrations postales des pays en développement de renforcer leur participation aux travaux du CCEP:

- en apportant une contribution régulière aux études entreprises (réponse aux questionnaires, fourniture de renseignements, présentation d'exposés aux colloques, etc.);
- en assumant, dans la mesure où cela est possible, le rôle de rapporteur ou d'animateur des études,

charge

le Bureau international, selon les moyens disponibles, d'accorder aux Administrations qui en feraient la demande l'aide nécessaire pour la mise au point des mesures d'organisation de nature à leur permettre de participer plus efficacement aux travaux des organes de l'Union.

(Proposition 06, 14^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 30

Contrôle de qualité

Le Congrès,

rappelant

les délibérations du Congrès de Rio de Janeiro 1979 sur l'avenir de la poste, et en particulier les préoccupations exprimées quant à la situation apparemment précaire de l'activité postale face aux progrès technologiques des entreprises rivales dans le domaine des communications et aussi face à la concurrence exercée directement par des sociétés privées fournissant des services postaux parallèles,

constatant

qu'au cours des délibérations en Congrès, un certain nombre d'Administrations ont exprimé l'avis qu'il fallait veiller au maintien et à l'amélioration des normes de service de façon à rehausser le renom de la poste en tant que moyen de communication viable et fiable,

constatant en outre

qu'il s'est dégagé des études conduites par le CCEP sur l'avenir des services postaux dans le cadre du programme de travail 1979-1984 une idée force selon laquelle le bon fonctionnement du service postal, avec des normes répondant à l'attente de la clientèle, doit être au premier rang des préoccupations de toutes les Administrations postales, face à l'avenir de leurs activités,

considérant

l'étude effectuée par le CCEP dans le cadre de son programme de travail 1979-1984, sur les systèmes de contrôle de la qualité des opérations de ramassage du courrier, de guichet, de tri et de distribution, étude qui a eu pour objet de déterminer la nature des moyens utilisés par les Administrations pour contrôler l'exécution des travaux,

constatant

qu'il ressort des conclusions d'ordre général de l'étude que si des Administrations ont mis au point des systèmes efficaces de contrôle de la qualité aux différentes étapes de l'exploitation postale, l'absence alarmante de contrôles efficaces de qualité a cependant aussi été relevée,

étant informé

de l'avis exprimé par le CCEP, selon lequel les Administrations ont un urgent besoin de revoir leurs politiques de contrôle de la qualité,

considérant

que l'efficacité de l'exploitation postale dépend notamment de l'exécution précise des fonctions de base par le personnel postal et que dans leurs efforts visant à atteindre la qualité de service requise les Administrations postales ont pour tâche vitale de recourir à des moyens efficaces de contrôles pour maintenir, améliorer et mesurer le rendement,

prie instamment

les Administrations postales:

- a) de prendre conscience du lien étroit qui existe entre un contrôle efficace de la qualité et la viabilité de l'activité postale à tous les niveaux de l'exploitation, cela permettant notamment de satisfaire les besoins de la clientèle;
- b) de s'interroger sur l'efficacité de leurs différents systèmes (ou mesures) de contrôle de la qualité et sur leur capacité à donner des résultats satisfaisants; le cas échéant, de prendre les dispositions propres à renforcer et à améliorer ces systèmes (ou mesures) avec le souci d'assurer à la poste une position plus forte sur le marché des communications.

(Proposition 012, 14^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 31

Programme de travail du CCEP pour la période 1984–1989

Le Congrès,

vu

l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général relatif aux attributions du Conseil consultatif des études postales,

vu

la consultation des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes, effectuée en vertu de l'article 104, paragraphe 12, du Règlement général,

constatant

le nombre important d'études terminées, traitant des domaines les plus divers et déjà publiées ou en voie de l'être, dans la Collection d'études postales,

considérant

le désir exprimé par les membres du Conseil consultatif des études postales de limiter le nombre des études à effectuer de telle sorte que la charge de travail corresponde aux moyens dont dispose le CCEP, gage d'une conduite efficace des études,

conscient

de la nécessité d'une intégration harmonieuse des études du CCEP dans le programme d'activités de l'Union dans son ensemble,

estimant

que la capacité d'action du Conseil consultatif devrait être réservée en priorité aux secteurs d'activité considérés comme les plus importants par les Administrations postales,

fait sien

le programme de travail du Conseil consultatif des études postales qui figure aux annexes 1 et 2, tout en laissant à cet organe une certaine liberté d'appréciation quant aux études à entreprendre,

décide

de laisser au Conseil consultatif le soin:

- a) d'orienter ses travaux de la manière qui lui semblera la plus opportune;
- b) de décider des études permanentes à reprendre;
- c) de veiller à ce que les résultats obtenus au terme de certaines études puissent être largement utilisés sur le terrain en faveur des pays les plus défavorisés;
- d) d'apporter s'il le faut à certaines études les correctifs nécessaires afin de répondre à des buts bien précis et d'obtenir la plus grande efficacité;
- e) d'employer les méthodes de travail les mieux adaptées aux sujets à traiter afin d'aboutir aux meilleurs résultats.

(Proposition 014, 14^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 1, 16^e séance plénière)

Sujets d'étude présentés par les Pays-membres de l'Union et le Bureau international et retenus par le CCEP dans le cadre d'un programme de travail minimal

Champ d'étude A: Gestion

1. La productivité dans les services postaux

Origine: Etats-Unis d'Amérique

Motifs. – Malgré les pronostics parfois pessimistes de l'avenir des services postaux, le volume du courrier n'en augmente en général pas moins. Afin de pouvoir écouler ce trafic accru sans augmentation proportionnelle des ressources à engager, des moyens d'augmenter la productivité des installations postales doivent être trouvés. Les gains de productivité permettront aux Administrations de faire partiellement face à l'augmentation du trafic et, partant, de réduire à un minimum les cas de relèvements tarifaires nécessaires et de maximaliser le service rendu au public.

2. Financement des activités postales

Origine: Etats-Unis d'Amérique

Motifs. – L'objectif, qui vaut pour la plupart des Administrations, est de maintenir l'intégrité de la poste en se fondant, en matière de finances et d'exploitation, sur des principes rationnels. A cet effet, les Administrations tentent actuellement d'équilibrer leurs recettes et leurs dépenses totales. Les politiques en matière d'investissement à long terme et les pratiques opérationnelles modernes doivent faire en sorte qu'à l'avenir les services postaux fonctionnent dans des conditions de célérité, de fiabilité et d'économie. Le financement du service postal est très étroitement lié à la productivité, ce qui implique la fixation de tarifs permettant de couvrir les frais, une bonne gestion de la trésorerie et des investissements avisés.

Autre sujet proposé entrant dans le cadre de cette étude

Egypte

Les bases de la détermination du prix de revient des services postaux intérieurs et extérieurs

3. Financement des projets postaux dans les pays en développement

Origine: Sénégal

Motifs. – Ainsi qu'il ressort des rapports de mission de consultants engagés au titre de la coopération technique, cette question revêt une réelle importance pratique pour le développement de la poste dans les pays en développement. Une étude complète à ce sujet permettrait sans doute à ces pays de mieux prendre conscience des possibilités qui existent dans ce domaine.

L'étude non achevée «519 – Fonds du développement postal universel» du programme 1979–1984 pourrait être intégrée dans la nouvelle étude.

4. Etude du principe et de l'étendue de la responsabilité des Administrations en ce qui concerne les envois postaux du service intérieur

Origine: Japon

Motifs. – A l'exception de quelques-unes, les Administrations postales ne se tiennent pas pour responsables en cas de perte, de vol ou d'avarie d'envois postaux ordinaires. Dans notre pays, le principe est désormais contesté et des opinions se sont fortement exprimées en faveur de l'application du principe de responsabilité aux envois postaux ordinaires, singulièrement aux colis postaux ordinaires.

Il serait utile de recueillir des informations sur le principe, les modalités de fonctionnement, la théorie, etc., de l'indemnité et d'étudier également les principes et la mesure dans laquelle la responsabilité répond aux exigences des usagers. Ces données serviraient de guide pour les Administrations postales soucieuses de connaître les procédures à appliquer en matière d'indemnité. En outre, on devrait étudier le principe et l'étendue de la responsabilité, d'une part, en cas de

perte, de vol ou d'avarie d'envois recommandés ou avec valeur déclarée, et, d'autre part, en cas de retard subi par tous les envois postaux ou certains objets postaux déterminés.

5. *Presse et trafic postal*

- *relations avec les éditeurs des journaux et périodiques*
- *place de la presse dans le trafic postal*
- *traitement des journaux et périodiques dans l'exploitation postale (dépôt, acheminement, distribution)*
- *résultats financiers (tarifs pratiqués, bénéfices ou déficits/ comblement des déficits)*

Origine: France et Bureau international

Motifs. – A l'origine, la France avait proposé le sujet suivant:

«Les problèmes posés par les envois de la presse (régimes intérieur et international)

- traitement des envois
- niveau tarifaire et taux de couverture des charges d'exploitation
- conséquences sur l'équilibre financier de la poste»

motivé de la manière suivante:

Dans certains pays tels que la France, la presse bénéficie pour ses envois de tarifs préférentiels qui sont loin de couvrir le coût réel du service rendu.

Il en résulte une cause de déficit importante pour le budget de la poste.

L'étude proposée aurait pour objet de recenser les différentes situations existantes selon les pays en ce qui concerne:

- le type d'acheminement retenu;
- la détermination du niveau tarifaire;
- la compensation, s'il y a lieu, du déficit par l'Etat;
- les problèmes éventuels qui en résultent pour l'Administration postale;
- les solutions proposées pour améliorer la situation.

Le CCEP a décidé d'intégrer dans cette proposition une autre du Bureau international concernant les «relations avec la presse» en la reformulant comme indiqué ci-dessus.

6. Statut juridique des Administrations postales (administration publique, entreprise de droit public...) – Avantages, désavantages de divers types de statut et problèmes liés au passage d'un système à l'autre

Origine: Corée (Rép.)

Motifs. – Les structures organiques des directions générales et régionales ainsi que des bureaux de poste varient d'un pays à un autre. La question concernant le type de système organique (par exemple: société publique, administration publique indépendante ou faisant partie intégrante d'un ministère, etc.) à adopter se pose souvent lorsqu'un gouvernement procède à une réforme organique. Le CCEP de l'UPU se trouve peut-être dans une position idéale pour entreprendre une étude devant déboucher sur un document détaillé exposant de façon analytique la pratique en cours dans tous les pays développés, y compris les avantages et inconvénients de chaque type d'organisation et les problèmes liés au passage d'un système à l'autre. Des renseignements de cette nature seraient d'une grande aide aux Administrations postales des pays en développement.

7. La collaboration entre les Administrations postales et les collectivités locales de base pour la desserte postale

Origine: Bureau international

Motifs. – Selon le principe et l'obligation de service public, la poste doit être présente partout pour assurer une desserte dans tous les lieux habités et où se déroule une activité humaine. Or, dans les pays en développement, la poste n'a pas toujours les moyens de répondre à cet impératif. C'est pourquoi la poste a besoin de collaborer avec les collectivités locales de base pour obtenir d'elles soit des locaux et des moyens de transport, soit d'autres facilités de nature à permettre d'effectuer la desserte postale. Cela est d'autant plus important dans les pays en développement qui devraient utiliser toutes les possibilités de collaboration ainsi que les moyens juridiques de réalisation pour suppléer à la faiblesse des ressources des services postaux. C'est ce que se propose d'atteindre l'étude dont le sujet est ci-dessus mentionné à travers les expériences des Administrations postales et les constatations faites à la suite des missions d'experts.

8. Contrôle de la gestion locale par la fixation d'objectifs et/ou l'établissement de budgets

Origine: Suède

Motifs. – Les activités postales peuvent être régies par des lois, des règlements et des manuels, mais si l'Administration veut pouvoir fonctionner sur la base de principes commerciaux, il y a lieu de choisir d'autres moyens qui donneraient aux chefs d'établissements une plus grande liberté d'action (et plus de responsabilités).

Dans une organisation où les responsabilités et la prise de décisions ont été déléguées, les organes de gestion contrôlent l'exploitation et le développement des services au moyen d'une politique et d'objectifs prédéterminés. Cela veut dire, entre autres choses, que la direction doit s'assurer d'une manière ou d'une autre que l'entreprise se développe en conformité avec sa politique et sa stratégie générales ainsi qu'avec les plans d'application à court terme. Chaque organisation, dont l'activité est dirigée vers certains objectifs, nécessitera par conséquent un «feed-back» continu des résultats obtenus. Dans le cas d'une Administration postale, cela voudra dire la récolte d'informations concernant les ventes et la production, l'utilisation des ressources, la productivité et le niveau de qualité des services, ainsi que de différentes sortes de données clefs.

Dans l'Administration postale suédoise, l'application de ce système comprend, à l'heure actuelle, un processus de planification et de budgétisation au cours duquel les responsables de différents niveaux administratifs discutent des objectifs à fixer. Un système budgétaire, qui aide le responsable de la gestion des opérations à atteindre les objectifs de résultats et de productivité, a également été introduit. Différentes données clefs constituent une partie importante de ce système de surveillance économique. De gros efforts ont été faits pour coordonner le processus de planification dans les domaines de la commercialisation et de l'exploitation, ainsi qu'en matière de gestion du personnel, avec le processus de budgétisation, afin de faire du budget un instrument capable d'aider la direction à s'assurer que les objectifs fixés sont atteints. Le système de contrôle économique comprend deux éléments très importants. L'un est la formulation des objectifs dans le cadre du processus de planification et de budgétisation, l'autre le suivi continu des opérations, y compris les décisions visant à corriger des déviations indésirables. Afin de réaliser le contrôle au moyen des plans et des budgets établis, il est indispensable que l'exécution de ces plans fasse l'objet d'un suivi attentif et que

des mesures appropriées soient prises si l'on découvre que les plans originaux n'étaient pas satisfaisants. Dans l'Administration postale suédoise, nous essayons d'atteindre cet objectif au moyen de rapports quotidiens.

Le contrôle économique peut être rendu plus efficace si l'on introduit un système de suivi continu et de planification «roulante». Cela peut se faire en premier lieu par la mise au point de modèles locaux destinés à éveiller chez les intéressés une conscience plus poussée des effets économiques de différentes décisions. Ainsi, l'objectif du suivi et de la planification «roulante» est d'avoir une maîtrise ferme du développement de l'entreprise, mais aussi d'augmenter les possibilités d'atteindre les objectifs fixés.

La délégation des responsabilités et des compétences, dans notre Administration, signifie que les différents niveaux administratifs peuvent eux-mêmes choisir, dans une large mesure, les solutions et tirer profit des systèmes centraux de la manière qui correspond le mieux aux besoins locaux. Cela est valable également pour le système de contrôle économique puisqu'il est essentiel que l'Administration de chaque circonscription postale puisse choisir le modèle de budgétisation qui lui convient le mieux. Le chef de la circonscription postale aura donc une responsabilité déterminante quand il s'agira de déterminer la structure et le degré de détails que le système de sa circonscription devra comporter.

9. Utilisation des statistiques de base pour la gestion des services postaux dans les pays en développement

Origine: Bureau international

Motifs. – Les statistiques sont par définition un outil d'information et de gestion. Les applications qui permettent aux Administrations de gérer convenablement et efficacement et aux décideurs d'orienter (selon les données recueillies) la politique d'une entreprise sont nombreuses et variées (effectifs, utilisation du personnel et des moyens, prévision, planification, etc.).

Il s'agit, dans le cadre de cette étude, de déterminer pourquoi et comment utiliser les statistiques pour la gestion et la planification sur la base des expériences des Administrations postales, notamment à l'heure de la gestion informatisée.

Autre sujet proposé entrant dans le cadre de cette étude

Pakistan

Etablissement d'un système informatique normalisé pour la gestion postale dans les pays en développement

Motifs. – A l'heure actuelle, il n'y a pas de point central de rassemblement des données. Le manque de moyens nécessaires pour assurer le bon rassemblement et la bonne coordination des données a entravé le développement et les efforts des services postaux dans les pays du tiers monde. L'absence de données et de statistiques bien présentées, authentiques et immédiatement disponibles a été une des raisons qui se sont opposées à la conduite de travaux de recherche et d'études connexes sur les divers aspects des services postaux dans les pays en développement.

Champ d'étude B: Organisation postale

10. Organisation du service des guichets – Contrôle des opérations et de la qualité des prestations fournies à la clientèle

Origine: Pays-Bas et Portugal

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Pays-Bas

Surveillance professionnelle de la qualité dans l'entreprise des guichets

Motifs. – Comme c'est le cas dans certains autres pays, l'Administration des Pays-Bas a créé un service séparé des guichets, justifié par l'importance accrue de ce service.

Jusqu'ici, le contrôle de la qualité du service des guichets sur le plan international n'a fait partie que d'études d'une portée plus large menées par le CCEP.

D'une part, ces études ont principalement eu trait à l'ensemble des opérations consécutives au transport postal (ramassage, guichets, tri et distribution), à savoir aux modes opératoires strictement postaux. D'autre part, elles se sont limitées plus ou moins à une description du contrôle de la qualité.

Or, ces dernières années, l'entreprise des guichets des postes néerlandaises s'est de plus en plus vue confrontée à des développements qui ont entraîné une modification profonde dans les orientations de celle-ci.

Outre les modes opératoires strictement postaux, d'autres aspects de travail aux guichets ont une influence primordiale sur la notion de qualité du service éprouvé par le client.

Si jusqu'aux années soixante-dix l'entreprise des guichets a pu être considérée comme un «système de transit» assez passif pour les services financiers et postaux, le milieu de cette décennie a vu cette situation changer profondément.

Les services financiers postaux ont élargi leur assortiment pour évoluer vers un établissement bancaire et les services des transports postaux ont opté pour une approche plus commerciale de leur clientèle. En outre, les usagers désirant offrir leurs services ou produits par l'intermédiaire des guichets postaux ont fait leur apparition. Les usagers exigeant d'une façon bien plus nette qu'auparavant que leurs souhaits dans le domaine de la qualité se voient effectivement réalisés dans les prestations du service des guichets, l'entreprise des guichets a dû garantir une présentation adéquate à la clientèle des produits qui lui étaient confiés.

Dans le domaine des prestations de service, le rôle que joue la surveillance de la qualité est devenu de plus en plus important et ce n'est pas sans raison que la surveillance de la qualité bénéficie, en tant qu'instrument professionnel, d'un intérêt croissant.

L'Administration néerlandaise propose d'insérer dans le programme de travail pour la période 1984-1989 une étude séparée, consacrée spécialement à la surveillance professionnelle de la qualité dans l'entreprise des guichets.

b) Portugal

Organisation du service au guichet. Polyvalence et spécification des opérations

Motifs. – L'étude a pour but de:

- 1° simplifier et rationaliser les procédures administratives dans les bureaux de poste de façon à:
 - diminuer les temps d'exécution;
 - augmenter la productivité;
 - réduire les coûts;
- 2° améliorer la qualité et la productivité du service au guichet, en donnant aux responsables de la gestion un guide d'action leur permettant de:
 - diminuer le temps d'attente au guichet;
 - distribuer plus rationnellement les tâches à effectuer;
- 3° revoir la classification des bureaux de poste par catégories, améliorer leur gestion interne et leur fonctionnement afin de leur permettre de répondre aux besoins des usagers;
- 4° étudier un système pour simplifier la prévision à moyen et long terme du trafic et des effectifs des bureaux de poste;
- 5° étudier un système permettant la détermination du nombre de positions de guichet selon les nécessités des localités, à moyen et long terme;
- 6° définir les critères et la conception d'un système informatisé.

11. Organisation des services des relations publiques et d'action commerciale dans les pays en développement

Origine: Bureau international

Motifs. – Les Administrations postales, notamment celles des pays développés, qui ont très vite perçu l'importance de faire connaître leurs services, les produits et prestations qu'elles assurent ainsi que la nécessité de connaître leurs clients et ce qu'ils attendent de la poste, n'ont pas hésité à créer des «services des relations publiques et d'action commerciale». Les pays en développement éprouvent le même besoin mais n'ont pas les moyens de le réaliser dans de bonnes conditions, faute des ressources humaines et techniques. Aussi est-il proposé d'effectuer une étude sur ce sujet pour permettre un échange d'expériences dans ce domaine et connaître les besoins réels des Administrations postales des pays en développement en matière d'organisation et de fonctionnement de services de cette nature.

Champ d'étude C: Exploitation postale

12. Philatélie – Emission et organisation de la vente de timbres-poste – Produits philatéliques

Origine: Papouasie – Nouvelle-Guinée et Sénégal

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Papouasie – Nouvelle-Guinée

Opérations philatéliques

b) Sénégal

Participation des Administrations postales à la vente de timbres-poste et autres articles philatéliques d'autres pays. Etudes des aspects législatifs, réglementaires, tarifaires et opérationnels. Type de contrat ou convention à signer entre les Administrations concernées sur le plan bilatéral ou multilatéral

13. Automatisation et informatisation des opérations de guichet et des fonctions de gestion connexes dans les bureaux de poste

Origine: Argentine, Corée (Rép.), France, Grande-Bretagne, Portugal et URSS

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Argentine

Utilisation d'ensembles de machines à affranchir et à recommander et/ou de distributeurs de tickets reliés à un centre de comptabilité et de contrôle, en liaison avec des balances indiquant le montant de l'affranchissement (y compris éventuellement des envois en nombre)

Motifs. – L'étude aurait pour but d'étudier la possibilité d'installer au guichet une machine polyvalente reliée à l'ordinateur central, avec capacité de codage.

Comme on envisage de l'utiliser, tant pour les envois ordinaires que pour les envois inscrits, cet élément d'équipement devrait logiquement être connecté à des balances de calcul de l'affranchissement.

On disposerait ainsi au guichet d'une machine qui constituerait le point de départ du processus de tri de tout type d'envoi. Elle engendrerait, par l'intermédiaire de l'ordinateur, toutes les données d'exploitation et de contrôle nécessaires, y compris les listes devant accompagner les correspondances échangées entre centres, jusqu'à leur destination finale. Une étude portant sur ces questions pourrait servir de guide aux Administrations lorsque des changements sont à décider.

b) Corée (Rép.)

Utilisation d'ordinateurs pour les travaux de guichet, d'acheminement du courrier et l'établissement des documents afférents aux dépêches internationales

Motifs. – L'ordinateur tend à être utilisé très largement dans la quasi-totalité des domaines de la vie moderne. Divers aspects du travail postal peuvent, grâce à lui, être sensiblement améliorés. Il semble avoir déjà pris une place importante dans le travail postal des pays développés et la poste des pays en développement ne peut pas ne pas tenir compte de cette nouvelle tendance. L'automatisation des travaux des bureaux de poste se traduira par une amélioration notable de la productivité et de la qualité du service.

Dans cette optique, il serait opportun que le CCEP conduise une étude sur cette question et fournisse aux pays en développement une analyse et des informations faciles à comprendre sur l'utilisation des ordinateurs dans les services postaux.

c) France

Automatisation et informatisation des fonctions de production et de gestion dans les bureaux

Motifs. – L'apparition de la micro-informatique dans les bureaux de poste présente un double intérêt. D'abord, en permettant l'automatisation et l'informatisation des travaux de guichet longs et répétitifs, elle libère le guichetier de ses tâches les moins intéressantes et le rend plus disponible à l'égard des usagers.

En plus de cette fonction de production, la micro-informatique peut être aussi utilisée pour la gestion, tant au guichet (tenue des états journaliers et de la sous-caisse) que pour l'ensemble du bureau (tenue des statistiques, gestion de la trésorerie, etc.).

Elle peut aussi être appliquée à l'automatisation de la comptabilité et par exemple être utilisée pour améliorer la gestion de la trésorerie. Tandis que l'informatique lourde des gros ordinateurs implique une centralisation de la gestion, la micro-informatique est tout à fait adaptée à la gestion décentralisée des bureaux de poste et constitue en cela un phénomène nouveau, riche de promesses.

L'enquête proposée aurait pour objet de faire le point des réalisations actuelles, des types d'appareils utilisés et des services qu'ils rendent ainsi que des perspectives de développement de ces techniques.

d) Grande-Bretagne

Les progrès en matière d'automatisation des guichets

Motifs. – L'étude 518 «Mécanisation des guichets et de la comptabilité dans les bureaux de poste des pays en développement. Tenue des comptes courants postaux et de la comptabilité des centres de chèques postaux de moyenne importance» qui figure sur le programme de travail actuel du CCEP a déjà abouti à un rapport en ce qui concerne la première phase de l'étude.

Le rapport a été diffusé le 21 janvier 1983 par le Bureau international. A la session 1980 du CCEP, il a été signalé la possibilité, après le rapport initial, de la poursuite de l'étude sous la forme d'un examen de l'expérience acquise dans ce domaine par les pays développés. Notre Administration appuie entièrement l'idée d'entamer la deuxième phase de cette étude dans le cadre du programme de travail pour la période 1984–1989. En effet, au cours des dernières années, un certain nombre de pays ont réalisé dans ce secteur des progrès considérables. D'autres pays, comme le nôtre, se livrent à de premières expériences et il serait utile d'échanger des informations sur un sujet dont l'importance ne cesse de croître à une époque où il faut augmenter la productivité et élargir la gamme des prestations de guichet.

e) Portugal

Automatisation/mécanisation des opérations du service au guichet (pesées, calcul des taxes, opération d'affranchissement et de recouvrement)

Motifs. – Cette proposition vise à étudier les possibilités d'une mécanisation et automatisation de certaines opérations effectuées dans les bureaux de poste, notamment de l'utilisation des systèmes informatisés.

f) URSS

Mécanisation des opérations postales et de caisse aux guichets

14. L'étude du service «Exprès» des envois de la poste aux lettres et de l'avenir de ce service dans les Pays-membres de l'UPU

Origine: Tchécoslovaquie

Motifs. – A l'heure actuelle, le service «Exprès» ne concerne que la livraison/distribution par exprès des envois postaux après leur arrivée au bureau de distribution.

Le délai du transport des envois du moment du dépôt jusqu'à la remise au destinataire est quand même influencé d'une manière fondamentale par les méthodes de dépôt, par le traitement après le dépôt, par les moyens ainsi que par l'organisation du transport, etc. Il arrive relativement fréquemment que la remise des envois par exprès ait perdu son sens initial souhaité par l'expéditeur quelquefois mal renseigné sur le principe de ce service.

Il serait souhaitable de connaître la situation actuelle et les positions des Administrations postales de l'Union sur ce sujet ainsi que leurs intentions concernant l'avenir de ce service. On peut prendre en considération sans doute les services nouveaux tels que Téléfax, Bureau fax, Courrier international accéléré, etc.

On pourrait éventuellement proposer, sur la base des résultats de l'étude, les modifications du service «Exprès» ou sa suppression.

15. Problèmes de magasinage, d'entreposage de colis avant et après les opérations de tri

Origine: Pologne (Rép. pop.)

Motifs. – Le tri mécanique de colis exige des moyens techniques pour niveler les différences qui existent entre l'afflux des colis vers le centre de tri et le rendement des installations de tri, et d'entreposage des colis déjà triés jusqu'au moment de leur expédition.

De nombreuses Administrations à technique postale bien avancée utilisent différents moyens techniques qui paraissent convenir le mieux à leurs conditions d'exploitation. Les Administrations, qui ne viennent que de s'engager sur la voie de la mécanisation du tri, rencontrent des difficultés concernant le choix des solutions optimales et, très souvent, retiennent les solutions déjà expérimentées.

Il est proposé de grouper, sous forme d'une brève étude, les expériences déjà acquises par les Administrations avancées dans la technique postale. L'étude devrait définir les principes fondamentaux de construction des moyens d'entreposage des colis avant et après le tri, les principes de leur choix en fonction des méthodes et des moyens d'alimentation et d'expédition des colis dans le centre de tri – en vrac, dans les sacs, dans les récipients, en chariots ou en transporteurs – les principes généraux pour déterminer leur capacité, surtout dans le cas des installations de stockage avant le tri. L'étude devrait également offrir la possibilité d'évaluer et de comparer approximativement le coût de différents moyens d'entreposage.

Nous sommes d'avis que l'étude ne devrait pas revêtir un caractère technique, traitée comme une base directe à l'intention des constructeurs d'équipements postaux; par contre, elle devrait constituer une base préparatoire pour les services postaux afin d'évaluer les possibilités et le choix des méthodes d'entreposage de colis aux centres mécanisés de tri, construits récemment ou modernisés, où un tel choix est d'habitude encore plus difficile à faire en raison de l'insuffisance des locaux.

Il est à penser qu'une telle étude présenterait de l'intérêt pour les Administrations qui jusqu'à présent n'ont aucune expérience en la matière et ont l'intention de développer chez elles la mécanisation postale. Elle serait également utile aux Administrations qui utilisent déjà les équipements d'entreposage. Dans ce deuxième cas, l'étude permettrait de mettre de l'ordre et de systématiser les informations et les expériences déjà acquises.

16. Etude sur le contenu, la présentation, la mise à jour, etc., du «Fichier de l'équipement postal»

Origine: CCEP

Motifs. – Lors de sa session de 1982, le Conseil consultatif des études postales a été saisi d'une proposition, faite par le Bureau international, suggérant au CCEP de se prononcer sur le Fichier de l'équipe-

ment postal, ceci dans le cadre de l'étude sur les publications de l'Union entreprise par le Conseil exécutif à la demande du Congrès de Rio de Janeiro (résolution C 50).

Après un échange de vues sur cette proposition, le CCEP 1982 a chargé le Bureau international d'effectuer une consultation des Administrations membres du CE et du CCEP sur l'utilité du Fichier de l'équipement postal. La consultation a démontré que:

- le Fichier de l'équipement postal est assez largement utilisé (64% des pays ayant répondu au questionnaire);
- la majorité des Administrations ayant participé à la consultation (56%) souhaitent le maintien de cette publication.

En même temps, lors de la consultation, un nombre appréciable d'Administrations ont formulé diverses propositions de modification concernant la présentation et la mise à jour du fichier.

Compte tenu de ces constatations, le CCEP 1983 a décidé:

- le maintien de la publication du Fichier de l'équipement postal;
- l'inscription au projet de programme de travail du CCEP 1984–1989 d'une étude sur le contenu, la présentation, la mise à jour, etc., du Fichier de l'équipement postal.

17. Le courrier accéléré international (suivi de ce qui se passe non seulement dans le domaine du courrier accéléré, mais également dans d'autres sphères telles que le courrier électronique)

Origine: Kuwait et Maroc

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Kuwait

Courrier «El Mumtaz» (courrier accéléré)

Motifs. – Cette proposition vise à étudier ce nouveau service qui porte sur le monopole postal dans ce domaine, la revision de la réglementation et des lois qui régissent ledit service ainsi que les problèmes et les obstacles qui ont entravé son fonctionnement au cours de ces dernières années.

b) Maroc

Le courrier accéléré international

Champ d'étude D: Poste internationale

18. Moyens de nature à améliorer la qualité de l'acheminement international

Origine: France

Motifs. – Depuis une dizaine d'années, on a pu constater un peu partout une dégradation de la qualité de l'acheminement des envois postaux (irrégularité dans les délais, moins grande rapidité que par le passé, etc.).

L'étude aurait pour but, à partir du constat de cette dégradation, de rechercher les points faibles de l'organisation qui en sont la cause et les moyens de nature à rétablir une meilleure qualité de service (diversification des acheminements de surface ou aériens et des tarifs correspondants, par exemple).

Autres sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Nouvelle-Zélande

Etude sur le contrôle du service de la poste aérienne

Motifs. – A l'heure actuelle, il n'existe pas de système permettant de contrôler de façon satisfaisante, opportune ou utile la qualité du transport du courrier aérien international. Il semble qu'un tel contrôle soit nécessaire eu égard aux problèmes qui se posent au cours du transport (transbordement non effectué comme prévu entre compagnies aériennes, Administrations intermédiaires n'exécutant pas les opérations de réacheminement demandées, etc.). Ces problèmes contribuent dans une mesure non négligeable à la dégradation des services et au mécontentement de la clientèle. En général, les Administrations d'origine ne sont informées de ces incidents que de façon fortuite (par exemple à la suite d'une réclamation d'un usager, d'une remarque d'ordre général de la part de l'Administration de destination ou d'une des compagnies aériennes participant au transport). Si cela débouche souvent sur une analyse en profondeur par les deux

parties en cause du transport des dépêches aériennes permettant d'identifier toutes imperfections du système, les résultats parviennent toujours trop tard pour être d'une quelconque utilité pratique (à moins qu'il ne s'agisse d'un défaut constant) et, en tout état de cause, les données recueillies ne se rapportent qu'à un bref laps de temps.

Les compagnies aériennes exploitent un système informatisé très élaboré capable de fournir des données – actuelles ou du passé – sur les prises en charge/déplacements/transferts/arrivées de chaque expédition de marchandises. Aussi est-il jugé opportun d'étudier la faisabilité d'un système qui permettrait de lier le transport aérien à un tel système, ainsi que toutes autres solutions susceptibles de se présenter (par exemple, fourniture d'un exemplaire supplémentaire du bordereau AV 7 qui accompagnerait les dépêches et serait promptement retourné à l'Administration de destination).

Une gestion efficace du Service international de la poste aérienne (et, partant, la protection efficace des intérêts des usagers) tourne autour de l'existence de mesures de contrôle rationnelles pouvant être utilisées par les Administrations. Un contrôle permanent et efficace des délais de transmission est indispensable si l'on veut que les normes de qualité soient maintenues à un niveau optimal, les Administrations postales ne pouvant plus se permettre d'attendre que les fautes de service deviennent un problème pour que des mesures correctives soient prises. La partie «transport» représente pour le courrier aérien international un domaine d'exploitation inconnu et dans une grande mesure inexploré en fait de contrôle de la qualité.

b) Pakistan

Contrôle de l'acheminement et la transmission, au plan international, des dépêches-avion dans le dessein de supprimer les goulots d'étranglement qui entraînent des retards de transmission excessifs

Motifs. – Il est déconcertant qu'à l'heure actuelle les délais de transmission d'envois-avion d'un pays à un autre varient notablement. Par exemple, très fréquemment, la durée de transmission d'un pays A à un pays B diffère de celle qui est enregistrée dans l'autre sens. De même, pour une distance analogue parcourue en empruntant diverses routes aériennes, la transmission peut être sensiblement différente. Ces écarts importants sont le résultat de l'absence de directives, de normes et de conventions précises régissant et réglementant les heures et durées limites. A la suite du développement rapide du trafic aéropostal international, il est de plus en plus important de

procéder à une étude et à une analyse complètes des éléments déterminant la durée de transmission des envois postaux et de mettre au point un système efficace de suppression des retards et des délais de rétention injustifiés aux différentes étapes de la transmission du courrier.

c) Suède

Organisation du travail (Etude des modes opératoires) dans les services postaux

d) Suède

Organisation du travail (Etude des méthodes d'exploitation rationnelle)

Motifs. – Un point pose un problème aux Administrations postales, celui du maintien d'une bonne qualité de service. En régime international, les Administrations postales reçoivent un nombre important de réclamations sur des lenteurs de transmission d'envois postaux. Il semblerait qu'au cours des dernières années les délais de traitement des envois se soient allongés. En tant qu'organe technique de l'UPU, le CCEP devrait être chargé de se pencher sur cette question.

A cet égard, nous voudrions signaler que même dans de nombreux pays où l'exécution du travail courant se fait dans de bonnes conditions, le service pourrait encore être plus efficace si les Administrations pouvaient bénéficier des idées et orientations nouvelles découlant de l'expérience acquise par d'autres pays. Nous songeons aux études comme l'étude B 3 «Organisation du travail (étude des modes opératoires) dans les services postaux» et l'étude B 4 «Organisation du travail (étude des méthodes d'exploitation rationnelle)». Une telle mise à jour de certaines études publiées pourrait contribuer à renforcer la fiabilité des services postaux. Dans la compétition avec d'autres moyens de communication, le travail postal de tous les jours est ce qui compte pour la grande majorité des Administrations postales.

19. Automatisation du traitement des bordereaux de livraison AV 7

Origine: Etats-Unis d'Amérique

Motifs. – L'étude vise à examiner la possibilité d'établir les bordereaux AV 7 à l'aide d'un ordinateur avant le départ de l'avion. En plus

de l'établissement des bordereaux par ordinateur, il serait intéressant d'étudier les moyens de les transmettre rapidement, par exemple par télécopie, entre Administrations postales. Quoiqu'une étude de ce genre puisse conduire à devoir étudier d'autres problèmes, tels que celui de la validité légale d'un message fac-similé, l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique pense qu'elle serait utile pour de nombreux membres de l'UPU, maintenant et à l'avenir.

20. Développement d'un/des système(s) pour l'enregistrement informatisé des envois recommandés et des colis postaux du service international

Origine: Argentine, Grande-Bretagne et Japon

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Argentine

Impression du numéro de recommandation des correspondances devant être traitées par des systèmes automatiques informatisés

Motifs. – Ce sujet se réfère essentiellement à un besoin concret, celui d'améliorer le traitement des envois inscrits. Le but est de pouvoir traiter les correspondances de ce type de la même façon que le courrier ordinaire, mais séparément de celui-ci, avec en outre la possibilité d'appliquer une même numérotation, codifiable, d'enregistrement.

b) Grande-Bretagne

Le service international des colis postaux: le développement du système de recherche

Motifs. – Un élément important restreint le développement du service international des colis postaux; il s'agit de l'absence d'un système efficace permettant de retrouver rapidement trace d'un colis. Les sociétés commerciales recourant au service postal pour l'exportation de leurs produits se plaignent fréquemment du fait qu'une fois un colis déposé il est pratiquement impossible de retrouver avec précision l'endroit où il se trouve et que, dans le cas où il y a eu retard de distribution pour une raison quelconque, il est difficile d'en déceler les

raisons. Les exportateurs font valoir que les compagnies aériennes ou les affréteurs (qui sont en concurrence directe avec la poste) sont habituellement en mesure de fournir en quelques jours ce genre d'informations, alors que pour les services postaux cela peut prendre des mois.

Un système efficace de localisation des envois rendrait le service international des colis postaux plus attrayant pour la clientèle commerciale, d'où l'utilité d'une étude de cette question si l'on veut mettre au point un tel système.

c) Japon

Etude de l'institution d'un système de codes à barres dans les services des recommandés et des colis postaux en régime international

Motifs. – A l'heure actuelle, certaines Administrations envisagent de traiter automatiquement les recommandés au moyen d'un système de codes à barres. Dans le service intérieur, nous avons déjà institué un tel système qui établit automatiquement des listes spéciales, imprime des données comme le nombre d'envois, etc., et fournit rapidement des éléments d'information lors de réclamations provenant d'autres bureaux de poste ou de clients.

Champ d'étude E: Articles d'argent (Services financiers postaux)

21. Les services financiers postaux et les nouveaux systèmes électroniques de paiement

Origine: Belgique et Suède

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Belgique

Les services financiers postaux face au développement de l'argent électronique

Motifs. – Pour définir la notion d'argent électronique, il convient de rappeler les formes traditionnelles de mouvement de fonds:

- la circulation fiduciaire, à savoir le transfert d'une personne à l'autre d'espèces sous forme de pièces de monnaie et de billets de banque;
- la circulation scripturale, à savoir le remplacement des espèces par une opération comptable entre comptes courants d'un ou de plusieurs organismes financiers. L'instrument de paiement est le chèque ou le virement; l'utilisation de ces documents entraîne une inscription au débit du compte de l'émetteur et une inscription au crédit du compte du bénéficiaire.

L'argent électronique quant à lui se distingue de ces formes traditionnelles de paiement par le fait que ne sont utilisés ni des espèces, ni des instruments de paiement en papier, mais uniquement des impulsions électriques émanant d'un donneur d'ordre qui au préalable s'est identifié.

En Belgique, trois systèmes de mouvement électronique de fonds ont vu le jour quasi en même temps:

- le système Bancontact qui comprend une vingtaine d'organismes financiers;
- le système Mister Cash qui a été créé par quelques autres organismes financiers;
- le système Postomat qui est une initiative de la Régie des postes belges.

Ces trois systèmes comptent ensemble environ 1 000 000 d'utilisateurs, ce qui démontre à souhait l'engouement de la clientèle pour ce mode de mouvement de fonds.

Les trois réseaux précités ont comme mission essentielle la délivrance d'argent liquide au guichet automatique en billets de banque de 1000 FB.

Toutefois, deux d'entre eux offrent d'autres services et assurent d'autres fonctions comme:

- le transfert d'informations (par exemple, demande de la situation du compte, commande de formules de virement ou de chèques);
- le transfert par guichet automatique (par exemple, transfert sur un carnet de dépôt à partir d'un compte à vue);
- le paiement par un terminal point de vente (par exemple, stations d'essence);
- le versement d'argent liquide, soit sur un compte à vue, soit sur un carnet de dépôt.

En Belgique, comme dans d'autres pays, l'argent électronique acquiert progressivement droit de cité, non seulement entre les organismes financiers mais aussi entre lesdits organismes et leurs clients.

Cette forme de mouvement de fonds est appelée à occuper une place de plus en plus grande dans les opérations financières.

b) Suède

Futurs systèmes de paiement

Motifs. – Il semble que les diverses modalités de transfert de sommes d'argent entre le payeur et le bénéficiaire soient de la plus haute importance, car il s'agit de savoir ce que sera à l'avenir la concurrence entre les banques et les Administrations postales. L'émergence d'une société sans mouvement d'espèces est une des notions qui avait été prédite et il est important que les Administrations postales en connaissent le développement et les conséquences et puissent relever le défi qu'elle pose en fournissant par exemple des services de chèques et virements et des moyens électroniques de paiement donnant satisfaction à la clientèle.

Champ d'étude F: Personnel

22. Adaptation des Administrations postales aux nouveaux besoins sociaux du personnel

Origine: Etats-Unis d'Amérique, Canada et Espagne

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Etats-Unis d'Amérique

La gestion des ressources humaines

Motifs. – L'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique emploie 670 000 personnes qui représentent un vaste potentiel d'idées et d'énergie dont dépend le succès de notre action future. Notre objectif est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour donner aux agents postaux des perspectives de carrière, des conditions de travail et des rémunérations comparables à celles qui existent en dehors de la poste.

b) Canada

La qualité de la vie au travail

Motifs. – Le terme «Qualité de la vie au travail» se réfère, de façon concrète, à des programmes visant à augmenter l'efficacité d'une organisation par le biais d'une participation plus large de ses employés au processus de prise de décisions, ainsi que par une restructuration des tâches. Un nombre croissant d'entreprises en Amérique du Nord ont recours à cet outil, et cela s'applique certainement à d'autres régions.

Pour sa part, notre Administration a mis en œuvre deux projets pilotes s'inspirant des principes du concept de «La qualité de la vie au travail». Le premier rejoint trente-cinq employés œuvrant au sein du service de l'informatique au siège social à Ottawa; le deuxième touche quarante-deux employés d'un service administratif au sein d'un grand établissement postal de Toronto (Ontario). Les deux projets impliquent notamment des «Comités sur les lieux» (*on-site Committees*) réunissant des gestionnaires et des représentants syndicaux locaux, ainsi que des employés du service en cause. Les Comités ont pour but de se pencher sur des questions ayant un caractère d'intérêt commun. Par ailleurs, lorsque des questions doivent être soumises à un palier supérieur, le Comité visé élabore un plan commun définissant la suite à donner.

Les objectifs globaux des deux projets pilotes en question ont déjà été atteints. Ils étaient les suivants:

- augmenter l'efficacité du groupe visé;
- améliorer l'ambiance de travail en son sein;
- améliorer les relations patronales/syndicales.

Nous envisageons donc d'adopter cette approche sur une plus grande échelle.

Les constatations suivantes nous poussent à suggérer au CCEP de mener une étude axée sur «La qualité de la vie au travail»:

- a) les principes de base de ce concept peuvent être adaptés à divers types d'organisations, qu'il s'agisse d'entreprises d'Etat ou d'administrations publiques, et qu'elles œuvrent dans des pays industrialisés ou en voie de développement. A notre avis, aucune Administration postale ne peut échapper au besoin d'adopter des mesures en vue d'harmoniser les rapports humains en milieu de travail;
- b) à ce que nous sachions, aucune étude n'a encore été entreprise au sein du CCEP faisant état de cette importante question. Nous

pensons donc qu'il serait utile de faire le point sur tous les aspects touchant à «La qualité de la vie au travail», à la lumière des expériences vécues dans les autres pays par les Administrations postales et d'autres organismes;

- c) le CCEP a, il est bien vrai, abordé des questions connexes à ce thème. Il s'agit notamment des études 4/306 «Problèmes de personnel et organisation du travail dans les établissements postaux», 461 «Structure d'un plan de développement des ressources humaines dans une Administration postale» et 460 «Rendement du personnel sous la théorie des stimulants et contributions». Néanmoins, la question même de «La qualité de la vie au travail» n'a pas encore été approfondie.

Compte tenu de ce qui précède, nous croyons que toute Administration postale pourrait retirer des bénéfices des conclusions d'une telle étude, qui seraient susceptibles de contribuer notamment:

- a) à définir l'état des travaux entrepris sur le sujet, ainsi que dans des domaines connexes, au sein des Administrations postales ou d'autres organismes;
- b) à diffuser les conclusions se dégageant des expériences acquises dans ce domaine;
- c) à faire connaître les initiatives que les Administrations postales envisagent de prendre à ce titre.

c) Espagne

L'action sociale des Administrations postales. Adaptation des Administrations aux nouveaux besoins sociaux du personnel

Motifs. – L'évolution de la société industrielle a ouvert un vaste domaine de nouveaux besoins et exigences auxquels les Administrations sont appelées à faire face.

C'est pourquoi il serait souhaitable de conduire une étude qui permettrait d'apprécier les divers moyens et modalités pour répondre à ces besoins et exigences, ainsi que la politique des Administrations sur ce point.

23. Structures de l'information du personnel et communication dans les Administrations postales

Origine: Argentine et Espagne

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Argentine

Etude sur la communication dans les Administrations postales

Motifs. – L'idée générale à la base de ce dernier sujet est de poser le phénomène de la communication en tant qu'outil déterminant des relations humaines et comme conséquence de la formation et du maintien de groupes humains de travail. Comme cela est notoire, la majeure partie des journées de travail, singulièrement à partir de certains niveaux hiérarchiques, sont utilisées pour parler, donner et recevoir des informations, pour se réunir avec des collègues afin de discuter de plans, pour lire et écrire des rapports et des directives, de sorte que l'habileté dans l'exercice de la fonction de communication s'est désormais transformée en un élément indispensable à la bonne marche des Administrations.

L'objectif que cette étude se propose est d'aider les Administrations à:

- mettre en œuvre une politique d'information du personnel;
- fixer les objectifs et les moyens d'application de cette politique;
- canaliser vers des publics divers (à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise) des informations idoines opportunes et actualisées sur l'Administration postale et sur tout changement de nature à avoir une incidence pour elle ou pour son personnel;
- disposer d'un programme qui assurerait, au minimum, la bonne utilisation des moyens (causeries et discussions), écrits (revues de l'Administration, circulaires, bulletins, etc.);
- connaître et évaluer la communication bidirectionnelle et ses résultats (moyens de rétroaction).

b) Espagne

Les structures de l'information dans l'entreprise postale

Motifs. – La Direction du service postal doit mettre en place et maintenir ouvertes les voies d'informations verticales et horizontales qui rendraient l'entreprise plus transparente et feraient connaître au personnel la politique générale et l'y intéresserait.

Annexe 2

Sujets d'étude présentés par les Pays-membres de l'Union et le Bureau international et retenus par le CCEP dans le cadre d'un programme de travail de réserve

Champ d'étude A: Gestion

1. Publicité en faveur des prestations postales

Origine: Tchécoslovaquie

Motifs. – L'étude pourrait avoir pour but l'analyse des tendances principales et les méthodes utilisées par les Administrations postales dans le domaine de la publicité en faveur des différents services postaux offerts au public, par exemple:

- les informations concernant la publicité en général;
- les actions spécifiques/l'indication des codes postaux sur les envois postaux, la popularisation des services nouveaux, etc.;
- les méthodes utilisées/publicité directe des PTT, publicité faite par l'intermédiaire des petites annonces dans la presse, TV, etc.

Les résultats de cette analyse pourraient contenir éventuellement les recommandations quant à la façon optimale ainsi que les voies les plus efficaces de l'activité dans ce domaine.

2. Services nouveaux offerts à la clientèle

Origine: Etats-Unis d'Amérique, Maroc et Pologne (Rép. pop.)

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Etats-Unis d'Amérique

Motifs. – Pour la poste de notre pays, il est hautement prioritaire d'accroître le chiffre d'affaires en développant les produits et services existants et en en créant de nouveaux. Cela exigera des efforts dans

un grand nombre de domaines. Il nous faudra évoluer afin de pouvoir continuellement répondre aux exigences de la clientèle. Il nous faudra déterminer et mieux connaître les niveaux de services acceptables pour toutes les catégories de courrier. Il nous faudra également intensifier nos efforts pour obtenir et analyser les données sur les marchés et sur les usagers.

b) Maroc

Les services nouveaux de la poste

c) Pologne (Rép. pop.)

Types, portée et formes des prestations offertes par la poste au profit de certaines institutions (sociétés d'assurances, caisses d'épargne, etc.)

Champ d'étude B: Organisation postale

3. Eléments à prendre en compte et méthodes à appliquer pour déterminer le niveau de qualité des services à fournir au public ainsi que la forme à donner à ces services

Origine: Tchécoslovaquie

Motifs. – Il s'agit d'une étude permanente (310). Néanmoins, vu que c'est un sujet dont l'importance est toujours plus évidente et que les données qui ont été fournies dernièrement couvrent la période de 1965 à 1970 – ou à 1975 respectivement –, il semble que l'actualisation de ces données, les prévisions faites jusqu'en 1990 et l'approfondissement de l'étude en ce qui concerne les services nouveaux seraient d'une grande utilité pour les Administrations postales et représenteraient pour la plupart d'entre elles des informations intéressantes.

Autre sujet proposé entrant dans le cadre de cette étude

Pologne (Rép. pop.)

Méthodologie de fixation des indices de qualité de travail des bureaux de poste

4. Circuits de distribution – Détermination des paramètres – Fixation des charges de travail des agents distributeurs

Origine: Portugal

Motifs. – L'étude a pour but l'amélioration de l'utilisation des agents distributeurs, sans préjudice de la «qualité de service».

5. Statistique des sacs postaux vides

Origine: Bureau international

Motifs. – Les Administrations postales les plus vigilantes ne sont pas à l'abri des difficultés ou problèmes que posent la récupération des sacs vides, leur renvoi, leur dénombrement et les pertes qui en résultent.

Certes, des textes de portée internationale existent à côté de pratiques isolées propres à chaque Administration. Cet arsenal est jugé insuffisant ou inadapté.

L'étude préconisée se donne pour but, d'une part, de compléter les informations recueillies dans le cadre de l'étude 303 effectuée par le CCEP (plaquette 100 de la Collection d'études postales) et, d'autre part, de faire un diagnostic des problèmes qui se posent, notamment dans les pays en développement, de recenser les solutions mises en œuvre ou à proposer pour aider les Administrations postales à mettre de l'ordre dans ce qui peut être considéré comme un matériel de base de la poste.

Champ d'étude C: Exploitation postale

6. Gestion informatisée du transport du courrier

Origine: Hongrie (Rép. pop.) et URSS

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Hongrie (Rép. pop.)

Planification et gestion opérationnelle du transport dans les grandes villes par ordinateur

Motifs. – L'étude de ce sujet est justifiée par le fait que l'organisation et la gestion opérationnelle du transport postal des grandes villes constituent presque partout des questions critiques par suite des difficultés ressenties dans la circulation, d'où la nécessité de prévoir l'utilisation d'ordinateurs dans ce domaine.

Les tâches liées au transport postal étant différentes, du point de vue des fonctions d'objectif, de celles du transport général, les systèmes informatiques élaborés pour l'organisation de ces dernières ne peuvent être directement utilisés par les Administrations postales. Pour toutes ces raisons, il serait souhaitable d'entamer une étude à ce sujet au sein du CCEP.

b) URSS

Système automatisé de la gestion expéditive du transport du courrier postal et de la presse pour les grands réseaux postaux

7. Compatibilité entre les systèmes de détection des timbres-poste et les systèmes de lecture du code dans le tri automatique du courrier

Origine: Argentine

Motifs. – Il est jugé nécessaire de conduire une étude visant à créer une compatibilité entre les divers systèmes utilisés pour la détection des timbres-poste (couleur, phosphorescence, fluorescence) et les systèmes de lecture du code sur les machines à trier automatiques, cela pour éviter les rejets dus à des interférences avec les timbres-poste qui restent dans le champ de lecture des machines en question.

On faciliterait ainsi la mécanisation du tri du courrier international d'entrée, avec un rendement opérationnel identique à celui qui est obtenu pour le courrier du service intérieur.

L'étude pourrait constituer une importante contribution à la fixation de normes internationales à observer par les fabricants du matériel nécessaire.

8. Lecture optique au tri des correspondances

Origine: Portugal

Motifs. – L'étude a pour but:

- 1° de diminuer l'élément humain dans le tri effectué aux grands centres d'acheminement des correspondances (lecture optique du code postal);
- 2° de diminuer l'élément humain dans le tri pour la distribution des correspondances destinées aux grands centres (lecture optique des données de distribution, avec la création implicite d'un code interne de distribution pour les grands centres).

L'ensemble des envois à trier devra être défini selon les paramètres suivants:

- adresses écrites seulement à la machine;
- probablement seuls les envois parvenant d'entreprises bien déterminées.

Le modèle de fonctionnement devra tenir compte des conditions suivantes:

- possibilité de lecture optique dans la machine à trier;
- souplesse de fonctionnement avec lecture optique simultanée ou non, avec indexation;
- tri au départ, acheminement réalisé à l'origine et distribution à destination.

9. Méthodes, résultats et analyse financière de l'utilisation de sachets en polyéthylène pour enlasser les correspondances à leur sortie des machines à trier automatiques

Origine: Argentine

Motifs. – La majorité des machines à trier de l'espèce comportent dans leur schéma un sous-système d'enliassage au moyen d'enveloppes en polyéthylène qui remplacerait l'enliassage avec ficelle et scellé.

Les avantages de cette méthode dépassent le cadre du tri automatique, étant donné qu'ils tendent à faciliter également la tâche de distribution finale du courrier. La qualité du service s'en trouve sensiblement améliorée, car, en supprimant l'enliassage, on évite les risques d'avarie des envois qui, étant sous enveloppe, sont à l'abri du contact de l'eau et de la poussière lors des dernières manipulations.

Aussi, serait-il particulièrement approprié d'adopter ce système dans toutes les salles de tri. Compte tenu des diverses possibilités offertes par les fabricants spécialisés dans ce genre d'articles, notamment:

- emballages préfabriqués et soudure autonome;
- machine à souder la matière plastique sortant d'une bobine;
- machine à souder avec déroulement de la matière plastique en double (deux bobines), etc.,

il y a lieu de conduire une étude dont les conclusions pourraient servir d'instrument de décision en vue de l'adoption, dans chaque cas, du système adéquat.

10. Utilisation de récipients polyvalents pouvant être manutentionnés sur des chaînes automatiques et transportés d'un point à un autre avec ou sans possibilité de dispositif d'acheminement

Origine: Argentine

Motifs. – L'utilisation de récipients ou bacs pour le transport intérieur des correspondances entre la quasi-totalité des postes de tri automatique est devenue pratiquement universelle. En raison de leur usage intensif, ces récipients, généralement fabriqués en matière plastique synthétique, en viennent à constituer un produit fongible. Si l'on ajoute à cela qu'ils servent aussi de conteneurs pour les correspondances (déjà traitées) entre les divers centres postaux et l'intérieur des bureaux, ils doivent, à l'évidence, être utilisés en très grandes quantités. D'où la nécessité de réunir le plus grand nombre possible de données et de conclusions sur leur emploi, leur conception, leurs composants et leurs accessoires si l'on veut disposer d'un bon instrument de décision au moment où un choix doit être fait.

11. Méthodes optimales de numérotage des boîtes postales particulières pour les besoins du tri mécanique et automatique

Origine: Kuwait

12. Formation postale

Origine: Espagne

Sujets proposés entrant dans le cadre de cette étude

a) Espagne

Analyse des tâches, fondement des moyens de formation au poste de travail

Motifs. – L'étude susvisée prétend établir la base scientifique de l'analyse en vue de l'élaboration des manuels de formation. On considère en effet que la connaissance et la définition des conditions à remplir pour occuper les postes de travail postal en fait d'aptitudes, de connaissances et de capacités permettent de préparer, en matière d'instruction et de formation du personnel, des programmes adaptés aux tâches, ou aux groupes homogènes de tâches, déployées dans les services postaux, de formuler des plans de formation concrets et d'appliquer les méthodes didactiques les plus efficaces.

Par formation postale, on doit entendre formation professionnelle, autrement dit la formation en vue d'exercer un emploi dans les meilleures conditions possible. Pour cela, il y a lieu de connaître les contenus desdits postes, c'est-à-dire les tâches à exécuter. Celles-ci se décomposent en opérations qu'il faut connaître et mettre en ordre dans le temps; pour réaliser ces opérations, il faut que des moyens, des objectifs et des conditions physiques et mentales soient requis. La connaissance rigoureuse de tous ces éléments doit servir de fondement aux manuels d'enseignement utilisés pour la formation des fonctionnaires postaux.

b) Espagne

La formation commerciale des agents de l'exploitation postale

Motifs. – La poste traditionnelle possédait un sens élevé de la notion du service à rendre à la collectivité qui s'alliait à un esprit de fonctionnaire renforcé par la sécurité de l'emploi. Une telle situation permettait aux agents d'adopter jusqu'à un certain point une attitude olympienne vis-à-vis de l'utilisateur. En général, on ignorait si les prestations répondaient aux besoins d'un public sociologiquement changeant.

L'activité commerciale de l'Administration a non seulement pour but de faire connaître nos services aux usagers, mais également de déceler ce que ces derniers attendent de la poste afin de pouvoir répondre à leurs besoins et à leurs désirs.

Toutefois, dans le cadre de cette nouvelle activité de la poste, un agent spécialisé, le promoteur commercial, ne suffit pas. Il faut aussi que toute l'entreprise postale adopte des attitudes conformes à la nouvelle mentalité, de telle façon que le public, dès son premier contact avec le service, perçoive que tous ceux qui font partie du monde postal sont disposés à répondre à ses besoins.

A cet effet, la direction postale doit en permanence utiliser des canaux d'information avec ses fonctionnaires et recourir à toutes les ressources dont elle dispose (octroi de stimulants, organisation de cours de formation commerciale, etc.) pour que ceux-ci puissent s'identifier à la nouvelle politique de l'entreprise.

Il s'agit fondamentalement d'un changement des attitudes et, à cette tâche, les psychologues, les sociologues et les spécialistes en matière d'information doivent collaborer avec la direction.

L'étude doit poser les questions ci-après et y répondre:

- comment rendre les agents d'exploitation de la poste conscients de l'importance de l'action commerciale?
- comment parvenir à ce que leurs attitudes correspondent à une telle politique?
- quels aspects de l'exploitation y a-t-il lieu de modifier pour qu'il y ait cohérence entre l'action commerciale et le fonctionnement des services?
- quels domaines doivent être réformés en priorité?
- dans quels secteurs le changement sera-t-il perçu le plus rapidement?
- quels indices indiqueront le rapport entre les mesures entreprises dans ce sens et la rentabilité de nos services?

Résolution C 32

Journée mondiale de la poste

Le Congrès,

vu

le rôle joué par l'information dans l'effort entrepris pour convaincre les gouvernements et le public de l'importance de la poste,

tenant compte

- a) de la résolution C 11 du Congrès de Tokyo 1969 par laquelle il a été recommandé de célébrer le 9 octobre de chaque année (anniversaire de la création de l'Union) comme Journée de l'UPU;
- b) de la contribution que les Administrations postales des Pays-membres devraient apporter à la réalisation des activités d'information de l'Union en mettant à sa disposition leurs propres moyens d'information,

estimant

- a) que la dénomination «Journée de l'UPU» pourrait ne pas avoir l'impact voulu sur les autorités et le public visés par la campagne d'information en faveur de la poste;
- b) qu'une dénomination de cette Journée qui contiendrait le mot «poste» aurait un pouvoir de sensibilisation accru,

décide

- a) de changer la dénomination «Journée de l'UPU» en «Journée mondiale de la poste»;
- b) de consacrer le 9 octobre de chaque année comme «Journée mondiale de la poste»,

invite

les Pays-membres de l'Union à célébrer cette Journée et à la mettre à profit (ainsi que la Semaine internationale de la lettre écrite dans laquelle se situe le 9 octobre), pour mieux faire connaître aux autorités et au public, d'une part, les buts poursuivis par l'Union postale universelle et son œuvre et, d'autre part, le rôle primordial de la poste dans le processus de développement économique, social et culturel, ainsi que les divers services mis à la disposition du public par les Administrations postales,

charge

le Conseil exécutif de choisir chaque année, sur proposition du Directeur général du Bureau international, le thème de la Journée mondiale de la poste,

charge

le Bureau international de l'UPU:

- a) de communiquer aux Administrations postales des Pays-membres le thème choisi par le Conseil exécutif;
- b) de prendre les initiatives nécessaires en vue d'organiser cette Journée sur le plan mondial, en mettant notamment en relief le rôle de l'UPU;
- c) de coordonner les actions à mener par les Administrations postales à l'occasion de la célébration de la Journée en question.

(Proposition 019, 14^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 33

Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art

Le Congrès,

considérant

l'influence de la poste dans la littérature mondiale, dans la poésie et les beaux-arts,

estimant

que cette influence peut être un facteur de promotion des services postaux dans la société actuelle ainsi qu'un moyen de mieux faire connaître au personnel l'image de la poste dans les arts et qu'en conséquence elle devrait être encouragée par les Administrations postales,

charge

le Conseil exécutif d'examiner la possibilité de faire éditer un ou plusieurs livres sur ce thème.

(Proposition 023, 15^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 34

Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux

Le Congrès,

conscient du fait

- que le service postal n'existe que pour servir sa clientèle;
- que le but principal de toute Administration postale est donc de fournir au client un service à la fois efficace et économique,

reconnaissant

la nécessité pour les Administrations postales de maintenir des contacts étroits avec les organismes qui représentent les intérêts des clients,

estimant

- qu'il existe plusieurs possibilités de dialogue entre les Administrations et les clients au niveau national, mais que de telles occasions sont très rares sur le plan international;
- que des contacts sur le plan international devraient profiter tant aux Administrations qu'aux organismes qui représentent la clientèle des services postaux,

charge

le Conseil exécutif d'étudier les possibilités juridiques et pratiques de contacts entre les organismes internationaux représentant les clients des services postaux et l'Union postale universelle, et sur la base du résultat de cette étude:

- de rechercher les meilleurs moyens d'établir de tels contacts;
- de désigner les organismes internationaux pouvant être considérés comme les plus représentatifs des intérêts des clients importants du service postal;
- de prendre contact avec ces organismes afin de constituer un forum où des discussions d'intérêt mutuel pour les deux parties puissent se tenir.

(Proposition 020, 15^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 1, 16^e séance plénière)

Recommandation C 36

Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international

Le Congrès,

ayant pris acte
du résultat de l'étude entreprise au sujet des arriérés de contribution
en exécution de la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

tenant compte
de ce que certains Pays-membres rencontrent de sérieuses difficultés
à régler leurs arriérés de contribution envers l'UPU par les moyens
habituels,

vu

le rôle d'office de compensation conféré au Bureau international pour
la liquidation des comptes de toute nature (Règlement général,
article 113, paragraphe 5; Règlement de la Convention, article 101,
paragraphe 3).

vu

l'établissement par le Bureau international du Décompte général
annuel des frais de transit et des frais terminaux du courrier de
surface,

invite instamment

les Pays-membres qui éprouvent des difficultés majeures à régler
leurs arriérés de contribution envers l'Union postale universelle à
recourir au système de compensation du Bureau international utilisé
pour les frais de transit et les frais terminaux par voie de surface, en
cédant à l'Union le solde créditeur auquel ils auraient droit d'après
le Décompte général établi à ce sujet par le Bureau international,

prie

les Pays-membres tiers qui sont inscrits comme débiteurs des Pays-
membres en question dans le Décompte général des frais de transit
et des frais terminaux à consentir à une telle procédure de compensa-
tion et à verser dans les meilleurs délais les sommes convenues au
Bureau international.

(Proposition 09, Commission 3, 7^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/
Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 37

Financement des activités d'assistance technique de l'UPU

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'assistance technique de l'UPU,

rappelant

le principe suivant lequel le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU,

préoccupé

par les conséquences pour la poste, dans les pays en développement, des difficultés financières persistantes du PNUD,

relevant

avec satisfaction les efforts consentis par cet organisme, malgré sa situation financière, pour la réalisation des projets d'assistance technique dans le secteur postal,

notant

l'insuffisance des ressources complémentaires dont dispose l'UPU pour couvrir des besoins non satisfaits au titre du PNUD, malgré les efforts de certains pays,

décide

- 1° d'appeler de façon encore plus insistante l'attention du PNUD sur la nécessité d'améliorer les possibilités de financement des activités menées par l'UPU sur une base nationale ou multinationale en faveur du développement postal;
- 2° de lancer un pressant appel aux pays en vue de l'accroissement sensible des ressources complémentaires nécessaires pour l'assistance technique;
- 3° d'augmenter de 40 pour cent les crédits budgétaires affectés à l'assistance technique, en vue de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979,

recommande

- 1° à tous les pays:
 - a) de participer sur une base pluriannuelle à l'alimentation du Fonds spécial UPU par des contributions volontaires dont le montant devrait représenter un pourcentage significatif de

leur contribution aux dépenses de l'Union ou du budget de leur Administration postale;

- b) de continuer à prendre en principe à leur charge le salaire des consultants qu'ils fournissent à l'UPU pendant la durée de missions de ceux-ci;

2° aux pays développés ou riches en particulier:

- a) de fournir des efforts supplémentaires pour accorder, sur le plan bilatéral ou multilatéral, une assistance technique en nature ou des moyens de financement répondant aux besoins prioritaires signalés par l'UPU;
- b) d'entreprendre des démarches auprès des autorités gouvernementales respectives en vue d'augmenter les crédits alloués pour la coopération technique, afin de mettre à la disposition de leurs Administrations des fonds pour aider les services postaux des pays en développement soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU;

3° aux pays en développement:

- a) d'intensifier leurs actions d'information publique en vue de sensibiliser les autorités nationales et le public à l'importance des services postaux et d'insister auprès des autorités nationales afin qu'une priorité suffisante soit accordée au développement postal lors de la répartition des ressources nationales et de l'aide extérieure;
- b) de prendre à leur charge, quand ils le peuvent, certaines dépenses afférentes à l'assistance technique fournie par l'UPU (frais de voyage ou de séjour des consultants ou des boursiers);
- c) d'accueillir des cours, des cycles d'étude ou des stages individuels organisés par l'UPU et de fournir suivant leurs possibilités les apports en nature aptes à faciliter l'exécution des activités de formation dont il s'agit,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- 1° de multiplier ses interventions auprès des autorités nationales et des autorités du PNUD pour faciliter l'aboutissement des demandes présentées par les Administrations postales;
- 2° de soutenir les actions d'information publique entreprises à cet effet par les Administrations des pays en développement;
- 3° de poursuivre ses efforts avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes en vue de la recherche de moyens de financement complémentaires, notamment auprès des pays déve-

loppés ou riches, de la Banque mondiale et des institutions financières sous-régionales et régionales;

- 4° de prendre, avec l'accord du CE et suivant des modalités économiques, des mesures permettant d'assurer une présence accrue de l'UPU sur le terrain.

(Proposition 016, Commission 9, 4^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 38

Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique

Le Congrès,

vu

les rapports présentés par le Conseil exécutif sur l'assistance technique au sein de l'UPU (Congrès – Doc 18.1),

soulignant

l'urgence pour les pays en développement d'entreprendre ou d'intensifier des efforts propres à améliorer la situation de leurs services postaux souvent gravement affectés par les effets de la crise mondiale,

conscient

de la nécessité pour l'UPU de continuer à fournir à ces pays une aide complémentaire et d'intensifier ses actions d'assistance technique dans des domaines prioritaires en faveur, en tout premier lieu, des pays qui en ont le plus besoin et qui sont disposés à en tirer pleinement parti,

soucieux

d'assurer à cette assistance technique une efficacité aussi grande que possible grâce notamment à des mesures spéciales arrêtées en accord avec les pays bénéficiaires,

convaincu

de l'opportunité d'insérer l'aide de l'UPU dans le cadre général de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans le cadre particulier de plans ou de programmes nationaux ou régionaux,

décide

- 1° d'établir comme suit les groupes de pays bénéficiaires:
 - les pays les moins avancés: première priorité;
 - les pays défavorisés au sens de l'ONU mais non classés dans la catégorie des pays les moins avancés: deuxième priorité;
 - les autres pays en développement: troisième priorité;
- 2° de reconnaître comme prioritaires les actions visant à:
 - rationaliser la gestion;
 - améliorer la qualité du service;
 - former et spécialiser des cadres moyens et supérieurs;
 - instaurer de façon générale des services financiers postaux;
 - développer des activités d'information publique,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° d'intensifier dans la mesure du possible les actions de l'assistance technique de l'UPU sur la base des priorités ainsi définies en ce qui concerne les pays bénéficiaires et les actions à entreprendre;
- 2° de programmer les actions d'assistance technique de l'UPU et de les intégrer dans des programmes de développement cohérents élaborés et mis en œuvre par les Administrations bénéficiaires;
- 3° d'appliquer les principes d'action suivants:
 - inciter les pays bénéficiaires à conjuguer et à coordonner l'ensemble des efforts d'origine interne et externe visant au développement de leurs services;
 - élaborer pour les pays les moins avancés un programme spécial dont pourraient bénéficier dans certains cas d'autres pays défavorisés;
 - promouvoir la coopération entre pays en développement en entreprenant des actions dans ce sens et en appuyant les efforts correspondants des pays;
 - prendre des mesures visant à accroître la présence de l'UPU sur le terrain en vue d'améliorer l'efficacité des actions menées et d'appuyer les interventions du Bureau international et des Administrations auprès des autorités locales et des Représentants Résidents, avec la collaboration, le cas échéant, des Unions restreintes;
 - dans ce cadre, assurer une décentralisation aussi poussée que possible des activités d'assistance technique de l'UPU, qui devrait permettre une plus large participation des pays bénéficiaires;

- systématiser les actions d'évaluation et de suivi destinées à assurer la bonne exécution des actions programmées et la consolidation des résultats obtenus;
- renforcer les relations entre les activités d'assistance technique et les études du CCEP dont les résultats devraient être utilisés de façon plus poussée;
- resserrer en matière d'assistance technique ses relations avec les Unions restreintes sur la base de la résolution CE 6 adoptée par le Conseil exécutif à sa session de 1983 et sur la base des principes et des procédures appliqués par le PNUD;
- développer ses relations avec les Commissions économiques de l'ONU tout en veillant au respect des responsabilités constitutionnelles de l'UPU en matière de développement postal,

charge

le Directeur général du Bureau international de poursuivre ses efforts en vue de développer les activités d'assistance technique, dans le cadre des priorités et des principes arrêtés par le Congrès et suivant les directives données par le Conseil exécutif, en les intégrant aussi largement que possible dans le cadre du PNUD.

(Proposition 030, Commission 9, 4^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 39

Choix de la classe de contribution

Le Congrès,

vu

la modification apportée à l'article 125, paragraphe 1, du Règlement général,

estimant

qu'il est opportun de permettre aux Pays-membres concernés et rangés actuellement dans la classe à une unité de contribution d'opter pour la classe à une demi-unité dans le cadre du régime financier issu du Congrès de Hamburg,

décide

d'autoriser ceux de ces pays qui en éprouvent la nécessité à choisir cette classe à la condition de notifier ce choix au Bureau international avant le 31 décembre 1984.

(Proposition 032, Commission 3, 7^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Décision C 46

Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes

Le Congrès

décide

de confier au Conseil exécutif l'étude des propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1.

(Propositions 1502.2/Rev 1, 1502.8 et 1504.1, Commission 3, 6^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Décision C 47

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle

Le Congrès,

vu

l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général,

élit

- au poste de Directeur général du Bureau international M. Adwaldo Cardoso Botto de Barros (Brésil), Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes;
- au poste de Vice-Directeur général du Bureau international M. Félix Cicéron (France), Sous-Directeur général au Bureau international.

La présente décision prend effet au 1^{er} janvier 1985.

(Congrès – Doc 24 et 68/Rev, 15^e séance plénière; Congrès/C 10 – PV 11; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 52

Contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU

Le Congrès,

vu

l'évolution monétaire internationale,

considérant

que les Droits de tirage spéciaux sont déjà largement utilisés par la plupart des Administrations postales,

vu

la nécessité de prévoir des dispositions unifiées concernant l'utilisation de cette unité de compte du Fonds monétaire international (FMI),

décide

que les montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU seront désormais complétés par leur contre-valeur en DTS calculée conformément au taux de raccordement de 1 DTS = 3,061 fr-or, suivant les modalités prévues dans la circulaire du Bureau international 219 du 1^{er} septembre 1980.

(Proposition 05/Rev 1, Commission 3, 5^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 53

Durée du Congrès

Le Congrès,

considérant

que la durée moyenne de six semaines des derniers Congrès représente, pour des hauts fonctionnaires, beaucoup de temps passé en dehors de leur Administration, en particulier lorsqu'à cela s'ajoute, pour nombre d'entre eux, le temps nécessaire pour venir de pays éloignés,

considérant

la charge financière importante qu'une conférence d'une telle longueur impose non seulement au pays hôte mais aussi à chaque délégation et, en fait, à l'ensemble de l'Union,

tenant compte

de l'étude conduite par le Conseil exécutif sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès,

reconnaissant

les gains de temps qui résulteront de certaines des modifications et procédures déjà adoptées à la suite des recommandations découlant de l'étude susvisée,

charge

le Conseil exécutif d'examiner d'urgence de quelle façon le Congrès de 1989 pourrait être organisé pour que sa durée soit ramenée à cinq semaines au plus, en prenant en considération:

- a) l'expérience acquise par l'Administration de la Rép. féd. d'Allemagne en tant qu'hôte du Congrès de Hambourg;
- b) la nécessité pour le pays hôte du Congrès de 1989 de connaître les recommandations du Conseil exécutif suffisamment à l'avance pour que toutes les dispositions d'ordre pratique soient prises.

(Proposition 08, Commission 3, 5^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 56

Etude concernant la réglementation postale internationale

Le Congrès,

constatant

le développement de nouveaux services offerts par un nombre croissant d'Administrations postales en plus des services prévus et réglementés par les Actes de l'Union,

conscient

qu'après le nécessaire stade expérimental, une harmonisation des procédures de fonctionnement de chaque nouveau service devient indispensable,

considérant

que ces nouveaux services, plus encore que les services postaux traditionnels, doivent pouvoir s'adapter très rapidement aux besoins changeants de la clientèle,

estimant

que cette évolution, gage de la vitalité de la poste, ne doit pas être entravée par une codification rigide des règles de fonctionnement des services,

considérant d'autre part

la lourde tâche que représente la mise à jour des Actes de l'Union, dont seul le Congrès a actuellement le pouvoir et les délais importants qui en résultent pour la moindre modification,

estimant

que les difficultés rencontrées jusqu'à présent pour remédier à cette situation peuvent trouver leur source dans la conception des Actes techniques de l'Union tels qu'ils sont actuellement rédigés,

charge

le Conseil exécutif d'étudier une façon différente de concevoir et de présenter la réglementation internationale, notamment celle qui doit être élaborée pour la mise en œuvre des nouveaux services, afin:

- de faciliter son application souple par les Administrations postales;
- de rendre plus rapide sa modification en fonction des besoins, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de principes fondamentaux;
- d'éviter le recours systématique au Congrès pour cette modification.

(Propositions 031, 1022.2, 1502.10 et 1519.92, Commission 3, 3^e et 5^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 1, 16^e séance plénière)

Résolution C 57

Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 4);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès – Doc 103),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983.

(Congrès – Doc 4/Annexe 6, Commission 2, 1^{re} séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 58

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès – Doc 4),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

exprime

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

(Congrès – Doc 4/Annexe 5, Commission 2, 1^{re} séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 63

Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe

Le Congrès,

vu

l'article 107, paragraphes 1 et 6, du Règlement général,

tenant compte

du besoin réel de la reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe,

décide

que le montant des frais à supporter par l'Union pour la reproduction des documents dans ces langues ne devra pas dépasser 150 000 francs suisses par année et par groupe linguistique.

(Proposition 021/Rev 1, Commission 3, 8^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 66

Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de l'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA),

considérant

la résolution 36/194 de l'Assemblée générale des Nations Unies (17 décembre 1981), par laquelle a été adopté le «Nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés»,

rappelant

la résolution C 87 du Congrès de Lausanne 1974 ainsi que la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

reconnaissant

l'importance du rôle des services postaux dans le développement des PMA et les graves insuffisances de la poste dans la plupart de ces pays,

tenant

compte de la nécessité de renforcer les services postaux dans les PMA,

invite

les pays les moins avancés

à mobiliser toutes les ressources humaines, financières et matérielles disponibles sur place et à tirer le meilleur profit possible de l'aide qui leur est fournie dans le secteur postal,

charge

le Conseil exécutif:

- de prendre les mesures voulues afin que l'Union puisse apporter une aide plus substantielle au développement des services postaux des PMA;
- de consacrer aux pays de cette catégorie une part aussi importante que possible des ressources de l'UPU;
- de suivre de façon continue l'évolution de la situation générale de la poste dans les PMA et de présenter à ce sujet un rapport au prochain Congrès,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- de continuer à accorder une attention prioritaire plus marquée aux besoins postaux des Administrations des PMA, compte tenu de la résolution C 38;
- de proposer au Conseil exécutif un programme d'activités fondé sur les secteurs prioritaires et les besoins spécifiques des pays considérés;
- d'aider les pays de cette catégorie à préparer et à présenter aux réunions des tables rondes des projets postaux pouvant susciter l'intérêt des donateurs et des bailleurs de fonds;
- de continuer à intervenir auprès du PNUD et des autres organismes de financement pour faire aboutir les demandes d'aide en vue de la réalisation des projets postaux en faveur des PMA.

(Proposition 018, Commission 9, 6^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 67

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Le Congrès,

vu

le rapport présenté par le Conseil exécutif au sujet de la coopération technique entre pays en développement (CTPD),

conscient

de l'intérêt que présente l'application aussi large que possible du concept de la CTPD dans l'esprit de la Conférence des Nations Unies de Buenos Aires (1978),

notant

avec satisfaction les progrès déjà enregistrés en cette matière,

convaincu

de la nécessité pour les pays en développement de mobiliser davantage leurs ressources en vue de s'aider mutuellement dans le domaine postal,

considérant

le rôle assigné par la Conférence de Buenos Aires aux organisations internationales en matière de CTPD,

invite

- les Administrations des pays en développement et les Unions restreintes à intensifier leurs efforts au titre de la CTPD et à surmonter les obstacles notamment d'ordre psychologique qui pourraient se présenter à ce sujet;
- les Administrations des pays en développement bénéficiaires des activités au titre de la CTPD à fournir des apports pour compléter l'aide que pourraient accorder à cet effet les pays donateurs ou l'UPU;
- les Administrations des pays bénéficiaires et des pays donateurs à établir entre elles des relations directes pour la réalisation des projets au titre de la CTPD et à en informer le Bureau international;
- les Administrations des pays développés à soutenir les efforts déployés dans ce domaine, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UPU,

charge

le Conseil exécutif

de prendre toutes initiatives propres à favoriser le renforcement de la CTPD,

charge

le Directeur général du Bureau international:

- d'étendre l'action entreprise pour aider les Administrations intéressées à développer la coopération entre elles, si possible en collaboration avec les Unions restreintes;
- d'évaluer périodiquement les progrès réalisés à cet égard et d'en rendre compte au Conseil exécutif.

(Proposition 017, Commission 9, 6^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Décision C 72

Ressort de l'Union – Interprétation de l'article 3, lettre b), de la Constitution

Le Congrès

décide

que les termes «bureaux de poste établis par les Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union» figurant à l'article 3, lettre b), de la Constitution désignent désormais les bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires sans maître, en indivision ou internationalisés par la communauté internationale.

(Proposition 1003.1, Commission 3, 10^e séance; Congrès – Doc 81/ Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 73

Réserves aux Actes de l'Union

Le Congrès,

soucieux

de veiller à ce que les services postaux internationaux soient, dans la mesure du possible, assurés dans l'ensemble des Pays-membres, selon les règles et conditions uniformes prévues par les Actes de l'Union,

reconnaissant

le droit inaliénable des Pays-membres de formuler des réserves auxdits Actes dans le cadre des dispositions en vigueur, pour tenir compte de leurs particularités nationales ou d'autres considérations,

convaincu

que la minimisation du nombre des réserves servirait l'intérêt de l'ensemble des Pays-membres de l'Union,

prie

les Pays-membres de l'Union de ne recourir à la possibilité de formuler des réserves aux Actes qu'en cas de nécessité absolue,

charge

le Bureau international d'inviter les Pays-membres, avant chaque Congrès, à reconsidérer leurs réserves figurant aux Protocoles finals des Actes de l'Union.

(Proposition 01, Commission 3, 10^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Résolution C 74

Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès

Le Congrès,

vu

le nombre important de décisions adoptées par chaque Congrès et qui doivent ensuite être insérées dans la législation ou la réglementation postale de tous les Pays-membres de l'Union,

notant

que ce travail constitue une lourde charge, notamment pour les Administrations postales des pays en développement,

estimant

qu'il est hautement souhaitable de mettre à la disposition des Administrations un moyen susceptible de faciliter ce travail,

charge

le Bureau international de publier une récapitulation sommaire des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU, ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès.

(Proposition 02, Commission 3, 10^e séance; Congrès – Doc 81/Rev 1/Add 2, 18^e séance plénière)

Décision C 84

Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984

Le Congrès

décide

de fixer la date d'entrée en vigueur des Actes du XIX^e Congrès au 1^{er} janvier 1986.

(Congrès – Doc 94, 16^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 2, 18^e séance plénière)

Décision C 85

Limites des dépenses de l'Union

Le Congrès,

vu

le rapport final de sa Commission des finances,

charge

le Conseil exécutif d'étudier l'opportunité de fixer les montants des plafonds des dépenses par voie de résolution afin de donner un caractère permanent à l'article 124 du Règlement général.

(Commission 2, 2^e séance; Congrès – Doc 103, 19^e séance plénière; corrigendum: lettre-circulaire 2300(A)1860 du 21 septembre 1984)

Résolution C 87

Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Le Congrès,

vu

que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, la continuité des travaux de l'UPU entre deux Congrès,

considérant
que la durée du mandat de ces organes correspond à la période qui sépare deux Congrès successifs,

constatant
qu'un délai sépare la clôture du Congrès et l'entrée en vigueur des Actes qu'il adopte,

tenant compte
du fait que chaque Congrès arrête une nouvelle composition et de nouvelles attributions pour le Conseil exécutif et pour le Conseil consultatif des études postales,

estimant
que le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales doivent fonctionner sans aucun retard et se réunir avant la clôture du Congrès,

décide

de mettre immédiatement en vigueur les dispositions relatives au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales.

(Proposition 033, 19^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 3)

Décision C 88

Pouvoirs des délégués au Congrès

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'étudier les procédures et les dispositions relatives au dépôt des pouvoirs et à la portée de ceux-ci.

(Congrès/C 1 – Rapp 1, 18^e séance plénière; Congrès – Doc 75/Add 3; corrigendum: lettre-circulaire 2300(A)1860 du 21 septembre 1984)

Décision C 90

Lieu du XX^e Congrès postal universel

Le Congrès

décide

d'accepter l'invitation de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique de tenir le XX^e Congrès dans ce pays en 1989.

(Congrès – Doc 33, 22^e séance plénière; corrigendum: lettre-circulaire 2300(A)1860 du 21 septembre 1984)

Décision C 91

Répartition géographique des sièges du CE

Le Congrès

charge

le Conseil exécutif d'étudier la question de la répartition géographique des sièges du CE en fonction de certaines délimitations régionales, notamment celles des diverses Commissions économiques des Nations Unies.

(17^e et 18^e séance plénière; corrigendum: lettre-circulaire 2300(A)1860 du 21 septembre 1984)

Règlement intérieur des Congrès (1)

Sommaire

Art.	Art.
1. Dispositions générales	18. Quorum. Généralités concernant les votations
2. Délégations	19. Procédure de vote
3. Pouvoirs des délégués	20. Conditions d'approbation des propositions
4. Ordre des places	21. Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales
5. Observateurs	22. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
6. Doyen du Congrès	23. Procès-verbaux
7. Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions	24. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)
8. Bureau du Congrès	25. Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales
9. Membres des Commissions	26. Réserves aux Actes
10. Groupes de travail	27. Signature des Actes
11. Secrétariat du Congrès et des Commissions	28. Modifications au Règlement
12. Langues de délibération	
13. Langues de rédaction des documents du Congrès	
14. Propositions	
15. Examen des propositions en Congrès et Commissions	
16. Délibérations	
17. Motions d'ordre et motions de procédure	

1) Le Congrès de Vienne 1964 avait chargé le CE «d'étudier les méthodes et les moyens par lesquels les travaux des Congrès pourraient être simplifiés et leur marche accélérée, en tenant compte des idées contenues dans la prop. 1002 (II 523, résolution C 10). Parmi les mesures préconisées par le CE, le Congrès de Tokyo 1969 a retenu la création d'un Régl. int. permanent des Congrès qu'il a annexé au Régl. gén. (Doc 7, II 1260 à 1279, 1282, 1283, 1024 à 1027).

Cependant, lors de l'adoption de ce Régl. permanent, le Congrès décida de confier la mise au point de certaines disp. au CE (résolutions C 30 et C 31). Le résultat de cette étude a été soumis au Congrès de Lausanne 1974 qui a adopté les prop. qui lui étaient présentées (II 927 et 928, prop. 1719.1, 1721.1, 1721.91, 1723.1, 1726.1, 1727.1 CE et Doc 4). Bien que le Régl. int. des Congrès soit permanent, chaque Congrès peut le modifier dans les conditions énoncées à l'art. 27.

Article premier

Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le «Règlement», est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

Article 2

Délégations ⁽¹⁾

1. Le terme «délégation» s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).

2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants, ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, paragraphe 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.

3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances **et ont le droit de participer aux délibérations**, ⁽²⁾ **mais** ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée. ⁽³⁾

¹⁾ V. annot. 3 à l'art. 14 Const. et annot. 6 à 8 à l'art. 101 Règl. gén.

²⁾ Texte introduit au Congrès de Hambourg 1984 pour clarifier la situation des fonctionnaires attachés et pour tenir compte de la composition des petites délégations et de la tenue de séances parallèles (II, C 3, 4^e séance, prop. 1702.1).

³⁾ Cette disp. tient compte du fait que généralement deux Comm. du Congrès siègent simultanément dans deux salles différentes et que certains pays ne sont représentés au Congrès que par un seul délégué muni des pouvoirs lui permettant de prendre part aux délibérations.

Article 3

Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. ⁽¹⁾ Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (si-

gnature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature «ad referendum», signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de **délibérer et de voter. Les délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins pouvoirs sans en préciser la portée sont autorisés à délibérer, à voter et à signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.** ⁽²⁾

2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin. ⁽³⁾

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.

4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1.

5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.

6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances, a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre pays à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.

7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement. ⁽⁴⁾

¹⁾ Le Congrès de Vienne 1964 a adopté un vœu (II 647) aux termes duquel le BI était invité à transmettre aux Pays-membres et en temps opportun une formule indiquant les conditions auxquelles les pleins pouvoirs doivent répondre pour être reconnus en bonne et due forme.

Avant les Congrès de Tokyo 1969 et de Lausanne 1974, le BI s'est abstenu de présenter une telle formule, étant donné que la plupart des Gouvernements utilisent, pour toutes les

Conf. internationales auxquelles ils participent, leurs propres formules qui varient beaucoup d'un Etat à l'autre. Cependant, le BI a rappelé aux Adm. les éléments qui permettent de considérer que des pouvoirs sont en bonne et due forme et il s'est déclaré à la disposition des Adm. qui le désirent pour leur donner les renseignements concrets dont elles pourraient avoir besoin.

2) Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, le Règl. int. des Congrès prévoyait que les pouvoirs des délégués ne comportant pas expressément le pouvoir de signature donnaient simplement le droit de voter; mais pour tenir compte de la Conv. de Vienne sur le droit des traités et d'une pratique de plus en plus généralisée, les Congrès de Tokyo 1969, de Lausanne 1974 et de Rio de Janeiro 1979 avaient assoupli cette règle en décidant que les pouvoirs donnant les pleins pouvoirs aux délégués sans préciser la portée de ceux-ci comportaient implicitement le pouvoir de signature. Le Congrès de Hambourg 1984 a entériné cette pratique (II, 3^e séance plénière, prop. 1703.1 CE).

3) En règle générale, les pleins pouvoirs sont déposés auprès du Secrétariat de la Comm. de vérification des pouvoirs.

4) V. annot. 3 à l'art. 9.

Article 4 Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.
2. Le Président du Conseil exécutif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions. (1)

¹⁾ Antérieurement au Congrès de Tokyo 1969, les délégations étaient placées selon l'ordre alphabétique de leur pays et en commençant par la lettre A à partir de la tribune présidentielle. Cette nouvelle pratique a été adoptée afin d'éviter que ce soient toujours les mêmes délégations qui siègent au fond des salles de conférence. Lorsque deux salles sont utilisées pour les séances du Congrès et des Comm., l'ordre des places est le même dans chacune d'elles.

Article 5 Observateurs (1) (2) (3)

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.
2. Les observateurs des organisations internationales **Intergouvernementales** sont admis aux séances du Congrès **ou de ses Commissions** lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisa-

tions. **Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales sont admis aux séances des Commissions.**

3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir. (4)

4. Les observateurs dont il est question aux paragraphes 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de **vote**.

1) Jusqu'au Congrès de Paris 1947, les organismes étrangers au service postal n'étaient pas admis aux réunions de l'UPU. A partir de ce Congrès, l'ONU et différentes organisations internationales intergouvernementales ont participé aux Congrès en qualité d'observateurs. Avec l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU, le 1^{er} juillet 1948, l'ONU est devenue observateur de droit aux réunions de l'UPU. Cette disp. découle de l'art. II, par. 1, de l'Accord ONU/UPU, v. p. 323.

Le Congrès de Lausanne 1974 a également admis comme observateurs de droit au sein du Congrès les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou par la Ligue des Etats arabes (résolution C 3, II 974 à 978) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) (décision C 92, II 931 à 933). Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a accepté à son tour la Ligue des Etats arabes, en qualité d'observateur, à toutes les réunions des organes de l'UPU (résolution C 7, II 1163 à 1166, 1231 et 1232).

2) Jusqu'au Congrès de Vienne 1964, c'était le Congrès lui-même qui décidait lors de l'adoption de son Règl. int. ceux qu'il désirait inviter à participer à ses travaux. Cette pratique présentait un inconvénient du fait que les invitations ne pouvaient être envoyées qu'après le début du Congrès. Elle fut modifiée par le Congrès de Vienne 1964 qui a chargé le CE de désigner en temps utile les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter au Congrès, les invitations étant envoyées par le Directeur général du BI. Le Congrès de Hambourg 1984 a étendu cette compétence du CE aux organisations internationales non gouvernementales (Règl. gén., art. 102, par. 6, lettre n)) en précisant que ces dernières peuvent uniquement participer aux travaux des Comm. du Congrès, comme l'indique la présente disp. (II, C 3, 4^e séance, prop. 1705.1).

3) Une prop. visant à admettre les pays non membres de l'UPU comme observateurs au Congrès a été rejetée par le Congrès de Tokyo 1969 (II 882 à 888). Il en a été de même au Congrès de Lausanne 1974 (II 929 et 930, prop. 1705.1/Rev.).

4) C'est au Congrès de Bruxelles 1952 que les Unions restreintes ont été admises comme observateurs dans les organes de l'Union. V. annot. 8 à l'art. 8 Const.

Article 6

Doyen du Congrès

1. L'Administration postale du pays siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil exécutif procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation. (1)

2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement. ⁽²⁾

¹⁾ Antérieurement au Congrès de Tokyo 1969, le Doyen était désigné par l'Adm. invitante, d'entente avec le BI. Sans déroger à cette pratique, le Congrès a voulu faire sanctionner ce choix par le CE.

²⁾ La première phrase du par. 2 consacre la fonction traditionnelle du Doyen. Antérieurement au Congrès de Hambourg 1984, le Doyen proposait au Congrès les Pays-membres qui étaient pressentis pour la présidence et les vice-présidences du Congrès ainsi que pour les diverses présidences et vice-présidences des Comm. Ces fonctions, à l'exception de la présidence du Congrès, ont été transférées au CE à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (Congrès de Hambourg 1984, II, C 3, 4^e, 5^e et 7^e séance, prop. 1707.1/Rev 1; v. aussi art. 7, par. 1).

Article 7

Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès **élit**, sur proposition du Doyen, **le Président du Congrès**, ⁽¹⁾ **puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des Pays-membres** qui assumeront **les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions**. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique **équitable des Pays-membres**. ⁽²⁾

2. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.

3. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.

4. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.

5. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

¹⁾ Conformément à une tradition qui remonte aux origines de l'Union, la présidence du Congrès est confiée au pays hôte.

²⁾ Cet article a été modifié au Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude entreprise par le CE sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (II, C 3, 4^e, 5^e et 7^e séance, prop. 1707.1/Rev 1; Doc 85; v. également annot. 2 à l'art. 6.

Article 8

Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès. (¹)

2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 11, paragraphe 1, assistent aux réunions du Bureau.

¹⁾ Le Bureau est présidé par le Président du Congrès.

Article 9

Membres des Commissions (¹)

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci. (²)

2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la revision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.

3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements et de leurs Règlements d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote. (³)

¹⁾ Le Congrès de Hambourg 1984 ayant décidé de transférer au CE le soin d'arrêter le nombre des Comm. et leurs attributions respectives (prop. 1502.5), il a parallèlement supprimé l'art. du Règl. int. des Congrès qui réservait cette compétence au Congrès (II, C 3, 4^e séance, prop. 1709.1).

²⁾ Depuis le Congrès de Tokyo 1969, tous les Pays-membres représentés au Congrès sont admis comme membres de droit de la Comm. des finances (II 892), alors qu'auparavant la composition de cette Comm. était restreinte (v. entre autres le Règl. int. du Congrès de Vienne 1964, art. 8, par. 4). Par contre, le nombre des membres de la Comm. de vérification des pouvoirs et celui de la Comm. de rédaction sont limités respectivement à onze et douze membres. La Comm. 2 (Finances) ayant rencontré certaines difficultés du fait que le quorum n'était pas toujours atteint, le Congrès a chargé le CE d'étudier les mesures à prendre pour permettre à cette Comm. de remplir efficacement son mandat (décision C 25, 21^e séance plénière). Après l'examen de cette question, le CE a été d'avis de ne pas proposer au Congrès de Rio de Janeiro 1979 de modifier la procédure actuelle concernant le fonctionnement de la Comm. des finances du Congrès, mais il a chargé le BI de prendre des mesures pratiques pour éviter le renouvellement des difficultés rencontrées au Congrès de Lausanne 1974 (décision CE 6/1976).

³⁾ Suivant une disp. qui remonte au Congrès de Vienne 1891 (p. 368) et qui a été reprise dans le Règl. int. des Congrès postérieurs jusqu'à celui de Vienne 1964 (v. Règl. int. de ce Congrès, art. 2, par. 6), les délégués des pays qui ne participent pas à un Arr. étaient «admis à voter s'ils déclaraient être chargés par leur Gouvernement de signer cet Arr.». Cette disp. n'a pas été reprise dans le Règl. permanent, d'une part parce qu'elle était en opposition avec l'art. relatif aux conditions d'approbation des prop. concernant chaque Arr. et en vertu duquel lesdites prop. «doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arr.» et, d'autre part, parce que le Règl. int. des Congrès est subordonné aux disp. des Actes (art. 1). (V. aussi art. 3, par. 7.)

Article 10 Groupes de travail

Chaque Commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales

Article 11 Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès. (¹)
2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.

3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international en collaboration avec l'Administration du pays invitant. ⁽²⁾
4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.
5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.
6. Des rapporteurs possédant la langue française sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions. ⁽³⁾

¹⁾ V. Règl. gén., art. 109, par. 2, lettre c).

²⁾ L'organisation et le fonctionnement d'un Congrès sont en fait assurés par deux secrétariats. L'un, composé par le personnel du BI, s'occupe de l'organisation, du fonctionnement et du secrétariat proprement dit du Congrès, l'autre, constitué par les agents mis à la disposition par l'Adm. du pays invitant, s'occupe des questions matérielles liées à la tenue d'un Congrès (locaux, machines, reproduction des doc, hôtels, excursions, etc.). La collaboration et la répartition des tâches entre ces deux secrétariats sont précisées dans un accord passé entre le BI et le pays invitant.

³⁾ V. également art. 23.

Article 12

Langues de délibération

1. Sous réserve du paragraphe 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive. ⁽¹⁾
2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française. ⁽²⁾
3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au paragraphe 1. ⁽³⁾ La langue du pays hôte jouit d'un droit de priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.
4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union. ⁽⁴⁾

5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. ⁽⁵⁾

¹⁾ Disp. reprise de l'art. 107, par. 9, Règl. gén. V. également annot. 14 à cet art.

²⁾ Du fait que les Actes officiels de l'UPU sont rédigés en français, langue officielle de l'Union, les membres de la Comm. de rédaction sont choisis parmi les délégations qui disposent de membres possédant cette langue.

³⁾ Au Congrès de Hamburg 1984, les langues allemande, arabe, chinoise et portugaise ont été utilisées en plus des langues énumérées au par. 1.

⁴⁾ V. annot. 17 à l'art. 107 Règl. gén.

⁵⁾ V. art. 107, par. 7, Règl. gén.

Article 13

Langues de rédaction des documents du Congrès ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Les documents élaborés pendant le Congrès y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.

2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.

3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives. ⁽³⁾

¹⁾ Le mot «documents» doit être pris ici dans un sens très large. Il désigne non seulement ce qui est publié sous la cote Congrès – Doc, mais également les prop., les procès-verbaux, les projets de décisions, etc. (v. aussi la décision C 64 du Congrès de Hamburg 1984).

²⁾ Pour la publication des doc, le Congrès de Lausanne 1974 a adopté un nouveau régime (v. annot. 1 à l'art. 107 Règl. gén.). Ce nouveau régime s'applique également aux doc du Congrès. Cet art. devrait être remanié pour tenir compte des disp. de l'art. 107, par. 1, du Règl. gén.

³⁾ Au Congrès de Hamburg 1984, des services de traduction ont fonctionné pour les langues anglaise, arabe, espagnole, portugaise et russe.

Article 14

Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions. ⁽¹⁾
2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.
3. **Deux mois avant** l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures. ⁽²⁾
4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification **qui, sans altérer le fond de la proposition, comporte** une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement **si elle** est incompatible avec **le sens ou l'intention de** la proposition originale. **Dans les cas douteux, il incombe au Congrès ou à la Commission de trancher la question.** ⁽³⁾
5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française ⁽⁴⁾ au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture. ⁽⁵⁾
6. La procédure prévue au paragraphe 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.). ⁽⁶⁾
7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

¹⁾ Le mot «propositions» a ici un sens très général. Il comprend aussi bien les prop. de modification des Actes que les projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc.

²⁾ La clôture du délai de présentation des prop. deux mois avant l'ouverture du Congrès a été introduite au Congrès de Hambourg 1984 (prop. 1715.1); elle est la conséquence de l'adoption de la prop. 1519.4 (II, C 3, 4^e séance).

³⁾ Le texte du par. 4 tente de donner une définition aussi précise que possible de l'amendement pour éviter les contestations qui ont lieu parfois au sujet des prop. présentées en dehors des délais et que leurs auteurs cherchent à faire considérer comme des amendements pour les rendre recevables. Le Congrès de Hambourg 1984 a apporté certaines précisions au texte antérieur (II, 3^e séance plénière, prop. 1715.1).

⁴⁾ V. annot. 2 à l'art. 13.

⁵⁾ Bien que le français soit la langue officielle, les Congrès ont admis que les amendements résultant directement des discussions puissent être présentés dans une langue de débat autre que le français, lorsque la rédaction du texte dans cette dernière langue présente des difficultés pour l'auteur de l'amendement.

⁶⁾ Ce par. vise les projets de résolution, de recommandation, de vœu, etc., qui résultent des travaux du Congrès. Par conséquent, il ne peut en aucun cas être interprété dans le sens que des prop. ne modifiant pas les Actes peuvent être introduites après l'ouverture du Congrès, car il serait en contradiction avec l'art. 119 Règl. gén.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions (¹) (²)

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.

2. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en

principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.

3. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.

4. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre.

(³) De même, si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.

5. **Tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition. Si l'auteur de la proposition originale n'accepte pas un amendement, le Président décide si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition, en partant du libellé qui s'écarte le plus du sens ou de l'intention du texte de base et qui entraîne le changement le plus profond par rapport au statu quo.**

6. **La procédure décrite au paragraphe 5 s'applique également lorsqu'il est présenté plusieurs amendements à une même proposition. (⁴)**

7. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

¹) La plupart des prop. sont examinées tout d'abord par les Comm. que le Congrès crée à cet effet; puis les décisions prises dans ce cadre sont soumises à l'approbation des séances plénières.

Au début de ses travaux, le Congrès décide quelles sont les prop. qui seront traitées directement en séance plénière, ou confiées à telle Comm. plutôt qu'à telle autre, ou traitées conjointement par plusieurs Comm. (Congrès de Hambourg 1984, Doc 44.

Pour les appels, v. art. 24.

²) Antérieurement au Congrès de Lausanne 1974, toute prop. présentée par une seule Adm. devait, pour être mise en délibération, être appuyée par au moins une autre délégation. Cette procédure faisait inutilement perdre du temps du fait qu'il se présentait presque toujours une autre délégation pour appuyer une prop. d'un pays. Aussi, le Congrès de Lausanne 1974 a supprimé cette disp. (II 927, prop. 1716.1 CE).

³) Cette disp. autorise tout Pays-membre qui est partie à un Acte concerné par une prop. à reprendre cette prop. si elle est retirée par son auteur, même dans le cas où le Pays-membre ne figure pas parmi ceux qui ont appuyé ladite prop. avant son retrait.

⁴) Le texte des par. 4, 5 et 6 a été complété et précisé par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (II, 3^e séance plénière, prop. 1716.1, 1716.2 et 1716.3).

Article 16

Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.
2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.
3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder **à l'auteur de la proposition en discussion**, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.
4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.
5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

Article 17

Motions d'ordre et motions de procédure (*)

1. **Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:**
 - des éclaircissements sur le déroulement des débats;
 - le respect du Règlement intérieur;
 - la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;**
- b) la levée de la séance;**
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;**
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.**

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

¹⁾ La distinction entre motions d'ordre et motions de procédure a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (II, 3^e séance plénière, prop. 1718.1/Rev 2). A l'origine de cette prop., il y a d'abord l'emploi abusif que certaines délégations faisaient des motions d'ordre pour se faire entendre en priorité sur le fond du problème en discussion, mais il y a aussi l'imprécision du texte antérieur qui ouvrait la porte à toutes les interprétations et, partant, à tous les abus.

Article 18

Quorum. Généralités concernant les votations

1. Le quorum est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès ou à la Commission et ayant droit de vote. ⁽¹⁾ ⁽²⁾
En ce qui concerne les Arrangements, le quorum n'exige que la

présence ou la représentation à la réunion de la moitié des Pays-membres représentés qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.

2. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.

3. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé au paragraphe 1.

4. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), ⁽³⁾ l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

¹⁾ Le Règl. int. adopté par le Congrès de Tokyo 1969 prévoyait un quorum plus rigoureux en ce qui concernait la Const. et le Règl. gén. Cette restriction a été supprimée par le Congrès de Lausanne 1974 afin de permettre au Congrès de débattre n'importe quelle question, même si la prise d'une décision exige une majorité qualifiée (II 927, prop. 1719.1 CE).

²⁾ V. annot. 1 à l'art. 20.

³⁾ Les abstentions dont il est question sont les abstentions manifestées formellement sur le bulletin de vote ou par pression sur le bouton correspondant. On distingue les abstentions des non-participations à un vote qui, elles, n'entrent pas en considération.

Article 19

Procédure de vote

1. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.

2. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:

- a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder **immédiatement** à un vote par appel nominal sur la même question;
- b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président. L'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est

tiré au sort par le Président. Le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;

- c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations. Le Président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.
3. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:
- a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
 - b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;
 - c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.
4. **Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.** ⁽¹⁾
5. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.
6. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

¹⁾ Par. introduit au Congrès de Hamburg 1984 pour entériner la pratique générale (II, 4^e séance plénière, prop. 1720.3).

Article 20

Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant la modification des Actes doivent être approuvées:
- a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union; **les deux tiers de ceux-ci doivent être présents au moment du vote;** ⁽¹⁾
 - b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote;
 - c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;

d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.

2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.

3. Sous réserve de l'article 19, paragraphe 4, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant «pour» ou «contre», les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.

4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

¹⁾ La dernière phrase a été introduite par le Congrès de Hambourg 1984 à la suite de l'étude demandée au CE par la résolution C 3 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 (II, 4^e séance plénière, prop. 1721.1). Le Congrès de Hambourg 1984 a chargé le CE d'étudier les prop. 1719.1 et 1721.2 visant à grouper les règles concernant le quorum à l'art. 18 et celles relatives aux conditions d'approbation à l'art. 20 (décision C 2).

Article 21

Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales (¹⁾)

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil exécutif ou du Conseil consultatif des études postales, le Président procède au tirage au sort.

¹⁾ Cet art. a été introduit par le Congrès de Lausanne 1974 du fait qu'il n'existait aucune disp. dans les Actes fixant la procédure à appliquer pour départager les pays qui, lors de l'élection au CE et au CCEP, obtenaient le même nombre de voix (II 927, prop. 1721.91 CE).

Article 22

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international (¹⁾)

1. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ont lieu au scrutin secret successivement à

une ou à plusieurs séances se tenant le même jour. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.

2. Sont considérés comme Pays-membres présents et votant ceux qui votent pour l'un des candidats régulièrement annoncés, les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même que les bulletins blancs ou nuls.

3. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés conformément au paragraphe 2, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

4. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

5. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur les candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

¹⁾ Cet art. a été inséré par le Congrès de Rio de Janeiro 1979. Il introduit dans le Règl. int. des Congrès les disp. de la résolution C 14 du Congrès de Lausanne 1974 qui réglait la procédure d'élection du DG et du VDG du BI (II 1160, prop. 1722.91 CE).

Article 23

Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions, mentionnent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.

2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports ⁽¹⁾ à l'intention du Congrès si **le Conseil exécutif** ⁽²⁾ en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.

3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute

déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français ⁽³⁾ au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.

5. En règle générale et sous réserve du paragraphe 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.

6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au paragraphe 5.

¹⁾ De tels rapp. ont été établis au Congrès de Hamburg 1984 pour les Comm. de vérification des pouvoirs, des finances, de la poste aux lettres (réglementation), de la poste aérienne, des colis postaux, des services financiers postaux et de la coopération technique, soit 7 Comm. sur 10 (II, 5^e séance plénière, prop. 011).

²⁾ La compétence de décider quelles sont les Comm. qui établissent des rapports au lieu des procès-verbaux a été transférée au CE par le Congrès de Hamburg 1984 dans le cadre de l'étude portant sur l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès (Congrès – Doc 6).

³⁾ V. annot. 2 à l'art. 13.

Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions
(Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, (1) chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. L'article 20, paragraphe 1, est applicable à ce vote.

2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès.

3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.

4. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Congrès, elle ne peut être examinée à nouveau par le même Congrès que si l'appel a été appuyé par au moins dix délégations et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votant. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une même question ne peut donner lieu à plus d'un appel. (2)

5. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.

6. Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de décisions autres que les projets d'Actes (résolutions, vœux, etc.).

¹⁾ Puisqu'il s'agit d'une règle générale, le Président peut, avec l'accord de la majorité, suivre une procédure plus rapide, p. ex. examen chapitre par chapitre.

²⁾ Ce par. a été ajouté par le Congrès de Lausanne 1974 (II 927, prop. 1723.1 CE). La nouvelle disp. donne au Congrès la possibilité de revenir sur une décision qui aurait été prise à la hâte.

Article 25 (1)

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue, de la manière suivante, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes:

- a) **en principe, au Conseil exécutif, lorsqu'elles concernent la structure, l'organisation et l'administration générale de l'Union. Il en va de même des questions ayant des incidences financières importantes (taxes, frais de transit, taux de base du transport aérien, quotes-parts des colis postaux, etc.) et pouvant entraîner une modification des Actes;**
- b) **au Conseil consultatif des études postales, lorsque ces études portent sur des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique.**

¹⁾ Cet art. a été inséré par le Congrès de Hamburg 1984. Il introduit dans le Règl. int. des Congrès les disp. de la résolution C 4 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 qui réglait la procédure pendant le Congrès pour attribuer les études au CE ou au CCEP (II, 5^e séance plénière, prop. 1725.91).

Article 26 Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

Article 27 Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

Article 28 Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier ⁽¹⁾ ⁽²⁾ le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.
2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

¹⁾ Dans le Règl. int. adopté au Congrès de Tokyo 1969, on distinguait les compléments des modifications à apporter audit Règl., les uns et les autres étant soumis à des conditions d'approbation différentes.

Par sa résolution C 31, le Congrès de Tokyo 1969 avait chargé le CE de définir ces notions de «compléments» et de «modifications». Au terme de son étude, le CE a estimé qu'il était extrêmement difficile de trouver un critère de distinction entre ces deux notions. Aussi, il a proposé au Congrès de Lausanne 1974 de supprimer le terme «compléments», prop. qui a été adoptée (II 927, prop. 1726.1 et 1727.1 CE).

²⁾ Les prop. de modification du Règl. int. peuvent être introduites à tout moment, c'est-à-dire même au cours du Congrès (art. 119, par. 5, Règl. gén.).

Règlement intérieur du Conseil exécutif (1)

1) Ce Règl. a été adopté le 1^{er} mai 1985 (CE 1985 – Doc 3 et PV 1).

Sommaire

Art.	Art.
1. But et attributions du Conseil exécutif	14. Langues
2. Membres du Conseil	15. Quorum
3. Observateurs de droit	16. Votations
4. Invités	17. Motions d'ordre et motions de procédure
5. Présidences et vice-présidences	18. Remise en discussion de propositions
6. Secrétaire général	19. Election et remplacement du Vice-Directeur général
7. Sessions	20. Nomination et promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeurs généraux (D 2)
8. Ordre des places	21. Procès-verbaux et rapports
9. Ordre du jour	22. Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres et aux invités du Conseil et de ses organes
10. Examen de propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la modification des Actes de l'Union	23. Mise en vigueur
11. Commissions, Groupes de travail et Comités de contact	
12. Incidences financières des propositions formulées par les Commissions	
13. Questions urgentes soulevées entre deux sessions	

Article premier

But et attributions du Conseil exécutif

Le Conseil exécutif désigné ci-après par le «Conseil» a pour mission d'assurer, entre deux Congrès, la continuité des travaux de l'Union, conformément aux dispositions des Actes de l'Union. **Ses attributions découlent notamment de l'article 102 du Règlement général et des décisions du Congrès.**

Article 2

Membres du Conseil

1. Le Conseil se compose d'un Président et de trente-neuf membres élus par le Congrès selon l'article 102, paragraphe 3, du Règlement général.

2. Le représentant de chacun des membres du Conseil est désigné par l'Administration postale intéressée, selon l'article 102, paragraphe 4, du Règlement général. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ Ce représentant peut être accompagné d'un ou de plusieurs autres fonctionnaires également habilités à prendre part aux discussions et à voter.

¹⁾ Les diplomates et les représentants des missions permanentes peuvent participer aux travaux du CE, mais uniquement en qualité d'observateurs. Par conséquent, s'ils sont seuls pour représenter un Pays-membre, celui-ci ne peut participer aux votes (v. annot. 12 à l'art. 102 du Règl. gén.).

²⁾ Le texte de ce par. a été modifié par le Congrès de Hamburg 1984 pour l'harmoniser avec celui de l'art. 102, par. 4, du Règl. gén.

Article 3 Observateurs de droit ⁽¹⁾

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies sont invités à assister et à participer aux délibérations du Conseil.
2. Le Président du Conseil consultatif des études postales représente celui-ci aux séances du Conseil exécutif à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige. Il peut en outre ainsi que le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif des études postales assister aux réunions du Conseil exécutif en qualité d'observateurs s'ils en expriment le désir.
3. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux réunions du Conseil.
4. La Ligue des Etats arabes et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sont admises en qualité d'observateurs aux travaux du Conseil.
5. Les observateurs visés aux paragraphes 1 à 4 n'ont pas droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du Président.
6. Les observateurs de droit peuvent également participer aux réunions des Commissions et des Groupes de travail, moyennant préavis oral ou écrit donné au Président de l'organe intéressé.

¹⁾ Par sa résolution C 16, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE de faire une étude sur l'admission des observateurs aux réunions de cet organe et de ses Comm. Le résultat de cette étude a été publié dans le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1974–1979, ch. 59 (II, PV 10 et Doc 1).

Article 4

Invités ⁽¹⁾

1. Les institutions spécialisées de l'ONU peuvent être invitées par le Secrétaire général à assister aux sessions du Conseil.
2. Le Conseil peut inviter à ses réunions tout organisme international ou toute personne qualifiée lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du CE. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.
3. Les invités ne peuvent participer aux réunions des Groupes de travail que s'ils y ont été formellement autorisés. ⁽¹⁾
4. Les invités n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole après autorisation du Président.

¹⁾ Par sa résolution C 16, le Congrès de Lausanne 1974 a chargé le CE de faire une étude sur l'admission des observateurs aux réunions de cet organe et de ses Comm. Le résultat de cette étude a été publié dans le Rapp. sur l'ensemble de l'activité du CE 1974–1979, ch. 59 (II, PV 10 et Doc 1).

Article 5

Présidences et vice-présidences

1. La présidence du Conseil est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et le Conseil élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte. Au cours de sa première réunion, le Conseil élit, sur la base d'une répartition géographique équitable, les quatre Vice-Présidents, ainsi que les Présidents et Vice-Présidents des Commissions.
2. Le Président convoque le Conseil, dirige les délibérations et, compte tenu des remarques éventuellement formulées, fait approuver les procès-verbaux des séances précédentes. Il a, en outre, la direction générale des travaux et de l'activité du Conseil. En cas d'empêchement, il est remplacé par un des Vice-Présidents qui est désigné par tirage au sort.
3. Conformément à l'article 104, paragraphe 7, du Règlement général, le Président du Conseil donne son accord au sujet du lieu et de la date des réunions du Conseil consultatif des études postales.

Article 6

Secrétaire général

1. Les fonctions de Secrétaire général du Conseil sont exercées par le Directeur général du Bureau international. Le secrétariat du Conseil est assumé par le personnel du Bureau international.
2. Le Secrétaire général est chargé:
 - a) de préparer les travaux du Conseil et d'adresser tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux Administrations postales des Pays-membres du Conseil, aux Administrations postales des pays qui, sans être membres du Conseil, collaborent aux études entreprises, aux observateurs de droit ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande. Les documents publiés avant la session sont envoyés en principe six semaines avant l'ouverture de celle-ci;
 - b) de rédiger les procès-verbaux des séances du Conseil et les rapports des Commissions, des Groupes de travail, etc.;
 - c) de rédiger le compte rendu analytique des sessions prévu à l'article 103, paragraphe 1, lettre a), du Règlement général et de le communiquer, après approbation par le Président, aux Administrations des Pays-membres de l'Union et aux observateurs de droit;
 - d) de publier les «Documents du Conseil exécutif» contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions et de les adresser aux Administrations des Pays-membres de l'Union et aux observateurs de droit;
 - e) de préparer le rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil visé à l'article 103, paragraphe 2, du Règlement général et de le communiquer, après approbation par le Conseil, au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, aux Administrations des Pays-membres de l'Union;
 - f) d'assurer la liaison avec le Conseil consultatif des études postales et de soumettre à celui-ci les questions que le Conseil exécutif décide de lui confier conformément à l'article 102, paragraphe 6, lettre t), du Règlement général;
 - g) d'exécuter les décisions du Conseil suivant les directives de ce dernier;
 - h) d'organiser, dans l'intervalle des sessions **et conformément aux éventuelles** directives du Conseil, la représentation de l'Union aux réunions des Nations Unies, des institutions spécialisées, des Unions restreintes et des autres organisations internationales auxquelles s'intéresse l'Union;

- i) de transmettre aux Commissions compétentes pour préavis les questions soumises au Conseil, dans l'intervalle des sessions, par l'une ou l'autre des Administrations postales des Pays-membres de l'Union ou par les organismes internationaux;
 - j) de liquider, après entente avec le Président, les affaires courantes du Conseil;
 - k) de rédiger la correspondance et de conserver les archives.
3. Le Secrétaire général peut être chargé, par le Président ou par le Conseil lui-même, de l'étude de certaines questions spéciales; dans les mêmes conditions et en vue de simplifier la gestion, certaines attributions peuvent lui être déléguées.

Article 7

Sessions

1. Le Conseil fixe la date approximative de sa prochaine session annuelle. Si les circonstances l'y obligent, le Président, après avis du Secrétaire général, peut modifier la date fixée, sous réserve de notifier ce changement en temps utile aux membres du Conseil.
2. Le Conseil peut se réunir exceptionnellement lorsque la demande en est faite ou approuvée par un tiers au moins de ses membres ou à l'initiative de son Président. La date est fixée par le Président, après avis du Secrétaire général.

Article 8

Ordre des places

1. Aux séances du Conseil et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des membres.
2. Le Président du Conseil tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place à la session suivante en tête devant la tribune présidentielle.

Article 9

Ordre du jour

1. Le Président établit, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du

jour est communiqué aux membres du Conseil en même temps que la convocation.

2. Sont portées, entre autres, à l'ordre du jour provisoire des sessions du Conseil:

- a) les questions retenues au cours de la session précédente;
- b) les questions soumises par les membres du Conseil ou par les Administrations postales des Pays-membres de l'Union dans l'intervalle des sessions et notifiées au Secrétaire général en principe six semaines au moins avant l'ouverture de la session au cours de laquelle elles doivent être examinées.

Article 10

Examen de propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la modification des Actes de l'Union

1. Le Conseil examine, à la demande d'une Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration introduit et transmet au Bureau international selon l'article 102, paragraphe 6, lettre q), du Règlement général, en prépare les commentaires et charge le Bureau international d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres.

2. Dans ses commentaires, le Conseil indique les opinions exprimées par la majorité et par la minorité de ses membres ainsi que le nombre des voix pour ou contre la proposition.

Article 11

Commissions, Groupes de travail et Comités de contact

1. Le Conseil constitue ses Commissions et détermine leurs attributions; le Conseil et les Commissions, sous réserve du paragraphe 5, peuvent constituer des Groupes de travail pour l'étude des questions spéciales. Le Conseil peut également, avec la participation d'autres organisations internationales, créer des Comités de contact ou des Groupes de travail mixtes pour traiter des problèmes d'intérêt commun.

2. Les dispositions pertinentes du présent Règlement intérieur s'appliquent aux travaux des organes du Conseil.

3. Les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, à moins qu'une Commission traite exclusivement d'un arrangement facultatif auquel un membre

du Conseil n'est pas partie. Dans le cas de Commissions traitant d'arrangements facultatifs, seuls les membres du Conseil signataires d'un ou de tous les arrangements en question sont membres de droit de ces Commissions, étant cependant entendu que d'autres membres ayant expressément notifié au Président compétent leur désir de participer aux travaux de ces Commissions sont membres de celles-ci. S'ils ne sont pas membres d'une Commission ou d'un Groupe de travail, les membres du Conseil peuvent, moyennant préavis oral ou écrit donné au Président de l'organe intéressé, assister aux séances de l'un ou l'autre de ces organes en qualité d'observateur et sans droit de vote. (1)

4. Avec le consentement du Président de l'organe intéressé, du Président du Conseil et du Secrétaire général, les observateurs peuvent être admis exceptionnellement aux réunions des Comités de contact et des Groupes de travail mixtes s'ils assument des tâches particulières par rapport aux problèmes discutés par ces organes.

5. Le Conseil approuve lors de sa session le calendrier, établi après entente avec les Présidents intéressés et après avis du Secrétaire général, des réunions que les Commissions et les Groupes de travail tiendront jusqu'à la prochaine session. Toute réunion envisagée ultérieurement en dehors de ce calendrier doit, si elle entraîne des dépenses supplémentaires, être autorisée par le Président du Conseil après avis du Secrétaire général.

¹⁾ Antérieurement à 1981, les membres du CE choisissaient les Comm. auxquelles ils entendaient participer. En 1981, sur proposition de la Grande-Bretagne, le CE a modifié cette pratique, estimant que les membres du CE ne travaillaient pas uniquement dans leur intérêt et par rapport aux problèmes qui leur étaient propres, mais dans l'intérêt de l'Union. Ils se devaient donc de participer aux travaux de toutes les Comm. sauf de celles qui traitent d'Arrangements auxquels ils ne sont pas parties (CE 1981 – Doc 18a; PV 1).

Article 12

Incidences financières des propositions formulées par les Commissions

Toute proposition présentée par les Commissions, qui a des répercussions financières pour l'Union, doit être soumise pour examen à la Commission des finances avant que le Conseil procède à son examen. Cette Commission, que le Conseil doit constituer, en fait rapport au Conseil. (1)

¹⁾ Cet art. a son origine dans la résolution C 18 adoptée au Congrès de Tokyo 1969.

Article 13

Questions urgentes soulevées entre deux sessions

1. Les questions urgentes soulevées entre deux sessions sont traitées par le Président.
2. S'il s'agit de questions de principe, le Président consulte les membres du Conseil et, s'il le juge utile, l'ensemble des Administrations de l'Union; il informe les membres consultés des solutions intervenues.

Article 14

Langues

1. La langue officielle du Conseil est la langue française.
2. Pour les délibérations du Conseil et des Commissions, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation simultanée. ⁽¹⁾
3. Les frais des services d'interprétation dans les langues mentionnées au paragraphe 2 sont supportés, selon les modalités fixées au paragraphe 4, par les membres des quatre groupes de pays indiqués ci-après:

<i>Français</i>	<i>Anglais</i>	<i>Espagnol</i>	<i>Russe</i>
Algérie	Amérique	Chili	Hongrie
Belgique	(Etats-Unis)	Colombie	(Rép. pop.)
Bénin	Australie	Honduras (Rép.)	Pologne
Cameroun	Ethiopie	Mexique	(Rép. pop.)
Côte d'Ivoire	Inde	Pérou	URSS
(Rép.)	Irlande	Uruguay	
France	Japon		
Gabon	Nigéria		
Madagascar	Norvège		
Roumanie	Nouvelle-Zélande		
Sénégal	Pakistan		
Suisse	Thaïlande		
Thaïlande	Zambie		

Dans l'intervalle de deux sessions du Conseil, tout Pays-membre qui désire changer de langue de délibération doit en informer le Secrétaire général.

4. Les frais des services d'interprétation sont, en principe, divisés en quatre parts égales dont chacune est répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, si l'interprétation dans une des langues fixées au paragraphe 2 n'est pas utilisée pour une session du Conseil ou pour la réunion intérimaire d'un organe de celui-ci, et à condition que le Bureau international n'ait pas encore pris d'engagements à ce sujet, les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés en parts égales entre les groupes linguistiques représentés à ladite réunion.

5. Si des membres du Conseil désirent employer d'autres langues, ils doivent assurer l'interprétation simultanée dans l'une des langues anglaise, espagnole, française ou russe, soit par le système indiqué au paragraphe 2, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers. Les demandes d'emploi d'autres langues doivent être adressées au Secrétaire général au moins six mois avant l'ouverture de la réunion en cause.

6. Les frais relatifs à l'emploi d'autres langues sont répartis entre les Pays-membres qui se servent de ces langues, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

7. En dérogation aux dispositions des paragraphes 4 et 6, il appartient à tout groupe de pays intéressés de notifier au Bureau international, directement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole reconnu, qu'ils constituent, en ce qui concerne les frais d'interprétation mentionnés aux paragraphes 4 et 6 ci-dessus, un groupe linguistique prenant à sa charge les frais en question, tout en indiquant la clé de répartition entre eux. Le Bureau international tiendra compte de cette déclaration dans la récupération desdits frais.

8. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

¹⁾ Conformément à l'art. 107, par. 10 du Règl. gén., les Pays-membres suivants ont opté pour d'autres langues que celles mentionnées au par. 2:

<i>Allemand</i>	<i>Arabe</i>	<i>Portugais</i>
Allemagne, Rép. féd. d'	Algérie	Brésil
	Arabie saoudite	Portugal
	Egypte	
	Iraq	
	Jordanie	
	Liban	

Article 15

Quorum

Les délibérations du Conseil ne sont valables que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Article 16

Votations

1. Chaque membre du Conseil dispose d'une seule voix.
2. Si un membre du Conseil, représenté à une session, est empêché d'assister à une séance, il a la faculté de déléguer exceptionnellement son droit de vote à un représentant d'un autre membre, à condition d'en donner préalablement avis, par écrit, au Président du Conseil. Toutefois, il est entendu qu'un membre du Conseil ne peut assumer la représentation que d'un seul pays autre que le sien.
3. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont décidées par la majorité des membres présents et votant. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme **rejetée**.
4. Le vote a lieu:
 - a) à main levée;
 - b) par appel nominal: sur demande d'un membre du Conseil ou au gré du Président. L'appel se fait suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés au Conseil;
 - c) au scrutin secret: sur demande de deux membres du Conseil. Les mesures nécessaires sont alors prises pour garantir le fonctionnement régulier de cette procédure. **Celle-ci a la priorité sur les autres procédures de vote.**
5. L'expression «membres présents et votant» s'entend des membres votant «pour» ou «contre». Les abstentions ne sont pas prises en considération; de même, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

Article 17

Motions d'ordre et motions de procédure ⁽¹⁾

1. **Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:**

- des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- le respect du Règlement intérieur;
- la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. **Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.**

3. **En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:**

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en **discussion**.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. **Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.**

5. **Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.**

6. **La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.**

¹⁾ L'ancien art. a été modifié par le CE de 1985 pour aligner la pratique du CE sur celle du Congrès (v. Régl. int. des Congrès, art. 17 et annot. 1).

Article 18

Remise en discussion de propositions

Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Conseil, elle ne peut être examinée à nouveau que si le Conseil approuve le principe de ce nouvel examen par un vote effectué de la même manière (à main levée, par appel nominal ou vote secret) que le scrutin précédemment appliqué à la proposition en cause.

Article 19

Election et remplacement du Vice-Directeur général

1. Lorsque, dans le cas prévu à l'article 108, paragraphe 4, du Règlement général, le Conseil doit procéder à l'élection du Vice-Directeur général du Bureau international, cette élection a lieu au scrutin secret. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages définie à l'article 16, paragraphes 3 et 5. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour obtenir cette majorité.

2. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.

3. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

4. Si plusieurs candidats n'obtiennent aucune voix lors d'un tour de scrutin, tous ces candidats sont éliminés sans que l'on procède à un scrutin supplémentaire pour tenter de les départager. (1)

5. En cas de vacance du poste du Vice-Directeur général, le Conseil exécutif charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

¹⁾ Disp. en vigueur depuis 1981 mais introduite dans le Règl. int. en 1985 (CE 1981 – Doc 17/Add 1; PV 5).

Article 20

Nomination et promotion des fonctionnaires au grade de **Sous-Directeurs généraux** (D 2)

1. Le Conseil est compétent pour nommer et promouvoir les fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2).
2. La nomination et la promotion des fonctionnaires au grade de Sous-Directeur général (D 2) **se font** au scrutin secret **selon la procédure** prévue à l'article **19 pour l'élection du Vice-Directeur général**.

Article 21

Procès-verbaux et rapports

1. Les procès-verbaux des séances du Conseil reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions et mentionnent le résultat des délibérations.
2. Les organes du Conseil établissent des rapports décrivant succinctement leurs travaux.
3. A partir du moment où l'épreuve d'un procès-verbal ou d'un rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui en tient compte lors de la publication des procès-verbaux et des rapports définitifs.
4. En règle générale et sous réserve du paragraphe 3, au début des séances du Conseil, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Les procès-verbaux des dernières séances qui n'ont pu être approuvés par le Conseil sont approuvés par son Président. Le Secrétariat tient compte également des observations éventuelles que les représentants des membres du Conseil et les observateurs de droit lui communiquent dans un délai de quarante jours après l'envoi des épreuves desdits procès-verbaux.

Article 22

Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres et aux invités du Conseil et de ses organes

1. Conformément à l'article 102, paragraphe 10, du Règlement général, le représentant de chacun des membres du Conseil participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont lieu

pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en première classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

2. En application du paragraphe 1, les dispositions suivantes doivent être observées:

- a) si un Pays-membre du Conseil se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes à la session du Conseil et à des réunions de Commissions siégeant au même endroit dans la période qui précède ou suit la session, il ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage;
- b) si un Pays-membre du Conseil est convoqué et se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes, dans l'intervalle des sessions du Conseil, à des réunions de Commissions siégeant au même endroit dans un laps de temps n'excédant pas trente jours pour l'ensemble des réunions, il ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage.

3. Les frais de voyage des représentants d'un organisme international ou de toutes autres personnes que le Conseil désire associer à ses travaux ne peuvent être mis à la charge de l'Union qu'avec l'accord préalable du Président du Conseil et du Secrétaire général et si cette participation est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du Conseil. Il en est de même des frais de voyage des représentants des Administrations des pays non membres du Conseil que celui-ci désire expressément associer à ses travaux.

Article 23

Mise en vigueur

Le présent Règlement entre immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté à Berne, le 1^{er} mai 1985.

Au nom du Conseil exécutif:	Le Président,	Le Secrétaire général,
	F. KOLLER	A.C. BOTTO DE BARROS

Règlement intérieur du Conseil consultatif des études postales (¹)

Sommaire

Art.	Art.
1. But et attributions du Conseil consultatif des études postales	12. Questions urgentes soulevées entre deux sessions
2. Membres du Conseil consultatif	13. Langues
3. Observateurs de droit	14. Quorum
4. Invités	15. Votations
5. Présidence et vice-présidence du Conseil consultatif et présidences de ses Commissions	16. Motions d'ordre et motions de procédure
6. Comité directeur	17. Remise en discussion de propositions
7. Secrétaire général. Secrétariat	18. Procès-verbaux et rapports
8. Sessions	19. Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres, aux observateurs et aux invités du Conseil consultatif et de ses organes
9. Ordre des places	20. Mise en vigueur
10. Ordre du jour	
11. Organisation et dispositions concernant les travaux	

Annexe:

Marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales (**y compris le complément «Règles générales concernant l'établissement des documents de travail du Conseil consultatif des études postales»**)

¹) Adopté le 29 octobre 1984 (CCEP 2/1984 – Doc 2, Add 1 et Add 2/Rev 1; PV 1) et modifié le 16 octobre 1985 (CCEP 1985 – Doc 2 et Add 1; PV 1).

Article premier

But et attributions du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales désigné ci-après par le «Conseil consultatif» est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique intéressant le service postal.
2. Il remplit cette mission conformément aux Actes de l'Union et formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par l'article 104 du Règle-

ment général. Ces propositions sont soumises **au Congrès** par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci.

Article 2

Membres du Conseil consultatif

1. Le Conseil consultatif se compose de trente-cinq membres élus par le Congrès.
2. **Le représentant de chacun** des membres du Conseil consultatif **est désigné par l'Administration postale Intéressée**, selon l'article 104, paragraphe 3, du Règlement général. **Ce représentant peut être accompagné de un ou de plusieurs autres fonctionnaires également habilités à prendre part aux discussions et à voter.** ⁽¹⁾
3. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités.

¹⁾ Ce par. a été modifié lors de la session de 1985 (CCEP 1985 – Doc 2 et Add 1; PV 1).

Article 3

Observateurs de droit

1. Le Président et les Vice-Présidents du Conseil exécutif peuvent, s'ils en expriment le désir, participer aux réunions du Conseil consultatif.
2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux réunions du Conseil consultatif.
3. L'Administration postale du pays où le Conseil consultatif se réunit participe, en qualité d'observateur, aux réunions du Conseil consultatif, si ce pays n'est pas membre du Conseil consultatif.
4. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Ligue des Etats arabes sont admises en qualité d'observateurs aux travaux du Conseil consultatif.
5. Les observateurs visés aux paragraphes 1 à 4 n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du Président.
6. Les observateurs peuvent également participer aux réunions des Commissions et des Groupes de travail, **sous réserve d'en informer**

au préalable le Président de l'organe intéressé soit par écrit, soit verbalement. (¹)

¹) Ce par. a été modifié lors de la session de 1984 (CCEP 2/1984 – Doc 2, Add 1 et Add 2/ Rev 1; PV 1).

Article 4

Invités

1. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions, **en qualité d'observateur**, tout organisme international ou toute personne qualifiée lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt de l'Union ou des travaux du CCEP. Il peut également inviter dans les mêmes conditions des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

2. Il n'est pas versé d'honoraires aux Administrations postales invitées. Les autres invités visés au paragraphe 1 peuvent éventuellement recevoir des honoraires dans des cas exceptionnels et après accord préalable entre le Président du Conseil consultatif, le Président du Conseil exécutif et le Secrétaire général.

3. **Les Administrations postales des Pays-membres de l'Union qui collaborent aux études entreprises sans être membres du CCEP sont informées de la tenue des sessions du Conseil consultatif. Elles peuvent, sur leur demande et à leurs frais, participer, en qualité d'observateurs, aux séances du Conseil ou de ses Commissions traitant de ces études. (¹)**

4. Les **observateurs visés aux paragraphes 1 et 3** n'ont pas le droit de vote, mais ils peuvent prendre la parole après autorisation du Président de séance. (¹)

¹) Ce par. a été modifié lors de la session de 1984 (CCEP 2/1984 – Doc 2, Add 1 et Add 2/ Rev 1; PV 1).

Article 5

Présidence et vice-présidence du Conseil consultatif et présidences de ses Commissions

1. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif élit, parmi ses membres, les pays qui assument respectivement la présidence, la vice-présidence et la présidence des Commissions.

2. Le Président du Conseil consultatif convoque les sessions de cet organe et dirige les travaux des assemblées plénières. En cas d'empêchement en cours de session, il est remplacé par le Vice-Président et en cas d'empêchement du Vice-Président, par l'un des Présidents de Commission désigné par tirage au sort.

3. Le Vice-Président assiste le Président dans la direction et l'animation du Conseil consultatif. A ce titre, il est notamment tenu informé de la préparation et de la programmation des sessions du CCEP. Il suit et coordonne, en particulier, les études intéressant un ensemble défini de pays mais réparties entre différentes Commissions.

Article 6

Comité directeur

1. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des Commissions du Conseil consultatif constituent le Comité directeur qui se réunit à la demande du Président.

2. Le Comité directeur prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif.

3. Le Comité directeur assume toutes les tâches que le Conseil consultatif décide de lui confier.

Article 7

Secrétaire général. Secrétariat

1. Les fonctions de Secrétaire général du Conseil consultatif sont exercées par le Directeur général du Bureau international. Le Secrétariat du Conseil consultatif est assumé par le Bureau international.

2. Le Secrétaire général du Conseil consultatif:

- a) prend part aux délibérations du Conseil et de ses organes sans droit de vote; il peut également se faire représenter;
- b) adresse aux Administrations des membres du Conseil consultatif, des Pays-membres de l'Union qui, sans être membres du Conseil consultatif, collaborent aux études entreprises, aux observateurs de droit ainsi qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande, en principe six semaines avant l'ouverture de la session, tous les documents préparés par le Secrétariat; il leur transmet également les documents publiés pendant et immédiatement après la session;

- c) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des Etats arabes, après approbation par le Président du Conseil consultatif, le compte rendu analytique des sessions;
 - d) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des Etats arabes, après chaque session, les «Documents du Conseil consultatif des études postales» contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique;
 - e) adresse aux membres du Conseil exécutif, après approbation par le Président du Conseil consultatif, le rapport annuel sur les activités du Conseil consultatif établi à l'intention du Conseil exécutif;
 - f) adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union, aux Unions restreintes, à l'OUA et à la Ligue des Etats arabes, au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès, le rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif approuvé par ce dernier;
 - g) assure la liaison entre les membres du Conseil consultatif;
 - h) assure la liaison avec le Conseil exécutif et soumet au Conseil consultatif les questions que le Conseil exécutif décide de lui confier;
 - i) exécute les décisions du Conseil consultatif suivant les directives de ce dernier;
 - j) liquide, après entente avec le Président, les affaires courantes du Conseil consultatif.
3. Le Secrétaire général procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur des sujets relevant de la compétence du Conseil consultatif. Il informe, à toutes fins utiles, le Président, le Vice-Président du Conseil consultatif et, le cas échéant, le Président de la Commission intéressée, de la publication d'une circulaire traitant de ces sujets et, si ceux-ci entrent dans le cadre de l'une des études, la documentation recueillie est mise à la disposition de ladite Commission.
4. Le Secrétariat du Conseil consultatif:
- a) prépare les travaux du Conseil consultatif et les divers rapports sur les activités du Conseil consultatif;
 - b) rédige les procès-verbaux ou les rapports des séances du Conseil consultatif et de ses organes, ainsi que le compte rendu analytique;
 - c) rédige la correspondance et conserve les archives.

Article 8 Sessions

En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la session sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Secrétaire général.

Article 9 Ordre des places

1. Aux séances du Conseil consultatif, de ses Commissions et de ses Groupes de travail, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des membres.
2. Le Président du Conseil consultatif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place à la session suivante en tête devant la tribune présidentielle.

Article 10 Ordre du jour

1. Le président établit, sur proposition ou après avis, du Secrétaire général, l'ordre du jour provisoire de chaque session. Cet ordre du jour est communiqué aux membres du Conseil consultatif en même temps que la convocation.
2. **Chaque Président de Commission établit également, sur proposition ou après avis du Secrétaire général, l'ordre du jour des séances réservées à sa Commission. ⁽¹⁾**

¹⁾ Ce par. a été introduit lors de la session de 1984 (CCEP 2/1984 – Doc 2; PV 1) pour aligner la pratique d'établissement des ordres du jour des Comm. à celle des sessions afin d'éviter les retards constatés dans le passé.

Article 11 Organisation et dispositions concernant les travaux

1. Le Conseil consultatif constitue ses Commissions et détermine leurs attributions. **Il peut également, avec la participation d'autres organisations internationales, créer des Comités de contact ou des**

Groupes de travail mixtes pour traiter des problèmes d'intérêt commun. ⁽¹⁾

2. Le Conseil consultatif et les Commissions peuvent constituer des Groupes de travail. Les Présidents des organes intéressés et les rapporteurs des Groupes de travail déterminent les méthodes de travail qui conviennent le mieux pour mener les études à bonne fin suivant les modalités qui figurent dans la «Marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales» annexée au présent Règlement intérieur.

3. Chaque membre du Conseil consultatif peut participer aux travaux des Commissions. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande ou sur invitation du rapporteur compétent, collaborer aux études entreprises.

4. Avant chaque session, le rapporteur ou animateur de chacune des études entreprises par le Conseil consultatif établit un **compte rendu** écrit sur l'état d'avancement des travaux et l'adresse au Président de la Commission intéressée. **Chaque Président élabore ensuite une note d'introduction des comptes rendus des rapporteurs et animateurs comportant, le cas échéant, les points de caractère général qu'il désire évoquer. Il transmet ensuite cette note, à laquelle sont annexés les comptes rendus des rapporteurs et animateurs,** au Secrétaire général pour diffusion dans les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, lettre b).

5. Lors de chaque session, le Conseil consultatif:

- a) procède à des échanges de vues sur les travaux effectués ou en cours et formule, le cas échéant, des recommandations à leur sujet;
- b) arrête le programme des travaux à entreprendre jusqu'à sa prochaine session et coordonne les travaux des Commissions;
- c) examine toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par l'Administration postale d'un Pays-membre de l'Union;
- d) approuve le calendrier établi, après entente avec les Présidents de Commission intéressés et après avis du Secrétaire général, des réunions qui se tiendront jusqu'à la prochaine session. Toute réunion envisagée ultérieurement en dehors de ce calendrier doit, si elle entraîne des dépenses supplémentaires, être autorisée par le Président du Conseil consultatif après avis du Secrétaire général.

¹⁾ La dernière phrase, qui existe déjà dans le Règl. int. du CE, a été ajoutée lors de la session de 1984 (CCEP 2/1984 – Doc 2; PV 1).

Article 12

Questions urgentes soulevées entre deux sessions

1. Les questions urgentes soulevées entre deux sessions sont traitées par le Président.
2. S'il s'agit de questions de principe, le Président consulte les membres du Conseil consultatif; il informe les membres consultés des solutions intervenues.

Article 13

Langues

1. La langue officielle du Conseil consultatif est la langue française.
2. Pour les délibérations du Conseil consultatif et de ses organes, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation simultanée. (1)
3. Les frais des services d'interprétation sont supportés selon les modalités fixées au paragraphe 4 par les quatre groupes de pays indiqués ci-après:

<i>Français</i>	<i>Anglais</i>	<i>Espagnol</i>	<i>Russe</i>
Belgique	Amérique (Etats-Unis)	Argentine	URSS
Canada	Australie	Cuba	
France	Bangladesh	Espagne	
Italie	Canada		
Pays-Bas	Finlande		
Suisse	Grande-Bretagne		
Thaïlande	Inde		
Yougoslavie	Indonésie		
	Japon		
	Kenya		
	Nouvelle-Zélande		
	Pakistan		
	Sri Lanka		
	Tanzanie (Rép. unie)		
	Thaïlande		
	Zimbabwe		

Dans l'intervalle de deux sessions du Conseil consultatif, tout Pays-membre qui désire changer de langue de délibération doit en informer le Secrétaire général.

4. Les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés, en principe, en quatre parts égales dont chacune est répartie entre les pays du groupe auquel ils appartiennent dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.
5. Toutefois, si l'interprétation dans une des langues fixées au paragraphe 2 n'est pas utilisée pour une session du Conseil consultatif ou pour la réunion intérimaire d'un organe de celui-ci, et à condition que le Bureau international n'ait pas encore pris d'engagements à ce sujet, les frais mentionnés au paragraphe 3 sont divisés en parts égales entre les groupes linguistiques représentés à ladite réunion.
6. Si des membres du Conseil consultatif désirent employer d'autres langues, ils doivent assurer l'interprétation simultanée dans l'une des langues anglaise, espagnole, française ou russe, soit par le système indiqué au paragraphe 2, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers. Les demandes d'emploi d'autres langues doivent être adressées au Secrétaire général au moins six mois avant l'ouverture de la réunion en cause.
7. Les frais relatifs à l'emploi d'autres langues sont répartis entre les Pays-membres qui se servent de ces langues, dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.
8. En dérogation aux dispositions des paragraphes 4, 5 et 7, il appartient à tout groupe de pays intéressés de notifier au Bureau international, directement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole reconnu, qu'ils constituent, en ce qui concerne les frais d'interprétation mentionnés aux paragraphes 4, 5 et 7 ci-dessus, un groupe linguistique prenant à sa charge les frais en question, tout en indiquant la clé de répartition entre eux. Le Bureau international tiendra compte de cette déclaration dans la récupération desdits frais.
9. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

¹⁾ Conformément à l'art. 107, par. 10, du Règl. gén., les pays suivants ont opté pour d'autres langues que celles mentionnées au par. 2:

<i>Allemand</i>	<i>Arabe</i>	<i>Chinois</i>	<i>Portugais</i>
Allemagne, Rép. féd. d' Autriche	Algérie Egypte Maroc Soudan Tunisie	Chine (Rép. pop.)	Brésil

Article 14
Quorum

Les délibérations ne sont valables que si le Conseil consultatif réunit la moitié au moins de ses membres.

Article 15
Votations

1. Chaque membre du Conseil consultatif dispose d'une seule voix.
2. Si un membre du Conseil consultatif, représenté à une session, est empêché d'assister à une séance, il a la faculté de déléguer exceptionnellement son droit de vote à un représentant d'un autre membre, à condition d'en donner préalablement avis par écrit au Président du Conseil consultatif. Toutefois, il est entendu qu'un membre du Conseil consultatif ne peut assumer la représentation que d'un seul pays autre que le sien.
3. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont décidées par la majorité des membres présents et votant. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme repoussée.
4. Le vote a lieu:
 - a) à main levée;
 - b) par appel nominal: sur demande d'un membre du Conseil consultatif ou au gré du Président. L'appel se fait suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés au Conseil consultatif;
 - c) au scrutin secret: sur demande de deux membres du Conseil consultatif. Les mesures nécessaires sont alors prises pour garantir le fonctionnement régulier de cette procédure.
5. L'expression «membres présents et votant» s'entend des membres votant «pour» ou «contre». Les abstentions ne sont pas prises en considération; de même, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls en cas de scrutin secret.
6. **Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote. ⁽¹⁾**

¹⁾ Ce par. a été ajouté lors de la session de 1984 (CCEP 2/1984 – Doc 2/Add 2/Rev 1; PV 1).

Article 16

Motions d'ordre et motions de procédure ⁽¹⁾

1. **Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:**

- a) **des éclaircissements sur le déroulement des débats;**
- b) **le respect du Règlement intérieur;**
- c) **la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.**

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. **Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.**

3. **En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:**

- a) **la suspension de la séance;**
- b) **la levée de la séance;**
- c) **l'ajournement du débat sur la question en discussion;**
- d) **la clôture du débat sur la question en discussion.**

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. **Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.**

5. **Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.**

6. **La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.**

¹⁾ Art. modifié lors de la session de 1984 pour être harmonisé avec l'art. 17 du Règl. int. des Congrès (CCEP 2/1984 – Doc 2; PV 1).

Article 17

Remise en discussion de propositions

Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Conseil consultatif, elle ne peut être examinée à nouveau que si le Conseil consultatif approuve le principe de ce nouvel examen par un vote effectué de la même manière (à main levée, par appel nominal ou vote secret) que le scrutin précédemment appliqué à la proposition en cause.

Article 18

Procès-verbaux et rapports

1. Les procès-verbaux des séances du Conseil consultatif reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions et mentionnent le résultat des délibérations.
2. A partir du moment où l'épreuve d'un procès-verbal a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui en tient compte lors de la publication des procès-verbaux définitifs.
3. En règle générale et sous réserve du paragraphe 2, au début des séances du Conseil consultatif, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Les procès-verbaux des dernières séances qui n'ont pu être approuvés par le Conseil consultatif sont approuvés provisoirement par son Président. Le Secrétariat tient compte également des observations éventuelles que les représentants des membres du Conseil consultatif et les observateurs de droit lui communiquent dans un délai de quarante jours après l'envoi des épreuves desdits procès-verbaux. Les procès-verbaux ainsi mis au point sont approuvés définitivement par le Président.
4. Les organes du Conseil consultatif établissent des rapports ou exceptionnellement des procès-verbaux décrivant succinctement leurs travaux. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 s'appliquent également en ce qui concerne les délais pour la présentation des observations sur les rapports et les procès-verbaux en question.

Article 19

Remboursement des frais de voyage aux représentants des membres, aux observateurs et aux invités du Conseil consultatif et de ses organes

1. Conformément à l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général, le représentant de chacun des Pays-membres du Conseil consultatif considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies et participant aux réunions du Conseil et de ses organes, à l'exception de celles qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1^{re} classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen à condition que ce montant ne dépasse pas le coût du billet-avion aller et retour en classe économique.

2. En application du paragraphe 1, les dispositions suivantes doivent être observées:

- a) si l'un des Pays-membres concernés du Conseil consultatif se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes à la session du Conseil consultatif et à des réunions de ses organes siégeant au même endroit dans la période qui précède ou suit la session, le représentant ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage;
- b) si l'un des Pays-membres concernés du Conseil consultatif est convoqué et se fait représenter par une même personne ou par des personnes différentes, dans l'intervalle des sessions du Conseil consultatif, à des réunions de Commissions ou de Groupes de travail siégeant au même endroit dans un laps de temps n'excédant pas trente jours pour l'ensemble des réunions, le représentant ne reçoit qu'une fois le remboursement du prix d'un billet de voyage.

3. Les paragraphes 1 et 2 sont applicables aux observateurs dont il est question à l'article 3, paragraphe 1, lorsqu'ils sont considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies.

4. Les frais de voyage des représentants d'un organisme international ou de toutes autres personnes que le Conseil consultatif désire associer à ses travaux ne peuvent être mis à la charge de l'Union que dans des cas exceptionnels et avec l'accord préalable du Président du Conseil consultatif, du Président du Conseil exécutif et du Secrétaire général. Il en est de même des frais de voyage des représentants

des Administrations des pays non membres du Conseil consultatif que celui-ci désire expressément associer à ses travaux et qui font partie du groupe visé à l'article 104, paragraphe 4, du Règlement général.

Article 20

Mise en vigueur

Le présent Règlement complété par l'annexe sur la marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales entre immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté à Berne, le 29 octobre 1984.

Au nom du Conseil consultatif des études postales:

Le Président,
M. BALMA

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Annexe

Marche des travaux relatifs aux études du Conseil consultatif des études postales

1 Organisation générale du travail

1.1 Dans le cadre du Congrès

1. Les études composant le programme de travail du CCEP arrêté par le Congrès sont réparties entre le Comité directeur et les Commissions par le Comité directeur réuni **en principe** dans le cadre du Congrès après la séance constitutive du CCEP¹.
2. Sur la base des indications fournies par les Présidents des Commissions, le Comité directeur propose au CCEP, lors des séances de travail qu'il tient après sa séance constitutive, et pour chaque étude, d'une part la méthode de travail jugée appropriée, d'autre part le pays rapporteur ou animateur chargé de conduire l'étude.
3. Après avoir pris une décision sur ces propositions du Comité directeur, le CCEP arrête, sur la base des désirs exprimés par les différents Pays-membres du CCEP, la liste des membres de chaque Groupe de travail.

1.2 Après le Congrès

4. Le Président du CCEP convoque les sessions de cet organe, dirige les travaux des séances plénières et assure la coordination des activités du Conseil.
5. Le Vice-Président du CCEP suit et coordonne, en particulier, les études intéressant un ensemble défini de pays mais réparties entre différentes Commissions. A cet effet, il peut prendre contact avec les Présidents des Commissions concernés et leur faire part de ses propositions et de ses recommandations à l'égard du déroulement et des buts de ces études.
6. Les Présidents de Commissions animent, coordonnent et contrôlent les travaux au sein de leur Commission. Ils prennent connaissance des documents établis par les rapporteurs ou animateurs auxquels ils font part de leurs observations et remarques et donnent

¹ A l'exception de l'étude A 19 «Vocabulaire polyglotte du service postal international» qui présente un caractère général.

éventuellement les directives nécessaires. Ils approuvent les rapports définitifs des études conduites par les Groupes de travail, ainsi que les résumés des rapports des études de leur Commission, les rapports élaborés en conclusion à des enquêtes étant soumis à la Commission. En assurant en outre les liaisons nécessaires entre eux, ils veillent à ce qu'une coordination générale des travaux des Commissions soit assurée.

7. En règle générale, les études du CCEP sont conduites par correspondance. Toutefois, des réunions de Groupes de travail sont organisées, à l'initiative des pays rapporteurs, chaque fois que cela apparaît nécessaire, soit pendant les sessions du CCEP dans le cadre des Commissions, soit en dehors des sessions. D'autre part, les réunions des Commissions doivent être l'occasion pour les rapporteurs et animateurs, lorsque le besoin s'en fait sentir, de provoquer des échanges de vues approfondis sur certains points des études. A cet effet, et dans toute la mesure possible, ils doivent faire connaître aux membres du CCEP, bien avant la session, les points à discuter, par l'intermédiaire du Bureau international.

8. La mise en chantier des études est effectuée sur la base d'un plan d'ensemble mis au point par le CCEP lors de sa première session après le Congrès, à partir des indications fournies par les rapporteurs et animateurs. Ce plan est établi, **en tenant compte des études prioritaires éventuellement identifiées par le Congrès**, avec le double souci d'étaler dans le temps la charge des Administrations qui seront appelées à fournir des contributions aux études, et d'achever le programme de travail avant le Congrès.

2 Méthodes de travail

9. Pour chaque sujet d'étude, il est utilisé l'une des deux méthodes ci-après:

- constitution d'un **Groupe de travail** dirigé par un pays rapporteur;
- **enquête** conduite par un pays animateur ou par le Bureau international.

Les rapporteurs et animateurs sont choisis en raison de leur expérience dans le domaine de l'étude.

10. Le choix de la méthode est fonction de la nature et de la portée de l'étude: Groupe de travail pour les études complexes, enquête pour les questions relativement simples et moins techniques, consistant généralement en une collecte de données.

11. Les Groupes de travail sont formés de 5 à 15 Administrations en moyenne. Les Pays non-membres du CCEP peuvent collaborer à leurs travaux. Ils doivent à cet effet en informer le rapporteur de l'étude et le Président de la Commission concernés, par l'intermédiaire du Bureau international. Le rapporteur a la faculté d'inviter des Pays-membres de l'Union qu'ils soient membres ou non du CCEP à faire partie du Groupe de travail qu'il dirige.

12. Les études à effectuer selon la méthode de l'enquête sont, selon leur nature, attribuées aux membres du CCEP ou au Bureau international. Ne sont attribuées au Bureau international que les enquêtes conduites par la procédure du questionnaire.

3 Procédures

13. D'une manière générale, toute étude (qu'elle soit conduite par un Groupe de travail ou sous forme d'enquête) exige la collecte d'une certaine masse d'informations qui constitue la matière de base des travaux. Les procédures employées pour la collecte de ces informations sont:

- le questionnaire;
- l'exposé;
- le plan de rapport (celui-ci n'est pas utilisé pour les enquêtes).

L'une ou l'autre de ces procédures peut être complétée par la tenue d'un colloque, lorsqu'il s'agit des questions complexes nécessitant des échanges de points de vues entre spécialistes. Le colloque peut également être utilisé comme procédure autonome.

14. Il appartient au pays rapporteur ou animateur de proposer au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail la procédure à employer en leur communiquant à l'appui les projets de documents correspondants et un calendrier pour l'exécution des diverses phases de l'étude. Le choix de la procédure à proposer tiendra compte du caractère de l'étude et des circonstances.

15. Ainsi:

- a) si le **questionnaire** convient à la plupart des études,
- b) l'**exposé** devrait rester une procédure exceptionnelle réservée aux études qui se prêtent moins bien à la technique du questionnaire ou qui supposent des pratiques différentes et complexes;
- c) quant à la procédure **du plan de rapport**, elle devrait permettre à une Administration ayant une expérience particulière dans un domaine déterminé (ou d'autres Administrations en ont moins)

d'élaborer d'emblée le rapport à partir du plan approuvé par le Groupe de travail; cette procédure sera de préférence utilisée pour l'élaboration de «Guides» et pour certaines études destinées aux pays en développement.

4 Conduite des études confiées à un Groupe de travail

4.1 Rôle du rapporteur

16. Le rapporteur est maître d'œuvre de l'étude et, à ce titre, il:
- a) prend toutes les initiatives nécessaires au bon déroulement des travaux;
 - b) juge de l'opportunité de tenir compte des observations et suggestions (notamment celles qui portent sur les aspects les plus importants à développer) qui lui sont transmises aux diverses étapes de l'avancement de l'étude ou de prendre en considération en tout ou en partie les contributions reçues;
 - c) apprécie la nécessité d'établir un document récapitulatif des réponses («cahier général»), document de travail destiné à faciliter la rédaction du rapport;
 - d) détermine la forme et le contenu du rapport relatif à l'étude dans le cadre des principes directeurs arrêtés à cet effet par le CCEP.

4.2 Rôle des membres du Groupe de travail

17. Les membres du Groupe de travail conseillent et aident le rapporteur dans sa tâche; à ce titre, il leur incombe:
- a) de répondre aux questionnaires s'il y a lieu;
 - b) d'examiner tous les documents établis par le rapporteur et le Bureau international et de leur faire part des modifications, amendements, compléments, etc., qu'ils jugent nécessaires;
 - c) de participer, éventuellement à la demande et suivant les directives du rapporteur, à l'élaboration du rapport ou à toute autre tâche.

4.3 Opérations effectuées par le rapporteur

Procédure du questionnaire

18. Il incombe au rapporteur:
- a) de procéder à l'élaboration du projet de questionnaire et de le transmettre au Bureau international en vue de sa diffusion pour avis au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail;

- b) d'établir le questionnaire définitif après avoir pris connaissance des observations éventuelles du Président de la Commission et des membres du Groupe de travail et de le transmettre au Bureau international pour diffusion en indiquant l'étendue de la diffusion et la date limite de réponse;
- c) de rédiger lui-même, ou avec la collaboration d'autres membres du Groupe de travail, le projet de rapport dès qu'il est en possession de tous les éléments d'information nécessaires; le rapport doit fournir notamment la synthèse des informations recueillies en faisant ressortir les principales conclusions qui se dégagent de l'étude; un glossaire des termes spécifiques à l'étude doit y être annexé;
- d) de communiquer, par l'intermédiaire du Bureau international, le projet de rapport à tous les membres du Groupe de travail pour avis et observations sur l'ensemble du rapport et aux autres Administrations ayant participé à l'étude pour les éléments d'information qu'elles ont fournis;
- e) d'élaborer le projet de rapport définitif, compte tenu des observations reçues;
- f) d'élaborer avec le plus grand soin le résumé destiné à être publié dans la revue «Union Postale» et dans le «Manuel de la modernisation des services postaux»; ce résumé, ni trop sommaire ni trop détaillé, doit au moins reproduire le plan du rapport et les conclusions du Groupe de travail; il est communiqué à la Commission avant la diffusion du rapport;
- g) de soumettre pour approbation le projet de rapport définitif¹ et le projet de résumé au Président de la Commission par l'intermédiaire du Bureau international;
- h) de définir, s'il y a lieu, les termes ayant une acception postale particulière et de transmettre ces définitions au Bureau international à l'intention du rapporteur du Groupe de travail A 19 en vue de leur insertion dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international;
- i) de réunir éventuellement le Groupe de travail (ou un colloque) au moment où il le juge utile, après accord du Président de la Com-

¹ Quand le rapport d'une étude comprend des annexes dont la reproduction est particulièrement difficile ou coûteuse (plans, diagrammes, etc.), ces annexes ne sont pas reproduites à moins que les pays ayant participé à l'étude ne puissent en fournir le tirage nécessaire. Si une telle fourniture n'est pas possible, le rapporteur prend les mesures utiles pour remettre quelques jeux de ces annexes au service de documentation du Bureau international qui les tient en prêt à la disposition des Administrations.

mission ainsi que du Directeur général du Bureau international, lorsque l'intervention du Bureau est demandée; dans ce cas, le compte rendu de la réunion est annexé au rapport éventuellement modifié;

- j) de réunir au besoin, en Intergroupe et après entente avec le ou les Présidents des Commissions intéressés **et le Vice-Président du CCEP s'il y a lieu**, les rapporteurs d'autres Groupes de travail pour coordonner les études ayant des points communs;
- k) de prendre toutes mesures de nature à faciliter la tâche du Bureau international, notamment en ce qui concerne la présentation et la répartition des documents à imprimer et à diffuser.

Procédure de l'exposé

- 19. Le rapporteur doit:
 - a) établir un schéma d'exposé qu'il transmet par l'intermédiaire du Bureau international au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail pour avis et observations;
 - b) élaborer, compte tenu des observations reçues, un modèle d'exposé (qui reflète l'expérience de son Administration dans le domaine considéré) et le transmettre par l'intermédiaire du Bureau international, aux membres du Groupe de travail et aux Administrations participant à l'étude. A cette occasion, il est demandé à ces pays d'élaborer à leur tour un exposé sur le même sujet suivant le plan adopté par le pays rapporteur et dont la longueur doit demeurer dans le cadre strict des limites fixées par celui-ci; les contributions doivent surtout s'appesantir sur des aspects concrets présentant une réelle originalité;
 - c) rédiger un projet de synthèse des exposés reçus (synthèse à laquelle sont éventuellement annexés les exposés, résumés d'exposés) et le communiquer par l'intermédiaire du Bureau international aux membres du Groupe de travail pour avis et observations;
 - d) appliquer, pour le reste, la procédure relative aux études conduites par voie de questionnaire (chiffre 18, lettres e) à k)).

Procédure du plan de rapport

- 20. Le rapporteur est chargé:
 - a) d'élaborer un plan de rapport de l'étude et de le transmettre, par l'intermédiaire du Bureau international, au Président de la Commission et aux membres du Groupe de travail pour avis et observations;

- b) compte tenu des observations reçues, de rédiger le projet de rapport qu'il communique par l'intermédiaire du Bureau international aux membres du Groupe de travail, pour avis et observations;
- c) d'appliquer, pour le reste, la procédure relative aux études conduites par voie de questionnaire (chiffre 18, lettres e) à k)).

5 Conduite des études selon la méthode d'enquête

5.1 Rôle de l'animateur

21. Comme le rapporteur d'une étude confiée à un Groupe de travail, l'animateur d'une enquête, maître d'œuvre de l'étude:

- a) prend les initiatives nécessaires au bon déroulement des travaux;
- b) juge de l'opportunité de tenir compte ou non des observations ou de prendre en considération en tout ou en partie les contributions reçues;
- c) apprécie la nécessité d'établir un «cahier général» des réponses;
- d) détermine la forme et le contenu du rapport.

5.2 Opérations effectuées par l'animateur (procédures du questionnaire et de l'exposé)

22. a) Le projet de questionnaire ou le schéma d'exposé élaboré par le pays animateur, ainsi que les conditions de sa diffusion, sont soumis par l'intermédiaire du Bureau international au Président de la Commission pour approbation.
- b) L'animateur élabore, compte tenu des remarques éventuelles du Président, le questionnaire définitif ou le modèle d'exposé, qui est diffusé par l'intermédiaire du Bureau international aux pays participant à l'étude.
- c) 1° Lorsqu'il s'agit d'un questionnaire, l'animateur établira un rapport composé d'une analyse des réponses (si cela est jugé utile) et d'une synthèse.
- 2° Dans le cas d'une enquête conduite par voie d'exposé, l'animateur établira un rapport composé d'une synthèse des exposés reçus à laquelle sont éventuellement annexés les exposés résumés ou extraits d'exposés présentant un intérêt particulier.

Le document ainsi préparé est destiné à la Commission compétente du CCEP. Ce document, éventuellement complété et révisé, et le compte rendu des débats constituent le rapport définitif de l'étude concernée.

- d) L'animateur effectue en outre les tâches visées sous chiffre 18, lettres f), h), k). En cas de besoin, il propose l'organisation d'un colloque sur l'étude.

23. La procédure ci-devant s'applique mutatis mutandis aux enquêtes conduites par le Bureau international.

6 Dispositions particulières concernant l'organisation des colloques

24. Le colloque est un complément ou une introduction à une étude conduite selon une méthode et une procédure déterminées. Il peut également être utilisé comme procédure spécifique de conduite d'une étude. Le colloque est tenu à l'occasion ou en dehors des sessions du CCEP. Les participants (spécialistes et généralistes) doivent être choisis de manière à permettre une étude approfondie du sujet.

25. Pour obtenir un succès maximal, il convient:

- a) suivant la chronologie des travaux du CCEP, de fixer la date du colloque durant la période qui permettra d'obtenir le rendement optimal;
- b) de fixer assez tôt des thèmes précis afin de permettre aux Administrations de désigner les meilleurs spécialistes qui les représenteront;
- c) de délimiter avec précision le cadre des discussions et de restreindre la documentation produite de manière à permettre une étude approfondie de celle qui est diffusée;
- d) de prévoir une durée du colloque suffisante pour permettre de mener l'étude des sujets à leur terme;
- e) de diffuser la documentation (ainsi qu'éventuellement un schéma de discussion) assez tôt de telle manière que les participants puissent l'étudier avant le colloque;

- f) d'approfondir les discussions en utilisant les techniques spécifiques du colloque (constitution de groupes pour l'étude de questions particulières, etc.) en vue de mieux dégager, sur les points présentant un intérêt important, des conclusions, des recommandations concrètes à l'intention des Administrations postales de l'Union.

7 Rôle du Bureau international

26. Outre la tâche qui lui est assignée par l'article 111 du Règlement général (assurer le Secrétariat du CCEP) et le rôle qu'il joue comme animateur des études que lui confie le Conseil, le Bureau international accomplit, dans la conduite des études dirigées par des rapporteurs/animateurs, les tâches suivantes:

- a) mise au point (en ce qui concerne la forme et le fond) des documents élaborés par les rapporteurs/animateurs, en accord avec ceux-ci: projets de questionnaires, d'exposés, de rapports et de résumés, ainsi que des documents émanant des Administrations;
- b) établissement des cahiers généraux, dans la langue officielle de l'Union, sur demande expresse des rapporteurs/animateurs; en principe, les cahiers généraux, qu'ils soient établis par les rapporteurs/animateurs ou par le Bureau international, ne donnent pas lieu à diffusion, quelques exemplaires en sont conservés au service de documentation et de prêt du Bureau international pour être communiqués aux Administrations qui en font la demande;
- c) liaison entre les rapporteurs/animateurs, les Présidents de Commission, les membres des Groupes de travail, etc., pour la transmission de tous les documents se rapportant aux études;
- d) diffusion aux Administrations des questionnaires et autres documents destinés à la collecte des informations, centralisation des contributions et transmission de celles-ci aux rapporteurs/animateurs;
- e) formulation d'avis sur la procédure, de conseils et de suggestions destinés aux rapporteurs/animateurs, communication à ceux-ci de toute documentation disponible;
- f) fourniture du concours occasionnel d'experts/consultants dans la mesure où cela ne devrait pas porter préjudice à leur mission principale;
- g) aide aux pays en développement désireux d'assumer la charge d'études;

- h) communication éventuelle, pour avis sur la terminologie employée, aux membres du Groupe de travail A 19 (Belgique, France, Suisse) de tout ou partie des projets de questionnaires et rapports définitifs mis au point;
- i) communication aux rapporteurs/animateurs des études de toute documentation disponible;
- j) exécution des tâches administratives concernant les études:
 - traduction, impression des documents;
 - diffusion des rapports concernant les études; cette diffusion est effectuée en principe par la Collection d'études postales, une plaquette pouvant contenir plusieurs études;
 - élaboration des mises à jour;
 - publication des résumés dans la revue «Union Postale» et dans le «Manuel de la modernisation des services postaux»;
 - attribution de cotes (CDU) aux rapports et cahiers généraux.

Règles générales concernant l'établissement des documents de travail du Conseil consultatif des études postales

Observation générale

Les principes exposés ci-après, ainsi que les modèles et exemples présentés, correspondent à l'essentiel des travaux, étant entendu que pour des travaux particuliers seront appliquées des règles particulières.

1 Questionnaire

1.1 Généralités

1. Dans les conditions actuelles de l'organisation du travail du CCEP, le questionnaire est un instrument de travail essentiel grâce auquel sont recueillies les informations qui constituent la matière de base des travaux. Il doit donc être élaboré avec beaucoup de soin car de sa qualité dépendent les résultats de l'étude effectuée.
2. Lorsqu'il est décidé d'utiliser la procédure du questionnaire, le rapporteur/animateur procède d'abord à une analyse approfondie du sujet d'étude afin de discerner, de manière aussi précise que possible, les préoccupations qui sont à l'origine de la proposition d'étude, les problèmes que l'on se propose de résoudre, ou les orientations que l'on pourrait dégager.
3. Cette analyse s'appuie sur l'examen des motifs de la proposition, des débats éventuels auxquels elle a donné lieu, des travaux qui ont, le cas échéant, été effectués sur ce thème, et de l'expérience du rapporteur concernant cette question.
4. Les préoccupations et problèmes clairement identifiés constitueront le cadre du questionnaire et en dicteront la structure, et les renseignements à collecter seront définis en conséquence.
5. Pour des études complexes, il peut paraître nécessaire, avant d'entreprendre l'élaboration du questionnaire, d'établir, à l'issue de l'analyse mentionnée ci-dessus, un document préliminaire qui reflète

les vues du rapporteur au sujet du cadre de l'étude: (problèmes à résoudre, type de renseignements que l'on pourrait recueillir, étapes de la conduite de l'étude, etc.).

6. Le document ainsi élaboré est soumis pour avis et observations aux membres du Groupe de travail, ou à la Commission lorsqu'il s'agit d'une enquête.

1.2 Renseignements à recueillir

7. Les renseignements doivent avoir une relation aussi étroite que possible avec l'objectif que l'on se propose d'atteindre ou les problèmes dont on recherche la solution. Ils doivent, en tout cas, être utilisés pour l'établissement du rapport, soit en étant publiés directement, soit en permettant, par des calculs ou un traitement intermédiaire, de dégager les conclusions de l'étude ou certaines tendances dans le sens de ces conclusions.

8. Les questions posées doivent être précises et aussi simples que possible, et ne donner lieu à aucun doute quant à leur interprétation et, par conséquent, quant à la réponse à donner.

9. Les renseignements de caractère général (superficie du pays, population, statut du service, budget, etc.) ne doivent être demandés que si leur connaissance présente de l'intérêt pour les conclusions à tirer de l'étude.

10. Il convient d'éviter de solliciter des renseignements qui ont été reçus des Administrations ou publiés dans la Statistique des services postaux ou dans d'autres statistiques, par exemple celles de l'ONU.

11. L'échantillon des Administrations à consulter doit être suffisamment représentatif et être fixé avec le souci de limiter, autant que possible, la charge des Administrations du fait de la participation aux études du CCEP.

12. Dans toute la mesure possible, le questionnaire ne devrait pas porter une empreinte trop marquée des pratiques de l'Administration du pays rapporteur ou animateur.

1.3 Présentation et structure du questionnaire

13. Le questionnaire doit comprendre deux parties:

- a) un texte introductif qui présente l'étude (origine, objectif, portée, etc.) et qui vise à renseigner les Administrations aussi précisément que possible sur la question, de manière à faciliter la compréhension du problème et à obtenir ainsi des réponses claires;
- b) le questionnaire proprement dit.

14. La structure du questionnaire préfigure, pour l'essentiel, celle qu'aura le rapport de l'étude. Elle doit être conçue dans cette perspective.

15. Afin de faciliter l'utilisation des références, la numérotation décimale, avec autant que possible un maximum de trois chiffres, devrait être adoptée.

Exemple: 1

1.2

1.2.3

16. Le questionnaire doit permettre de répondre par oui ou non. Les renseignements complémentaires sont à consigner dans les interlignes prévus à cet effet (ou dans une fiche séparée, si nécessaire).

Exemple

Oui

Non

1.3 Le transport de courrier par des tiers fait-il l'objet de contrat?

☐
☐

Si non, prière d'indiquer comment sont réglés les rapports avec les transporteurs

.....

2 Analyse des réponses

2.1 Généralités

17. L'analyse des réponses, qui présente les informations recueillies à la suite du questionnaire, se distingue du «cahier général» en ce sens que ce dernier comporte, de manière aussi complète et détaillée que possible, les renseignements collectés en les individualisant par pays.

18. L'analyse des réponses, quant à elle, expose l'essentiel des réponses de manière à faire ressortir le gros des informations fournies en les regroupant. Les réponses particulières sont mentionnées dans la mesure où elles apparaissent significatives sans pouvoir s'insérer dans les regroupements établis.

19. Selon la nature de l'étude et l'objectif poursuivi, il appartient au rapporteur ou à l'animateur de fixer jusqu'à quel niveau de détails il entend pousser les informations à présenter.

2.2 Modèle d'analyse simplifiée des réponses

20. 2 Transports confiés à des tiers

2.1 Résultat de la consultation (voir tableau ci-contre)

21. Ce modèle peut être utilisé dans le corps du rapport afin de permettre de tirer immédiatement des tendances de la consultation et de formuler des avis ou recommandations.

2.3 Modèle d'analyse développée des réponses

22. (Voir tableau page 314 ci-après)

23. Ce modèle d'analyse des réponses est en principe conçu pour être annexé au rapport de l'étude, notamment dans le cas des enquêtes.

3 Cahier général

3.1 Généralités

24. En principe, le cahier général est essentiellement destiné à faciliter l'élaboration du rapport. Il doit de ce fait recenser tous les renseignements recueillis de la consultation étant entendu qu'une sélection sera opérée au moment de l'établissement du rapport.

25. Il résulte de cette caractéristique du cahier général que, sauf décision contraire de la Commission compétente, celui-ci:

- est rédigé dans la langue utilisée pour l'établissement du projet de rapport;
- n'est pas traduit;
- n'est distribué aux Administrations que sur demande expresse. (Marche des travaux, chiffre 26, lettre b)).

Questions	oui	non	pas de réponse
2.1.1 Utilisation des transports publics pour acheminer le courrier postal	34	3	2
2.1.2 Utilisation des transports privés pour acheminer le courrier postal	32	5	2
2.1.3 Contrat concernant le transport du courrier par des tiers	37	1	1
2.1.4 Bases légales concernant l'obligation de transporter le courrier postal			
– par les transports publics	18	20	1
– par les concessionnaires	6	28	5
– par les entreprises privées	5	32	2
2.1.5 Instances nationales chargées de la coordination des transports	32	5	2
2.1.6 Représentation de l'administration postale au sein de ces instances	9	28	2
2.1.7 Avantages et inconvénients des transports confiés à des tiers (transporteurs publics, concessionnaires et privés)			

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none">– Coûts réduits– Diminution des frais de personnel et des frais liés à l'achat et l'entretien de véhicules– Nombreuses possibilités de transport– Rapidité– Régularité	<ul style="list-style-type: none">– Horaire souvent pas adapté aux besoins postaux– Traitement parfois peu soigneux du courrier– Sécurité pas toujours garantie– Possibilités de contrôle limitées– Capacité offerte souvent insuffisante

Question		Réponse		
			Nom- bre	Nom de pays
1	Votre Administration consulte-t-elle le Fichier de l'équipement postal	Oui	22	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Argentine, Brésil, Belgique, Chili, Danemark, Espagne, Guinée, Indonésie, Irlande, Japon, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, Roumanie, Suisse, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS
		Non	12	Amérique (Etats-Unis), Australie, Bangladesh, Egypte, France, Grande-Bretagne, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Rép. dém. allemande, Sri Lanka, Suède
		Sans réponse	0	
1.1	En cas de réponse négative à la question 1, dites pourquoi			
1.1.1	Parce que votre Administration obtient des informations d'une autre source	Oui	10	Amérique (Etats-Unis), Australie, Bangladesh, Egypte, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Rép. dém. allemande, Sri Lanka, Suède
		Non	1	Nouvelle-Zélande
		Sans réponse	1	

1.1.2 Pour d'autres
motifs, veuillez
indiquer lesquels

France: L'évolution des technologies dans les domaines du tri et de l'acheminement est très rapide et le fichier très vite dépassé. Le fichier représente des techniques passées et qui ne sont pratiquement plus utilisées.

Remarques particulières

Amérique (Etats-Unis): Nous avons une liste de matériel à usage interne.

Suisse: Le Fichier de l'équipement postal est consulté seulement à titre documentaire.

26. La décision d'élaborer un cahier général plutôt qu'une analyse des réponses est prise par le rapporteur ou l'animateur. Elle implique que le rapport établi sera séparé du cahier général sans se référer à celui-ci.

27. Pour certaines études importantes, l'établissement d'un cahier général peut s'avérer nécessaire. Dans ce cas, le rapporteur ou l'animateur en fait la proposition à la Commission qui se prononce à ce sujet ainsi que sur les modalités particulières d'établissement du cahier général par des dérogations éventuelles aux indications du chiffre 25.

3.2 Modèle de cahier général

	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
28. 7 Les envois du SCE doivent-ils, en principe, être considérés, à l'arrivée dans le pays de destination, comme régulièrement affranchis?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans la négative		
7.1 dans quels cas les envois seront-ils considérés comme irrégulièrement affranchis?		
.....		
.....		
8 Doit-on prévoir, dans le SCE, le remboursement de taxes:		
8.1 en cas de perte d'un envoi du SCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8.2 en cas de transmission erronée d'un envoi du SCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8.3 en cas d'impossibilité de transmettre l'envoi du SCE, constatée après coup?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

4 Rapport

4.1 Généralités

29. Le rapport d'une étude du CCEP:
- fait la synthèse des informations recueillies à l'occasion de la consultation, et
 - formule des conclusions, des avis ou des recommandations.

Synthèse

30. La synthèse porte sur chaque partie du questionnaire ou du modèle d'exposé qui constitue aussi une partie du rapport. Elle résume les principales constatations et fait ressortir les grandes tendances en signalant les cas particuliers dignes d'intérêt dans le contexte de l'étude.

Pays	Question 7		Question 7.1	Question 8.1		Question 8.2		Question 8.3		Observations
	oui	non		oui	non	oui	non	oui	non	
Allemagne, Rép. féd. d'	x		–	x		x		x		
Amérique (Etats-Unis)	x		Sans objet		x		x		x	
*Arabie saoudite										
Argentine	x			x		x		x		
Australie	x		–	x		x		x		
Belgique	x		–		x	x		x		
Brésil	x			x				x		
Canada	x		–	x		x		x		
Corée (Rép.)										
Danemark										
France	x		–	x		x		x		
Grande-Bretagne	x		–	x		x ¹		x		¹ Sauf dans le cas où il a été signalé à un usager que le document risque de ne pas être convenablement reproduit et qu'il désire que la transmission soit quand même assurée.
à reporter	9	–		7	2	7	1	8	1	

Note. – Les questions et les réponses peuvent être présentées en double page.

31. Dans la mesure du possible, une explication ou une justification sommaire accompagne les cas particuliers retenus.

32. Chaque fois que cela est faisable, la synthèse est appuyée d'indications chiffrées découlant de la consultation, avec éventuellement des ratios ou pourcentages.

Conclusions, avis et recommandations

33. Les tendances identifiées doivent en principe amener le rapporteur ou l'animateur à formuler immédiatement des conclusions, avis et recommandations se rapportant à la section correspondante du rapport.

34. Cette partie constitue sans doute un des résultats concrets de l'étude et doit être traitée avec beaucoup de soin. Il a, en effet, été regretté que les rapports du CCEP aient tendance à se limiter à un exposé des constatations faites lors de la consultation sans qu'il en soit tiré des conclusions et recommandations concrètes.

35. Le Groupe de travail ou le CCEP s'exprimeront sur les conclusions, avis et recommandations ainsi formulés et leur donneront une forme reflétant les différents points de vue.

36. Les conclusions, avis et recommandations constitueront l'essentiel du résumé à publier dans le Manuel de la modernisation des services postaux.

4.2 Exemple d'une synthèse accompagnée de recommandations

Synthèse

37. «Le système de la poste automobile rurale (PAR) est relativement peu développé. On distingue quatre genres de circuits PAR, soit:

- transport de courrier uniquement
- transport de courrier et de voyageurs
- transport de courrier combiné avec un bureau de poste mobile
- transport de courrier et de voyageurs combiné avec un bureau de poste mobile.

Le bilan des avantages et des inconvénients du système PAR semble équilibré. Les problèmes de coûts, de maintenance et d'entretien des véhicules sont les plus difficiles à résoudre au stade actuel. Dans les pays les plus avancés, on renonce en général à développer les

réseaux PAR, en préférant construire des bureaux sédentaires ou utiliser les agences gouvernementales locales pour assurer le service postal.

Un certain nombre d'Administrations qui n'ont pas de service PAR envisagent de créer des réseaux pour améliorer la qualité de leurs prestations dans les régions à faible densité de population.

Recommandations

La création de réseaux PAR doit faire l'objet, dans chaque cas, d'une étude approfondie. Cette forme d'organisation postale ne semble pas toujours convenir dans les pays ou régions plus développés. Il importe de déterminer quelle est la solution répondant le mieux aux besoins de la région concernée. La question des coûts d'exploitation, qui sont assez élevés, ne devrait pas empêcher la réalisation de certains projets. Il s'agit en effet de considérer aussi les avantages qui en résultent pour la population et pour la promotion du trafic postal.

Afin d'éviter des circuits trop étendus, la PAR devrait être organisée régionalement et avoir pour base une localité importante bien située au plan des liaisons nationales. Pour commencer, un seul véhicule peut être engagé successivement sur plusieurs circuits au départ de cette localité de base. Le nombre des dessertes peut être ensuite augmenté en fonction des besoins et du développement du trafic par l'emploi de véhicules supplémentaires.

Le transport combiné de voyageurs et de courrier postal doit être recherché dans toute la mesure possible pour améliorer la rentabilité de la ligne. La poste devrait bénéficier du droit prioritaire de transporter des voyageurs dans de tels cas. Il conviendrait d'aménager la législation nationale dans ce sens.

La possibilité d'utiliser des véhicules privés pour assurer un service PAR peut également être envisagée.»

4.3 Structure du rapport

38. Tel qu'il est établi par le rapporteur ou l'animateur, le rapport comprend les parties suivantes:

- l'avant-propos
- l'introduction
- le corps du rapport
- la conclusion.

39. L'avant-propos rappelle l'origine de l'étude, expose les modalités de conduite de celle-ci et fournit des indications sur la consultation ainsi que la liste des Administrations y ayant participé.

40. L'introduction délimite le cadre de l'étude, annonce les principales parties du rapport.

41. Le corps du rapport développe, sous forme de synthèses, d'avis, recommandations et propositions, les différents aspects de l'étude en autant de parties et sous-parties qu'il s'avère nécessaire.

42. La conclusion comporte le résumé des modalités de la conduite de l'étude, des constatations effectuées et les conclusions proprement dites, et récapitule brièvement les avis et recommandations éventuels.

4.4 Remarques particulières

43. a) Les questionnaires ne sont pas annexés aux rapports des études, la structure du rapport devant refléter le questionnaire utilisé.

b) L'analyse des réponses n'est pas annexée aux rapports des études conduites par un Groupe de travail, mais une analyse sommaire peut être incorporée aux différentes parties du rapport (chiffre 21).

5 Rôle du Bureau international

44. Selon la «Marche des travaux relatifs aux études du CCEP» (chiffre 26, lettre a)), le Bureau international est chargé de la mise au point des documents (projets de questionnaires, d'exposés et de rapports, etc.) élaborés par les rapporteurs/animateurs, en accord avec ceux-ci. A cet effet, il s'appuie notamment sur les indications contenues dans le présent document.

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Les textes des Accords reproduits ci-après sont annexés à la Const., en vertu des disp. de l'art. 9 de ladite Const. Cela montre l'importance attachée par l'Union aux rapports avec l'ONU. Pour l'historique du développement des relations entre l'ONU et l'Union, v. les annot. de l'art. 9 Const. et l'annot. 2 du préambule.

²⁾ Il n'y a pas d'uniformité en ce qui concerne le titre de l'Accord. Certaines publications de l'ONU utilisent les termes «Nations Unies» seulement.

³⁾ En 1973, le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) décida d'examiner l'opportunité de reviser les Accords conclus en son temps entre l'ONU et les institutions spécialisées afin de renforcer la cohérence du système des Nations Unies et sa capacité d'atteindre, en particulier, les objectifs de la Stratégie internationale du développement (E/RES/1768 (LIV)). L'étude entreprise à ce sujet en collaboration avec les institutions spécialisées n'a abouti à aucun résultat concret jusqu'ici. Néanmoins, par sa résolution C 91, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le CE de traiter, le cas échéant, les prop. de modification des Accords actuels ONU/UPU ou la conclusion d'un accord complémentaire.

Préambule

Vu les obligations qui incombent à l'Organisation des Nations Unies selon l'article 57 de la Charte des Nations Unies, ⁽¹⁾ l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle conviennent ⁽²⁾ de ce qui suit:

¹⁾ Comme la plupart des accords avec les autres institutions spécialisées, le présent Accord est précédé d'un préambule. Celui-ci rappelle l'art. pertinent de la Charte qui traite des relations de l'ONU avec les institutions spécialisées, à savoir l'art. 57. La compétence parallèle de l'UPU découle de l'art. 9 Const. qui confirme indirectement la capacité de l'Union de conclure des accords. Cela signifie que l'Union a, dans le cadre de la famille des Nations Unies, la capacité juridique appartenant à un sujet de droit international.

²⁾ Le préambule n'indique pas les organes compétents pour conclure l'Accord. Toutefois il découle de l'art. XV ainsi que du Protocole relatif à l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU (annot. 2 à l'art. XV) que c'est l'Ass. gén. de l'ONU et le Congrès de l'UPU qui étaient compétents pour approuver l'Accord. Tout en étant annexé à l'Acte fondamental de l'Union, l'Accord ne dépend pas de celui-ci. Sa validité pour l'UPU est déterminée par le fait que l'organe suprême de l'UPU ayant «la capacité de conclure des traités» l'avait approuvé. Par ailleurs, l'Accord ne doit pas contenir des disp. contraires aux prescriptions fondamentales (constitutionnelles) de l'UPU. Pour les membres de l'ONU, les engagements découlant de la Charte prévalent sur ceux des Actes de l'UPU.

Article I

L'Organisation des Nations Unies reconnaît l'Union postale universelle (désignée ci-dessous sous le nom de «l'Union») comme étant l'institution spécialisée ⁽¹⁾ chargée de prendre toutes les mesures conformes à son acte constitutif ⁽²⁾ pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet acte. ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾

¹⁾ Selon l'art. 57 de la Charte, les diverses institutions spécialisées créées par des accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes sont reliées à l'ONU conformément à l'art. 63 de la Charte. C'est l'ECOSOC qui est chargé d'établir ces relations (v. annot. 1 à l'art. 9 Const.).

Jusqu'à présent, l'ONU a conclu des accords avec les institutions spécialisées suivantes:

l'Organisation internationale du travail (OIT);

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

l'Organisation mondiale de la santé (OMS);

l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);

le Fonds monétaire international (FMI);

la Banque mondiale;

la Société financière internationale (SFI);

l'Union postale universelle (UPU);

l'Union internationale des télécommunications (UIT);

l'Organisation météorologique mondiale (OMM);

l'Organisation maritime internationale (OMI);

l'Association internationale de développement (AID);

l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);

le Fonds international de développement agricole (FIDA) et avec

l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

(v. Accords entre l'ONU et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, New York 1961, publication des Nations Unies, ST/SG/14). En ce qui concerne l'historique de la plupart de ces Accords, v. doc E/1317 (Rapp. du Secrétaire général sur les mesures prises dans le cadre des Accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées), ainsi que les annot. à l'art. 9 Const.

²⁾ V. à ce sujet les annot. à l'art. 22 Const.

³⁾ Aux termes de l'art. I du présent Accord, l'ONU a reconnu que l'UPU remplit les conditions énoncées par la Charte pour être considérée comme une institution spécialisée, à savoir qu'elle a été créée par un acte intergouvernemental et qu'elle est pourvue d'attributions internationales étendues dans le domaine économique. Elle a reconnu en outre que l'UPU est, en matière de service postal international, et conformément à son Acte constitutif, la seule organisation qui ait la compétence dans ce domaine (... comme étant l'institution spécialisée ...). Cette entière responsabilité exclut, du domaine postal universel, les activités de toute autre institution spécialisée.

Dans cet ordre d'idée, le Secrétaire général de la CEL a adressé au Secrétaire général des Nations Unies, en date du 20 juillet 1948, une lettre énumérant tous les cas qui lui étaient connus où des rapports, résolutions, projets de convention, etc., élaborés par les organes de l'ONU ou d'institutions spécialisées faisaient allusion à des franchises ou à des facilités de transport d'ordre postal. Cette lettre se terminait ainsi:

«Pour éviter toute confusion et tout risque de malentendu, la Commission exécutive et de liaison de l'UPU m'a chargé de vous faire connaître que toutes les questions se rapportant aux services d'exploitation, à l'application des tarifs et à l'octroi éventuel de franchises de taxes ou de facilités quelconques dans le régime postal international sont du ressort exclusif de l'Union postale universelle et ne peuvent être réglées que par la Convention et les Règlements de celle-ci. Par conséquent, les Congrès postaux, ou l'ensemble des membres de l'Union, par la voie de consultation prévue aux articles 21 et suivants de la Convention postale universelle, sont seuls compétents pour modifier les dispositions en vigueur ou accorder certaines facilités ou dérogations en cette matière. Toute résolution ou décision émanant d'autres organismes internationaux, et empiétant sur le domaine exclusif de l'Union postale, non seulement ne pourrait engager d'une manière quelconque les membres de cette Union, mais serait de nature à susciter des inconvénients et des difficultés.

Vu ce qui précède, vous m'obligeriez beaucoup en orientant les organes de l'ONU et les institutions spécialisées dans ce sens, afin de leur éviter des discussions qui n'auraient aucun résultat pratique.»

La réponse du Secrétariat général de l'ONU à cette communication est parvenue le 5 octobre 1948. Il en ressort qu'en principe et d'une manière générale le point de vue exprimé par la CEL est partagé par les organes de l'ONU et qu'il est entendu que toute action éventuelle en cette matière devra être entreprise par l'intermédiaire de l'organe compétent de l'UPU (v. Doc de la Comm. provisoire exécutive et de liaison 1947/48, p. 88-89; Doc de la CEL 1948, p. 36). Pour la suite, v. annot. 10, lettre d) in fine, à l'art. 9 Const.

⁴⁾ Quant au chevauchement de compétence des institutions spécialisées, un règlement élaboré à ce sujet par le Comité administratif de coordination (CAC) a été approuvé par la CEL en 1951 afin d'assurer que toute question qui intéresserait plus d'une institution soit discutée entre les secrétariats de ces organisations dès le début (Doc de la CEL 1951, p. 24-25; 184-185; 188). L'étude entreprise depuis 1973 dans le cadre de l'ECOSOC sur la base de la résolution E/RES/1768 (LIV) (cf. résolutions C 7 du Congrès de Lausanne 1974 et C 91 du Congrès de Rio de Janeiro 1979) tend également à limiter les chevauchements d'activités entre les institutions spécialisées de l'ONU (v. annot. 3 au titre de l'Accord).

⁵⁾ En revanche, l'activité postale d'autres organisations n'est pas exclue quand elle est admise par l'Acte constitutif de l'Union, par exemple les activités de différentes Unions restreintes dans leur domaine régional (au sujet de la situation des Unions restreintes par rapport à l'ONU, v. Rapp. 1961, p. 16, et Rapp. 1962, p. 34).

Article II

Représentation réciproque ⁽¹⁾ ⁽²⁾

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies seront invités à assister aux Congrès, Conférences administratives et Commissions de l'Union, et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces réunions. ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

2. Des représentants de l'Union seront invités à assister aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies (désigné ci-dessous sous le nom de «le Conseil»), de ses Commissions ou Comités, et à participer, sans droit de vote, aux délibérations de ces

organes, lorsque seront traitées les questions inscrites à l'ordre du jour auxquelles l'Union serait intéressée. ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾

3. Des représentants de l'Union seront invités à assister, à titre consultatif, aux réunions de l'Assemblée générale au cours desquelles des questions qui sont de la compétence de l'Union doivent être discutées, et à participer, sans droit de vote, aux délibérations des Commissions principales de l'Assemblée générale traitant des questions auxquelles l'Union serait intéressée. ⁽⁷⁾

4. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies effectuera la distribution de toutes communications écrites présentées par l'Union aux membres de l'Assemblée générale, du Conseil et de ses organes ainsi que du Conseil de tutelle selon le cas. De même, des communications écrites présentées par l'Organisation des Nations Unies seront distribuées par l'Union à ses membres. ⁽⁸⁾

¹⁾ Jusqu'au Congrès de Paris 1947, l'UPU n'a jamais admis à ses réunions des organismes étrangers au service postal. En outre, elle a refusé d'envoyer des représentants de l'Union aux réunions qui ne se sont pas tenues sous les auspices de l'Union même (v. art. 101 Régl. gén., annot. 4).

L'UPU avait agi de même avec la Société des Nations lorsque la Comm. préparatoire instituée par la Conf. aéropostale restreinte de Bruxelles 1930 fut saisie d'une demande d'un Sous-Comité du Comité de coopération entre les compagnies aéronautiques civiles de l'Organisation des communications et du transit de la SdN.

En revanche, le Congrès de Paris 1947 décida d'admettre, pour la première fois, des observateurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU), avec voix consultative (v. Congrès de Paris 1947, II 27 à 31). Ensuite, en vertu de l'art. II, par. 1, de l'Accord, les représentants de l'ONU sont devenus observateurs de droit aux réunions des organes de l'UPU (v. p. ex. Régl. int. du Congrès de Bruxelles 1952, art. 3, par. 1, Ottawa 1957, art. 3, par. 1, Vienne 1964, art. 3, par. 1, Tokyo 1969, Régl. int. des Congrès, art. 5, par. 1; Régl. int. du CE, art. 3, par. 1).

²⁾ L'art. II est en partie le pendant de l'art. 70 de la Charte et justifie la pratique suivie depuis le Congrès de Paris 1947; il prévoit une représentation réciproque des deux organisations. Toutefois il n'y a pas de réciprocité totale dans tous les domaines, l'Accord prévoyant que les Nations Unies seront représentées sans droit de vote aux Congrès, Conf. administratives et Comm. de l'Union, quelles que soient les questions examinées, tandis que la participation des représentants de l'Union, sans droit de vote ou à titre consultatif, n'est possible qu'aux conditions exposées dans les par. 2 et 3.

Il faut remarquer à ce sujet que les représentants des institutions spécialisées bénéficient, dans la pratique, d'un traitement identique dans les diverses réunions des Nations Unies. L'UPU est également invitée aux Conf. internationales convoquées par l'ONU. Selon l'art. 8 du Régl. concernant la convocation des Conf. internationales d'Etats, le Conseil «peut inviter à participer aux Conférences des institutions spécialisées reliées à l'ONU». Dans cet ordre d'idée, l'UPU a été invitée et a participé à diverses Conf. et réunions des Nations Unies. Ces Conf. et réunions sont mentionnées dans les Rapp. sur les activités de l'Union. Les disp. de l'art. II, par. 1, ne permettent pas aux représentants de l'ONU de participer aux réunions des Unions restreintes.

³⁾ L'ONU se fait régulièrement représenter aux réunions du Congrès et du CE.

⁴⁾ L'Adm. postale des Nations Unies étant une unité administrative du Secrétariat des Nations Unies placée sous l'autorité du Secrétaire général est représentée par l'ONU aux termes du présent art. (v. annot. 10 de l'art. 9 Const. où est reproduite la résolution y relative du Congrès de Bruxelles 1952).

⁵⁾ L'UPU participe à de nombreuses réunions des organes de l'ONU. Le Rapp. sur les activités de l'Union y consacre chaque année un chapitre particulier. V. également annot. 4 et 5 à l'art. IV.

⁶⁾ La participation des représentants de l'UPU, sans droit de vote, aux réunions du Conseil économique et social des Nations Unies, de ses Comm. ou Comités n'est prévue que «lorsque seront discutées des questions inscrites à l'ordre du jour auxquelles l'Union serait intéressée». Au sujet de ces questions, les représentants de l'Union peuvent présenter des prop. qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du Conseil ou du Comité intéressé (Règl. int. du Conseil économique et social, art. 75).

⁷⁾ En ce qui concerne la représentation de l'Union, v. art. 102, par. 6, lettre n), Règl. gén. L'interprétation de cette disp. est donnée par le CE dans l'art. 6, par. 2, lettre h), de son Règl. int. Selon cette disp., c'est le Directeur général du BI ou la personne désignée par lui qui représente l'Union aux réunions de l'ONU.

⁸⁾ C'est le BI qui transmet aux membres de l'Union les communications écrites présentées par l'ONU.

Toutefois, la notification d'une éventuelle sanction par l'ONU doit se faire exclusivement aux Gouvernements des Etats-membres de l'ONU (v. art. VI, annot. 3). L'Union n'a pas à intervenir dans le problème des sanctions (Doc Congrès de Paris 1947, II 454).

Article III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Sous réserve des consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour de ses Congrès, Conférences administratives ou Commissions ou, le cas échéant, soumettra à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, les questions portées devant elle par l'Organisation des Nations Unies. ⁽¹⁾ Réciproquement, le Conseil, ses Commissions et Comités, de même que le Conseil de tutelle, inscriront à leur ordre du jour les questions qui leur seront soumises par l'Union. ⁽²⁾

¹⁾ Sur la base de cet art., les Nations Unies ont soulevé plusieurs questions au Congrès de Bruxelles 1952 en ce qui concerne le contrôle international des stupéfiants, le transport des marchandises dangereuses et le changement de dénomination des territoires sous mandat dans le préambule et aux art. 4 et 5 de la Conv. (v. tome II, 110 et 111, Congrès – Doc 21; 126 et 127, Congrès – Doc 24; 141, Congrès – Doc 36, ch. 4^e et 6^e; 428–431); le Congrès les a renvoyées pour examen à la CEL (v. Doc de la CEL 1953 – CE 1/1953 Doc 11, ch. 4^e et 6^e, p. 38 et 39).

On procéda de même pour la création d'une Adm. postale des Nations Unies. Après que la CEL s'en fut préoccupée depuis sa session de 1948 jusqu'à celle de 1951, le Secrétaire général des Nations Unies présenta un Mémoire relatif à l'Adm. postale des Nations Unies, demandant à soumettre ce mémoire à l'examen du Congrès de Bruxelles 1952 (II 96s.) (v. art. 9 Const., annot. 10).

Il en fut de même avec la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées qui a été mise sur pied par l'ONU et transmise à la CEL (v. art. 5 Const., annot. 4). Après le Congrès de Bruxelles 1952, différentes questions découlant des relations de l'UPU avec l'ONU ont été soumises à la CEL, puis au CE, ainsi qu'aux Congrès (v. annot. 3 de l'art. IV).

²⁾ Se basant particulièrement sur la disp. de cet art., l'Union a transmis en 1962 une demande à l'intention du Conseil économique et social en vue d'obtenir la participation de l'Union au Programme élargi d'ass. techn. des Nations Unies. Par sa résolution 902 (XXXIV) du 2 août 1962, le Conseil économique et social a accepté cette demande de participer à ce Programme au même titre que les autres institutions spécialisées (v. annot. 7 et 8 à l'art. premier Const.).

Article IV

Recommandations de l'Organisation des Nations Unies

1. L'Union prendra toutes mesures pour soumettre aussitôt que possible, à toutes fins utiles, à ses Congrès, Conférences administratives et Commissions ou à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, toute recommandation officielle que l'Organisation des Nations Unies ⁽¹⁾ pourrait lui adresser. Ces recommandations seront adressées à l'Union et non directement à ses membres. ⁽²⁾ ⁽³⁾

2. L'Union procédera à des échanges de vues avec l'Organisation des Nations Unies sur sa demande, au sujet de ces recommandations, et fera rapport en temps opportun à l'organisation sur la suite donnée par l'Union ou par ses membres auxdites recommandations ou sur tous autres résultats qui auraient suivi la prise en considération de ses recommandations.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure nécessaire pour assurer la coordination effective des activités des institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies. En particulier, elle collaborera avec tout organe que le Conseil pourrait créer en vue de favoriser cette coordination et pour fournir les informations nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾

¹⁾ C'est en principe à l'Ass. gén. qu'il incombe de faire des recommandations; cependant le Conseil économique et social, selon l'art. 63, par. 2, Charte, peut également adresser des recommandations à l'Union, sous l'autorité de l'Ass. gén. (art. 60 Charte). D'autre part, le Conseil de sécurité et le Comité spécial chargé de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adressent également des recommandations aux institutions spécialisées.

²⁾ Ces recommandations n'ont pas un caractère impératif; l'Union et ses membres sont donc libres d'y donner suite ou de ne pas en tenir compte.

3) Conformément à cet art., le BI de l'UPU a communiqué aux Congrès, au CE (CEL) et aux Adm. postales diverses résolutions concernant notamment:

- Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
- Développement et coordination de l'ensemble des activités et des programmes de l'ONU et des institutions spécialisées (p. ex. activité du Corps commun d'inspection).
- Coopération technique.
- Timbre-poste pour commémorer certains événements des Nations Unies.
- Droits de l'homme.
- Aide aux réfugiés.
- Lutte contre la politique d'apartheid.
- Années internationales.

Les Congrès de Vienne 1964, de Tokyo 1969, de Lausanne 1974, de Rio de Janeiro 1979 et de Hamburg 1984 ont adopté plusieurs résolutions en application des recommandations de l'ONU (v. Congrès de Vienne 1964, déclaration C 1; Congrès de Tokyo 1969, résolutions C 2, C 3, C 9, C 11 et C 26; Congrès de Lausanne 1974, résolutions C 2, C 3, C 4, C 8, C 15 et décisions C 92, C 93; Congrès de Rio de Janeiro 1979, résolution C 6 et décision C 99; Congrès de Hamburg 1984, résolution C 7 et décision C 9).

Le CE en a fait de même à maintes reprises (v. notamment résolutions CE 7/1975 et CE 9/1975; décisions CE 8/1975, CE 29/1975, CE 36/1975, CE 48/1975, CE 49/1975, CE 34/1980, CE 21/1981, CE 18/1982, CE 17/1983, CE 17/1984 et CE 30/1985).

(Pour des renseignements plus précis, voir les Rapp. sur l'ensemble des activités de la CEL ou du CE à l'intention des Congrès de Bruxelles 1952, Ottawa 1957, Vienne 1964, Tokyo 1969, Lausanne 1974, Rio de Janeiro 1979 et Hamburg 1984, ainsi que les Rapp. sur les activités de l'UPU (relations avec l'ONU) et les Doc du CE.)

4) Dans le but d'une coopération efficace, l'Union confirme son intention de collaborer avec l'ONU dans la mesure la plus large. Ainsi l'Union collabore au Comité administratif de coordination (CAC) et à ses organes subsidiaires (v. annot. 5), à la Commission de la fonction publique internationale (CFPI – v. annot. à l'art. VII), au Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA – v. annot. à l'art. VII). Elle collabore également avec les organes chargés de l'administration et de la gestion du Programme des Nations Unies pour le développement (résolution 2029 (XX) de l'Ass. gén.). Un Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et les activités connexes (IOB) a été créé dans ce sens, v. décision CE 8/1971.

L'Union, pour donner suite à diverses résolutions de l'Ass. gén. de l'ONU, participe activement aux travaux relatifs à la préparation et à la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour le développement (cf. annot. 7 à l'art. premier Const.). Il faut en outre mentionner la collaboration de l'UPU avec les comm. régionales de l'ECOSOC.

5) La collaboration et la coordination évoquées à l'annot. 4 ci-dessus se manifestent – sur le plan de l'administration internationale – notamment dans le cadre du Comité administratif de coordination (CAC). Cet organe a été créé sous le nom de Comité de coordination par la résolution 13 (III) du 21 septembre 1946 du Conseil économique et social. Il groupe le Secrétaire général de l'ONU, agissant comme Président, et les chefs des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a tenu sa première session le 4 février 1947 à New York et son appellation actuelle de Comité administratif de coordination a été décidée à sa sixième session (Paris, 12 novembre 1948). Le Comité a pour mission de «prendre, sous la direction du Secrétaire général des Nations Unies, les mesures propres à assurer l'application la plus complète et la plus efficace des Accords conclus entre les Nations Unies et les institutions spécialisées». L'UPU est devenue membre de plein droit du CAC dès l'entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU, le 1^{er} juillet 1948, et a ainsi participé pour la première fois en cette qualité à la sixième session déjà mentionnée. Jusque-là, elle était invitée aux sessions

comme observateur. Actuellement, l'UPU participe régulièrement aux réunions de cet organe qui traite des problèmes d'intérêt commun et qui se réunit deux ou trois fois par an. En avril 1971, le CAC a tenu sa 53^e session au siège de l'UPU. En application de la résolution 32/197 de l'Ass. gén. de l'ONU sur la restructuration des secteurs économique et social des Nations Unies, des changements structurels ont été introduits dans le mécanisme du CAC. Celui-ci a procédé à une refonte de son dispositif subsidiaire en vue de le rendre plus apte à remplir le rôle que les organes intergouvernementaux attendent des mécanismes de coordination interinstitutions. Le CAC comprend maintenant notamment un Comité d'organisation et deux Comités consultatifs qui traitent respectivement des questions de fond (CCQF) et des questions administratives (CCQA).

Article V

Echange d'informations et de documents

1. Sous réserve des mesures nécessaires à la sauvegarde du caractère confidentiel de certains documents, l'échange le plus complet et le plus rapide d'informations et de documents sera effectué entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union.
2. Sans porter préjudice au caractère général des dispositions de l'alinéa précédent:
 - a) l'Union fournira à l'Organisation des Nations Unies un rapport de gestion annuel; ⁽¹⁾
 - b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou d'informations que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser sous réserve des dispositions de l'article XI du présent Accord;
 - c) l'Union donnera des avis écrits sur des questions de sa compétence qui pourraient lui être demandés par le Conseil de tutelle;
 - d) le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procédera avec le Directeur du Bureau international de l'Union, à la demande de celui-ci, à des échanges de vues susceptibles de fournir à l'Union des informations présentant pour elle un intérêt particulier.

¹⁾ L'obligation pour l'UPU de fournir à l'ONU le Rapp. annuel sur les activités de l'Union a été insérée dans le Régl. gén. (art. 118) par le Congrès de Vienne 1964 (II 994). Le Congrès d'Ottawa 1957 a particulièrement chargé le Directeur général du BI de l'UPU de publier, dans les Rapp. annuels sur les activités de l'Union, des communications sur les mesures prises par l'UPU touchant l'exécution de la résolution 1043 (XI) prise au cours de la 11^e session de l'Ass. gén. des Nations Unies sur la collaboration internationale culturelle et scientifique (v. ce Congrès, II 252 à 255, 1162; v. aussi circ. 83/58 et le Rapp. sur les activités de l'Union 1963, p. 13). Jusqu'à 1977, le Rapp. était présenté chaque année à la session d'été de l'ECOSOC. Conformément à la résolution 1090 (XXXIX) de cet organe, le Rapp. était accompagné d'un rapport analytique sur les activités de l'Union. Depuis

1978, cette présentation a été remplacée par des contributions concernant des secteurs déterminés, adressées au Comité du programme et de la coordination (CPC). Ce dernier utilise ces contributions ainsi que celles transmises par les autres institutions spécialisées sur les mêmes sujets aux fins de l'élaboration de rapports du CAC analysant l'état de développement desdits secteurs à l'échelle du système. V. annot. 3 à l'art. 118 Règl. gén.

Article VI

Assistance à l'Organisation des Nations Unies ⁽¹⁾

1. L'Union convient de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes principaux et subsidiaires, et de leur prêter son concours dans la mesure compatible avec les dispositions de la Convention postale universelle. ⁽²⁾

2. En ce qui concerne les membres de l'Organisation des Nations Unies, l'Union reconnaît que, conformément aux dispositions de l'article 103 de la Charte, aucune disposition de la Convention postale universelle ou de ses Arrangements connexes ne peut être invoquée comme faisant obstacle ou apportant une limitation quelconque à l'observation par un Etat de ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies. ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾

¹⁾ Cet art., qui a été désigné au Comité des négociations comme le «cœur de l'accord», groupe en deux alinéas deux idées bien distinctes. Le premier alinéa traitant de la collaboration générale concerne l'ensemble des membres de l'Union indépendamment de leur qualité de membre à l'ONU, le second alinéa règle les conflits de lois qui peuvent se produire entre les disp. de l'ONU et celles de l'UPU; il ne concerne que les membres de l'Union qui sont des Etats-membres de l'ONU.

²⁾ On y retient le principe de la coopération et de l'assistance directes entre l'ONU, ses organes principaux et subsidiaires et l'Union. Les organes principaux de l'ONU sont: l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de justice et le Secrétariat (art. 7, par. 1, Charte de l'ONU). Les organes subsidiaires sont ceux qui se révéleraient nécessaires, notamment à l'exercice des fonctions de certains organes principaux (v. art. 7, par. 2, Charte de l'ONU).

³⁾ En cas de conflit entre les obligations découlant de la Charte et les obligations contenues dans les Actes de l'Union, l'Union a expressément reconnu, pour les membres de l'ONU, le principe contenu dans l'art. 103 de la Charte selon lequel les obligations émanant de la Charte prévalent sur celles qui découlent des Actes de l'Union. Ce conflit des obligations pourrait surgir notamment en vertu des disp. concernant la liberté de transit et de l'art. 41 de la Charte qui a la teneur suivante:

«Article 41

Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires,

maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.»

Il est bien entendu que s'il existe de telles sanctions, le seul mode de transmission aux Adm. postales est la notification de cette mesure par l'ONU elle-même à chacun de ses membres qui le feront savoir aux Adm. intéressées (v. Doc du Congrès de Paris 1947, II 454).

⁴⁾ Toutefois, il convient de souligner que cette disp. n'entre en considération qu'en cas de conflit réel. Elle n'implique pas non plus l'abrogation automatique des obligations incompatibles avec les disp. de la Charte.

Etant une mesure extraordinaire, il est nécessaire, selon l'esprit de la Charte et des Actes de l'Union ainsi que de l'Accord ONU/UPU, de chercher une solution moins grave par voie de consultation, de coopération ou de coordination entre les deux organisations.

⁵⁾ Etant donné que cette disp. de recours ne vise que les membres des Nations Unies et leurs obligations comme telles, il est exclu que l'UPU comme telle ou en sa qualité d'institution spécialisée, ou les membres de l'Union qui ne sont pas membres de l'ONU, aient, en vertu de cet art., des obligations envers l'ONU.

Article VII

Arrangements concernant le personnel

L'Organisation des Nations Unies et l'Union coopéreront, dans la mesure nécessaire, pour assurer autant d'uniformité que possible aux conditions d'emploi du personnel et éviter la concurrence dans son recrutement. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

¹⁾ Pendant les dix années qui suivirent l'adoption de l'Accord ONU/UPU, l'UPU conserva le système antérieur des conditions de service pour son personnel, système qui était fortement inspiré du régime applicable aux fonctionnaires de la Confédération suisse. Depuis 1958, à la suite d'une résolution de la CEL, l'UPU adopta au fil des ans une série de réformes qui aboutirent à un alignement quasi total des conditions de service du BI sur celles du régime commun des Nations Unies. En outre, les conditions d'emploi des experts et consultants de l'Union, engagés au titre des projets d'ass. techn., sont principalement basées sur les disp. de l'ONU.

Quant au système de prévoyance des fonctionnaires du BI, il est pratiquement semblable à celui de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, mais il en est juridiquement indépendant, la Caisse de prévoyance de l'UPU ayant été constituée sous la forme d'une fondation du droit suisse (art. 80s. du Code civil suisse).

²⁾ Les organes de l'ONU qui s'occupent de la coordination des questions du personnel dans le système commun sont les suivants (cf. doc A/C.5/L.804):

- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (à l'échelon intergouvernemental), organe consultatif pour l'Ass. gén. de l'ONU;
- b) Commission de la fonction publique internationale (CFPI, abréviation anglaise ICSC); créée en principe à partir du 1^{er} janvier 1974 par l'Ass. gén. (résolution 3042 (XXVII)) pour assurer la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies, elle doit revoir en priorité le régime des traitements. Son Statut ayant été approuvé en décembre 1974 par l'Ass. gén. (résolution 3357 (XXIX)), la Comm. a commencé à fonctionner

au début de 1975. Composée de 15 membres nommés par l'Ass. gén., dont deux (Président et Vice-Président) à temps complet, elle remplace l'ancien Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI, abréviation anglaise ICSAB) et le Comité d'experts pour les ajustements (indemnité de poste ou déduction) (ECPA). L'UPU a accepté le Statut de la Comm. par la résolution CE 7/1975 et par lettre du 21 mai 1975 adressée au Secrétaire général des Nations Unies;

- c) Comité administratif de coordination (CAC) (échelon interorganisations), v. annot. 5 à l'art. IV;
- d) Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), organe créé par le CAC et composé des hauts fonctionnaires chargés des questions administratives et du personnel à l'ONU et dans les institutions spécialisées.

L'Union participe aux travaux des organes figurant sous b), c) et d). Elle est en contact avec le CCQAB dans les questions financières.

Article VIII

Service de statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer en vue d'assurer la plus grande efficacité et l'usage le plus étendu des informations et des données statistiques.
2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies constitue l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales. ⁽¹⁾
3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme qualifié pour recueillir, analyser, publier, unifier et améliorer les statistiques relevant de son domaine propre, sans préjudice de l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies peut avoir à ces statistiques, en tant qu'elles sont essentielles à la réalisation de son propre but et au développement des statistiques à travers le monde. ⁽²⁾

¹⁾ L'Union reconnaît à l'ONU la compétence d'un organisme central pour les données statistiques des organisations internationales. Sur la base de cette disp., le BI fait parvenir régulièrement à l'ONU les données statistiques de l'Union qui ont été publiées sous forme de doc; il lui communique en outre les statistiques postales qui doivent figurer dans l'Annuaire statistique des Nations Unies.

²⁾ L'Union a la compétence exclusive pour son domaine propre. Toutefois, il est admis que l'ONU a un intérêt – non un droit – aux statistiques de l'Union pour autant qu'elles soient essentielles à la poursuite des propres buts de l'ONU et au développement des statistiques dans le monde entier.

Article IX

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent que, afin d'employer au mieux leur personnel et leurs ressources, il est souhaitable d'éviter la création de services qui se font concurrence ou font double emploi. ⁽¹⁾
2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront toutes dispositions utiles pour l'enregistrement et le dépôt des documents officiels. ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Les deux organisations doivent éviter toutes les mesures qui pourraient troubler leur mutuelle coopération. Leur domaine de travail étant très différent, le danger de chevauchement ou de double emploi des services administratifs et techniques est pour ainsi dire inexistant.

²⁾ Selon l'art. 102, par. 1, de la Charte, «tout traité ou accord international conclu par un membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la présente Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui». D'après le Règl. destiné à mettre en application l'art. 102 de la Charte des Nations Unies, un tel traité ou accord international peut être enregistré au Secrétariat de l'ONU par l'institution spécialisée dans les cas suivants:

- a) quand l'acte constitutif de l'institution spécialisée prévoit cet enregistrement;
- b) quand le traité ou l'accord a été enregistré auprès de l'institution spécialisée conformément aux termes de son acte constitutif;
- c) quand le traité ou l'accord a autorisé l'institution spécialisée à effectuer l'enregistrement.

La présente clause n'a pour objet que d'assurer une procédure régulière et ordonnée dans tous les cas où, selon les disp. pertinentes dudit Règl., l'institution spécialisée est en mesure d'effectuer l'enregistrement pour le compte des parties contractantes. Vu que de telles disp. n'existent pas dans les Actes de l'Union ou dans les accords conclus dans le domaine postal, l'enregistrement d'un traité ou d'un accord international postal, conclu par des membres de l'ONU, n'incombe qu'aux parties contractantes seules.

³⁾ L'Union ne serait tenue d'effectuer l'enregistrement pour les participants que si un traité le prévoyait expressément.

Article X

Dispositions budgétaires

Le budget annuel de l'Union sera communiqué à l'Organisation des Nations Unies ⁽¹⁾ et l'Assemblée générale aura la faculté de faire à son sujet des recommandations au Congrès de l'Union. ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Dans le domaine budgétaire, l'Union a gardé son autonomie financière. Le montant général des crédits annuels est fixé par le Congrès (v. art. 21 Const.), le projet de budget

est examiné et approuvé par le CE (v. art. 102, par. 6, lettre c), Règl. gén.). L'Accord ne stipule que l'obligation de communiquer le budget annuel de l'Union à l'ONU pour que celle-ci puisse, éventuellement, faire des recommandations à son sujet. Il ne s'agit donc, en aucune manière, de la possibilité pour l'ONU d'approuver ou de désapprouver le budget comme tel. Chaque année, l'Ass. gén. de l'ONU prend acte du rapport de son Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la coordination administrative et budgétaire entre l'ONU et les institutions spécialisées (et AIEA) et communique – par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination (CAC, v. annot. 5 à l'art. IV) – ses constatations aux institutions spécialisées intéressées.

La présentation uniforme du budget des institutions spécialisées en vue de mieux coordonner leurs programmes a été plusieurs fois examinée par l'ECOSOC. La CEL, après une étude entreprise par le BI en 1952, a accepté d'utiliser le schéma de budget préconisé par l'ONU pour la présentation du budget de l'UPU à cette organisation, ceci afin de permettre que, par le moyen de rubriques communes, les résultats financiers des diverses institutions spécialisées soient comparables entre eux (v. Doc de la CEL 1949, p. 129; 1950, p. 25, 153; 1951, p. 26 et 27; 183–188; Rapp. sur l'ensemble de l'activité de la CEL, Congrès de Bruxelles 1952, I 50; Rapp. 1952, p. 11; 1953, p. 8). Par ailleurs, depuis 1965, le CAC présente chaque année à l'ECOSOC un rapport afférent aux dépenses de chaque organisme des Nations Unies ventilées par programme d'activités.

Au cours de la période quinquennale qui a précédé le Congrès de Rio de Janeiro 1979, divers organes des Nations Unies (Corps commun d'inspection, ECOSOC, Ass. gén.) ont fait des recommandations aux organisations des Nations Unies en vue de l'adoption d'une planification à moyen terme et d'un budget-programme. Ces recommandations ont été portées à l'attention du CE, sur prop. duquel le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé que l'introduction éventuelle d'un budget-programme serait examinée dans le cadre de l'étude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Conseil exécutif, étude confiée au CE issu dudit Congrès (v. CE 1980 – Doc 8, ch. 5 et 6). Finalement, le CE a estimé que l'introduction d'un budget-programme ne constitue pas un but en soi, mais est conditionnée par l'établissement d'une programmation à moyen terme, laquelle requiert une volonté assez profonde du Congrès de changer la conception qu'il se fait actuellement de la conduite des activités de l'Union. Constatant qu'après avoir été débattue à plusieurs reprises au sein de l'UPU depuis 1976 déjà, cette idée n'a suscité qu'assez peu d'intérêt, le Conseil exécutif en a conclu que l'introduction à l'UPU d'un système de planification à moyen terme/budget-programme ne semble pas répondre aux exigences des organes de l'Union (décision CE 14/1984) (Doc Congrès de Rio de Janeiro 1979, II 1211 à 1214, Congrès – Doc 1).

²⁾ Un Corps commun d'inspection (CCI), organe qui est entré en fonctions le 1^{er} janvier 1968, effectue des enquêtes et des inspections sur place dans les différentes organisations des Nations Unies en vue d'aider ces dernières à poursuivre leurs activités de la façon la plus économique possible et en utilisant au mieux les ressources dont elles disposent. Par sa résolution CE 12/1968, le CE a décidé la participation de l'UPU à ce système d'inspection dès 1968, année à partir de laquelle il a été saisi périodiquement des rapports du CCI pouvant intéresser l'UPU. Selon sa décision CE 4/1973, le CE, tenant compte de la résolution de l'Ass. gén. de l'ONU n° 2924 (XXVII), s'est prononcé pour la continuation de la participation de l'UPU au CCI. Par sa résolution 31/192 de 1976, l'Ass. gén. de l'ONU a approuvé le Statut du Corps commun d'inspection et a invité les organismes des Nations Unies à notifier dès que possible au Secrétaire général des Nations Unies leur acceptation dudit Statut, lequel confirme l'institution permanente du CCI. Saisi d'un rapport spécial à ce sujet (v. Doc du CE 1977, p. 47–60), le CE a accepté, avec certaines réserves, le nouveau Statut du Corps commun (décision CE 30/1977).

³⁾ Tout en ayant la faculté de faire des recommandations au Congrès, l'Ass. gén. ne peut en adresser au CE (Doc CEL 1948, p. 169).

Article XI

Couverture des frais de services spéciaux

Si l'Union avait à faire face à des dépenses extraordinaires importantes, en suite de rapports spéciaux, d'études ou d'informations demandées par l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'article V ou de toute autre disposition du présent Accord, un échange de vues aurait lieu pour déterminer la manière la plus équitable de couvrir ces dépenses.

Article XII

Accords entre institutions

L'Union informera le Conseil de la nature et de la portée de tout accord qu'elle conclurait avec une autre institution spécialisée ou avec toute autre organisation intergouvernementale; en outre, elle informera le Conseil de la préparation de tels accords. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

¹⁾ L'obligation d'informer ne donne pas le droit à l'ONU d'intervenir dans les négociations.

²⁾ Jusqu'à présent, l'UPU n'a pas encore conclu de tels accords.

Article XIII

Liaison

1. En convenant des dispositions ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies et l'Union expriment l'espoir qu'elles contribueront à assurer une liaison efficace entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre d'un commun accord les mesures nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions relatives aux liaisons prévues dans le présent Accord s'appliqueront, dans la mesure souhaitable, aux relations de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies y compris ses services annexes et régionaux. ⁽¹⁾

¹⁾ Cette liaison doit assurer non seulement la coordination réciproque des mesures nécessaires entre les organismes centraux, mais doit s'étendre également, si besoin en est, à la coopération entre les différents services des deux organisations sur le plan régional, même local. Toutefois, il est entendu qu'en principe les deux organisations ne devraient s'adresser à de tels services régionaux que par l'intermédiaire des organismes centraux (v. Congrès de Paris 1947, II 228).

Article XIV

Exécution de l'Accord

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Commission exécutive et de liaison de l'Union peuvent conclure tous arrangements complémentaires, en vue d'appliquer le présent Accord, qui peuvent paraître souhaitables à la lumière de l'expérience des deux organisations. ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

¹⁾ Cette disp. est en harmonie avec la structure organique de l'Union et correspond aux attributions données au CE dans le domaine des relations avec les organisations internationales (art. 102, par. 6, lettre n), Règl. gén.).

²⁾ En application de cet art., l'Union a conclu, en 1949, avec l'ONU, un Arrangement relatif à la délivrance aux fonctionnaires de l'UPU des laissez-passer des Nations Unies (v. Accord additionnel, annot. 3).

³⁾ Le changement de dénomination de «Commission exécutive et de liaison» en «Conseil exécutif» ne justifie pas une modification de l'art. XIV de l'Accord, vu que le changement est purement rédactionnel et que le fond de cet art. n'en est pas altéré (v. aussi à ce sujet Doc de la CEL 1962, p. 459).

Article XV

Entrée en vigueur

Le présent Accord est annexé à la Convention postale universelle conclue à Paris en 1947. Il entrera en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et au plus tôt en même temps que cette Convention. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

¹⁾ L'entrée en vigueur de l'Accord a supposé deux conditions, à savoir:

a) la mise en vigueur de la Conv. de Paris 1947 et

b) l'approbation de l'Accord par l'Ass. gén. des Nations Unies.

Le Congrès de Paris et l'Ass. gén. de l'ONU l'ayant approuvé le 4 juillet 1947 et le 15 novembre 1947 respectivement – résolution 124 (II), l'Accord est entré en vigueur aux termes du présent art. simultanément avec la Conv. de Paris, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 1948 (Conv. Paris, art. 74).

²⁾ En ce qui concerne l'entrée en vigueur du présent Accord, le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur du BI de l'Union ont signé le 15 novembre 1948 le Protocole relatif à l'entrée en vigueur de l'Accord conclu entre les Nations Unies et l'UPU dont le texte est le suivant (v. Accords entre l'ONU et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, publication des Nations Unies ST/SG/14, New York 1961, p. 65):

«L'article 57 de la Charte des Nations Unies prévoit que les institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, de la

culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes seront reliées à l'Organisation des Nations Unies. L'article 63 de la Charte prévoit que le Conseil économique et social peut conclure avec toute institution visée à l'article 57 des accords fixant les conditions dans lesquelles cette institution sera reliée à l'Organisation des Nations Unies et précise que ces accords seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Le 28 mars 1947, le Conseil économique et social autorisa le Comité chargé des négociations avec les institutions spécialisées à entamer, au moment opportun, des négociations avec l'Union postale universelle, en vue d'établir des relations entre cette institution et l'Organisation des Nations Unies, et à soumettre au Conseil un rapport sur ces négociations qui comprendra un projet d'accord provisoire fondé sur les résultats de ces négociations.

Le Congrès de l'Union postale universelle, réuni à Paris en juin 1947, ayant été informé de la décision du Conseil économique et social, institua un comité chargé d'entrer en négociations avec la Commission du Conseil économique et social chargée des négociations avec les institutions spécialisées afin de préparer un projet d'accord.

Des négociations entre la Commission du Conseil économique et social chargée des négociations avec les institutions spécialisées et le Comité de l'Union postale universelle chargé des négociations eurent lieu à Paris les 17, 18 et 20 juin 1947, et aboutirent à un projet d'accord entre les Nations Unies et l'Union postale universelle. Ce projet d'accord, après quelques arrangements concernant les projets de variantes discutés au cours des négociations et acceptés à la fois par les deux comités, fut paraphé, le 4 juillet 1947, par M. Jan Papanek, Président intérimaire de la Commission du Conseil économique et social chargée des négociations avec les institutions spécialisées, et par M. J.-J. Le Mouël, Président du XII^e Congrès postal universel.

Le 4 juillet 1947, le Congrès postal universel, réuni à Paris afin de reviser la Convention postale universelle, adopta le projet d'accord, à l'unanimité. L'Accord fut, par la suite, annexé à la Convention révisée.

Le 4 août 1947, le Conseil économique et social, pendant sa cinquième session, recommanda à l'Assemblée générale des Nations Unies d'approuver l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle.

L'article XV de l'Accord prévoit que celui-ci, annexé à la Convention postale universelle conclue à Paris en 1947, entrera en vigueur dès qu'il sera approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et, au plus tôt, en même temps que la Convention postale universelle.

L'Accord entre les Nations Unies et l'Union postale universelle a été approuvé par l'Assemblée générale, au cours de sa deuxième session, le 15 novembre 1947. La Convention postale universelle entra en vigueur le 1^{er} juillet 1948. En conséquence, l'Accord est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1948. Un exemplaire du texte authentique de cet Accord est annexé au présent Protocole.

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures le quinze novembre mil neuf cent quarante-huit sur deux exemplaires originaux du présent Protocole qui est rédigé en anglais et en français, les deux versions faisant également foi. L'un des exemplaires sera déposé au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et l'autre sera déposé au Bureau de l'Union postale universelle.

(signé) Trygve Lie
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies

(signé) Muri
Directeur du Bureau international de
l'Union postale universelle»

Article XVI
Revision ⁽¹⁾

Après un préavis de six mois ⁽²⁾ donné par l'une ou l'autre des parties, le présent Accord pourra être révisé par voie d'entente entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union. ⁽³⁾ ⁽⁴⁾

Paris, le 4 juillet 1947.

(signé) J.-J. Le Mouël
Président du XII^e Congrès
de l'Union postale universelle

(signé) Jan Papanek
Président par intérim du Comité
du Conseil économique et social
chargé des négociations avec les
institutions spécialisées

¹⁾ Le terme «revision» ne comprend pas seulement la revision de certains art.; il englobe aussi l'abrogation de l'Accord même.

²⁾ Le préavis étant une simple déclaration qui garantit l'application du délai de six mois, il ne doit pas indiquer dans le détail quelles sont les modifications proposées et les motifs à l'appui.

³⁾ V. annot. 1 et 2 à l'art. 129 Règl. gén.

⁴⁾ La question de la revision ne s'est pas encore posée à l'Union.

Accord additionnel à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

Considérant que, par la résolution 136 (VI) adoptée le 25 février 1948 par le Conseil économique et social, le Secrétaire général des Nations Unies est prié de conclure, avec toute institution spécialisée qui le demanderait, un accord supplémentaire étendant aux fonctionnaires de cette institution le bénéfice des dispositions de l'article VII de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de soumettre tout accord supplémentaire de ce genre à l'Assemblée générale pour approbation, et considérant que l'Union postale universelle désire conclure un accord supplémentaire de ce genre complétant l'Accord conclu, conformément à l'article 63 de la Charte, entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle;

il est convenu, par les présentes, de ce qui suit:

Article I

La clause ci-dessous sera ajoutée comme article supplémentaire à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle:

«Les fonctionnaires de l'Union postale universelle auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies conformément à des arrangements spéciaux négociés en application de l'article XIV.»

Article II

Le présent Accord entrera en vigueur dès qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Union postale universelle.

Pour l'Union postale universelle: Pour l'Organisation des Nations Unies:

Fait à Paris, le 13 juillet 1949.

(signé) J.-J. Le Mouël
Président de la Commission
exécutive et de liaison de
l'Union postale universelle

Fait à Lake Success, New York,
le 27 juillet 1949.

(signé) Byron Price
Secrétaire général par intérim

¹⁾ Contrairement à ce qui était le cas pour d'autres institutions spécialisées, l'Accord ONU/UPU ne comportait aucune clause relative à l'utilisation des laissez-passer des Nations Unies par les fonctionnaires de l'UPU. Cela étant et après que le BI eut cherché à régler cette question par voie de correspondance avec le Secrétariat de l'ONU, la CEL a étudié un projet d'Accord additionnel à l'Accord conclu entre les Nations Unies et l'UPU (Comm. provisoire exécutive et de liaison, 1948, p. 136-137; Doc de la CEL 1948, p. 45-55, 178-180; Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, section 28). Cet Accord additionnel a été signé le 13 juillet 1949 par le Président de la CEL après que tous les Pays-membres de l'Union eurent été consultés conformément à la procédure prescrite par les art. 22 et 23 de la Conv. de Paris (1947) et que le projet d'Accord eut recueilli l'unanimité des suffrages (Doc de la CEL 1949, p. 5, 138, 229-230). L'Accord additionnel a été signé le 27 juillet 1949 par le Secrétaire général des Nations Unies et approuvé le 22 octobre 1949 par l'Ass. gén. (résolution 361 (IV)). Il est entré en vigueur à la même date, conformément à ce que prévoit son art. II.

²⁾ Le laissez-passer ne peut être délivré qu'aux seuls fonctionnaires de l'UPU, aucune clause n'en prévoyant la délivrance aux représentants des membres de l'Union. Toutefois, il est prévu à la section 26 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de classer ces personnes dans la catégorie des experts et de leur délivrer des certificats lorsqu'ils se déplacent en mission officielle.

³⁾ En vue de régler les modalités de la délivrance des laissez-passer, le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la CEL ont conclu, conformément à la section 28 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et à l'art. XIV de l'Accord ONU/UPU, l'Arrangement relatif à la délivrance aux fonctionnaires de l'UPU des laissez-passer des Nations Unies.

Documents relatifs au statut juridique de l'Union postale universelle ⁽¹⁾

(V. annot. 4 à l'art. 5 Const.)

¹⁾ La Const. ne contient pas de disp. stipulant le statut juridique de l'Union sur le territoire des Pays-membres (cf., à cet égard, p. ex. art. XVI de la Const. de la FAO de 1945, art. XII de la Conv. de l'UNESCO de 1945, art. 66 de la Const. de l'OMS de 1946, art. 47 de la Conv. de l'OACI de 1944 et art. 27 de la Conv. de l'OMM de 1947).

A. Sur le territoire suisse ⁽¹⁾

I. Accord sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies conclu entre le Conseil fédéral suisse et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ⁽²⁾ ⁽³⁾

(Du 19 avril 1946)

Le Conseil fédéral suisse,
d'une part, et
le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
d'autre part,

considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, le 12 février 1946, a approuvé un Plan commun visant le transfert de certains avoirs de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies, qui avait précédemment fait l'objet d'un accord entre un comité constitué par la Commission préparatoire des Nations Unies et la Commission de contrôle de la Société des Nations,

considérant que l'Assemblée de la Société des Nations a approuvé ledit Plan commun le 18 avril 1946,
ont conclu l'Arrangement provisoire ci-après en vue de déterminer les privilèges et immunités à octroyer à l'Organisation, aux représentants de ses membres et à ses fonctionnaires, et de régler d'autres questions connexes.

¹⁾ Eu égard à la situation de l'Union comme institution spécialisée de l'ONU (cf. à ce sujet les annot. à l'art. 9 Const.), le Conseil fédéral suisse a décidé, en date du 3 février 1948, qu'à partir du 1^{er} janvier 1948 le présent Accord s'appliquerait, par analogie, à l'UPU, à

ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union. La CEL, à sa session d'avril 1948, a pris acte avec satisfaction de la décision du Conseil fédéral (v. compte rendu analytique de cette session, p. 11). La correspondance y relative est reproduite ci-après aux p. 352 à 354.

A l'égard des boursiers des organisations internationales qui viennent en Suisse, les autorités fédérales ont adopté une réglementation uniforme qui les met au bénéfice de certaines facilités. Ce traitement particulier a fait l'objet d'une lettre-circ. des autorités suisses aux organisations internationales du 5 décembre 1969. Cette lettre est reproduite ci-après aux p. 358 à 361.

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse a, à son tour, approuvé par arrêté du 29 septembre 1955 l'Accord du 19 avril 1946 et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union, qui a eu lieu entre le Département politique fédéral et le Secrétaire général de la CEL en 1948. Au surplus, l'Assemblée fédérale a, par arrêté du 30 septembre 1955, autorisé sous certaines conditions le Conseil fédéral à modifier ou à compléter les accords conclus avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse.

Conformément à cette procédure, le titre et la section 16 de l'Accord ont été modifiés en 1963. En complément à cet Accord sur les privilèges et immunités et en vue d'unifier le régime des privilèges douaniers octroyés à l'ONU et aux institutions spécialisées, le Conseil fédéral a arrêté une série de disp. pratiques dans le «Règlement douanier du 23 avril 1952» (v. le texte dans le doc de l'ONU ST/Leg/Ser B/10, p. 63 et s.).

²⁾ Annexe I au Rapp. du Secrétaire général de l'ONU sur les négociations avec le Conseil fédéral suisse (doc A/175) approuvé par l'Ass. gén. de l'ONU le 14 décembre 1946 (résolution 98 (II)); v. également Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, année 1956, p. 1171 à 1179.

³⁾ Le titre de cet Accord a été modifié par un échange de lettres intervenu entre le Département politique fédéral et l'Office européen des Nations Unies les 5 et 11 avril 1963. Précédemment, il s'intitulait «Arrangement provisoire sur les privilèges...».

Article premier Personnalité juridique

Section 1 Le Conseil fédéral suisse reconnaît la personnalité internationale et la capacité juridique de l'Organisation des Nations Unies. Cette Organisation ne peut, en conséquence, selon les règles du droit international, être traduite devant les tribunaux suisses sans son consentement exprès.

Article II Biens, fonds et avoirs

Section 2 Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs en Suisse ne peuvent faire l'objet de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle en Suisse sont inviolables. Section 3

Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers: Section 4

- a) l'Organisation peut détenir des fonds, de l'or ou des devises quelconques et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- b) l'Organisation peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises en Suisse, hors de Suisse, ou à l'intérieur de la Suisse et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la présente section, l'Organisation tiendra compte de toutes représentations du Conseil fédéral suisse dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

L'Organisation des Nations Unies, ses avoirs, revenus et autres biens sont: Section 5

- a) exonérés de tout impôt direct ou indirect, fédéral, cantonal ou communal. Il est entendu, toutefois, que l'Organisation ne demandera pas l'exonération des impôts qui ne représenteraient en fait que la simple rémunération de services publics;
- b) exonérés de droit de timbre sur les coupons institué par la loi fédérale suisse du 25 juin 1921 et de l'impôt anticipé institué par l'arrêté du Conseil fédéral du 1^{er} septembre 1943, complété par l'arrêté du Conseil fédéral du 31 octobre 1944. L'exonération est effectuée par le remboursement à l'Organisation des droits perçus sur ses avoirs;
- c) exonérés de tous droits de douane sur les objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus en Suisse à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Conseil fédéral suisse;
- d) affranchis de toute prohibition et restriction d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets destinés à l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel, étant

entendu qu'il appartient à l'Organisation des Nations Unies d'user de ses bons offices pour obtenir de tout autre Etat intéressé le consentement éventuellement nécessaire, et sous réserve des dispositions des conventions internationales générales et des mesures d'ordre sanitaire;

- e) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Section 6 L'Organisation des Nations Unies est disposée en principe à ne pas revendiquer l'exonération des impôts indirects ainsi que des taxes à la vente qui entrent dans le prix des biens mobiliers et immobiliers; elle entend limiter cette exonération aux achats importants effectués par elle pour son usage officiel et dont le prix comprendrait des impôts et taxes de cette nature. Dans ces cas, le Conseil fédéral suisse prendra les dispositions administratives appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces impôts et taxes.

Article III Facilités de communications

Section 7 L'Organisation des Nations Unies bénéficiera en Suisse, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que le traitement accordé par le Conseil fédéral suisse à tout gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radio-télégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi que sur les tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio, en conformité avec la convention internationale des télécommunications. La correspondance officielle et les autres communications officielles de l'Organisation ne pourront être censurées.

Section 8 L'Organisation des Nations Unies aura le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

Article IV

Représentants des Membres de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des immunités et privilèges suivants:

Section 9

- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants, y compris leurs paroles et écrits, immunité de toute juridiction;
- b) inviolabilité de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;
- d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national;
- e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques;
- g) tels autres privilèges, immunités et facilités non incompatibles avec ce qui précède dont jouissent les agents diplomatiques, sauf le droit de réclamer l'exemption des droits de douane sur des objets importés (autres que ceux qui font partie de leurs bagages personnels) ou l'exemption d'impôts indirects ou de taxe à la vente.

En vue d'assurer aux représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridic-

Section 10

tion en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée, même après que ces personnes auront cessé d'être les représentants de Membres.

Section 11 Dans les cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti en Suisse, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres de l'Organisation auprès de ses organes principaux et subsidiaires et aux conférences convoquées par l'Organisation se trouveront en Suisse pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

Section 12 Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres de l'Organisation, non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Membre de l'Organisation a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle avait été accordée.

Section 13 Aux fins du présent article, le terme «représentants» est considéré comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégation.

Article V

Fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies

Section 14 Le Secrétaire général communiquera au Conseil fédéral suisse périodiquement et de la même manière qu'aux gouvernements des Etats membres les noms des fonctionnaires auxquels les dispositions du présent article et de l'article VII sont applicables.

Section 15 Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies:
a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits;

- b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies;
- c) seront exempts de toute obligation relative au service national, sous réserve des dispositions spéciales concernant les fonctionnaires de nationalité suisse prévues dans l'annexe au présent Arrangement;
- d) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- e) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du Conseil fédéral suisse;
- f) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques en période de crise internationale;
- g) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première entrée en fonctions en Suisse.

Le Secrétaire général, les Sous-Secrétaires généraux et les fonctionnaires assimilés jouiront, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et enfants mineurs, des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux envoyés diplomatiques, conformément au droit des gens et aux usages internationaux.

Section 16
(¹) (²)

En outre, les fonctionnaires des catégories désignées par le Secrétaire général, ou la personne par lui déléguée, et agréées par le Conseil fédéral suisse jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux agents diplomatiques non chefs de mission.

¹) Le texte actuel de cette section est le résultat d'un échange de lettres intervenu entre le Département politique fédéral et l'Office européen des Nations Unies les 5 et 11 avril 1963.

²) Le Gouvernement suisse laisse à l'ONU comme à l'UPU et aux autres institutions spécialisées le soin de déterminer elles-mêmes les bénéficiaires, étant entendu que le pourcentage de ceux-ci ne doit pas dépasser le 12% de l'ensemble du personnel (lettre du Département politique fédéral 0.723.71.GG du 16 juin 1970). Toutefois, quelques restrictions ont été apportées par le Gouvernement suisse dans l'application de ce pourcentage par les institutions spécialisées.

Section 17 Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général, le Conseil de Sécurité a qualité pour prononcer la levée des immunités.

Section 18 L'Organisation des Nations Unies collaborera, en tout temps, avec les autorités suisses compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans le présent article.

Article VI

Experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies

Section 19 Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article V), qui accomplissent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent pendant la durée de cette mission, y compris le temps de voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des immunités et privilèges suivants:

- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
- b) immunité de toute action judiciaire en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions, y compris leurs paroles et écrits. Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir leur mission pour l'Organisation des Nations Unies;
- c) inviolabilité de tous papiers et documents;
- d) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;

- e) les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

Section 20

Article VII

Laissez-passer des Nations Unies ⁽¹⁾

L'Organisation des Nations Unies pourra délivrer des laissez-passer à ses fonctionnaires. Ces laissez-passer seront reconnus et acceptés, par les autorités suisses, comme titres valables de voyage, compte tenu des dispositions de la section 22.

Section 21

Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des titulaires de ces laissez-passer, et accompagnés d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte de l'Organisation, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.

Section 22

Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 22 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte de l'Organisation.

Section 23

Section 24 Le Secrétaire général, les Sous-Secrétaires généraux et les directeurs et, si le Secrétaire général le désire, le principal haut fonctionnaire de l'Organisation en Suisse, voyageant pour le compte de l'Organisation et munis d'un laissez-passer délivré par celle-ci, jouiront des mêmes facilités que les envoyés diplomatiques.

Section 25 Les dispositions du présent article peuvent être appliquées aux fonctionnaires de rang analogue appartenant à des institutions spécialisées, si les accords fixant les relations desdites institutions avec l'Organisation, aux termes de l'article 63 de la Charte, comportent une disposition à cet effet.

¹⁾ V. Accord additionnel à l'Accord ONU/UPU.

Article VIII

Règlement des différends

Section 26 L'Organisation des Nations Unies devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:

- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie;
- b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire de l'Organisation qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée par le Secrétaire général.

Section 27 Toute contestation entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil fédéral suisse, portant sur l'interprétation ou l'application du présent Arrangement provisoire ou de tout arrangement ou accord additionnel et qui n'aura pas été réglée par voie de négociation, sera soumise à la décision d'un collège de trois arbitres; le premier sera nommé par le Conseil fédéral suisse, le second, par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et un surarbitre par le Président de la Cour internationale de justice; à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement.

Article final

Le présent Arrangement provisoire entrera en vigueur dès qu'il aura été signé au nom du Conseil fédéral suisse et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ou en son nom. Section 28

Les dispositions du présent Arrangement provisoire ne pourront être modifiées que d'un commun accord entre le Secrétaire général et le Conseil fédéral suisse. Si l'accord ne peut être réalisé, le Secrétaire général ou le Conseil fédéral suisse pourra dénoncer la totalité ou une section quelconque du présent Arrangement. Dans ce cas, et à moins que le Secrétaire général et le Conseil fédéral suisse n'en décident autrement d'un commun accord, l'Arrangement ou les sections en question resteront en vigueur pendant une durée de trois mois à partir de la date de cette dénonciation. Section 29

Fait et signé à Berne, le 11 juin 1946, et à New York, le 1^{er} juillet 1946, en quadruple exemplaire, dont deux en français et deux en anglais, les deux textes étant également authentiques.

Pour la Confédération suisse:	Pour l'Organisation des Nations Unies:
Le Chef du Département politique,	
(signé) Max Petitpierre	(signé) Trygve Lie

Annexe à l'Arrangement

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera au Conseil fédéral suisse la liste des fonctionnaires de nationalité suisse astreints à des obligations de caractère militaire.
2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil fédéral suisse établiront, d'un commun accord, une liste restreinte de fonctionnaires de nationalité suisse qui, en raison de leurs fonctions, bénéficieront de dispenses.
3. En cas de mobilisation d'autres fonctionnaires de nationalité suisse, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aura la possibilité de solliciter, par l'entremise du Département politique fédéral, un sursis d'appel ou toutes autres mesures appropriées.

II. Correspondance échangée entre le Département politique fédéral suisse et le Secrétaire général de la Commission exécutive et de liaison au sujet du statut juridique de l'Union postale universelle en Suisse ⁽¹⁾

A

Département politique fédéral

Berne, le 5 février 1948

Au Bureau international
de l'Union postale universelle
Schwarztorstrasse 38
Berne

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'en sa séance du 3 février 1948, le Conseil fédéral a décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1948 l'Arrangement provisoire conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera appliqué par analogie à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union.

La décision du Conseil fédéral (article 10 du Statut du 31 janvier 1947) accordant pendant la durée de leurs fonctions aux Directeurs, Vice-Directeurs et Conseillers non suisses, ainsi qu'aux membres de leurs familles, les privilèges et immunités diplomatiques est maintenue pour le Bureau international de l'Union postale universelle à condition que le nombre des bénéficiaires de cette décision demeure aussi restreint qu'il l'est actuellement. ⁽²⁾

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre haute considération.

Département politique fédéral:
Organisations internationales,
(signé) Secrétaire

¹⁾ V. Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse.

²⁾ Le Statut du 31 janvier 1947 dont il est question dans cet alinéa était celui qui régissait à l'époque l'ensemble des bureaux internationaux placés sous la surveillance des autorités de la Confédération suisse. En raison de l'extension prise par l'UIT, le Conseil fédéral prit, le 7 juillet 1953, la décision suivante qui a remplacé ledit alinéa par le texte suivant:

«Le Secrétaire général et les Directeurs non suisses de l'UPU et de l'UIT jouiront, pendant la durée de leurs fonctions, des privilèges et immunités reconnus aux envoyés diplomatiques conformément au droit international.

Les Secrétaires généraux adjoints, les Vice-Directeurs et les Conseillers non suisses seront mis, en application par analogie de la décision du Conseil fédéral du 30 décembre 1947 concernant l'octroi de facilités à certains fonctionnaires supérieurs de l'Office européen des Nations Unies, au bénéfice des privilèges et immunités accordés aux collaborateurs diplomatiques des chefs de mission accrédités auprès de la Confédération suisse.» (Lettre du Département politique fédéral au BI de l'UPU, n° o.F. 13.6.7. A-MX du 22 juillet 1953.) V. annot. 2 à l'art. V.

En ce qui concerne le texte de la décision du Conseil fédéral du 30 décembre 1947, v. la publication de l'ONU «Textes législatifs et dispositions de traités concernant le statut juridique, les privilèges et les immunités d'organisations internationales» (ST/Leg/Ser. B/10 vol. I, p. 92).

La décision du Conseil fédéral du 7 juillet 1953 a été rendue caduque par la modification en 1963 de la section 16 de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'ONU; c'est cette section qui est maintenant applicable aux fonctionnaires du BI de l'UPU (v. annot. 1 à l'art. V).

B

Union postale universelle
Commission exécutive et de liaison
Le Secrétaire général

Siège: Berne, Schwarztorstr. 38,
le 22 avril 1948

Département politique fédéral
Organisations internationales
Berne

Monsieur le Conseiller de légation,

Au cours de la session qu'elle vient de tenir à Berne, la Commission provisoire exécutive et de liaison de l'Union postale universelle a pris officiellement connaissance de la décision du Conseil fédéral, du 3 février dernier, d'appliquer par analogie, à partir du 1^{er} janvier 1948, à l'Union postale universelle, à ses organes, aux représentants d'Etats membres, aux experts et aux fonctionnaires de cette Union, l'Arrangement provisoire conclu le 19 avril 1946 entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La nouvelle de cette décision a suscité un vif intérêt au sein de la Commission. Le Président a déclaré qu'en ce qui concerne le territoire helvétique, elle donne entière satisfaction à l'Union postale

universelle. En outre, traduisant le sentiment unanime de ses collègues, le représentant de la Grande-Bretagne, Sir David Lidbury, a exprimé la gratitude de la Commission au Gouvernement fédéral pour la faveur qu'il a ainsi accordée à cette Union.

D'autre part, la Commission a approuvé la résolution suivante qui lui a été soumise par le soussigné:

- a) la Commission prend acte, avec satisfaction, de la décision ci-dessus;
- b) elle prie le Conseil fédéral de bien vouloir la communiquer, par la voie diplomatique, aux Gouvernements des Etats membres de l'Union postale universelle, comme l'avait été le «Statut des Bureaux internationaux placés sous la surveillance des autorités de la Confédération suisse», du 31 janvier 1947, Statut qui est ainsi devenu caduc à l'égard de l'Union postale universelle.

Je vous serais en conséquence fort obligé de bien vouloir, si cela n'a pas déjà été fait, donner suite à ce vœu de la Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller de légation, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire général,
(signé) Muri

III.

A. Arrêté fédéral concernant le statut juridique en Suisse de l'Organisation des Nations Unies, d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales (')

(Du 29 septembre 1955)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'article 85, chiffre 5, de la constitution,
vu le message du Conseil fédéral du 28 juillet 1955,

arrête:

Article premier

Sont approuvés:

- a) l'accord, l'arrangement d'exécution et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du 10 mars 1955;

- b) l'accord et l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), du 11 juin 1955.

Le Conseil fédéral est autorisé à ratifier ces deux accords.

¹⁾ V. Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, 1956, p. 1141 et 1142.

Art. 2

Sont approuvés:

- a) l'arrangement provisoire sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies (ONU), du 19 avril 1946; l'échange de lettres entre le chef du Département politique et le Secrétaire général des Nations Unies, des 22 octobre et 4 novembre 1946;
- b) l'accord et l'arrangement d'exécution concernant le statut juridique de l'Organisation internationale du travail (OIT), du 11 mars 1946;
- c) l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union postale universelle (UPU), des 5 février et 22 avril 1948; (¹)
- d) l'échange de lettres concernant le statut juridique de l'Union internationale des télécommunications (UIT), des 6 et 25 février 1948;
- e) l'accord et l'arrangement d'exécution concernant le statut juridique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du 19 septembre 1946;
- f) l'accord concernant le statut juridique du Bureau international d'éducation (BIE), du 15 novembre 1946;
- g) l'échange de lettres concernant le statut juridique du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), des 7 avril et 3 mai 1954.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.
Berne, le 27 septembre 1955.

Le président, A. Locher
Le secrétaire, F. Weber

Ainsi arrêté par le Conseil national.
Berne, le 29 septembre 1955.

Le président, Häberlin
Le secrétaire, Ch. Oser

¹⁾ V. Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, 1956, p. 1194 et 1195.

B. Arrêté fédéral concernant la conclusion ou la modification d'accords avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse ⁽¹⁾

(Du 30 septembre 1955)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'article 85, chiffre 2, de la constitution,
vu le message du Conseil fédéral du 28 juillet 1955,

arrête:

Article premier

Le Conseil fédéral est autorisé à modifier ou à compléter les accords conclus avec des organisations internationales en vue de déterminer leur statut juridique en Suisse, en tant que les dispositions nouvelles sont compatibles avec le droit fédéral. Les dispositions nouvelles peuvent toutefois prévoir des exceptions à la législation fiscale de la Confédération.

Art. 2

Si une institution spécialisée des Nations Unies désire fixer en Suisse son siège principal ou un siège subsidiaire, le Conseil fédéral pourra conclure avec elle un accord lui reconnaissant un statut juridique analogue à celui qui a été reconnu aux institutions spécialisées des Nations Unies déjà établies en Suisse.

Art. 3

Si une organisation internationale qui n'est pas une institution spécialisée des Nations Unies désire fixer en Suisse son siège principal ou un siège subsidiaire, le Conseil fédéral pourra conclure avec elle un accord déterminant son statut juridique en Suisse, en tant que les

¹⁾ V. Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, 1956, p. 1216 à 1218.

dispositions de cet accord sont compatibles avec le droit fédéral. Le Conseil fédéral peut toutefois accorder des exceptions à la législation fiscale de la Confédération.

Art. 4

Si les accords prévus aux articles précédents comportent des dispositions contraires au droit cantonal du siège de l'organisation internationale (par exemple droit fiscal), l'approbation du canton intéressé devra être obtenue.

Art. 5

Est réservée la compétence de l'Assemblée fédérale dans le cas des accords visés par l'article 89, 3^e alinéa, de la constitution.

Art. 6

Le Conseil fédéral publiera le présent arrêté conformément à la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux et il fixera la date de son entrée en vigueur.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.
Berne, le 30 septembre 1955.

Le président, A. Locher
Le secrétaire, F. Weber

Ainsi arrêté par le Conseil national.
Berne, le 30 septembre 1955.

Le président, Häberlin
Le secrétaire, Ch. Oser

Le Conseil fédéral arrête:

L'arrêté fédéral ci-dessus, publié le 6 octobre 1955, sera inséré dans le *Recueil des lois fédérales* et entre en vigueur le 8 juin 1956.

Berne, le 8 juin 1956.

Par ordre du Conseil fédéral suisse:
Le chancelier de la Confédération,
Ch. Oser

C. Correspondance concernant le statut des boursiers en Suisse

Mission permanente de la Suisse
auprès des
organisations internationales

Genève, le 5 décembre 1969

Lettre-circulaire aux organisations
intergouvernementales
ayant leur siège en Suisse

Traitement des boursiers

Messieurs,

J'ai l'honneur de soumettre l'affaire suivante à votre obligeante attention:

Les autorités fédérales, ayant constaté que les autorités cantonales de police des étrangers appliquaient aux boursiers venant en Suisse pour y effectuer un stage de formation des traitements différents, ont décidé d'édicter des normes visant à établir un régime uniforme à leur égard. Ces dispositions seraient les suivantes:

A. Boursiers des organisations internationales qui ont conclu un accord de siège avec la Suisse

1. Boursiers effectuant leur stage dans des pays étrangers et appelés à se rendre auprès de l'organisation internationale concernée pour recevoir des instructions au sujet des études et des stages qu'ils vont accomplir ou pour lui présenter des rapports de fin de stage

Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité:

- un visa valable pour deux entrées pour des séjours jusqu'à 10 jours à chaque entrée, si le deuxième voyage doit s'effectuer dans les 6 mois à compter de la délivrance du visa;
- ou un visa valable pour une entrée pour un séjour jusqu'à 10 jours, si le deuxième voyage est prévu dans un délai de plus de 6 mois à compter de la délivrance du visa. Pour le second voyage, l'intéressé sollicitera le visa dont il a besoin auprès de la représentation de Suisse compétente pour son lieu de résidence, qui lui accordera aussi de son propre chef le visa pour un séjour jusqu'à 10 jours.

L'octroi des visas sera subordonné à la condition que l'intéressé possède les visas nécessaires pour poursuivre son voyage après son séjour en Suisse et qu'il soit porteur d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'il est attendu par cette organisation.

2. Boursiers effectuant leur stage en Suisse auprès d'une organisation internationale au bénéfice d'un accord de siège avec la Suisse

Stage jusqu'à 3 mois

- a) Les étrangers non soumis à l'obligation du visa peuvent entrer en Suisse sur présentation du titre de voyage ou d'un des titres de voyage prévus par les accords existant entre la Suisse et le pays d'origine.
- b) Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur propre chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité, des visas valables pour la durée du stage et pour un nombre indéterminé d'entrées, à condition qu'ils soient munis d'un passeport national valable et qu'ils soient porteurs d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'ils sont attendus auprès de cette organisation pour y effectuer un stage comme boursiers et indiquant la durée du stage.
- c) L'organisation internationale concernée délivrera aux intéressés, à leur arrivée en Suisse, un document attestant leur qualité de boursier et la durée de leur présence, à ce titre, auprès d'elle. Ce document servira de pièce de légitimation à l'égard des autorités suisses quant à la présence dans le pays de son titulaire.

Stage de plus de 3 mois

- a) Les étrangers non soumis à l'obligation du visa peuvent entrer en Suisse sur présentation du titre de voyage ou d'un des titres de voyage prévus par les accords existant entre la Suisse et le pays d'origine.
- b) Les représentations de Suisse à l'étranger sont autorisées à délivrer de leur propre chef aux intéressés soumis à l'obligation du visa, sans égard à leur nationalité, un visa simple d'entrée, à condition qu'ils soient en possession d'un passeport national valable et qu'ils soient porteurs d'un document de l'organisation internationale concernée attestant qu'ils sont attendus auprès de

cette organisation pour y effectuer un stage comme boursier et indiquant la durée du stage. Le visa mentionnera la durée du stage indiquée dans l'attestation.

- c) L'organisation internationale concernée entreprendra, dès l'arrivée du boursier en Suisse, les démarches nécessaires auprès du service compétent du Département politique fédéral pour que l'intéressé soit muni d'une carte de légitimation de ce département. Cette carte servira de pièce de légitimation à l'égard des autorités suisses quant à la présence dans le pays de son titulaire. Conformément aux règles en vigueur, le porteur de cette carte, astreint à l'obligation du visa, peut, s'il s'absente momentanément de Suisse, y revenir sans être muni d'un visa de retour sur production de son passeport en cours de validité et de la carte de légitimation également en cours de validité.

B. Boursiers effectuant leur stage en Suisse en dehors des organisations internationales ayant conclu un accord de siège avec la Suisse

- a) Ces boursiers sont soumis au régime de droit commun pour leur entrée et leur séjour en Suisse.
- b) Les demandes de stage seront présentées par l'organisation internationale concernée auprès des autorités fédérales compétentes en matière de coopération technique (Département politique fédéral, service de la coopération technique, ou auprès du Service fédéral de l'hygiène publique). Ces autorités sont à la disposition des organisations internationales pour la préparation et l'établissement d'un programme de stage.
- c) Les conditions de séjour de ces boursiers sont réglées par les cantons.

Gratuité des visas et des permis de séjour

Les représentations de Suisse à l'étranger ne percevront pas de taxe pour les visas qu'elles délivreront.

Les cantons ne prélèveront pas les taxes cantonales pour la délivrance des autorisations de séjour sollicitées par les boursiers des organisations internationales soumis au régime de droit commun.

Membres de la famille des boursiers

Les membres de la famille à charge au premier degré des boursiers visés aux chiffres 1 et 2 ci-dessus (boursiers effectuant un stage dans un pays étranger et boursiers effectuant un stage en Suisse auprès d'une organisation internationale au bénéfice d'un accord de siège), à savoir le conjoint et les enfants non mariés et âgés de moins de 21 ans, seront traités comme le chef de famille si l'attestation de l'organisation concernée indique qu'ils accompagnent ce dernier. Ils recevront également une carte de légitimation du Département politique fédéral dans les cas où le chef de famille sera muni de cette carte. Le régime de droit commun est applicable dans les autres cas. Il est entendu que les titulaires de carte de légitimation sont exemptés de régler leurs conditions de séjour dans la mesure où ils n'exercent pas d'activité lucrative et font ménage commun avec le boursier.

Les membres de la famille des boursiers visés à la lettre B ci-dessus (boursiers effectuant un stage en Suisse en dehors des organisations internationales au bénéfice d'un accord de siège avec la Suisse) sont soumis, comme le chef de famille lui-même, au régime de droit commun.

Les dispositions du chapitre B ne vous concernent pas directement; je les ai toutefois mentionnées à titre d'information.

Je ne doute pas que vous puissiez approuver cette procédure, dont seront informées tant les représentations de Suisse à l'étranger que les polices cantonales des étrangers. Si vous aviez néanmoins une remarque à faire valoir à son sujet, vous voudriez bien me la faire connaître dès que possible. Je ne manquerai pas, le moment venu, de vous faire tenir des exemplaires à votre usage des dispositions prises en cette matière.

Je vous remercie d'avance de votre précieuse collaboration et vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

L'ambassadeur, représentant permanent:
Humbert

B. Hors de Suisse

IV. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté le 13 février 1946 une résolution tendant à l'unification, dans la mesure du possible, des privilèges et immunités dont jouissent l'Organisation des Nations Unies et les différentes institutions spécialisées;

Considérant que des consultations ont eu lieu entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées en vue de donner effet à ladite résolution;

En conséquence, par la résolution 179 (II) adoptée le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a approuvé la Convention ci-après, qui est soumise pour acceptation aux institutions spécialisées, et pour adhésion à tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tout autre Etat membre d'une ou de plusieurs institutions spécialisées.

¹⁾ Hors de Suisse, le statut juridique de l'UPU se trouve généralement réglé par la présente Convention qui a été mise sur pied dans le cadre de l'ONU. Cette Convention a été soumise, pour acceptation, aux différentes institutions spécialisées, entre autres à l'UPU; son texte est, en fait, très semblable à celui de l'Arrangement réglant le statut juridique de l'Union au siège.

La CEL a consacré plusieurs séances à la question de l'acceptation de la Convention susmentionnée par l'UPU en sa qualité d'institution spécialisée (v. à ce sujet les comptes rendus analytiques: avril 1948, p. 11 et 12, octobre 1948, p. 10 et 11, et mai 1949, p. 7 et 8).

A la suite d'une consultation des membres de l'Union, décidée par la CEL, tous les Pays-membres qui ont pris part à la votation se sont prononcés en faveur de l'acceptation, par l'Union, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, notamment du texte de son annexe VIII.

Pour les détails, v. Rapp. 1949, p. 1 et 2.

En ce qui concerne l'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, voici la liste des pays qui, d'après les informations de l'ONU (ST/Leg/Ser D/4), se sont engagés à appliquer à l'UPU les dispositions de ladite Convention:

Pays	Date du dépôt de l'instrument d'adhésion ou de la réception de la notification ultérieure
Algérie	25 mars 1964
Allemagne, Rép. féd. d'	19 mai 1958
Argentine	10 octobre 1963
Autriche	21 juillet 1950
Bahamas	17 mars 1977 (déclaration de continuité)
Barbade	19 novembre 1971
Belgique	14 mars 1962
Biélorussie	18 mars 1966
Botswana	5 avril 1983
Brésil	22 mars 1963
Bulgarie	13 juin 1968
Chili	21 septembre 1951
Chine (Rép. pop.)	11 septembre 1979
Chypre	6 mai 1964
Corée (Rép.)	13 mai 1977
Côte d'Ivoire (Rép.)	28 décembre 1961
Cuba	13 septembre 1972
Danemark	25 janvier 1950
Egypte	28 septembre 1954
Equateur	12 décembre 1958
Espagne	26 septembre 1974
Fidji	21 juin 1971 (déclaration de continuité)
Finlande	31 juillet 1958
Gambie	1 ^{er} août 1966 (déclaration de continuité)
Ghana	9 septembre 1958
Grande-Bretagne	17 décembre 1954
Grèce	21 juin 1977
Guatemala	30 juin 1951
Guinée	29 mars 1968
Guyane	13 septembre 1973
Haïti	16 avril 1952
Haute-Volta	6 avril 1962
Hongrie (Rép. pop.)	2 août 1967
Inde	19 octobre 1949
Indonésie	8 mars 1972
Iran	16 mai 1974
Iraq	9 juillet 1954
Irlande	10 mai 1967
Jamaïque	4 novembre 1963
Japon	18 avril 1963
Jordanie	12 décembre 1950
Kampuchea dém.	15 octobre 1953
Kenya	1 ^{er} juillet 1965
Kuwait	7 février 1963
Lao (Rép. dém. pop.)	9 août 1960
Lesotho	26 novembre 1969
Luxembourg	20 septembre 1950
Madagascar	3 janvier 1966
Malaisie	29 mars 1962 (avec effet au 31 août 1957)
Malawi	2 août 1965

Maldives (îles)	26 mai 1969
Mali	24 juin 1968
Malte	27 juin 1968 (avec effet au 21 septembre 1964)
Maroc	13 août 1958
Maurice	18 juillet 1969 (avec effet au 12 mars 1968)
Mongolie (Rép. pop.)	3 mars 1970
Népal	28 septembre 1965
Nicaragua	6 avril 1959
Niger	15 mai 1968
Nigéria	26 juin 1961 (déclaration de continuité)
Norvège	25 janvier 1950
Nouvelle-Zélande	25 novembre 1960
Ouganda	11 août 1983
Pakistan	15 septembre 1961
Pays-Bas	14 mai 1952
Pologne (Rép. pop.)	19 juin 1969
Rép. dém. allemande	4 octobre 1974
Roumanie	15 septembre 1970
Rwanda	15 avril 1964
Sénégal	2 mars 1966
Sierra Leone	13 mars 1962 (déclaration de continuité)
Singapour	18 mars 1966 (déclaration de continuité)
Suède	12 septembre 1951
Tchécoslovaquie	29 décembre 1966
Thaïlande	28 avril 1965
Togo	16 septembre 1975
Tonga	17 mars 1976 (déclaration de continuité)
Trinité et Tobago	19 octobre 1965
Tunisie	3 décembre 1957
Ukraine	13 avril 1966
URSS	10 janvier 1966
Uruguay	29 décembre 1977
Yougoslavie	23 novembre 1951
Zaïre	8 décembre 1964
Zambie	16 juin 1975 (déclaration de continuité)

La Biélorussie, la Bulgarie, Cuba, la Hongrie (Rép. pop.), la Mongolie (Rép. pop.), la Pologne (Rép. pop.), la Rép. dém. allemande, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Ukraine et l'URSS ont adhéré à cette Convention en faisant une réserve. Pour eux, les contestations et différends qui pourraient survenir dans l'application de ladite Convention ne peuvent être soumis à la Cour internationale de justice qu'avec le consentement des parties au litige.

Certains pays qui n'ont pas adhéré à la Convention adoptée dans le cadre de l'ONU ont néanmoins pris des mesures unilatérales pour accorder à l'UPU les privilèges et immunités nécessaires. Tel est notamment le cas des Etats-Unis d'Amérique qui ont reconnu la qualité d'organisation internationale ayant droit aux privilèges, exemptions et immunités conférés par l'«International Organisations Immunities Act» (décision du Président n° 10727 du 31 août 1957; cf. Rapp. 1957, p. 1).

Lorsque les Congrès se sont tenus dans des pays qui n'avaient pas signé la Convention de l'ONU sur les privilèges et immunités, des avantages analogues ont néanmoins été accordés à l'UPU pour la durée de la réunion (Bruxelles 1952, Ottawa 1957).

²⁾ La Comm. du droit international de l'ONU a publié en 1967 un résumé de la pratique suivie pour la présente Convention (Annuaire de la Comm. du droit international 1967 (F. 68, V. 2), p. 332s.).

Article premier

Définition et champ d'application

Aux fins de la présente Convention:

Section 1

- i) Les mots «clauses-standard» visent les dispositions des articles II à IX.
- ii) Les mots «institutions spécialisées» visent:
 - a) l'Organisation internationale du travail;
 - b) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
 - c) l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
 - d) l'Organisation de l'aviation civile internationale;
 - e) le Fonds monétaire international;
 - f) la Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur;
 - g) l'Organisation mondiale de la santé;
 - h) l'Union postale universelle;
 - i) l'Union internationale des télécommunications;
 - j) toute autre institution reliée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux articles 57 et 63 de la Charte.
- iii) Le mot «Convention», en tant qu'il s'applique à une institution spécialisée déterminée, vise les clauses-standard modifiées par le texte final (ou révisé) de l'annexe transmise par ladite institution conformément aux sections 36 et 38.
- iv) Aux fins de l'article III, les mots «biens et avoirs» s'appliquent également aux biens et fonds administrés par une institution spécialisée dans l'exercice de ses attributions organiques.
- v) Aux fins des articles V et VII, l'expression «représentants des membres» est considérée comme comprenant tous les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.
- vi) Aux fins des sections 13, 14, 15 et 25, l'expression «réunions convoquées par une institution spécialisée» vise les réunions: 1° de son assemblée ou de son conseil de direction (quel que soit le terme utilisé pour les désigner); 2° de toute

commission prévue par son acte organique; 3° de toute conférence internationale convoquée par elle; 4° de toute commission de l'un quelconque des organes précédents.
vii) Le terme «directeur général» désigne le *fonctionnaire principal* de l'institution spécialisée en question, que son titre soit celui de directeur général ou tout autre.

- Section 2 Tout Etat partie à la présente Convention accordera, en ce qui concerne toute institution spécialisée couverte par son adhésion et à laquelle la présente Convention est devenue applicable en vertu de la section 37, les privilèges et immunités prévus par les clauses-standard aux conditions qui y sont spécifiées, sous réserve de toutes modifications apportées auxdites clauses par les dispositions du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, dûment transmise conformément aux sections 36 ou 38.

Article II Personnalité juridique

- Section 3 Les institutions spécialisées possèdent la personnalité juridique. Elles ont la capacité a) de contracter, b) d'acquérir et de disposer des biens immobiliers et mobiliers, c) d'ester en justice.

Article III Biens, fonds et avoirs

- Section 4 Les institutions spécialisées, leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où elles y ont expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.
- Section 5 Les locaux des institutions spécialisées sont inviolables. Leurs biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

Les archives des institutions spécialisées et, d'une manière générale, tous les documents leur appartenant ou détenus par elles sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent. Section 6

Sans être astreintes à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers: Section 7

- a) les institutions spécialisées peuvent détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;
- b) les institutions spécialisées peuvent transférer librement leurs fonds, leur or ou leurs devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elles en toute autre monnaie.

Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu de la section 7 ci-dessus, chacune des institutions spécialisées tiendra compte de toutes représentations qui lui seraient faites par le Gouvernement de tout Etat partie à la présente Convention dans la mesure où elle estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts. Section 8

Les institutions spécialisées, leurs avoirs, revenus et autres biens sont: Section 9

- a) exonérés de tout impôt direct; il est entendu, toutefois, que les institutions spécialisées ne demanderont pas l'exonération d'impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique;
- b) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par les institutions spécialisées pour leur usage officiel; il est entendu, toutefois, que les articles ainsi importés en franchise ne seront pas vendus sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le Gouvernement de ce pays;
- c) exonérés de tout droit de douane et de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard de leurs publications.

- Section 10 Bien que les institutions spécialisées ne revendiquent pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand elles effectuent pour leur usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les Etats parties à la présente Convention prendront, chaque fois qu'il leur sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

Article IV Facilités de communications

- Section 11 Chacune des institutions spécialisées jouira, pour ses communications officielles, sur le territoire de tout Etat partie à la présente Convention en ce qui concerne cette institution, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé par le Gouvernement de cet Etat à tout autre Gouvernement, y compris à sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes sur le courrier, les câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi qu'en matière de tarifs de presse pour les informations à la presse et à la radio.
- Section 12 La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions spécialisées ne pourront être censurées.
- Les institutions spécialisées auront le droit d'employer des codes ainsi que d'expédier et de recevoir leur correspondance par des courriers ou valises scellées qui jouiront des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.
- La présente section ne pourra en aucune manière être interprétée comme interdisant l'adoption de mesures de sécurité appropriées, à déterminer suivant l'accord entre l'Etat partie à la présente Convention et une institution spécialisée.

Article V

Représentants des membres

Les représentants des membres aux réunions convoquées par une institution spécialisée jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants:

Section 13

- a) immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;
- b) inviolabilité de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courriers ou par valises scellées;
- d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;
- e) mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;
- f) mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

En vue d'assurer aux représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par elles une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

Section 14

- Section 15 Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujéti, les périodes pendant lesquelles les représentants des membres des institutions spécialisées aux réunions convoquées par celles-ci se trouveront sur le territoire d'un membre pour l'exercice de leurs fonctions ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.
- Section 16 Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des membres, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en ce qui concerne les institutions spécialisées. Par conséquent, un membre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.
- Section 17 Les dispositions des sections 13, 14 et 15 ne sont pas opposables aux autorités de l'Etat dont la personne est ressortissante ou dont elle est ou a été le représentant.

Article VI Fonctionnaires

- Section 18 Chaque institution spécialisée déterminera les catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article VIII. Elle en donnera communication aux Gouvernements de tous les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne ladite institution ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués de temps à autre aux Gouvernements précités.
- Section 19 Les fonctionnaires des institutions spécialisées:
- a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

- b) jouiront, en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par les institutions spécialisées, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, et dans les mêmes conditions;
- c) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration, ni aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- d) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;
- e) jouiront, en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable;
- f) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

Les fonctionnaires des institutions spécialisées seront exempts de toute obligation relative au service national. Toutefois, cette exemption sera, par rapport aux Etats dont ils sont les ressortissants, limitée à ceux des fonctionnaires des institutions spécialisées qui, en raison de leurs fonctions, auront été nommément désignés sur une liste établie par le directeur général de l'institution spécialisée et approuvée par l'Etat dont ils sont les ressortissants. En cas d'appel au service national d'autres fonctionnaires des institutions spécialisées, l'Etat intéressé accordera, à la demande de l'institution spécialisée, les sursis d'appel qui pourraient être nécessaires en vue d'éviter l'interruption d'un service essentiel.

Section 20

Outre les privilèges et immunités prévus aux sections 19 et 20, le directeur général de chaque institution spécialisée, ainsi que tout fonctionnaire agissant en son nom pendant son absence, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne ses conjoints et enfants mineurs, jouira des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.

Section 21

Section 22 Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des institutions spécialisées et non pour leur bénéfice personnel. Chaque institution spécialisée pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'institution spécialisée.

Section 23 Chaque institution spécialisée collaborera en tout temps avec les autorités compétentes des Etats membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés au présent article.

Article VII Abus des privilèges

Section 24 Si un Etat partie à la présente Convention estime qu'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité accordés par la présente Convention, des consultations auront lieu entre cet Etat et l'institution spécialisée intéressée en vue de déterminer si un tel abus s'est produit, et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition. Si de telles consultations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant pour l'Etat et l'institution spécialisée intéressée, la question de savoir s'il y a eu abus d'un privilège ou d'une immunité sera portée devant la Cour internationale de justice, conformément à la section 32. Si la Cour internationale de justice constate qu'un tel abus s'est produit, l'Etat partie à la présente Convention et affecté par ledit abus aura le droit, après notification à l'institution spécialisée, de cesser d'accorder, dans ses rapports avec cette institution, le bénéfice du privilège ou de l'immunité dont il aurait été fait abus.

Section 25 1. Les représentants des membres aux réunions convoquées par les institutions spécialisées, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, ainsi que les fonctionnaires visés à la section 18, ne seront pas contraints par les

autorités territoriales de quitter le pays dans lequel ils exercent leurs fonctions en raison d'activités exercées par eux en leur qualité officielle. Toutefois, dans le cas où une telle personne abuserait du privilège de résidence en exerçant dans ce pays des activités sans rapport avec ses fonctions officielles, elle pourra être contrainte de quitter le pays par le Gouvernement de celui-ci, sous réserve des dispositions ci-après:

2. I) Les représentants des membres ou les personnes jouissant de l'immunité diplomatique aux termes de la section 21 ne seront pas contraints de quitter le pays si ce n'est conformément à la procédure diplomatique applicable aux envoyés diplomatiques accrédités dans ce pays.

II) Dans le cas d'un fonctionnaire auquel ne s'applique pas la section 21, aucune décision d'expulsion ne sera prise sans l'approbation du ministre des affaires étrangères du pays en question, approbation qui ne sera donnée qu'après consultation avec le directeur général de l'institution spécialisée intéressée; et si une procédure d'expulsion est engagée contre un fonctionnaire, le directeur général de l'institution spécialisée aura le droit d'intervenir dans cette procédure pour la personne contre laquelle la procédure est intentée.

Article VIII

Laissez-passer

Les fonctionnaires des institutions spécialisées auront le droit d'utiliser les laissez-passer des Nations Unies, et ce conformément à des arrangements administratifs qui seront négociés entre le Secrétaire général des Nations Unies et les autorités compétentes des institutions spécialisées auxquelles seront délégués les pouvoirs spéciaux de délivrer les laissez-passer. Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à chacun des Etats parties à la présente Convention les arrangements administratifs qui auront été conclus.

Section 26

Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires des institutions spécialisées seront reconnus et acceptés comme titres valables de voyage par les Etats parties à la présente Convention.

Section 27

- Section 28 Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant de fonctionnaires des institutions spécialisées titulaires de laissez-passer des Nations Unies et accompagnées d'un certificat attestant que ces fonctionnaires voyagent pour le compte d'une institution spécialisée, devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.
- Section 29 Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées à la section 28 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte d'une institution spécialisée.
- Section 30 Les directeurs généraux des institutions spécialisées, directeurs généraux adjoints, directeurs de départements et autres fonctionnaires d'un rang au moins égal à celui de directeur de département des institutions spécialisées, voyageant pour le compte des institutions spécialisées et munis d'un laissez-passer des Nations Unies, jouiront des mêmes facilités de voyage que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.

Article IX

Règlement des différends

- Section 31 Chaque institution spécialisée devra prévoir des modes de règlement appropriés pour:
- a) les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'institution spécialisée serait partie;
 - b) les différends dans lesquels serait impliqué un fonctionnaire d'une institution spécialisée qui, du fait de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions de la section 22.
- Section 32 Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera portée devant la Cour internationale de justice, à moins que, dans un cas donné,

les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement. Si un différend surgit entre une des institutions spécialisées d'une part, et un Etat membre d'autre part, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé sera demandé en conformité de l'article 96 de la Charte et de l'article 65 du Statut de la Cour, ainsi que des dispositions correspondantes des accords conclus entre les Nations Unies et l'institution spécialisée intéressée. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif.

Article X

Annexes et application de la Convention à chaque institution spécialisée

Les clauses-standard s'appliqueront à chaque institution spécialisée, sous réserve de toute modification résultant du texte final (ou révisé) de l'annexe relative à cette institution, ainsi qu'il est prévu aux sections 36 et 38. Section 33

Les dispositions de la Convention doivent être interprétées à l'égard de chacune des institutions spécialisées en tenant compte des attributions qui lui sont assignées par son acte organique. Section 34

Les projets d'annexes I à IX constituent des recommandations aux institutions spécialisées qui y sont nommément désignées. Dans le cas d'une institution spécialisée qui n'est pas désignée à la section 1, le Secrétaire général des Nations Unies transmettra à cette institution un projet d'annexe recommandé par le Conseil économique et social. Section 35

Le texte final de chaque annexe sera celui qui aura été approuvé par l'institution spécialisée intéressée, conformément à sa procédure constitutionnelle. Chacune des institutions spécialisées transmettra au Secrétaire général des Nations Unies une copie de l'annexe approuvée par elle, qui remplacera le projet visé à la section 35. Section 36

La présente Convention deviendra applicable à une institution spécialisée lorsque celle-ci aura transmis au Secrétaire général des Nations Unies le texte final de l'annexe qui la Section 37

concerne et lui aura notifié son acceptation des clauses-standard modifiées par l'annexe et son engagement de donner effet aux sections 8, 18, 22, 23, 24, 31, 32, 42 et 45 (sous réserve de toutes modifications de la section 32 qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au texte final de l'annexe pour que celui-ci soit conforme à l'acte organique de l'institution) ainsi qu'à toutes dispositions de l'annexe qui imposent des obligations à l'institution. Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à tous autres Etats membres des institutions spécialisées des copies certifiées conformes de toutes les annexes qui lui auraient été transmises en vertu de la présente section, ainsi que des annexes révisées transmises en vertu de la section 38.

Section 38 Si une institution spécialisée, après avoir transmis le texte final d'une annexe conformément à la section 36, adopte conformément à sa procédure constitutionnelle certains amendements à cette annexe, elle transmettra le texte révisé de l'annexe au Secrétaire général des Nations Unies.

Section 39 Les dispositions de la présente Convention ne comporteront aucune limitation et ne porteront en rien préjudice aux privilèges et immunités qui ont été déjà ou qui pourraient être accordés par un Etat à une institution spécialisée en raison de l'établissement de son siège ou de ses bureaux régionaux sur le territoire de cet Etat. La présente Convention ne saurait être interprétée comme interdisant la conclusion entre un Etat partie et une institution spécialisée d'accords additionnels tendant à l'aménagement des dispositions de la présente Convention, à l'extension ou à la limitation des privilèges et immunités qu'elle accorde.

Section 40 Il est entendu que les clauses-standard modifiées par le texte final d'une annexe transmise par une institution spécialisée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vertu de la section 36 (ou d'une annexe révisée transmise en vertu de la section 38) devront être en harmonie avec les dispositions de l'acte organique de l'institution alors en vigueur, et que s'il est nécessaire d'apporter à cet effet un amendement à cet acte, un tel amendement devra avoir été mis en vigueur conformément à la procédure constitution-

nelle de l'institution avant la transmission du texte final (ou révisé) de l'annexe.

Aucune disposition de l'acte organique d'une institution spécialisée, ni aucun droit ou obligation que cette institution peut par ailleurs posséder, acquérir ou assumer ne sauraient être abrogés par le seul effet de la présente Convention, qui ne pourra pas davantage y apporter de dérogation.

Article XI

Dispositions finales

L'adhésion à la présente Convention par un Membre de l'Organisation des Nations Unies et (sous réserve de la section 42) par tout Etat membre d'une institution spécialisée s'effectuera par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument d'adhésion qui prendra effet à la date de son dépôt.

Section 41

Chaque institution spécialisée intéressée communiquera le texte de la présente Convention ainsi que des annexes qui la concernent à ceux de ses membres qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies; elle les invitera à adhérer à la Convention à son égard par le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou du directeur général de ladite institution de l'instrument d'adhésion requis.

Section 42

Tout Etat partie à la présente Convention désignera dans son instrument d'adhésion l'institution spécialisée ou les institutions spécialisées à laquelle ou auxquelles il s'engage à appliquer les dispositions de la présente Convention. Tout Etat partie à la présente Convention pourra, par une notification ultérieure écrite au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'engager à appliquer les dispositions de la présente Convention à une ou plusieurs autres institutions spécialisées. Ladite notification prendra effet à la date de sa réception par le Secrétaire général.

Section 43

La présente Convention entrera en vigueur entre tout Etat partie à ladite Convention et une institution spécialisée quand elle sera devenue applicable à cette institution confor-

Section 44

mément à la section 37 et que l'Etat partie aura pris l'engagement d'appliquer les dispositions de la présente Convention à cette institution conformément à la section 43.

Section 45 Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de même que tous les Etats membres des institutions spécialisées et les directeurs généraux des institutions spécialisées du dépôt de chaque instrument d'adhésion reçu en vertu de la section 41, et de toutes notifications ultérieures reçues en vertu de la section 43. Le directeur général de chaque institution spécialisée informera le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les membres de l'institution intéressée du dépôt de tout instrument d'adhésion déposé auprès de lui en vertu de la section 42.

Section 46 Il est entendu que lorsqu'un instrument d'adhésion ou une notification ultérieure sont déposés au nom d'un Etat quelconque, celui-ci doit être en mesure d'appliquer, en vertu de son propre droit, les dispositions de la présente Convention telles que modifiées par les textes finals de toutes annexes relatives aux institutions visées par les adhésions ou notifications susmentionnées.

- Section 47
1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 de la présente section, tout Etat partie à la présente Convention s'engage à appliquer ladite Convention à chacune des institutions spécialisées visées par cet Etat dans son instrument d'adhésion ou dans une notification ultérieure, jusqu'à ce qu'une Convention ou annexe révisée soit devenue applicable à cette institution et que ledit Etat ait accepté la Convention ou l'annexe ainsi révisée. Dans le cas d'une annexe révisée, l'acceptation des Etats s'effectuera par une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, qui prendra effet au jour de sa réception par le Secrétaire général.
 2. Cependant, tout Etat partie à la présente Convention qui n'est pas ou qui a cessé d'être membre d'une institution spécialisée peut adresser une notification écrite au Secrétaire général des Nations Unies et au directeur général de

l'institution intéressée pour l'informer qu'il entend cesser de lui accorder le bénéfice de la présente Convention à partir d'une date déterminée qui ne pourra précéder de moins de trois mois celle de la réception de cette notification.

3. Tout Etat partie à la présente Convention peut refuser d'accorder le bénéfice de ladite Convention à une institution spécialisée qui cesse d'être reliée à l'Organisation des Nations Unies.

4. Le Secrétaire général des Nations Unies informera tous les Etats membres parties à la présente Convention de toute notification qui lui sera transmise conformément aux dispositions de la présente section.

A la demande du tiers des Etats parties à la présente Convention, le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une conférence en vue de la révision de la Convention.

Section 48

Le Secrétaire général transmettra copie de la présente Convention à chacune des institutions spécialisées et aux Gouvernements de chacun des membres des Nations Unies.

Section 49

Annexes au projet de Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

Annexe VIII

Union postale universelle

Les clauses-standard s'appliqueront sans modification.

Index alphabétique

Note. – Les chiffres en petits caractères placés au-dessus de la ligne renvoient aux paragraphes des divers articles. Les articles mentionnés en chiffres romains et suivis des lettres Pf et Pa désignent respectivement les articles du Protocole final de la Constitution ou des Protocoles additionnels à celle-ci.

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
Abréviations	–	–	XXXI
Abrogation des Actes du Congrès précédent	31 ²	–	50
Abus des privilèges des institutions spécialisées	–	–	372
Accord ONU/UPU	9	–	20, 321
– – Entrée en vigueur	–	–	335
– additionnel ONU/UPU	–	–	338
– Propositions	–	129	163
– sur les privilèges et immunités de l'UPU en Suisse	–	–	341
– – hors de Suisse	–	–	362
– – Entrée en vigueur	–	–	351
– – Modifications	–	–	351
Accords entre institutions	–	–	334
Actes de l'Union	22	–	39
– – Application aux territoires dont un Pays-membre assure les relations internationales	23	–	44
– – autres que la Constitution. Approbation	25 ³	–	45
– – Déclarations faites lors de la signature	–	–	75
– – Demandes d'interprétation et de modification	–	113 ²	142
– – Interprétation	32	–	52
– – Notification des ratifications et des autres modes d'approbation	26	–	47
– – obligatoires	22 ^{2, 3}	–	39
– – Adhésion	11 ³ , I Pf	–	26, 70
– – Présentation des propositions	29	119, 120	49, 149, 151
– – Protocoles finals des Actes	22 ⁶	–	39
– – Réserves	22 ⁶	–	39, 242, 268
– – Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès	–	–	243
– – Signature	25 ¹	–	45, 268
– des Unions restreintes et arrangements spéciaux	–	116	145
– du Congrès de Hamburg 1984. Mise à exécution	–	–	244
– du précédent. Abrogation	31 ²	–	50
Activités de l'Union. Rapport annuel	–	102 ^{6, 1)} , 118	105, 148
Adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires	11 ³ , I Pf	–	26, 70
– à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	–	–	377

Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
– à l'Union	11	–	26
– – Attribution de la classe de contribution	21 ⁴	–	38
– – Notification	11 ⁵	–	26
– au Protocole additionnel	VI Pa	–	74
– aux Arrangements	27, VI Pa	–	48, 74
– – Notification	27 ²	–	48
Administration postale des Nations Unies	–	–	22
Admission en qualité de Pays-membre	11	–	26
– Attribution de la classe de contribution	21 ⁴	–	38
– Consultation des Pays-membres	11 ³ , 4	–	26
– Notification	11 ⁵	–	26
Afrique du Sud. Exclusion de l'UPU	–	–	184
Aide apportée par le Gouvernement suisse dans le domaine des finances de l'Union	–	–	238
Aperçu historique	–	–	IX
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indé- pendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions internationales	–	–	185
– immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)	–	–	244
Approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution	25 ³	–	45
– – Notification	26	–	47
– des comptes de l'Union des années 1979–1983 – du Rapport du Directeur général du Bureau international 1980–1984	–	–	237
– – sur l'ensemble de l'activité du Conseil consul- tatif des études postales 1979–1984	–	105 ³	121, 183
– – sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécu- tif 1979–1984	–	103 ²	114, 183
– par le Congrès des projets de décisions	–	–	266
Arbitrages	32	127	52, 162
Arrangements avec l'ONU concernant le personnel – de l'Union	–	–	330
– – Adhésion	22 ⁴	–	39
– – – Notification	27, VI Pa	–	48, 74
– – – Dénonciation	27 ²	–	48
– – – Modification	28	–	49
– – – Réglemets d'exécution	31 ¹	–	50
– – – spéciaux	22 ⁴ , 5	–	39
Arriérés. Assainissement par le système de com- pensation du Bureau international	8 ¹	116	16, 145
Assistance à fournir à l'ONU	–	–	228
– technique	–	–	329
– – Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés	13	102 ⁶ , 104 ⁹ , 114	4, 104, 116, 144
	–	–	239

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
– – Coopération technique entre pays en développement	–	–	240
– – Financement des activités	–	–	229
– – Priorités et principes d'action de l'UPU	–	–	231
– – Règlements internationaux	–	–	186
Attributions des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales	–	–	267
Avant-propos	–	–	V
Avis émis par le Bureau international	–	113	142
Bibliographie	–	–	XXV
Biens, fonds et avoirs de l'ONU	–	–	342
– des institutions spécialisées	–	–	366
Bureau du Congrès	–	–	253
– international	13, 20, IV Pa	–	31, 36, 73
– – Avis émis	–	113	142
– – Demandes d'interprétation et de modification des Actes	–	113	142
– – Directeur général et Vice-Directeur général			
– – – Election	–	108	128, 234
– – – Fonctions	–	109, 110	131, 140
– – – Tâches	–	–	132
– – Enquêtes	–	113	142
– – Fourniture des formules	–	115	145
– – Fournitures. Paiement	–	126	161
– – Intervention dans la liquidation des comptes	–	113	142
– – Renseignements à fournir	–	113	142
Buts de l'Union	Préambule, 1 ² , 3	–	3, 4
Classes de contribution des Pays-membres	21 ³ , 4	125	38, 158
– Choix de la –	–	–	233
Clause finale de la Constitution	–	–	62
– du troisième Protocole additionnel à la Constitu- tion	–	–	72
– du Protocole final de la Constitution	–	–	70
– du Règlement général	–	–	164
Collaboration internationale	Préambule, 1 ²	–	3, 4
Commissions du Congrès	–	–	178, 182, 252, 253, 254
– spéciales	19, III Pa	–	35, 73
Comptes de l'Union des années 1979–1983. Appro- bation	–	–	237
Conditions d'approbation des propositions au Congrès	–	–	263
Conférences administratives	16, II Pa	–	32, 73

Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	
	Article	Article	Page
Congrès	13 ¹ , 14	—	31
– Approbation des projets de décisions	—	—	266
– Bureau	—	—	253
– Commissions	—	102 ⁶ , v)	106, 178, 253
– – établissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux	—	102 ⁶ , x)	106, 182, 265
– Délégations	—	101 ²	99, 248
– Délibérations	—	101 ³	99, 260
– Dépenses afférentes à la réunion	21 ¹	124 ¹ , 2	37, 154
– Doyen	—	—	251
– Durée	—	—	235
– extraordinaires	15	101	32, 99
– – Organisation et réunion	—	101	99
– Groupes de travail	—	—	254
– Langues de délibération	—	107 ⁹ , 10, 11	123, 255
– – de rédaction des documents	—	107 ¹	122, 256
– Lieu du XX ^e Congrès postal universel	—	—	246
– Membres des Commissions	—	—	178, 253
– Motions d'ordre et de procédure	—	—	260
– Observateurs	8 ²	102 ⁶ , m)	17, 105, 250
– Ordre des places	—	—	250
– Organisation et réunions	—	101	99
– Pouvoirs des délégués	—	101 ²	99, 245, 248
– Préparation des travaux	—	111	140
– Présidences et vice-présidences	—	—	252
– Procédure de présentation des propositions	—	119	149
– Procès-verbaux	—	—	265
– Projets de décisions. Approbation	—	—	266
– Propositions	—	—	257, 258, 263
– Quorum pour les votations	—	—	261
– Règlement intérieur	—	106	122, 247
– – Modifications	—	—	268
– Secrétariat	—	—	254
– Votations	—	—	261
– – Procédure	—	—	262
Conseil consultatif des études postales	13, 18	—	31, 34
– Application immédiate des dispositions adop- tées par le Congrès	—	—	244
– Attributions	—	104 ⁹	116
– – des études au Conseil consultatif des études postales par le Congrès	—	—	267
– Composition, fonctionnement et réunions	—	104	115
– Documentation sur les activités	—	105	121
– Election des membres	—	104 ²	115, 264

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
- Liste des Pays-membres	-	-	117
- Non-participation des membres aux sessions ..	-	-	234
- Programme de travail pour la période 1984-1989	-	104 ¹²	116, 190
- Rapport sur l'ensemble de l'activité. Approba- tion	-	105 ³	121, 183
- Règlement intérieur	-	104 ⁶	115, 285
- Remboursement des frais de voyage des mem- bres	-	104 ⁴	115
- Travaux. Participation accrue des pays en déve- loppement	-	-	188
Conseil exécutif	13, 17	-	31, 33
- Application immédiate des dispositions adop- tées par le Congrès	-	-	244
- Attributions	-	102 ⁶	105, 271
- des études au Conseil exécutif par le Congrès	-	-	267
- Composition, fonctionnement et réunions	-	102	103
- Documentation sur les activités	-	103	114
- Election des membres	-	102 ³	104, 264
- Liste des Pays-membres	-	-	108
- Non-participation des membres aux sessions ..	-	-	234
- Rapport sur l'ensemble de l'activité. Approba- tion	-	103 ²	114, 183
- Règlement intérieur	-	102 ⁸	106, 271
- Répartition géographique des sièges	-	102 ³	104, 246
Constitution	22 ¹	-	39
- Adhésion	11 ³ , I Pf	-	26, 70
- Clause finale	-	-	62
- Dénonciation	12 ¹	-	30
- Mise à exécution et durée	33	-	62
- Modification	30	-	50
- Préambule	-	-	3
- Protocole additionnel	30 ²	-	50
- Adhésion	VI Pa	-	74
- Mise à exécution et durée	VII Pa	-	74
- Quorum	-	-	263
- Ratification	25 ² , 4	-	45, 46
- Notification	26	-	47
Contacts avec les organismes internationaux re- présentant les clients des services postaux	-	-	227
Contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU ..	-	-	235
Contributions des Pays-membres	21 ³ , 4	-	38
- Arriérés. Assainissement par le système de compensation du Bureau international	-	-	228
Convention	22 ³ , 31	-	39, 50
- Règlement d'exécution	22 ³ , 5	-	39
- sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	-	-	362
- Adhésion	-	-	377

Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
Coopération technique (v. Assistance technique)			
Correspondance de service. Langues utilisées . . .	–	107	122
Couverture des frais de services spéciaux	–	–	334
Décisions. Approbation des projets par le Congrès	–	–	266
– autres que celles modifiant les Actes	–	–	165
– adoptées entre deux Congrès. Notification	–	122	153
– – exécution	–	123	153
Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux	–	–	176
– faites lors de la signature des Actes	–	–	75
– sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spéciali- sées	–	–	185
Délégations au Congrès	–	–	248
Délibérations du Congrès	–	–	260
– Langues utilisées	–	107	122, 255
Demandes d'interprétation et de modification des Actes	–	113	142
Dénonciation de la Constitution	12 ¹	–	30
– d'un Arrangement	28	–	49
Dépenses afférentes à la réunion du prochain Con- grès	21 ¹	124 ²	37, 154
– de l'Union	21	124	37, 154
– – Choix de la classe de contribution pour la ré- partition	21 ^{3, 4}	–	38
– – Dépassement	21 ²	124 ^{3, 4, 5}	38, 154
– – Fixation et règlement	–	124	154
– – Limites	–	–	244
Différends	32	127	52, 162
Directeur général du Bureau international			
– Election	–	108	128, 234
– Fonctions	–	109	131
– Rapport 1980–1984. Approbation	–	–	183
– Tâches	–	–	132
Dispositions budgétaires	–	–	332
– concernant le quorum et les conditions d'appro- bation des propositions	–	–	182
Documentation sur les activités du CE	–	103	114
– du CCEP	–	105	121
Documents de l'Union			
– – Langues utilisées pour la publication	–	107	122, 238
– du Congrès. Langues de rédaction	–	–	256
Doyen du Congrès	–	–	251
DTS. Contre-valeur des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU . .	–	–	235
Durée du Congrès	–	–	235
– de la Constitution	33	–	62

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
– du Protocole additionnel	VII Pa	–	74
– du Règlement général	–	130	164
Echange d'informations entre l'UPU et l'ONU.....	–	–	328
Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international.....	–	108	128, 234, 264
– des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales.....	–	102 ³ , 104 ²	104, 115, 264
Enquêtes	–	113	142
Entrée en vigueur de l'Accord ONU/UPU	–	–	335
Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès	–	–	182
Etendue de l'Union	1 ¹	–	4
Examen des propositions en Congrès et Commis- sions	–	–	258
– entre deux Congrès	–	121	152
Exécution des décisions adoptées entre deux Con- grès	–	123	153
– de l'Accord ONU/UPU.....	–	–	335
Experts en mission pour l'ONU.....	–	–	348
Exclusion de l'Afrique du Sud de l'UPU.....	–	–	184
Facilités de communications accordées à l'ONU..	–	–	344
– accordées aux institutions spécialisées	–	–	368
Finances de l'Union. Aide apportée par le Gouver- nement de la Confédération suisse	–	124 ¹⁰	155
Fixation et règlement des dépenses de l'Union...	–	124	154
Fonctionnaires de l'ONU	–	–	346
– des institutions spécialisées	–	–	370
Fonds de réserve	–	102 ^{6, f)} , 124 ⁹	104, 155
– social	–	102 ^{6, k)}	104
Formules fournies par le Bureau international ...	–	115	145
Fournitures du Bureau international. Paiement...	–	126	161
Franc-or	7	–	14, 235
Groupes de travail du Congrès.....	–	–	254
Institutions spécialisées.....	–	–	321, 362
– Abus des privilèges	–	–	372
– Application de la Déclaration sur l'octroi de l'in- dépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les –	–	–	185
– Biens, fonds et avoirs.....	–	–	366
– Convention sur les privilèges et immunités	–	–	362
– – Adhésion	–	–	377

Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
– Facilités de communications accordées	–	–	368
– Fonctionnaires	–	–	370
– Personnalité juridique	–	–	366
– Représentants des membres	–	–	369
Interprétation des Actes de l'Union	32	113 ²	52, 142
Jugement arbitral	32	127	52, 162
Journée mondiale de la poste	–	–	225
Laissez-passer des Nations Unies	–	–	349, 373
Langue officielle de l'Union	6	–	13
Langues de délibération au Congrès	–	107 ⁹ , 10, 11	123, 255
– de rédaction des documents du Congrès	–	–	256
– utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service	–	107	122
Législations nationales	24	–	45
Liaison entre l'ONU et l'UPU	–	–	334
Liberté de transit	1 ¹	–	4
Limites des dépenses de l'Union	–	–	244
Liquidation des comptes. Intervention du Bureau international	–	113	142
Liste des Pays-membres	–	112	141
Membres des Commissions du Congrès	–	–	178, 253
Membres de l'Union (v. Pays-membres)			
Mise à exécution des Actes de Hamburg 1984	–	–	244
– et durée de la Constitution	33	–	62
– du Protocole additionnel	VII Pa	–	74
– du Règlement général	–	130	164
Modification de la Constitution	30	–	50
– – Entrée en vigueur	30 ²	–	50
– – Ratification	30 ²	–	50
– de la Convention	31, V Pa	–	50, 73
– – Mise à exécution et durée	31 ²	–	50
– des Arrangements	31 ¹ , V Pa	–	50, 73
– – Mise à exécution et durée	31 ²	–	50
– du Règlement général	31 ¹ , V Pa	–	50, 73
– – Mise à exécution et durée	31 ²	–	50
– du Règlement intérieur des Congrès	–	–	268
Monnaie type	7	–	14, 235
Motions d'ordre et de procédure présentées au Congrès	–	–	260
– au Conseil consultatif des études postales	–	–	295
– au Conseil exécutif	–	–	281
Notification			
– des adhésions à l'Union	11 ⁵	–	26
– – aux Arrangements	27 ²	–	48
– des admissions à l'Union	11 ⁵	–	26

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
– des décisions adoptées entre deux Congrès . . .	–	122	153
– des ratifications et des autres modes d'approba- tion des Actes	26	–	47
Non-participation des membres du CE et du CCEP aux sessions de ces organes	–	–	234
Observateurs au Congrès	–	102 ^{6, m)}	105, 250
– au Conseil consultatif des études postales	–	104 ¹⁴	117, 286
– au Conseil exécutif	–	102 ^{13, 14}	107, 272
– des Unions restreintes	8 ²	–	17, 251, 272
– de l'Union aux réunions des Unions restreintes	8 ³	–	17
Office de compensation	–	113	142, 228
Ordre des places au Congrès	–	–	250
Organes de l'Union	13, I Pa	–	31, 73
– permanents de l'Union	13 ² , I Pa	–	31, 73
– Secrétariat	–	111	140
Organisation des Nations Unies. Accords	9	129	20, 163, 321
– sur les privilèges et immunités	–	–	341
– – Entrée en vigueur	–	–	351
– – Modification	–	–	351
– Administration postale	–	–	22
– Arrangement avec l'UPU concernant le person- nel	–	–	330
– Biens, fonds et avoirs	–	–	342
– Echange d'informations avec l'UPU	–	–	328
– Experts en mission	–	–	348
– Facilités de communications accordées	–	–	344
– Fonctionnaires	–	–	346
– Laissez-passer	–	–	349
– Personnalité juridique	–	–	342
– Recommandations concernant l'application de la Déclaration sur la décolonisation par les insti- tutions spécialisées	–	–	185
– Relations avec l'UPU	9	–	20, 184
– Représentants des membres	–	–	345
Organisations internationales. Relations	10	–	25, 184
Organismes internationaux représentant les clients des services postaux. Contacts	–	–	227
Paiement des fournitures du Bureau international	–	126	161
Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales	–	–	188
Pays-membres de l'Union	2	–	9
– Contributions	2 ^{13, 4}	–	38
– Liste	–	112	141
Personnalité juridique de l'ONU	–	–	342

Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
– des institutions spécialisées	–	–	366
Poste (La)			
– Contrôle de qualité	–	–	189
– Journée mondiale	–	–	225
– Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art	–	–	226
Pouvoirs des délégués au Congrès	–	–	245, 248
Préambule de la Constitution	–	–	3
– des Protocoles additionnels	–	–	72
– du Règlement général	–	–	99
– de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union postale universelle	–	–	321
Préparation des travaux du Congrès	–	111	140
Présentation des propositions	29	–	49
Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions	–	–	252
– du Conseil exécutif	–	–	273
– du Conseil consultatif des études postales	–	–	287
Procédure d'adhésion ou d'admission à l'Union	11	–	26
– d'arbitrage	–	127	162
– de présentation des propositions au Congrès	–	119	149
– entre deux Congrès	–	120	151
– examen	–	121	152, 258
– de sortie de l'Union	12	–	30
– de vote au Congrès	–	–	262
Procès-verbaux du Congrès et des Commissions	–	–	265
– établissement de rapports en lieu et place	–	–	182
Programme des Nations Unies pour le développe- ment (PNUD)	–	–	6, 7, 8
Projets de décisions. Approbation par le Congrès	–	–	266
Propositions concernant la Constitution et le Rè- glement général	29 ²	119 ²	49, 149
– concernant la Constitution. Conditions d'appro- bation	30 ¹	–	50, 263
– concernant le Règlement général. Conditions d'approbation	–	128	163, 263
– concernant les Accords avec l'ONU	–	129	163
– concernant les Actes de l'Union	29 ¹	–	49
– présentées au Congrès	–	119	149, 257
Protocole additionnel à la Constitution	30 ²	–	50
– Adhésion	VI Pa	–	74
– Mise à exécution et durée	VII Pa	–	74
– final de la Constitution	I Pf	–	70
Protocoles finals des Actes	22 ⁶	–	39
 Quorum exigé pour			
– la Constitution	–	–	263
– le Règlement général	–	128	163, 263

	Constitution	Règlement général	
	Article	Article	Page
– les autres Actes	–	–	261, 263
– Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions	–	–	182
Rapport annuel sur les activités de l'Union	–	102 ⁶ , l), 118	105, 148
– du Directeur général 1980–1984. Approbation	–	–	183
– sur l'ensemble de l'activité du CCEP	–	105 ³	121
– – Approbation	–	–	183
– sur l'ensemble de l'activité du CE	–	103 ²	114
– – Approbation	–	–	183
Ratification de la Constitution	25 ² , 4	–	45, 46
– Notification	26	–	47
Recommandations de l'ONU	–	–	326
Règlement des différends relatifs à l'Accord sur les privilèges et immunités de l'ONU	–	–	350
– – à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées	–	–	374
– d'exécution de la Convention	22 ³ , 5	–	39
– – des Arrangements	22 ⁴ , 5	–	39
– financier de l'UPU	–	102 ⁶ , e)	104
– général	22 ²	–	39
– – Mise à exécution et durée	–	130	164
– – Modification	31 ¹	–	50
– intérieur des Congrès	–	106	122, 247
– – Modifications	–	–	268
– – du CCEP	–	104 ⁶	115, 285
– – du CE	–	102 ⁸	106, 271
Réglementation postale internationale. Etude	–	–	236
Relations exceptionnelles	4	–	12
– avec l'Organisation des Nations Unies	9	–	20, 185
– avec les organisations internationales	10	–	25, 185
Renseignements à fournir par le Bureau international	–	113	142
Représentants des membres de l'ONU	–	–	345
– des institutions spécialisées	–	–	369
Représentation réciproque entre l'UPU et l'ONU	–	–	323
Réserves aux Actes	22 ⁶	–	39, 242, 268
Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	–	–	165
Responsabilité dérivant de l'application des Actes	32	–	52
Ressort de l'Union	3	–	11, 242
Résumé des principales modifications apportées aux Actes de l'UPU ainsi que des décisions importantes prises par le Congrès	–	–	243
Revue de l'Union	–	117	146
Rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux. Déclaration de Hamburg	–	–	176

Index alphabétique

	Constitution	Règlement général	Page
	Article	Article	
Secrétariat des organes de l'Union	–	111	140
– du Congrès et des Commissions	–	–	254
Sentences arbitrales	–	–	53
Services administratifs et techniques	–	–	332
– de statistiques	–	–	331
Siège de l'Union	5	–	13
Signature des Actes de l'Union	25 ¹	–	45, 268
– Déclarations faites	–	–	75
Signatures de la Constitution	–	–	63
– du Règlement général	–	–	164
Sortie de l'Union	12	–	30
– Effet	12 ²	–	30
Statut juridique de l'Union	–	–	341, 352
– Documents	–	–	341
– du personnel	–	102 ^{6, i)}	104
Territoire postal	1 ^{1, 3}	–	4, 11
Territoires dont un Pays-membre assure les rela- tions postales. Application des Actes de l'Union	23	–	44
Union postale universelle. Actes	22	–	39
– – Interprétation	32	113 ²	52, 142
– – Notification des ratifications et des autres mo- des d'approbation	26	–	47
– – obligatoires	22 ^{2, 3}	–	39
– – Réserves	22 ⁶	–	39, 242, 268
– – Signature	25 ¹	–	45, 268
– Adhésion et admission	11	–	26
– Attribution de la classe de contribution	21 ⁴	–	38
– – Notification	11 ^{3, 5}	–	26
– Arrangements	22 ⁴	–	39
– – Adhésion	27, VI Pa	–	48, 74
– – Dénonciation	28	–	49
– – Modification	31 ¹	–	50
– – Règlements d'exécution	22 ^{4, 5}	–	39
– Buts	Préambule, 1 ^{2, 3}	–	3, 4
– Création et développement	–	–	IX
– Dépenses de l'Union	21	124	37, 154
– – Dépassement	21 ²	124 ^{3, 4, 5}	38, 154
– – Fixation et règlement	–	124	154
– – Limites	–	–	244
– Documents. Langues utilisées pour la publica- tion	–	107	122
– Echange d'informations avec l'ONU	–	–	328
– Etendue	1 ¹	–	4
– Finances. Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse	–	–	238

	Constitution	Règlement général	
	Article	Article	Page
– Interprétation des Actes	32	–	52
– Langue officielle	6	–	13
– Monnaie type	7	–	14, 235
– Organes	13, I Pa	–	31, 73
– – permanents	13 ² , I Pa	–	31, 73
– Pays-membres	2	–	9
– – Contributions	21 ³ , 4	124 ⁸	38, 155
– – – Arriérés. Assainissement par le système de compensation du Bureau international	–	–	228
– Rapport annuel sur les activités	–	102 ⁶ , I), 118	105, 148
– Règlement financier	–	102 ⁶ , e)	104
– Relations avec les organisations internationa- les	10	–	25, 185
– – avec l'ONU	9	–	20, 185
– Ressort	3	–	11, 242
– Revue	–	117	146
– Siège	5	–	13
– Sortie	12	–	30
– Statut juridique	–	–	352
Unions restreintes	8	–	16
– Actes et arrangements spéciaux	–	116	145
– Observateurs	8 ²	–	17
– – de l'Union	8 ³	–	17
Vice-Directeur général du Bureau international			
– Election	–	108	128, 234
– Fonctions	–	110	140

